

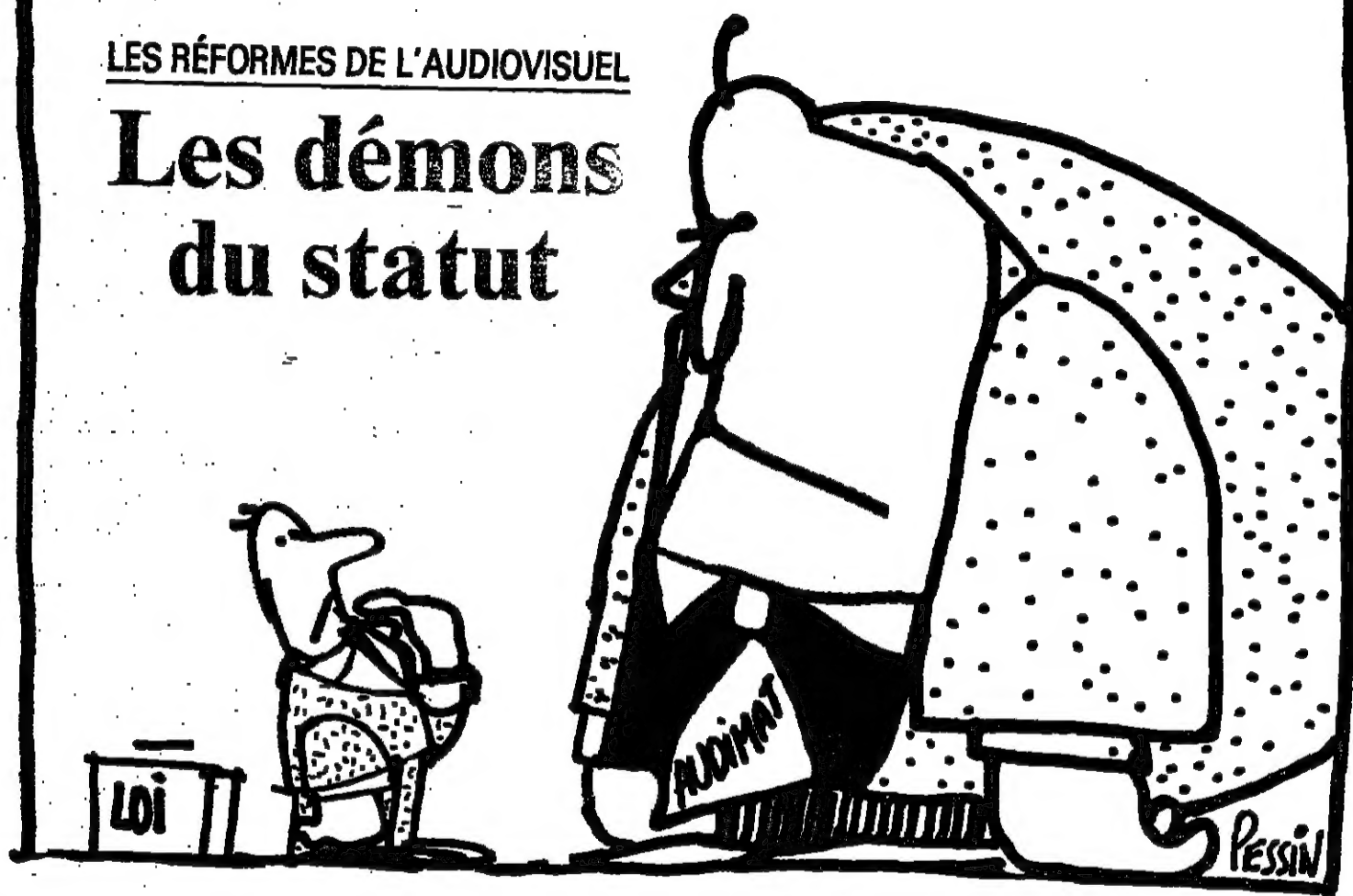
RADIO TELEVISION

Semaine du 2 au 8 janvier



Océaniques : Les flâneries de Willy Ronis

Les démons du statut



Supplément au n° 13664. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 1^{er} - Lundi 2 janvier 1989

(Lire nos informations page 30.)

379014Z004500 01030

3790167006500 01939

EVENTS AND THE REVOLUTIONS. FOUR PARTS:



**EUROPEAN
UNIVERSITY
OF AMERICA**

1629 Pine Street at Van Ness - San Francisco, Ca 94109

MBA *Master Of Business Administration*
Academic program, unique in concept, format and professional experience.
Université à San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience pratique du projet personnel/professionnel.

3^e CYCLE Diplômes de l'enseignement supérieur :
 Doctorats : médecine, sciences, lettres, droit - Ingénieurs - DEA,
 DESS, IEP - Pharmaciens - Titulaires de maîtrise.
 Programme de 12 à 14 mois conduisant au M.B.A. : Paris (2 mois) San
 Francisco (10 - 12 mois).

2^e CYCLE · Expérience professionnelle de 3 ans exigée après une formation supérieure de type second cycle.
Programme de 14 à 16 mois conduisant au M.B.A. : Paris (2 mois), San Francisco (12 - 14 mois).

Informations et sélections : European University of America
17/25 rue de Chaillot (Métro Mairie), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California •
Accords universitaires internationaux : Amérique - programmes associés et accréditation de MBA et de PhD - Europe et Asie.

Trente ans après l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro

A Cuba, la fièvre du billet vert

Au moment où le régime cubain fête son trentième anniversaire (« le Monde » daté 1^{er}-2 janvier), Fidel Castro a conclu son discours de célébration, dimanche à Santiago-de-Cuba, par le slogan : « Le marxisme-léninisme ou la mort. » La priorité absolue accordée à la chasse aux devises pour sortir le pays de la crise économique provoque cependant un réel malaise dans la société cubaine.

LA HAVANE

de notre envoyé spécial

« Vous payez en devises ? Alors, oui, nous avons une table pour vous. Suivez-moi. » Les Cubains qui attendent patiemment leur tour devant la porte du restaurant — une vingtaine de personnes — regardent passer le petit groupe d'étrangers munis de dollars. On entend à peine quelques murmures désapprobateurs et un petit courageux qui lance entre

ses dents : « Si ça continue comme ça, on aura bientôt l'apartheid. »

Les choses ne se passent pas toujours aussi bien. Les Cubains sont en général très bien disposés à l'égard des étrangers, mais ils y ont des limites à leur niveau de tolérance. *L'autre soir*, raconte Vladimir, un jeune journaliste, nous sommes allés dîner au restaurant Mandarin, un restaurant chinois sur la Rampa (la plus célèbre avenue commerçante de La Havane), quand des Allemands nous sont passés devant sous prétexte qu'ils allaient payer en dollars. Nous avons protesté et le maître d'hôtel nous a finalement donné raison pour éviter un scandale. Vladimir est favorable au dollar, mais il juge que les étrangers sont obligés de payer tous leurs achats en dollars. Mais il estime que cela ne doit pas leur conférer le privilège de passer avant les Cubains.

A Cuba, le dollar donne tous les droits depuis que les autorités locales ont pris la décision, il y a

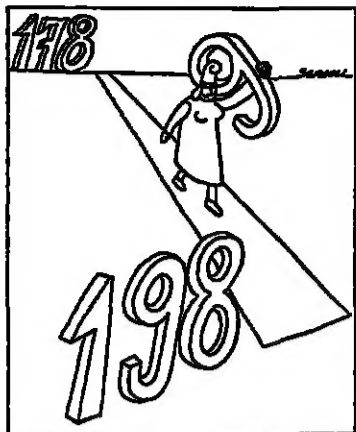
un peu plus d'un an, d'accorder la priorité absolue à la chasse aux devises pour tenter de sortir le pays de sa plus grave crise économique en trente ans de révolution. Faute de pouvoir exporter davantage de sucre, de nickel, de langoustes et de cigares, La Havane a opté, en désespoir de cause, pour le tourisme international, rendu responsable dans le passé de tous les maux de la société (prostitution, jeu, délinquance, etc.).

Pour le chef de la révolution cubaine, Fidel Castro, cette décision a été difficile à prendre. Il a fallu toute la capacité de persuasion de certains de ses plus proches collaborateurs, convertis aux bienfaits du capitalisme et de l'économie de marché, pour le convaincre que le tourisme était la seule manière d'obtenir les devises nécessaires à la reprise des importations (en forte baisse en 1988) et à la relance de l'économie.

BERTRAND DE LA GRANGE.
(Lire la suite page 5.)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 4,50 dir.; Tunisie, 600 m.; Allemagne, 2 DM; Autriche, 20 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,95 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Danemark, 11 kr.; Espagne, 165 pes.; G.-B., 60 p.; Grèce, 180 dr.; Inde, 90 p.; Italie, 1.700 L.; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 30 f.; Norvège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,25 fl.; Portugal, 140 esc.; Sénégal, 335 F CFA; Suède, 12,50 cs.; Suisse, 1,60 fr.; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

فكنا من الأصل



(Suite de la première page.)

Cette unanimité n'est pas hypocrite. Elle traduit le consentement de tous, ou presque tous, à des valeurs fondamentales. Mais de cette morale commune, deux siècles après l'événement fondateur, qu'avons-nous fait ?

II. Bien sûr nous sommes libres. Et à regarder le monde d'aujourd'hui, les Français pourraient avoir d'égotistes raisons de se réjouir : peu de sociétés aussi libres que la nôtre. Voici presque un demi-siècle que la liberté semble installée dans notre patrimoine national. Nous la vivons, pour la plupart, comme une évidence, une dette de la société. Et nous n'y prêtons guère attention. Rares sont ceux qui regardent vers les pays où la liberté est un combat, une conquête, les pays aussi où elle n'entre pas : ces pays semblent trop loin, trop différents.

Même chez nous, nous ne sommes guère vigilants : nous sup-

portons non de franchises atteintes aux libertés, mais leur grignotage par des lois ou des pratiques qui ne nous dérangent pas, s'appliquant ordinairement aux plus faibles, à ceux qui ne savent ou n'osent protester. Nous nous accommodons des « bavures » policières, coût légitime d'une police efficace, des abus de la détention provisoire, prix possible de notre commune sécurité.

Nous nous satisfaisons d'une justice pénale qui laisse de larges intervalles à l'arbitraire ; nous gardons dans nos lois l'hypocrite « inculpation », anathème public jeté, sans critère ni recours, sur celui que le droit feint de tenir pour innocent. Et vite, nous avons enterré la réforme de Robert Badinter, qui tentait d'y changer quelque chose. Nous sommes indifférents aux violations de l'état de droit, comme à l'arbitraire de nos lois. Un peu d'arbitraire ne nous dérange pas pourvu que la tranquillité de la plupart ne soit pas menacée. Et les contraventions de stationnement nous occupent autrement que quelques atteintes à la liberté.

De même sommes-nous inattentifs au contenu réel des libertés proclamées. La distinction mar-

xiste des libertés formelles et des libertés réelles n'est plus du tout notre affaire. Que ne soit pas libre celui qui a faim, qui a froid, celui qu'écrase son travail ou qui est condamné au non-travail, il nous est commode, en ces temps cruels, de ne pas le voir. Il nous suffit de savoir que tous ceux qui vivent en France sont libres en droit : les différences qui séparent un homme vraiment libre d'un exclu social comblé de libertés, nous préférons ne pas les voir.

Ainsi, le temps passant, la majorité des Français — et, bien sûr, ce mal n'affecte pas que la France — risque de ne plus s'attacher qu'à une conception rétrécie, mais agréable, de la liberté. La liberté d'aller et venir ? Elle permet de circuler, de voyager. L'inviolabilité du domicile ? Elle est moyen d'être tranquille chez soi. La liberté d'expression ? C'est l'agrément des conversations quotidiennes, le droit de lire et, pour-quoi pas, d'écrire n'importe quoi.

Mais au-delà ? L'évidence est que nous préférons notre sécurité à notre liberté ou, si l'on préfère, que la liberté n'est vraiment aimable que si elle participe de la sécurité. Vaincre la maladie et reculer la mort, voilà les vrais problèmes. Nous proclamons d'enthousiasme la liberté de ne pas mourir. Peut-on, sans pessimisme, observer ce péril qui menace les sociétés développées ? Que les libertés y sont venues, non comme une éminente dignité de la vie, mais comme un confort ? Et qu'elles deviennent encombrantes, si elles sont risquées, combat ou simplement complication du quotidien ? Ceux qui, en France, revendiquent et défendent la liberté, sous tous les aspects, à tous les moments, et qui la veulent pour tous, ces exigeants, ces maniaques, ils ne semblent plus nombreux... Voilà qui pourra nous poser question, en ce glorieux anniversaire.

III. Mais la liberté n'est pas notre vrai terrain. Chacun sait que les Français n'ont cessé d'entretenir avec elle une relation orageuse. « Peuple jamais si libre », observait Tocqueville, qu'il faille désespérer de l'asservir, ni si asservi qu'il ne puisse encore briser le joug... (1) Notre solide passion, venue de notre histoire, c'est la haine de l'inégalité. C'est par détestation de la noblesse que la révolution fut faite : pour briser les ordres, conquérir l'égalité devant l'impôt, l'égalité devant le juge, la libre accession de tous aux fonctions publiques. La nuit du 4 août sym-

bolise, dans l'euphorie d'une veille fraternelle, l'anéantissement de l'égalité des droits... des droits civils du moins.

Car, pour assurer l'égalité des droits politiques, il faudra encore aux Français presque un siècle... et la III^e République se passera sans peine du suffrage des femmes, qui attendront jusqu'en 1945 — il est vrai comblées d'être les mamans de futurs électeurs — l'honneur de devenir à leur tour des citoyens à part entière. Des étrangers qui vivent en France, qui y paient impôts, il est trop tôt pour parler encore. La France n'est pas mûre, et nullement pressée de le devenir.

A y regarder d'un peu près, notre passion de l'égalité a de fortes limites. Dans ce pays de juristes, la passion ne semble que l'égalité des droits, et de son application intellectuelle, que nous appelons joliment l'égalité des chances. Demeurent toutes les inégalités de fait auxquelles la France ne prête qu'une attention distraite. Celles de l'argent ? Elles ont eu longtemps mauvaise réputation à gauche ; mais le discrédit du marxisme, la crise économique paraissent les avoir légitimées. Gagneurs et riches semblent les soutiens de la prospérité générale ; perdants et exclus n'ont que vocation à en profiter.

Privautés et hiérarchies

Les inégalités du savoir et du pouvoir ? Nous voyons bien que l'école et le lycée n'ont plus les moyens de les corriger, que le prestige croissant des grands concours et le délabrement de l'Université française consolident le pouvoir de la classe dirigeante, servant ses méthodes de pensée et ses modes d'expression, creusant le fossé entre un enseignement de masse et l'éducation des privilégiés.

Nous voyons bien que la télévision est pour beaucoup d'enfants la seconde école, et parfois la première, que cette école nouvelle devrait s'ouvrir davantage à l'intelligence, à l'invention. Mais nous sommes assurés de ne rien pouvoir... Nous observons, depuis vingt ans, résignés, l'accroissement des inégalités du savoir et du pouvoir, nous les déplorons, nous comptons sur le temps, sur le hasard, sur le progrès du niveau de vie. Nous célébrons fièrement l'abolition des privilèges qui résér-

vaient à la noblesse les fonctions et les carrières mais l'annuaire des grandes écoles pourrait illustrer notre aptitude à réinventer ce que nous avons détruit.

Les privilèges sont abolis ? Sans doute. Mais nous ne cessons d'en inventer de nouveaux. Partout, en France, s'installent ou se fortifient des situations préférables, des droits exorbitants, des supériorités, des distances. Il y a les statuts privilégiés, qu'il convient de maintenir, les droits acquis qu'il ne serait tolérable ni d'abandonner ni de partager.

Il y a les hiérarchies, qui ne cessent de surgir, hiérarchies utiles et hiérarchies superflues, hiérarchies des fonctions mais aussi hiérarchies des places, des titres, des signes, hiérarchies des voitures, des étages et des salles à manger ! Tout est matière à créer des privilèges, grands et petits. Produits et services, pour se mieux vendre, s'accompagnent de douces prérogatives qui flattent l'amour-propre.

L'idéal français semble de passer avant, de passer devant, de signifier, d'une marque quelconque, une prééminence. Et la République elle-même ne cesse de rappeler la supériorité des détenteurs du pouvoir, riches de passe-droits : la voiture qui hurle, le motard qui écarte le vilain peuple d'un geste de la main, les passages privilégiés, les places réservées, les distractions prises au lieu et au jour interdits au public...

Peut-être un vent d'égalité a-t-il, ces dernières années, soufflé sur la jeunesse, un vent d'égalité ou d'uniformité. Pour le reste cette société des droits intouchables, des statuts privilégiés, cette société des faveurs et des signes distinctifs, ce n'est pas du tout une société d'égalité... et nous aurons matière à réflexion, quand reviendra cette belle nuit du 4 août.

IV. Au Champs-de-Mars les fédérés jurent de rester unis « par les liens indissolubles de la fraternité ». « La fraternité ou la mort » proclament les révolutionnaires de 1792 (2). La Terreur se donna aussi des intentions fraternelles... Sentiment, morale, communauté d'intérêts, ou de projets, ou d'ennemis, la fraternité serait-elle trop vague pour éclairer des comportements ? Quelle que soit son inspiration, et sous tous les noms qu'elle emprunte, elle indique une perspective : que le destin de l'homme n'est pas qu'individuel. Elle évoque l'intérêt porté aux autres. Fut-elle jamais une spécialité française ?

Observons les sociétés prospères, dont la France, à la fin de ce siècle : chacun sait qu'elles deviennent des sociétés glacées. Le déclin des religions, et des idéologies qui parlaient d'amour, ou de solidarité, la dilution du sentiment national, l'effacement des communautés syndicales et politiques sont à la fois effet et cause. La famille repliée dans les citadelles du logement et de la voiture, nourrit les dernières formes de sociabilité. Tout autour de nous, les autres risquent de prendre nos places, de respirer notre air, quand ils ne menacent pas nos biens : et nous savons le sinistre chemin qu'ont fait, en France, ces dernières années, les idéologies de la méfiance, du repliement sur le vieux jardin français.

Ce qu'il nous reste, heureusement, c'est la conscience de ce que le cloisonnement de notre société ne nous rend pas heureux. Nous savons que ce temps des bousculades sans rencontre est celui des journées sans vie. Parfois les jeunes nous donnent exemple : la peur, qui règne sur les sociétés sécurisées, ne les tient pas encore. Et que surgisse ici ou là une occasion de solidarité, une communauté qui s'exprime en fêtes, en spectacles, en effort ou en combat partagé, et chacun mesure à nouveau ce que serait la joie de vies plus fraternelles. Après quoi nous retournons à la solitude. Vient le temps imitoyable des très longues vieillesse...

V. Ici nous rencontrons le politique. Dans un monde de sourds, le politique pourrait être l'école du dialogue, dans une société froide une action chaleureuse. Or il n'est le plus souvent qu'une pédagogie de la méfiance et du mépris, quand ce n'est de la haine. Les mots de la fraternité, on les trouve dans l'arsenal des formules toutes faites, à l'usage des discours républicains. Les mots du rejet, le ton du mépris, ils se renouvellent chaque jour, vibrants et vivants !

Si les Français semblent s'éloigner de la politique, ce doit être que celle-ci ne les prend pas assez au sérieux. Il est probable qu'ils méprisent moins la politique que la politique ne les méprise. Ce bicentenaire ne pourrait-il donner aux Français, et à ceux qui les représentent et les dirigent, l'occasion d'intelligentes retrouvailles ? Nous irons de fête en fête, et c'est tant mieux, admirant des souvenirs qui ne sont pas forcément admirables, célébrant nos vertus, taisant leur intermittence.

Mais au-delà ? Ce pourrait être l'occasion de reprendre, avec une lucidité et une vigueur nouvelles, la tâche, jamais achevée, qui conduit une nation vers la démocratie. Tenir, au plus haut, et pour tous, les exigences de la liberté ? Apprendre à moins aimer les privilèges et tous les signes de prééminence qui étouffent et ridiculisent notre société, et s'appliquer à les réduire ? Retrouver les chemins de la fraternité, n'exclure que l'exclusion, vouloir que chacun, le plus proche et le plus différent, ait, le temps si bref d'une vie, droit à la dignité, et autant qu'il se peut porte ouverte sur le bonheur ? Pour cela ouvrir les grands chantiers qu'il faut, celui de la fonction publique, celui des statuts protégés, celui de la fiscalité, celui de l'instruction pénale, celui des privilèges culturels...

Il semble que l'histoire tumultueuse de la France n'ait cessé de balancer entre deux penchants redoutables, l'aristocratie et la révolution, n'échappant à l'un qu'en se jetant sur l'autre. La grande aventure de ce bicentenaire ne pourrait-elle être que « la plus brillante et la plus dangereuse des nations de l'Europe » (3) entreprenne, au moment de s'y confondre, de devenir une démocratie majeure, et pourquoi pas exemplaire ? Rêve en forme de vœu pour un anniversaire... Ou vrai projet pour la fin d'un millénaire.

JEAN-DEVIS BREDIN.

(1) L'Ancien Régime et la Révolution, chapitre VIII, de Tocqueville.
(2) Dictionnaire critique de la Révolution française, de François Furet et Mona Ozouf. V^e Fraternité, de Mona Ozouf.
(3) Tocqueville, op. et loc. cit.

Un projet pour l'an 2000

par ROBERT SABATIER (*)

L'arrive qu'un homme dans la foule des hommes chérise une idée simple. Aux régents de l'univers, il n'ose la soumettre car il craint de susciter leur sourire. Et pourtant cette idée, si commune qu'elle soit, en lui, franchit les barrières de son impuissance et, en dépit de son propre doute, il la soumet à qui voudra bien l'entendre.

Célébrer de grands anniversaires ne serait rien si cela ne suscitait quelque pensée aventureuse. Une idée simple, aux régents de l'univers, il n'ose la soumettre car il craint de susciter leur sourire. Et pourtant cette idée, si commune qu'elle soit, en lui, franchit les barrières de son impuissance et, en dépit de son propre doute, il la soumet à qui voudra bien l'entendre.

Des hommes politiques nous parlent du III^e millénaire alors qu'ils ne songent qu'à la date des prochaines élections. Nous envisageons la banale planétaire comme s'il s'agissait d'y implanter des HLM. Quant à l'Europe, si nous la supposons faite, ne nous demanderions-nous pas : mais qu'allons-nous en faire ?

L'an 2000, si nous en préparons la fête autrement que par

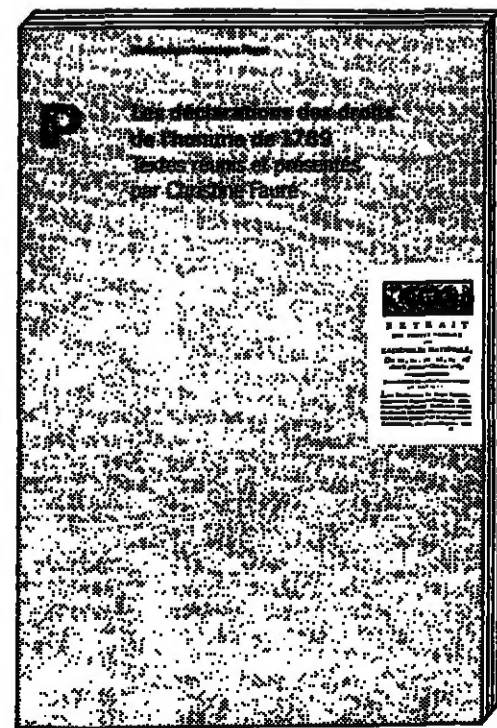
de vaines déclarations ? L'utopiste imagine un projet : les grands de ce monde, les intellectuels, les responsables se réunissent autour d'un grand dessin : Plus de guerre en l'an 2000. Des voix retentissent en tout lieu, porteront la contagion de cette idée plus que simple et toute activité se consacrerait à cette tâche.

Qu'ils seraient beaux les manuels d'histoire du XIX^e siècle qui diraient : « Et il y eut, en l'an 2000, cet événement que l'on considéra comme miraculeux, inconcevable pour des esprits du siècle qui n'était pas encore spirituel : la fin des guerres. Il surgit alors que vingt problèmes internationaux paraissaient insolubles, parce que, contre toutes les évidences, quelques-uns y croyaient et que tous les hommes se mirent à y croire. Cette année-là, comme suit dit le poète René Char, aux effondrements des preuves, l'humanité répondit par une saive d'avenir... »

Et si les hommes tentaient ce pari ?

* Ecritain.

— Les déclarations des droits de l'homme, vous voulez dire les brouillons de la Déclaration ?
— Oui, mais quelles signatures !
Mirabeau, La Fayette, Sieyès, Marat...



Bibliothèque historique

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-87-27

Téléc. MONDPAR 850572 F

Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-81

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateurs.

Administrateur général :

Bernard Wouss.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Téléc. MONDPUB 286 136 F

Imprimerie de « Le Monde »

7, rue des Italiens

PARIS-8

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-81

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateurs.

Administrateur général :

Bernard Wouss.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Téléc. MONDPUB 286 136 F

Imprimerie de « Le Monde »

7, rue des Italiens

PARIS-8

Imprimerie de « Le Monde »

7, rue des Italiens

PARIS-8

Imprimerie de « Le Monde »

7, rue des Italiens

PARIS-8

Imprimerie de « Le Monde »

7, rue des Italiens

PARIS-8

Imprimerie de « Le Monde »

7, rue des Italiens

PARIS-8

Imprimerie de « Le Monde »

7, rue des Italiens

PARIS-8

Imprimerie de « Le Monde »

7, rue des Italiens

PARIS-8

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-81

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateurs.

Administrateur général :

Bernard Wouss.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Téléc. MONDPUB 286 136 F

Imprimerie de « Le Monde »

7, rue des Italiens

PARIS-8

Imprimerie de « Le Monde »

7, rue des Italiens

PARIS-8

Imprimerie de « Le Monde »

7, rue des Italiens

PARIS-8

Imprimerie de « Le Monde »

7, rue des Italiens

PARIS-8

Imprimerie de « Le Monde »

7, rue des Italiens

PARIS-8

Imprimerie de « Le Monde »

7, rue des Italiens

PARIS-8

Imprimerie de « Le Monde »

7, rue des Italiens

PARIS-8

Imprimerie de « Le Monde »

7, rue des Italiens

PARIS-8

Imprimerie de « Le Monde »

7, rue des Italiens

PARIS-8

Imprimerie de « Le Monde »

7, rue des Italiens

PARIS-8

Imprimerie de « Le Monde »

7, rue des Italiens

PARIS-8

Imprimerie de « Le Monde »

7, rue des Italiens

PARIS-8

Imprimerie de « Le Monde »

7, rue des Italiens

PARIS-8

Imprimerie de « Le Monde »

7, rue des Italiens

PARIS-8

Imprimerie de « Le Monde »

7, rue des Italiens

PARIS-8

Imprimerie de « Le Monde »

GRANDE-BRETAGNE : après l'attentat contre l'avion de la Pan Am

M^{me} Thatcher écarte l'idée de représaillesLONDRES
de notre correspondant

La « Dame de fer » a pris le risque de se mettre en contradiction avec elle-même. M^{me} Thatcher, qui avait allégrement soutenu le raid punitif du président Reagan contre la Libye en avril 1986, a déclaré dimanche 1^{er} janvier qu'elle était hostile à toute idée de « vengeance » après l'attentat contre le Boeing de la Pan Am. Le premier ministre, qui était intervenu par la chaîne de télévision privée ITV, ne veut pas entendre parler de la loi du Talion. Elle « comprend » la colère qu'éprouvent ses concitoyens après la destruction d'un avion civil au-dessus de l'Ecosse, mais elle estime que « le plus important est d'obtenir la coopération de tous les pays afin de rechercher les responsables et de les traduire en justice ».

Il ne faut pas que les malfruits puissent « s'échapper » ni trouver « un asile sûr ». L'opinion publique est, selon M^{me} Thatcher, « ébranlée » de l'attitude des pays qui ne font rien pour suivre la trace des terroristes. L'argument, inattendu chez elle, est que la pression de l'Union est très forte, et qu'il suffit en somme d'encourager cette fibre naturellement bonne de l'âme humaine et de s'en tenir pour le reste au respect des formes juridiques. Elle affirme que le tort des représailles est de frapper parfois aussi des innocents. Elle n'avait pas éprouvé d'inquiétudes de ce genre lors du raid sur Tripoli des bombardiers F111 américains partis de Grande-Bretagne.

La piste
de Francfort

Cette soudaine mansuétude est-elle due à l'atmosphère, un peu prolongée, des fêtes de fin d'année ? On remarquera surtout que le premier ministre prend une position opposée à celle affichée par M. George Bush. Le futur président des Etats-Unis a en effet promis le 29 décembre de « punir durement » les coupables. Ses propos ont été interprétés comme l'annonce de représailles, au cas où les auteurs de l'attentat, et surtout éventuellement le pays qui les soutient, seraient identifiés.

M^{me} Thatcher ne prend pas par ce rapport ses distances à l'égard des

● SUÈDE : prolongation de la garde à vue du meurtrier présumé d'Olof Palme. — Le tribunal de première instance de Stockholm a décidé, samedi 31 décembre, de prolonger jusqu'au 13 janvier la garde à vue de l'homme soupçonné d'être l'assassin de l'ancien premier ministre Olof Palme. Le magistrat-instructeur attend notamment des résultats d'expertise pour décider de l'inculpation ou de l'élargissement du suspect. — (AFP.)

Etats-Unis. L'événement est fort rare, et les raisons du premier ministre ne sont pas transparentes. Les explications morales et juridiques avancées ne sont pas entièrement satisfaisantes. M^{me} Thatcher dispose peut-être de nouvelles informations, dues aux progrès de l'enquête.

Les Britanniques semblent de plus en plus persuadés que la bombe a été posée au départ du vol 103 de la Pan Am, à Francfort. Les policiers ouest-allemands sont d'un avis opposé. Une polémique a d'autre part surgi après les très vives critiques exprimées par M. Bruce Smith, un pilote de la Pan Am dont la femme a péri dans l'attentat. Celui-ci affirme que les policiers écossais sont « incompetents et inexplorés » et en veut pour preuve la lenteur avec laquelle les corps sont identifiés. M. John Boyd, chef

de la police de la région de Dumfries et Galloway, où se trouve Lockerbie, lui a aussitôt répliqué qu'il ne pouvait se permettre de « court-circuiter aucune des étapes de la procédure légale ».

La colère du pilote américain s'explique aisément. Tout se serait passé plus vite aux Etats-Unis, et de façon beaucoup moins procédurière. Mais son affirmation selon laquelle il y a quelque chose de risible à confier une enquête de cette importance à des policiers locaux sans expérience montre qu'il est victime des apparences. Si la cellule policière qui coordonne toutes les informations est bien installée à Lockerbie, sous la tutelle d'un enquêteur écossais, elle est surtout composée d'experts de la lutte anti-terroriste venus de Londres.

DOMINIQUE DHOMBRES.

M. Yasser Arafat aurait proposé son « aide » dans l'enquête

Le président Ronald Reagan a affirmé, samedi 31 décembre, que son engagement à retrouver et punir les coupables de l'attentat contre le Boeing-747 de la Pan Am était « sacré », et que les Etats-Unis n'hésiteraient pas, le cas échéant, à utiliser la force militaire contre les auteurs d'actes terroristes. M. Reagan a rappelé que M. George Bush, en tant que vice-président, avait été l'auteur d'un rapport sur le terrorisme recommandant l'utilisation de la force militaire, si nécessaire, contre les groupes terroristes. « Ce rapport devrait donner à certains aujourd'hui des maux sans sommeil ».

Par ailleurs, M. Yasser Arafat, le dirigeant du PLO, aurait accepté de coopérer avec les services de renseignements américains pour rechercher les auteurs de l'attentat. Selon le journal britannique *The Sunday Telegraph*, le chef palestinien aurait décidé de mener sa propre enquête parmi les organisations palestiniennes soupçonnées d'avoir placé la bombe à l'intérieur de l'appareil. Un autre journal britannique, *The Economist*, a plus loin en avançant que M. Arafat serait prêt à envoyer un commando pour liquider le coupable lorsque celui-ci aura été identifié.

À Washington, le directeur du FBI a accueilli favorablement les propositions du dirigeant du PLO. Dans une interview à la télévision, M. Sessions a indiqué que ses services « trouveraient un moyen d'entrer en contact direct avec l'organisation palestinienne si cette offre est sérieuse ».

Dimanche, la Libye a mis en garde Washington contre une éventuelle attaque que les Etats-Unis menaient dans le courant du mois de janvier contre plusieurs cibles

économiques libyennes et qui serait le prétexte à une tentative de coup d'Etat visant « à asservir » le dirigeant de Tripoli. Le colonel Khadafi a rejeté catégoriquement les informations selon lesquelles la Syrie, la Libye ou l'Iran seraient responsables de la destruction du Boeing au-dessus de l'Ecosse. Sur les antennes de la Cinq, il a déclaré : « De tous temps, les Américains ont cherché des justifications à leurs actes, et sur la question actuelle, cet acte nous a été à tort attribué. Nous allons faire face à toutes ces accusations et nous sommes sûrs que toute attaque, toute agression de la part des Etats-Unis, sera vouée à l'échec ». Pour sa part, le président du Parlement irakien, M. Hachemi Raissandani, a renouvelé le « ferme appel » de son pays à la Libye « face aux récentes menaces américaines ».

Dans une déclaration au magazine américain *Newsweek* paru lundi, un porte-parole du Fath-Conseil révolutionnaire, Walid Khalid, dément toute responsabilité du groupe d'Abou Nidal dans l'attentat. « Lorsque nous sommes derrière une opération, dit-on, nous avons toujours le courage d'en assumer la pleine responsabilité et de le déclarer ouvertement ».

Toujours à propos de l'attentat, qui a fait deux cent soixante-dix morts, les Douze ont exprimé samedi leur « profonde inquiétude » et réitéré leur volonté de poursuivre leur politique visant à combattre le terrorisme sous toutes ses formes. Ils réaffirment, dans un communiqué publié à Athènes, leur condamnation « de toutes les actions terroristes et particulièrement de celles dirigées contre l'aviation civile ». — (AFP, Reuters.)

1993 vu de Rome

L'Europe croque-mitaine

La perspective du grand marché de 1993 suscite des sentiments divers dans les capitales européennes, voire dans les provinces de pays membres de la CEE. Après « La Bavière sans complexes » et la bataille de Bruxelles pour le siège du Parlement européen, parus dans le *Monde* des 29 et 30 décembre, notre correspondant à Rome décrit ici les espoirs et les craintes de nos voisins italiens.

ROME
de notre correspondant

« Quoi ? C'est scandaleux ! Attendez un peu, dans quatre ans. Vous allez voir, l'Europe va vous étonner, vous étonner, vous étonner tout ça... » 13 h 25, un jeudi de décembre, dans une banque de la via Del Tritone, au centre de Rome. Dans cinq minutes, toutes les banques de la cité ferment leurs portes pour deux heures au minimum. Le client grisonnant, qui éreute sa carte de crédit, se lève et se dirige vers la guichetier, à passé vingt-cinq longues minutes derrière une file pour finalement s'entendre dire : « L'ordinateur est en panne, je suis désolé, signor ».

L'Europe croque-mitaine, l'Europe Feroe foudroyée à tout bout de champ, brandie comme un épouvantail pour faire peur aux mauvais élèves. C'est le concept de 1993 le plus répandu aujourd'hui en Italie.

Chacun des Douze, c'est bien normal, vit l'Europe de demain à sa manière. Les Français se demandent s'ils ne vont pas y laisser un peu de leur belle et chère « Sécurité » ; les Allemands craignent d'y abandonner la suprématie de leur puissant *deutschemark* ; M^{me} Thatcher est terrifiée à l'idée que la politique du royaume pourrait être dictee ailleurs que dans sa cuisine, et les Danois se voient déjà avec horreur assiéger par des hordes étrangères de mauvais brasseurs de bière. Les Italiens aussi ont, bien sûr, quelque anxiété à l'approche de la date fatidique. Entre autres que, à partir de 1993, on laisse entrer dans leurs marmottes ces éponévales spaghettis de bié tendre qu'ils ont eu tant de mal à repousser.

Mais, au total, tous les sondages le prouvent, aucun des Douze n'a accroché son destin à la construction de l'Europe avec la foi quasi mythique dont fait preuve l'Italie. Les sociologues et les historiens prétendent que cette « euphorie » se nourrit de la quasi-absence de sentiment national chez les Transalpins. « Dante reste d'abord un Florentin et Moravia un Romain », expliquent-ils docilement.

Et, de fait, s'il ne se passe pas une semaine dans la Botte sans qu'un

seminaire, un colloque ou une conférence soit organisé sur le thème de « L'Italie et l'Europe », on l'a jamais entendu ici exprimer la moindre crainte quant aux éventuels empiétements des eurocrates de Bruxelles sur la sacro-sainte souveraineté nationale.

Que les trains
arrivent à l'heure

Pour tout dire, la querelle de M^{me} Thatcher ou des gaullistes d'hier sur ce terrain paraît aux Italiens aussi ambiguë que de se demander s'il faut assaisonner la pasta de parmesan. « Bien sûr que l'Europe de demain va soustraire quelques pouvoirs à notre Etat », songe le citoyen moyen. « Et c'est tant mieux ! » Tout est dit. La Commisauté sans frontières de 1993, pour l'Italien de la rue, est un curieux cocktail, à la fois le moyen d'échapper à son encombrant administratif et, peut-être aussi, d'être enfin gouverné.

« L'Europe infernale, plaisait naguère M. Giscard d'Estaing à la télévision, ce serait les Français au maintien de l'ordre, les Allemands en charge de l'amour, les Anglais aux cuisines et le tout organisé par les Italiens. » Personne au monde n'est plus terrifié par une telle perspective que les Transalpins eux-mêmes. « Je vais vous dire, moi, ce que attend le citoyen à partir de 1993, et même, si possible, avant : il espère que les trains arriveront à l'heure. Voilà. » Manière de parler, bien sûr, car ce journaliste d'un grand quotidien turinois pense aussi à tout le reste. Aux opérations bancaires et puis au courrier, aux autobus et au téléphone, à l'hôpital et au métro ; bref à tout ces services publics qui font parfois ressembler « la cinquième puissance économique du monde », comme on le prétend ici, à la plus arriérée des Républiques bananières.

En quarante ans de démocratie, aucun gouvernement n'a pu, ou plutôt voulu, mettre un terme à l'ingénue désorganisation de l'administration. « Seule l'Europe peut encore nous sauver du chaos », se dit le quidam déambulant dans le bon air hydrocarboné du centre de Rome.

Utopie ? Peut-être, car, malgré ses tonitruantes manifestations d'attachement à la Commisauté, l'Italie demeure, et de loin, la plus mauvaise élève de la classe. Un tiers des directives du professeur Delors restent encore à mettre en œuvre de ce côté des Alpes, et Rome a été citée à comparaître plus de cent quatre-vingts fois devant le tribunal des flagrants délits qu'est la Cour européenne.

C'est fait exprès, nous chuchotait récemment un fonctionnaire



espagnol de Bruxelles. Nos confrères italiens nous demandent eux-mêmes, en confiance, de les trainer devant la Cour. Ils disent que c'est le seul moyen de faire avancer la mise en place des directives. Du bon usage de l'Europe Père fouettard...

« Finita
la commedia »

Le chef du gouvernement lui-même, M. Ciriaco De Mita, dont le mandat, incidemment, devrait prendre fin en 1992, y a également recours. L'Europe, à défaut de lui avoir apporté la certitude de conserver son mandat jusqu'à son terme normal, lui fournit un excellent programme. C'est en invoquant son nom, la menace que son avènement fera peser sur l'image et la réputation du génie italien, qu'il est parvenu à faire voter un certain nombre de saluables modernisations. Parmi elles, l'abolition du vote secret au Parlement, l'un des plus anciens privilèges de la « partitocrazia » transalpine, responsable de la chute d'une bonne quarantaine de gouvernements depuis la guerre.

Heure H, moins mille cinq cents jours. Gianni Agnelli, Carlo De Benedetti, Silvio Berlusconi et tous les autres princes modernes de l'Italie, estimant, à tort ou à raison, qu'ils sont déjà prêts à affronter le grand chambardement de 1993. Quand on leur tend un micro, leur message est toujours le même : « Finita la commedia ; il va tous nous falloir régler nos montres sur celles de Berlin ou de Paris, si l'on veut survivre. » Et chacun se dit que, avec un peu de peine et beaucoup de ce génie typiquement italien, qui consiste à s'adapter à la toute dernière minute aux situations les plus incongrues, tout sera prêt pour le grand examen de 1993.

« Et le Mezzogiorno ? demande l'incroyant. Comment allez-vous faire pour mettre cette zone sous-développée à parité avec le Nord d'ici quatre ans ? » « Bah... lui répond-on, ne parle-t-on pas d'une Europe à deux vitesses ? Eh bien, Turin et Milan seront dans la première, tandis que Naples et Reggio-Calabre, seront dans la seconde ; voilà tout. Le Mezzogiorno ne sera plus notre problème propre mais celui de la Commisauté tout entière. Vous ne croyez pas ? »

« A savoir attendre, il y a tout à gagner », prétend justement un proverbe du cru.

PATRICE CLAUDE.

Restrictions, pénurie et humiliation

Cinglant hiver roumain

Les Roumains s'apprêtent à vivre un nouvel hiver de restrictions, de pénurie et d'humiliation. Le sixième d'affilée. Dans une indifférence de certains dirigeants occidentaux qui devient choquante.

En 1983, l'empereur rouge de Bucarest, Nicolae Ceausescu, s'était mis dans le crâne de ramener au sprint une dette extérieure de quelque 10 milliards de dollars en imposant une recette toute simple : cessions d'importer et exportons le maximum de ce que nous produisons. C'était plonger la population dans la misère. L'opération a réussi. Seuls les privilégiés du régime et les légions de la Sécurité, en civil ou en uniforme, chargés de surveiller leurs compatriotes récalcitrants, ont échappé à la cure. Si l'on s'en tient aux chiffres officiels, les créanciers ont des raisons de se réjouir : toutes les dettes devraient être honorées dans le courant de l'année prochaine ! Pas question ensuite d'améliorer les conditions de vie des Roumains : la nouvelle priorité sera donnée aux investissements et à la modernisation de l'économie.

Dans une capitale européenne distante de moins de 2 000 kilomètres de Paris, des gens font la queue pour trouver quelques pommes de terre, des oignons ou des carottes, s'ils n'ont pas la chance d'avoir à la campagne une famille chez qui ils peuvent se ravitailler. Après la révolte des ouvriers de Brasov, en novembre 1987, les magasins furent un peu mieux approvisionnés, mais on a renoué aujourd'hui avec les vieilles habitudes : 1 kilo de sucre et moins de

1 litre d'huile par mois en 1989. Toute la viande fraîche est vendue à l'Union soviétique ou à divers pays occidentaux. La plupart du temps, les Roumains doivent se contenter de pieds, voire de sabots, de cochons qu'ils appellent maintenant les « patriotes », car l'humour n'a pas complètement disparu. Les Bulgares, autrefois parents pauvres de la Roumanie mais aujourd'hui moins démunis, commencent à s'inquiéter de l'invasion des voisins sur leurs marchés.

Depuis le 15 novembre et jusqu'au 1^{er} mars — les mois les plus froids de l'année — tout est rationné. Les restrictions d'électricité, que les autorités avaient promis d'alléger, sont aussi dures, sinon plus sévères, que l'hiver dernier : le chauffage central ne fonctionne au mieux que sept heures par jour. L'eau chaude est distribuée avec parcimonie pendant deux ou trois heures. Dans les écoles, on allume le dimanche pendant deux heures pour éviter simplement que les tuyauteries ne gèlent. Les ménages doivent souvent débrancher le réfrigérateur pour garder l'appartement éclairé.

Dans le même temps, le Conducator poursuit sa politique de « systématisation » du territoire. Les travaux du plénum du comité central du PC roumain, qui s'est tenu fin novembre à Bucarest, pouvaient laisser penser que les autorités, compte tenu des réactions internationales ou de certaines réticences au sein du gouvernement, allaient observer une pause dans ce programme qui prévoit la destruction de sept à huit mille vil-

lages, en somme de l'habitat rural individuel, pour laisser la place à quelque cinq cent cinquante agglomérations et gagner ainsi quelque 350 000 hectares de terres cultivables. Mais une lecture attentive du discours de M. Ceausescu montre que le cap fixé est bel et bien maintenu pour l'an 2000. On parle simplement maintenant de « moderniser », comme le fait le président roumain dans un entretien accordé au quotidien allemand *Die Welt* le 30 décembre.

La disparition
de Doña Cornéa

Dans un pays où la police exerce une redoutable répression, l'opposition n'a pratiquement aucune chance de s'organiser. Les voix des contestataires sont rapidement étouffées. Le 15 novembre dernier, un an après les émeutes de Brasov, M^{me} Doña Cornéa, professeur de civilisation française à l'université de Cluj en Transylvanie, était ainsi convoquée à la Securitate de Bucarest. Depuis, on est sans nouvelles de cette femme courageuse, grande figure de la dissidence, qui avait écrit une lettre ouverte au président Ceausescu, le 23 août, jour de la fête nationale, pour dénoncer le « sacrilège culturel » en cours, pétition qui a été ensuite signée par vingt-trois autres personnes. Elles aussi ont été convoquées par la police pour interrogatoire. L'ambassadeur de Roumanie à Bruxelles affirmait dernièrement que M^{me} Cornéa « n'a pas été arrêtée et est libre de ses mouvements ». Le diplomate belge qui s'est rendu sur place à Cluj pour lui rendre visite s'est heurté à un con-

don de police qui lui a barré l'accès au domicile. Des responsables locaux lui ont ensuite déclaré : « Doña Cornéa, connais pas ! » A-t-elle été relâchée, puis arrêtée de nouveau ? On ignore. Tous les téléphones des dissidents ont été coupés ces dernières semaines. Selon certaines informations, les autorités auraient proposé à M^{me} Cornéa « de se taire » ou l'émigration de force à l'étranger.

Dans une lettre qu'elle nous a adressée, la fille de M^{me} Cornéa, qui vit en France, s'étonne que le président Mitterrand et le Quai d'Orsay, en ces temps d'anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, soient si discrets sur la situation en Roumanie et « se cachent derrière un mur de silence diplomatique ». Elle demande quand l'une des chaînes de télévision françaises diffusera le remarquable reportage sur la Roumanie d'aujourd'hui, réalisé récemment sous le manteau par une équipe cinématographique belge et déjà présenté en Suisse, au Canada et en Suède. En Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, en Allemagne fédérale, des partis ou des organisations se mobilisent ou prennent des initiatives symboliques comme le boycottage des produits roumains. En France, en dehors de M^{me} Giscard d'Estaing et Fabius, qui, ces derniers temps, se sont manifestés, on n'entend guère de voix pour soutenir un peuple opprimé dont le chef, le « génie des Carpathes », s'entoure de plus en plus dans ses déplacements, dit-on de bonne source, de gros chiens et de... soies.

ALAIN DEBOVE.

Etretnnes 89 :
les cadeaux
intelligents
entretiennent
la matière grise.

Palais des
Congrès, Parc
Technologique,
Télévision par câble,
Boulevard Périphérique, on pourrait
dire que Tours se fait de nombreux
cadeaux en 89. Mais qui pourrait
le lui reprocher, quand le but
poursuivi est aussi évident :
accueillir encore mieux
ceux qui apportent à
Tours leur talent, leur
savoir, leur énergie.

A Tours la matière grise
prend des couleurs.

TOURS

مَكْزَا مِنْ الْأَصْلِ

4 Le Monde • Mardi 3 janvier 1989 •



Bonne Maman souhaite à tous ses petits enfants une bonne et heureuse année 1989.

Confiture Bonne Maman.

Allemands rec...
de la chair

Trente...
A Cuba, la

Europe

RFA : finies les visions apocalyptiques

Les Allemands redécouvrent les plaisirs de la chair et de la chère

BONN
de notre correspondant

Cinquante-neuf pour cent des Allemands interrogés par l'Institut Allensbach envisagent 1989 « avec espoir ». Cette bonne humeur contrastait avec les vues pessimistes, voire apocalyptiques, de ces dernières années. La divine surprise de la croissance économique retrouvée malgré le krach boursier d'octobre 1987 et les avancées de la détente sous l'impulsion du héros national ouest-allemand qu'est devenu Mikhail Gorbatchev ne sont pas étrangers à cette embellie du moral de nos voisins. Les peurs latentes sont cependant prêtes à resurgir à la moindre alerte : qu'un incident soit révélé dans une centrale nucléaire, comme ce fut le cas en décembre pour l'usine de Bilibis en Hesse, et c'est aussitôt l'évocation du spectre de Tchernobyl. La mort des phoques en mer du Nord, la destruction des forêts par les pluies acides ne sont pas oubliées.

On s'émue, on cloue au pilori ceux des partenaires européens, notamment français, qui prennent ces choses-là à la légère, mais on a moins tendance à annoncer la fin du monde pour la semaine prochaine. La vigilance reste de règle dans le débat sur la défense et la

sécurité, entretenu par la présence sur le sol allemand d'un arsenal nucléaire encore impressionnant, mais le slogan proclamant qu'il est « moins cinq » avant la guerre nucléaire n'est plus à l'ordre du jour.

Les « viveurs » et les « ascètes »

Ainsi, une Allemagne un peu moins angoissée peut de nouveau se regarder dans la glace sans s'effrayer de son propre visage déformé par la peur. On peut s'occuper des choses du corps et de l'esprit, repousser les régressions au rang de futilités. On peut de nouveau avouer s'intéresser aux plaisirs de la chair et de la chère sans passer pour un inconscient : en dépit du SIDA, la « papasse » de l'industrie pornographique ouest-allemande, Beste Hase, a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires record, et les chroniques gastronomiques — excellentes d'ailleurs — des suppléments illustrés de Die Zeit et du Frankfurter Allgemeine Zeitung semblent lues plus attentivement que les éditoriaux politiques. Ute Lemper, sex-symbol de la comédie musicale, révélée par Jérôme Savary dans Cabaret, et Gerd Käfer, le traître de la haute société munichoise sont au firme-

ment, alors que Petra Kelly, l'égérie des Verts du début des années 80, tombe peu à peu dans l'oubli avec son teint pâle et son régime végétarien.

L'hédonisme se fraie un chemin difficile pour s'installer parmi les valeurs honorables, en dépit de tous les obstacles que lui tendent les grincements, les prophètes de malheur, les rabâtements de tout acabit qui tiennent boutique outre-Rhin. Ainsi l'évêque de Fulda, Mgr Johannes Dyba s'est attiré de très vives critiques à cause d'une initiative d'un goût douteux : il avait fait sonner le glas par tous les clochers de son diocèse à la mémoire de tous les morts victimes des interruptions de grossesse. La campagne menée par la passionaria des féministes radicales, Alice Schwarzer, contre la pornographie semble avoir fait long feu. Toutes les entreprises de moralisation des comportements alimentaires, sexuels, politiques ou culturels se heurtent à la résistance de plus en plus ouverte d'une partie de la société allemande.

Ce Kulturkampf rampant transcende les frontières politiques et les barrières de générations. Le ministre-président de Sarre, Oskar Lafontaine, quarante-cinq ans, ne s'est pas laissé impressionner par les critiques émanant de son propre parti, le SPD, concernant

l'engagement à grand frais d'un chef cuisinier de premier ordre pour la représentation de son Land à Bonn. La mise à l'écart par le nouveau gouvernement bavarois d'un autre quadragénaire, Peter Gauweiler, le paladin anti-SIDA de Munich, partisan des méthodes fortes pour enrayer l'épidémie, et accessoirement moraliser la vie sexuelle des administrés, en est un autre signe. Les « viveurs », longtemps brimés par les « ascètes » relèvent la tête. Il est d'ailleurs intéressant de constater que des « attelages » composés d'hommes que l'on peut classer dans l'une ou l'autre catégorie symbolisent cette double tentation.

Les « ascètes » Helmut Schmidt, Gerhard Stoltenberg, Hans Jochen Vogel, Jutta Diefurth se trouvent, chacun dans leur domaine, obligés de composer avec des « viveurs », respectivement Willy Brandt, Karl Otto Pöhl, Oskar Lafontaine et Otto Schily. Ces derniers, en dépit de tout ce qui peut les séparer, essaient ensemble de faire mentir le vieux proverbe allemand selon lequel Dieu ne pourrait trouver le bonheur qu'en France. La brise d'optimisme qui se lève timidement sur une République Fédérale bientôt quadragénaire devrait les aider dans cette lourde tâche.

LUC ROSENZWEIG.

TÉMOIGNAGE

URSS

L'adieu à Iouli Daniel

par André Siniavski

Le poète Iouli Daniel, mort vendredi (le Monde daté 1^{er} 2 janvier), devait être enterré lundi 2 janvier à Moscou au cimetière Vangankovskoe. André Siniavski, qui fut son coaccusé dans le procès de 1966, salue ici sa mémoire.

Le 30 décembre s'est éteint à Moscou mon ami, l'écrivain russe Iouli Daniel. Plus d'une fois notre amitié a été soumise à des tests, des épreuves ingénieusement élaborées : à l'heure de nos écrits illégaux, où d'un commun accord, secrètement, nous faisons passer des manuscrits en Occident, puis au cours d'interrogatoires auxquels nous fûmes soumis par le KGB, au banc des accusés, au camp d'internement, en émigration enfin. Aux moments difficiles, il venait le premier à la rescousse. La générosité et la ténacité étaient parmi les qualités inhérentes à sa nature. Que de fois ne m'a-t-il pas aidé ! Pendant des années, je prenais conseil auprès de lui et menais des conversations sur tous les sujets possibles qui ont, par la suite, formé une sorte d'escorte spirituelle dans la vie.

Et te souviens-tu, Ioulka, tu nous contais l'histoire d'un chat, incarnation du secrétaire d'un comité local du parti ? Il était beau,

le félin. Riche en pelage. Même qu'on allait en faire une chapka. Et te souviens-tu de ce passage de ta nouvelle sur la Journée des meurtres publics :

« Si nous exécutions Pavlik ? Je m'éclaircis la voix et dis Vo-t-en. Elle n'avait pas compris. Ou ? Au diable... »

Plus tard, durant le procès, tu as remarquablement dit que tout cela n'était pas de la calomnie, mais une exagération d'expression litténaire : « Une hyperbole, ça s'appelle ». Et encore, parmi tant d'autres, une phrase d'auteur : « Les journaux, certes, mais la conscience, il faut aussi la connaître ». Et sur le même thème, en cours d'audience : « Tout membre de la société est responsable de ce qui se passe au sein de cette société. Cela étant, je me sens également concerné ».

Daniel faisait preuve — tant dans sa vie que dans son œuvre — d'un rare sens de communion avec l'homme, d'un esprit fraternel envers les autres. « Ceci est ton univers, ta vie, et toi tu en es un élément et tu en es l'essence. Tu ne dois pas admettre qu'on te terrorise. Tu dois répondre toi-même, et en ceci, tu es responsable d'autrui ».

Aussi, Moscou te répond par le faible écho d'un consentement inconscient.

Les récits de Daniel, Ici, Moscou, l'Expédition, nous présentent sa gigantesque union à la condition humaine. En cela réside son esprit pathétique. Il était l'ami d'une grande communauté. C'est toujours ce que proclame son œuvre poétique : « Égrené comme des perles en chapelet les noms de tes amis ! ».

Même dans sa dernière déclaration au procès, Iouli Daniel disait : « Et pourtant, ce sont bien des hommes dans cette salle, des êtres humains à la tribune des jurés ». De mon côté, je n'aurais jamais su en dire autant : il n'y avait que des boureaux dans la salle et à la tribune. Et même en la personne d'un maton du camp d'internement, il cherche à trouver un camarade :

« Toi, mon gars, toi perché sur ce triste mirador ! Comment le malheur frappa-t-il ? N'as-tu pas feuilleté un beau livre aux mots d'or ? Avant qu'on ne t'enlève ! Je t'emmène en cohorte ? » L'humanité, les hommes, ont perdu en la personne de Iouli Daniel un ami fidèle, un grand défenseur.

Amériques

Trente ans après la révolution

A Cuba, la fièvre du billet vert

(Suite de la première page.)

Des signes inquiétants (en provenance de Moscou) d'une réduction de l'aide soviétique (environ 4 milliards de dollars par an, sous forme notamment de prix préférentiels pour les exportations cubaines de sucre et les importations de pétrole soviétique) ont donné un argument supplémentaire aux défenseurs de la politique touristique.

Cuba a reçu environ deux cents vingt-cinq mille touristes en 1988 (Canadiens, Allemands et Espagnols surtout), plus qu'en 1985 (cent soixante-treize mille), mais beaucoup moins que dans les années 50. En 1988 le tourisme a rapporté environ 130 millions de dollars, chiffre modeste par rapport aux investissements très importants prévus dans ce secteur. Le gouvernement envisage en effet, avec l'apport de capitaux étrangers, de construire quinze mille chambres supplémentaires d'ici 1995 (la capacité totale actuelle est de vingt trois mille chambres) dans la capitale, dans la station balnéaire de Varadero, déjà très développée, et sur quelques-uns des superbes petits îlots de la façade caraïbe de l'île.

Fils à papa

Mais comment expliquer aux Cubains qu'il faille à peine huit mois pour construire des hôtels de luxe comme l'appartenance de cent quatre-vingt unités à Varadero — pour les étrangers, — alors que la crise du logement n'a pas été résolue en trente ans de révolution ? Comment justifier l'abondance dans les restaurants et les magasins réservés aux étrangers, alors que les rayons des supermarchés ouverts aux Cubains sont vides ? Comment, enfin, faire accepter l'interdiction d'avoir des « con-

tacts avec les étrangers » — de lourdes peines de prison sont appliquées aux réfractaires, — alors qu'à même moment les touristes cherchent à attirer les étrangers par tous les moyens ?

Dans son discours prononcé à l'occasion de la fête nationale, le 26 juillet, Fidel Castro lui-même a donné une explication qui n'a guère convaincu ses compatriotes. Invoquant les besoins en devises du pays, il s'en est pris aux « fils à papa » qui voudraient pouvoir manger de la langoustine dans les grands hôtels : « Il n'y a pas de langoustine pour les Cubains, a-t-il reconnu, mais nous n'avons pas d'enfants sous-alimentés ».

Malgré les dénégations publiques des autorités qui cherchent à minimiser le problème, le malaise est réel au sein de la société cubaine, plus particulièrement dans la jeunesse. La presse, entièrement contrôlée par le Parti communiste et par les organisations de masse (syndicat unique, Union de la jeunesse communiste, Union des écrivains, armée, etc...) n'aborde jamais le problème, bien que certains journalistes reconnaissent en privé que « la politique touristique va aggraver les contradictions et ne pourra être maintenue longtemps sous sa forme actuelle ».

Devant le silence de la presse, « aussi excitante à lire que l'annuaire téléphonique », disent les Cubains, les jeunes chansonniers ont pris la relève, abordant peu à peu tous les thèmes tabous, comme l'homosexualité, la censure, le manque d'information et la « divinisation du dollar ».

Le dollar devient plus important que le peuple cubain, déplore Carlos Carrel, chanteur compositeur de vingt-cinq ans, dont le dernier texte, Tropicollage, est consacré aux effets néfastes de la politique touristique. « Je sais que la devise est aussi indispensable à l'économie que la farine au pain, chante-t-il, mais je ne comprends pas qu'il faille pour autant tromper les gens. Si tu vas dans un hôtel, on te traite différemment sous prétexte que tu n'es pas étranger. Cela se passe chez nous et je veux que ça change ». La chanson de Carlos Carrel n'a pas été officiellement interdite, mais les enregistrements ont « mystérieusement » disparu des stations de radio qui avaient commencé à la diffuser au cours de l'automne.

« Ma chanson est révolutionnaire, affirme l'auteur, car je dénonce des erreurs que la contre-révolution s'empresse d'exploiter contre nous ».

Carlos Carrel en veut plus particulièrement aux « fonctionnaires de la culture qui ne comprennent rien » et aux animateurs de radio « conformistes » qui n'ont pas passé certaines chansons. « Ces gens-là, dit-il, ne savent pas que la révolution est au fond d'eux-mêmes. Ils préfèrent peindre à Miami ». C'est vrai, ajoute-t-il, qu'on assiste depuis quelques mois à une plus grande activité de la contre-révolution. Des graffiti contre Fidel Castro sont apparus à plusieurs reprises, et nos chansons sont manipulées — intelligemment, il faut le reconnaître — par Radio-Marti (cette station diffuse depuis la Floride). On a pu le voir récemment avec le dernier titre du groupe Maná de Espuma (« Cet homme est fou ») qui visait Reagan et certainement pas Fidel. L'erreur a été de retirer la chanson de nos stations de radio, ce qui a permis à Radio-Marti de se l'approprier et d'en dénaturer le sens. Le pire qui puisse m'arriver, c'est que Radio Marti diffuse mes chansons ».

Les « antisociaux »

Ce point de vue est partagé par toute une nouvelle génération de chanteurs-compositeurs comme Gerardo Alfonso, Santiago Felín, Donato Poveda ou les Van Van qui, tout en étant des révolutionnaires convaincus, n'hésitent pas à dénoncer les contradictions, les erreurs et les insuffisances de la révolution. Faute de ressources, la plupart n'ont pas encore eu la chance d'enregistrer leur premier disque, mais leurs concerts attirent des foules de plus en plus nombreuses où se mêlent jeunes révolutionnaires et « antisociaux », provoquant à l'occasion des incidents durement réprimés par la police.

Les « antisociaux » et les jeunes déçus ne manquent pas à La Havane. On les rencontre sur le Malecon, l'immense avenue du bord de mer où se retrouvent aussi les amoureux et ceux qui rêvent à la Floride, à 150 kilomètres de là. Sur la Rampa, près des grands hôtels, et dans les vieux quartiers de la capitale, les « jineteros » (petits trafiquants) interpellent les touristes pour leur acheter des dollars à un taux très supérieur au

cours officiel (six pesos pour un dollar au lieu de un). Le petit parc de Coppelia, le célèbre marchand de glaces (nationalisé bien sûr) est aussi l'un des lieux de rendez-vous favoris des marginaux en tout genre : des homosexuels, très nombreux, quelques punks, des rockers mais aussi de ceux qui veulent montrer leurs vêtements dernier cri acquis grâce à toutes sortes de combines ou à la générosité d'un membre de la famille exilé aux États-Unis.

Roberto, vingt-deux ans, vient de passer six mois, pour « trafic de devises », dans la prison la plus célèbre de Cuba, le Combinat de l'Est. « La police, dit-il, m'a arrêté avec les treize dollars que je venais de changer à des étrangers ». Depuis sa sortie de prison il n'a pas trouvé de travail dans sa spécialité, les arts graphiques. Il a un petit emploi très mal payé dans le bâtiment où il aide son père. Avec ses copains assis sur le muret du Malecon, il continue donc de pratiquer toutes sortes de petits trafics pour s'acheter des vêtements et avoir un peu d'argent de poche. Il vend à 20 dollars la boîte de vingt-cinq cigares de haute qualité qui sont offerts à près de 100 dollars dans les magasins d'État. Il s'agit, bien sûr, de boîtes volées grâce à des complicités à l'intérieur des fabriques de cigares.

Les Cubains n'ont pas le droit de posséder des dollars mais la tentation est forte. Le billet vert donne accès aux blue jeans, aux t-shirts et aux cigarettes américaines si convoitées par la jeunesse. Il suffit de trouver un étranger qui ira faire l'achat dans les « magasins diplomatiques » où tout se paie en dollars. « La seule façon de survivre c'est la combine », dit Alberto, jeune play-boy d'une trentaine d'années, habillé de la tête aux pieds en vêtements payés en dollars. Ce prodige du système « b » (le bino selon l'expression locale, dérivé de l'anglais business), est peintre en bâtiment mais il n'a jamais touché un pincé. Il connaît les nombreux restaurants clandestins de La Havane où la nourriture est bien supérieure à celle des horribles cafétérias gouvernementales. Il sait où trouver de la viande, de la bière, mais aussi de la marijuana, des prostituées et tout ce qui, officiellement, n'existe pas dans la Cuba révolutionnaire.

Les autorités sont conscientes de la profondeur du malaise, comme le prouvent des docu-

mentaires réalisés par la Direction générale de la police révolutionnaire. Dans un des films introduits clandestinement aux États-Unis, Fidel Castro reconnaît la gravité du problème de la délinquance juvénile, son frère, Raul, ministre de la Défense, numéro deux du régime, affirme que « un million de policiers ne suffirait pas à empêcher les vols dans les entreprises d'État, car, le système lui-même et le manque de responsabilités invitent les Cubains à commettre ces délits ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

SOLDES A L'ANGLAISE

DU 3 AU 21 JANVIER



POUR ELLE:		Prix Réel	Prix Soldes, ex. 10%
IMPERMEABLE CLASSIQUE	Poly/Coton	2.650F	1.995F
TAILLEUR	Laine	3.100F	2.200F
LODÈN	Laine	2.450F	1.750F
CHEMISIER	Coton	450F	325F
PULL-OVER	Laine d'agneau	à partir de 410F	

POUR LUI:		Prix Réel	Prix Soldes, ex. 10%
IMPERMEABLE CLASSIQUE	Poly/Coton	2.650F	1.995F
COSTUME	Laine	3.650F	2.750F
VESTE	Laine	2.750F	1.950F
LODÈN	Laine	2.500F	1.750F
CHEMISE	Coton	450F	325F

ECHARPES Cachemire à partir de 495F

et divers articles POUR ENFANTS

Burberrys
OF LONDON

8, BD MALESHERBES, 75008 PARIS. TEL. 42.66.13.01
56, RUE DE PASSY, 75016 PARIS. TEL. 42.88.88.24
55, RUE DE RENNES, 75006 PARIS. TEL. 45.48.52.71

LES SOLDES SONT AUSSI CHEZ

Tunmer

5, PLACE ST. AUGUSTIN, PARIS 8^e. TEL. 45.22.75.80

هكذا من الأصل

Proche-Orient

Dans les territoires occupés

La Journée du Fath a été marquée par des expulsions d'une ampleur sans précédent

JÉRUSALEM
de notre correspondant

La Journée du Fath n'a pas été marquée, en Cisjordanie et à Gaza, par des incidents d'une violence exceptionnelle, mais par des expulsions d'une ampleur sans précédent. En tout, treize Palestiniens ont été conduits en hélicoptère au Sud-Liban, auxquels il faut encore ajouter deux autres Palestiniens qui, en vertu d'un arrangement avec les autorités israéliennes, ont accepté un exil « volontaire » de cinq ans en échange d'un engagement de s'abstenir de « toute activité hostile ».

Ces expulsions sont présentées comme des chefs locaux de l'Intifada, le soulèvement. La procédure judiciaire a été engagée contre eux il y a plus de trois mois. Il s'agit effectivement d'une longue procédure qui permet aux personnes qui font l'objet d'un décret d'expulsion de faire appel devant la commission militaire, puis devant la Haute Cour de justice israélienne. Ce nouveau groupe de treize expulsés a toutefois renoncé à mener à son terme ce dernier recours, estimant, sur la base de précédents, que l'appel devant la Haute Cour de justice serait rejeté.

Sur ces treize expulsés, sept sont originaires de Cisjordanie et six de la bande de Gaza. Ils étaient pour la

plupart des dirigeants des comités populaires, qui servent dans chaque village et chaque quartier de « courroies de transmission » à la direction unifiée du soulèvement.

Lors de la mise hors la loi de ces comités populaires, le 17 août dernier, plusieurs de leurs membres avaient été arrêtés. C'était le cas de ces treize expulsés. Certains appartiennent au Chabiba, le mouvement de jeunesse du Fath; d'autres, comme Jamal Faraj, faisaient figure de chef du FPLP dans le camp de réfugiés de Dehaishe, près de Bethléem. Le plus célèbre des expulsés est sans doute Abdullah Samhdaneh, un professeur de l'université islamique de Gaza et un leader du Jihad islamique. Il est considéré comme l'inspirateur des nombreux comités populaires dans la bande de Gaza.

Les responsables militaires israéliens ont frappé la direction du soulèvement, avec ces expulsions, le jour du Fath qui marque l'anniversaire de la première opération de l'organisation de Yasser Arafat, il y a vingt-quatre ans, contre une canonnière en Galilée. Aux yeux de ces responsables militaires, les expulsions demeurent, en effet, l'arme punitive la plus sévère et la plus efficace.

Depuis le début du soulèvement, quarante-neuf Palestiniens sont

tombés sous le coup de mesures d'expulsion, qui ont toujours été suivies d'un regain de violence, en particulier dans les villages ou les quartiers d'où sont originaires les expulsés. Cela a d'ailleurs été le cas dans la bande de Gaza dimanche après-midi, dès l'annonce de la nouvelle par la radio.

Cependant, le renforcement des effectifs militaires et le couvre-feu imposé sur toute la bande de Gaza pendant vingt-quatre heures ont permis, sans doute, d'éviter la multiplication des incidents sanglants pendant la Journée du Fath. Dans de nombreuses localités de Cisjordanie, la population a fêté cet anniversaire par des lancers de ballons et en hissant des drapeaux de l'OLP. La Journée avait été précédée d'une vague d'affrontements en Cisjordanie et à Gaza, qui avaient fait six morts en quarante-huit heures. Alors que des personnalités palestiniennes comme le maire de Bethléem, M. Elias Freij, évoquent l'idée d'une « trêve du soulèvement » (le Monde du 31 décembre), le bilan de décembre a été particulièrement lourd : un des plus élevés, en fait, depuis le début de l'Intifada : trente et un morts et quatre cents blessés, selon les chiffres officiels israéliens.

(Interim.)

Selon le « New York Times »

Une entreprise de RFA a aidé la Libye à construire une usine d'armes chimiques

La compagnie ouest-allemande Imhausen-Chemie a joué un rôle majeur dans la construction de l'usine libyenne d'armes chimiques Pharma-150, et les Etats-Unis ont protesté au plus haut niveau auprès du gouvernement de Bonn, a rapporté dimanche 1^{er} janvier le New York Times.

Selon le quotidien, des responsables du gouvernement américain, parlant sous couvert d'anonymat, sont convaincus que la compagnie ouest-allemande était le rouage central d'une opération secrète bien organisée. Les livraisons en Libye auraient été effectuées via Hongkong ou d'autres ports asiatiques afin d'en dissimuler la véritable destination.

Imhausen-Chemie aurait servi essentiellement d'entrepreneur, mais aurait aussi contribué à l'établissement des plans de l'usine et aurait mis à disposition des conseillers techniques pour superviser la construction, a indiqué le quotidien.

Selon les analystes américains, l'usine de Rabta, située à environ 65 kilomètres de Tripoli, est l'usine d'armement chimique la plus importante du tiers-monde, et elle n'aurait pu être construite, ni ne pourrait fonctionner, sans une assistance occidentale.

Le président d'Imhausen-Chemie, M. Jürgen Hippenstiel-Imhausen, a reconnu, dans un entretien au New York Times, que sa compagnie avait sollicité un contrat en Libye pour la fabrication de sacs en plastique, mais il a nié tout rapport avec « l'usine présumée fabriquer des armes chimiques en Libye ».

Des responsables du gouvernement américain ont indiqué au quotidien que le président Ronald Reagan et le secrétaire d'Etat George Shultz avaient exprimé leur inquiétude et protesté auprès de M. Helmut Kohl, lors de la visite du chancelier ouest-allemand à Washington, le 16 novembre dernier.

« Le parquet fédéral de Karlsruhe a ouvert une enquête dès que les Etats-Unis ont fait part à la RFA de leurs soupçons, en novembre », a déclaré dimanche à Bonn un porte-parole du ministère des affaires étrangères. « Nous avons eu de nombreux contacts à ce sujet avec les Américains au niveau des ministères des affaires étrangères et au niveau gouvernemental, mais il est faux de dire que les Etats-Unis ont protesté auprès du chancelier Helmut Kohl », a-t-il précisé.

« Nous avons pris très au sérieux les déclarations améri-

calnes, d'autant que la RFA est très engagée dans la lutte contre la prolifération des armes chimiques », a souligné le porte-parole ouest-allemand, en ajoutant que pour l'instant aucune mesure n'avait été prise contre Imhausen-Chemie. En effet, l'enquête n'est pas terminée et cette compagnie ne serait pas la seule mise en cause par les autorités américaines.

De son côté, le colonel Mouammar Kadhafi a réaffirmé samedi, au cours d'une interview en direct sur la cinquième chaîne de télévision, que l'usine de Rabta avait une vocation pharmaceutique, comme le ministre algérien de la santé a pu récemment, selon lui, le constater sur place. La veille, les Etats-Unis avaient rejeté une proposition du dirigeant libyen d'inspection internationale de l'usine.

Enfin, le New York Times a également rapporté qu'une autre compagnie ouest-allemande non identifiée était en train d'aider la Libye à développer un système de ravitaillement en vol de ses chasseurs bombardiers de fabrication française, et que les appareils libyens pourraient prochainement, pour la première fois, être capables d'attaquer Israël. (AFP, Reuter.)

IRAN

L'imam Khomeiny réduit les pouvoirs d'un conseil des sages

L'imam Khomeiny, guide de la révolution iranienne, s'est prononcé samedi 31 décembre, pour une limitation des prérogatives du Conseil de discernement, une sorte de conseil de sages composé des principaux dirigeants du pays et habilité à légiférer par décret sur les questions urgentes et en litige. Dans un message adressé au Conseil de discernement, l'imam a affirmé que « la situation de la guerre est telle aujourd'hui que plus aucune question n'a un caractère d'urgence pour être examinée par ce Conseil avant d'être débattue par les organes législatifs ordinaires, à savoir le Parlement et le Conseil de surveillance de la Constitution » (Conseil constitutionnel, chargé de veiller à la conformité des lois avec la charia).

L'imam a confirmé la « validité » de toutes les lois adoptées jusqu'à présent par le Conseil de discernement (qui a été à l'origine d'importantes décisions sur la politique de reconstruction du pays et la lutte contre la drogue), mais a demandé que « son intervention soit désormais limitée aux questions en litige entre le Parlement et le Conseil de surveillance ».

Composé de treize membres, notamment des chefs des trois pouvoirs, ce Conseil avait été créé l'an dernier pour résoudre la « paralysie gouvernementale » due aux fréquents rejets des lois du Parlement par le Conseil de surveillance de la Constitution, dominé par des religieux traditionnels.

Cependant, une centaine de députés l'avaient accusé en novembre d'outrepasser ses compétences en légiférant à la place du Parlement. L'imam avait alors annoncé le retour à la Constitution et une prochaine dissolution de tous les organismes législatifs extra-parlementaires. Mais le président Ali Khamenei s'était opposé à la dissolution de ce Conseil, dont il est un membre influent, et avait plaidé en faveur d'une réforme de la Constitution pour éviter les impasses.

Selon la radio, dans ce message, l'imam Khomeiny a lancé également un appel à la modération aux membres du Conseil de surveillance de la Constitution, leur demandant de « tenir compte des intérêts du pays » et de ne pas « entraver » par des débats scolastiques la tâche de l'Etat. Il leur a notamment demandé d'« empêcher l'adoption de lois anti-islamiques » mais de ne pas, pour autant, mettre le pays devant « des impasses débouchant sur des violations apparentes de la Constitution » et de « ne pas faire paraître l'islam comme étant incapable de diriger le monde sur les plans économique, militaire, politique et social ». — (AFP.)

LIBAN

Huit morts dans la banlieue de Beyrouth

Beyrouth. — Huit personnes, dont une femme et deux bébés, ont été tuées et dix autres blessées, le dimanche 1^{er} janvier, au cours des affrontements, pour la deuxième fois en moins de vingt-quatre heures, entre deux milices chiites rivales dans la banlieue sud de Beyrouth, sous contrôle syrien.

Selon le mouvement pro-syrien Amal, cinq civils et deux de ses miliciens ont été tués et dix personnes ont été blessées par des obus qui se sont abattus sur le quartier de Chyah qu'il contrôle, tirés par les intégristes pro-iraniens du Hezbollah déployés dans le reste de la banlieue sud de la capitale libanaise. De son côté, le Hezbollah a indiqué qu'un de ses combattants a été tué au cours des accrochages. Il avait fait état, samedi, d'un autre tué dans ses rangs.

Des accrochages avaient éclaté, samedi, entre les deux formations chiites qui se sont affrontées du 22 au 27 novembre dans Beyrouth-Ouest et sa banlieue, sous contrôle syrien, faisant trente-neuf morts.

Un cessez-le-feu a été décrété dimanche soir et l'armistice syrien, stationné dans la banlieue depuis mai 1988, doit se redéployer pour rétablir le calme, si-on apprend auprès du commandement de cette armée à Beyrouth. Deux soldats de l'armée syrienne ont été blessés samedi au cours des hostilités. Une source d'Amal a accusé le Hezbollah d'« avoir perpétré un massacre contre les civils » et d'avoir rompu le cessez-le-feu décrété la veille entre les deux formations. Pour sa part, une source du Hezbollah a affirmé que les miliciens d'Amal ont attaqué, dimanche dans l'après-midi, des positions du Hezbollah. — (AFP.)

Diplomatie

L'échange de vœux de MM. Reagan et Gorbatchev

Optimisme pour les relations américano-soviétiques

Des messages de vœux télévisés ont été adressés par M. Reagan aux Soviétiques et par M. Gorbatchev aux Américains, pour la troisième fois depuis 1985.

« Je suis convaincu que les relations entre nos deux pays continueront sur la voie positive qu'elles ont suivie au cours de l'année qui s'achève », a déclaré M. Reagan de Palm-Springs (Californie), où il était la nouvelle année.

« Les Américains semblent redécouvrir l'Union soviétique et nous redécouvrons l'Amérique. Les peurs et la suspicion cèdent peu à peu la place à la confiance et au sentiment d'amitié réciproque », a déclaré pour sa part M. Gorbatchev.

Les deux chefs d'Etat ont mis en exergue le début de l'application en 1988 du traité éliminant les armes nucléaires de portée intermédiaire (INF), que M. Gorbatchev a quali-

fié d'« important tournant dans les affaires internationales ».

Tous deux ont souligné les progrès vers le règlement des conflits régionaux, en Afghanistan, en Afrique australe et dans le Golfe. M. Reagan exprimant l'espoir que Moscou se joindrait aux Etats-Unis pour « apporter la paix, la démocratie et la sécurité en Amérique centrale ».

« Grand compromis social » en Pologne

Le président américain a également noté les améliorations en matière de droits de l'homme en URSS et dans les échanges culturels entre les deux pays. Il a réaffirmé sa « profonde sympathie » pour les victimes du séisme en Arménie, tandis que M. Gorbatchev a remercié les Américains pour leur aide.

Le chef de l'Etat polonais, le général Wojciech Jaruzelski, a, pour

sa part, réaffirmé dans son message de vœux sa disponibilité à entamer des négociations avec l'opposition, estimant que l'année 1989 pourrait apporter au pays « un grand compromis social ».

Le général Jaruzelski a souligné qu'il n'y aurait, en terme de compromis, « ni vainqueurs ni vaincus ». Il s'est prononcé pour l'ouverture, dans les meilleurs délais, de la table ronde pouvoir-opposition, initialement prévue à la mi-octobre mais sans cesse reportée.

« L'année qui vient de s'écouler a été une année d'amertume, de tensions et de doutes, une année à problèmes pour la vie quotidienne des Polonais », a encore déclaré le chef de l'Etat. « Notre société a changé, elle change toujours. Nous avons tous, ou presque, changé, et les divisions d'hier ne vont pas durer à l'infini », a conclu le général Jaruzelski. — (AFP.)

(Publicité)

VENTE PUBLIQUE

BATIMENTS ET TERRAINS DE L'HOTEL EL PANAMA

Immeuble de dix (10) étages avec 365 chambres sur un terrain de 38897 mètres carrés. Placé au centre de la zone commerciale et bancaire de la ville de Panama.

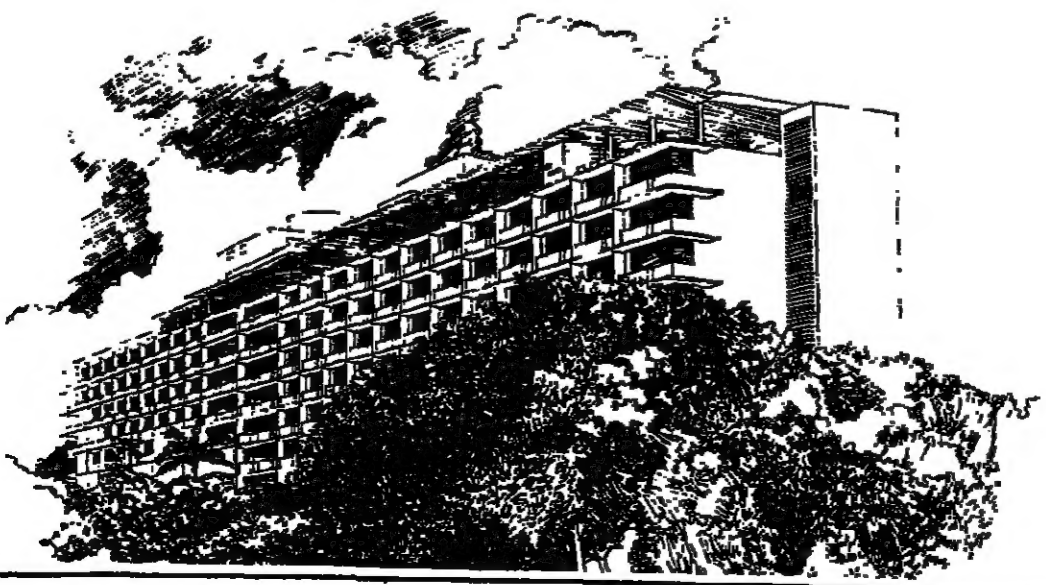
Les offres ne seront reçues que le 26 janvier 1989.

OPTIONNEL

● Un immeuble construit sur un terrain de 3640 mètres carrés avec un sous-sol, mezzanine et des fondations pour compléter un bâtiment de 15 étages, à côté de l'hôtel El Panama.

● Un terrain global adjacent à la structure physique de l'hôtel, avec une superficie de 3842 mètres carrés.

Pour plus de renseignements veuillez vous adresser à l'ambassade ou au consulat de la République de Panama de votre localité ou bien au : BANCO NACIONAL DE PANAMA, Apartado Postal 5220, Panama 5, République de Panama. téléphone : (507) 69-2955, 69-2966, 69-2977. FAX (507) 69-0091, 64-7155. TELEX 2773 PG.



Talzé - Le Seuil

Pour la première fois un petit livre réunit l'essentiel de la pensée du fondateur de Talzé. Avec une brève histoire de la communauté.

160 pages 37 FF

Frère Roger a reçu le prix UNESCO 1988 de l'éducation pour la paix.

(Publicité)

DU GOLFE

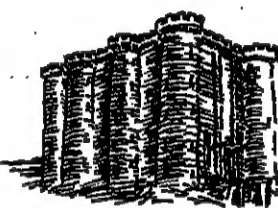
À L'ATLANTIQUE

CLP : les leaders de Genève, vus par Abou Jyad, Arabe Saoudite : jusqu'où ira le dialogue arabo-soviétique, après la rencontre de Taef ? Algérie : le processus démocratique après la réélection du président Chahli. Liban : les pronostics concernant l'élection présidentielle. Soudan : paix ou cessez-le-feu ?

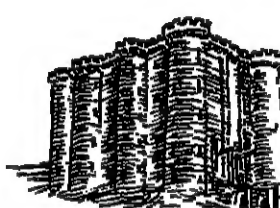
Dans le numéro de janvier d'Arabes en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy 75017 Paris Tél. : 46.22.34.14

1789, c'était le bon temps, il n'y avait qu'une seule Bastille à prendre.

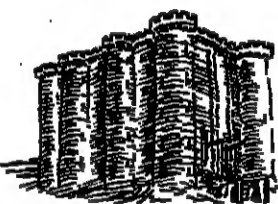
En 1989, Edouard et Michel-Edouard LECLERC appellent de leurs vœux la suppression de ces nouvelles Bastilles qui sont autant d'entraves à la libre concurrence et autant d'obstacles au libre choix des consommateurs :



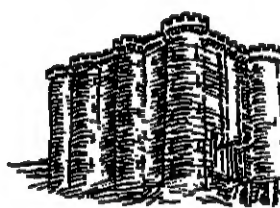
Le monopole des pharmaciens, qui sous prétexte de santé publique contribue à renchérir les produits parapharmaceutiques, cosmétiques et diététiques.



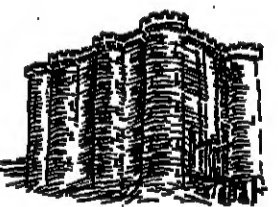
Les refus de vente (textiles de marque, puériculture, articles de sport) qui interdisent l'accès de ces produits au plus grand nombre.



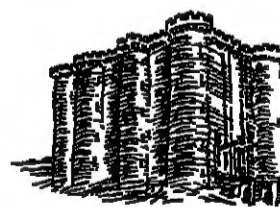
La discrimination qui interdit aux distributeurs l'accès à la publicité télévisée.



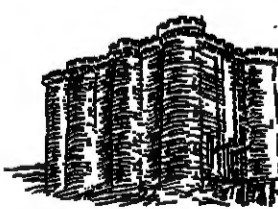
Les concessions exclusives dans le domaine des pièces détachées d'automobiles qui permettent à certains constructeurs de maintenir artificiellement des tarifs élevés.



La distribution prétendument sélective en matière de parfumerie et de produits de beauté qui empêche les distributeurs d'offrir les meilleurs produits aux prix les plus bas.



La loi Lang qui interdit de vendre les livres moins cher.

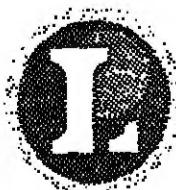


La loi Royer qui limite la création de nouvelles enseignes et qui fausse le jeu de la concurrence.



Tout cela sans oublier les cartes bancaires et les carburants sur autoroute que les Centres Leclerc vous souhaitent les moins chers possible pour 1989.

E. LECLERC



VOUS SOUHAITE UNE BONNE ANNÉE 1989

هكذا من الأصل

Asie

La visite de M. Gandhi au Pakistan

Islamabad et New-Delhi ont signé un accord de non-agression nucléaire

Islamabad. — L'Inde et le Pakistan se sont engagés, samedi 31 décembre, à ne pas attaquer leurs installations nucléaires réciproques dans l'un des trois accords signés par M. Rajiv Gandhi et Mme Benazir Bhutto, marquant ainsi une importante amélioration de leurs relations bilatérales (le Monde du 30 décembre). « L'Inde croit dans un Pakistan fort et stable », a déclaré le premier ministre indien Rajiv Gandhi lors de la signature de ces accords en présence de son homologue pakistanais, Mme Benazir Bhutto. « Nous ne souhaitons pas nous engager dans les relations internationales de votre pays ou de quelque autre pays de la région », a ajouté M. Gandhi.

Mme Bhutto s'est félicitée que le sommet de l'Association de coopération régionale d'Asie du Sud (SAARC), qui vient de se terminer, ait été l'occasion d'une visite de M. Gandhi, la première au Pakistan depuis trente ans d'un premier ministre de l'Inde. Ces trois accords sont les premiers conclus par les deux pays depuis 1972, date à laquelle leurs parents — Indira Gandhi et Zulfikar Ali Bhutto — avaient signé l'accord de Simla, qui prévoyait de résoudre leurs conflits par des négociations. « Une ère de paix a commencé. Nous avons le sincère désir de gouverner nos différences », a déclaré Mme Bhutto, ajoutant toutefois qu'il ne fallait pas sous-estimer les difficultés. — (AFP.)

CHINE

Deux étudiants africains arrêtés

Deux étudiants africains ont été arrêtés après l'intervention des forces de l'ordre, samedi 31 décembre, à Nanjing (Nankin). Des centaines de policiers armés de bâtons et de matras électrochocs ont roué de coups les étudiants — africains comme originaires d'autres continents — regroupés dans un hôtel de la région de Nanjing à la suite des incidents de la nuit de Noël et des manifestations anti-africaines qui avaient suivi. Deux étudiants, un Ghanéen et un Béninois, ont été arrêtés, trois autres sont retenus pour interrogatoire, tandis que sept ou huit ont été emmenés par des policiers vers une destination inconnue.

Le recteur de l'université Hehai de Nanjing a accusé « un petit

groupe de meneurs » d'être responsables des incidents et réclamé qu'ils soient punis. Les représentants des ambassades africaines se sont réunis samedi à Pékin pour demander une « solution politique » et non judiciaire à l'affaire. Mais les autorités chinoises semblent déterminées à faire passer en justice les étudiants africains. Pourtant, aucun étudiant chinois n'a jusqu'à présent été inquiété, alors que plusieurs centaines d'entre eux avaient participé aux incidents et que des milliers avaient pris part aux manifestations anti-africaines interdites. D'autre part, les étudiants africains d'un institut de Guangzhou qui avaient été accusés d'être porteurs du SIDA, ont commencé leur seconde semaine d'occupation de leurs locaux.

● **PHILIPPINES** : Nouvel An meurtrier. — Vingt-sept personnes ont trouvé la mort et des centaines d'autres ont été blessées, plus ou moins grièvement, au cours des fêtes du Nouvel An, aux Philippines, selon un bilan établi lundi 2 janvier. Pétaards, feux d'artifice et feux de Bengale ont été la cause de ces morts. — (AFP.)

● **BIRMANIE** : grand rassemblement à Rangoun. — Des dizaines de milliers de gens, certains agitant des banderoles interdites, se sont rassemblés, lundi 2 janvier, à Rangoun, à l'occasion des funérailles de Khin Kyi, veuve d'Aung San, héros de l'indépendance. Khin Kyi, décédée le 27 décembre, était également la mère d'Aung San Suu Kyi, principale figure de l'opposition au régime militaire. Dimanche, Aung San Suu Kyi avait reçu, à son domicile, le chef de l'Etat, le général Saw Maung.

● **CORÉE** : invitations. — Dans son message du Nouvel An, le président nord-coréen Kim Il-sung a invité, dimanche 1^{er} janvier, les dirigeants des quatre principaux partis politiques sud-coréens, ainsi que le cardinal Kim Su-hwan, le pasteur Mun Il-hwan et le dirigeant dissident Paek Ki-wan à se rendre « dans un futur proche » à Pyongyang. Cette invitation s'adresse donc aussi au président sud-coréen Roh Tae-woo, en tant que chef du Parti gouvernemental, de la justice et de la démocratie.

● **Manifestation d'étudiants tibétains à Lhassa**. — Plusieurs centaines d'étudiants tibétains ont manifesté, vendredi 30 décembre, dans les rues de Lhassa, pour demander le respect de leur culture par les autorités chinoises. Ils ont frappé des policiers qui avaient tenté d'empêcher des touristes étrangers de prendre des photos de leur manifestation. — (AP.)

Afrique

KENYA : les massacres d'éléphants et de rhinocéros

La chasse aux braconniers est ouverte

NAIROBI
correspondance

Les forces de sécurité kenyennes ont tué récemment six braconniers, dans le parc national de Tsavo, « ce qui porte à onze le nombre de bandits abattus par l'unité anti-braconnage depuis la déclaration de guerre du gouvernement », s'exclame, plus tard, le Kenya Times, quotidien du parti unique. L'ordre est venu du chef de l'Etat lui-même. Tous les fonctionnaires des parcs nationaux qui se trouvent en présence des braconniers sont invités à « tirer à vue », précise, en effet, le président Daniel Arap Moi, le 13 septembre dernier. La chasse à l'homme est donc ouverte. Les maraudeurs sont avertis et les honnêtes « wananchis » (citoyens) qui, par étourderie, s'aventureraient à l'intérieur des parcs ne font désormais « au péril de leur vie ».

Le puissant lobby qui constitue les diverses associations de défense de la nature — notamment la célèbre East African Wildlife Society, que dirige le professeur Richard Leakey, — n'est plus seul à tirer la sonnette d'alarme. Les massacres d'éléphants et de rhinocéros inquiètent aussi les agences de tourisme. Et, dans les milieux politiques, on parle ouvertement du braconnage comme d'un « problème de sécurité nationale ».

« La plupart des gangs de braconniers viennent de Somalie, les franchissent la frontière à pied, avec leurs armes. Ce sont des types bien entraînés : la plupart sont des déserteurs de l'armée somalienne », confie un fonctionnaire kenyan. « Ils sont habitués à la guerre de guérilla, ils savent parfaitement survivre dans le bush — chose dont les paysans kenyans ne sont pas forcément capables », affirme-t-il encore. « Quand ils sont à court de vivres, ils pillent un hameau, ils volent une tête de bœuf ou un chapeau. Le temps de prévenir l'administration et la police, c'est trop tard pour les rattraper. Ils ont vraiment tous les culots. Il arrive même parfois qu'ils demandent leur route. Comme ça, ouvertement : ils demandent la direction

de Tsavo et ils s'en vont », soupire le fonctionnaire.

La « culot » dont font preuve les gangs de braconniers n'est pas leur seul atout. Sans de solides appuis locaux, même le gang le mieux armé, le mieux entraîné et le plus fort en nombre (la presse kenyenne évoque le cas d'un groupe de quatre-vingt-dix hommes récemment repéré dans le parc de Tsavo), la plus « professionnelle » en un mot, ne pourrait pas faire sortir son butin du pays. Visiblement, les braconniers qui déciment aujourd'hui la faune kenyenne ont peu de chose à voir avec des « Rabobiot » locaux, et moins encore avec les jeunes guerriers massifs qui tentent un lion d'un coup de lance, comme le veut la coutume rituelle.

Les braconniers, eux, tuent en masse. Et les défenses d'éléphant, ça pèse lourd. Et puis c'est gros, c'est encombrant : une fois les pachydermes tués, une fois leurs queues tronquées, une seconde équipe se charge-t-elle alors de la collecte — comme l'affirme la rumeur ? L'ivoire est-il embarqué par bateau, à Mombasa et Malindi, comme d'autres le murmurent ? Sur ce point, les bouches — déjà farouchement muettes — se ferment tout à fait.

« Subversifs »

Le seul coin de voile qui ait été publiquement levé concerne l'entrée des braconniers au Kenya. A en croire certains politiciens, les frontières du Nord (Somalie et Ethiopie) seraient devenues de vraies passerelles. « Ces étrangers ont réussi à obtenir tous les papiers nécessaires — cartes d'identité, certificats de naissance, passeports, — par des moyens malhonnêtes », révélaient récemment un groupe de députés du Kenya, à la fin du mois de novembre. Mais il y a plus grave que la corruption qui gangrène les frontières : selon ces mêmes parlementaires, les « étrangers » en question seraient liés au mouvement politique clandestin Mwakanya, bête noire du régime.

Les seconds couteaux qu'emploie le mafia de l'ivoire se

voient ainsi promus au rang de « subversifs ». Les étrangers, déjà tenus en suspicion, les massacreurs d'éléphants et de rhinocéros, dénoncés par le président Arap Moi comme ceux qui dilapident « le plus bel héritage naturel du Kenya » et les opposants politiques, dont on brûle les effigies lors des grandes-messes populaires du parti, tout ça, ça donne une image assez inquiétante d'aujourd'hui dans le même panier sulfureux.

Les « bandits » venus de Somalie ne doivent pas, cependant, être confondus avec les citoyens kenyans originaires de la tribu « Somalie » qui sont, eux, « de vrais patriotes, fidèles au gouvernement », insistent les députés. Parmi les plus illustres de ces « vrais patriotes » figure l'actuel général en chef des armées, Mahmoud Mohamed, membre lui aussi de l'ethnie somalie, que le président Arap Moi avait promu à ce grade en 1986.

L'armée resta donc, officiellement, au-dessus de tout soupçon. Il n'y a guère que l'hebdomadaire « Financial Review » qui se soit permis, dans une récente édition, une petite insolence : le dessin de couverture représente une bande de gaillards en uniforme massacrant joyeusement un troupeau d'éléphants, tandis qu'un hélicoptère patrouille candide au-dessus de leurs têtes.

Le braconnage et le trafic de l'ivoire ne sont pourtant pas une nouveauté en Afrique de l'Est. C'est les projecteurs médiatiques, aujourd'hui, braqués sur le Kenya, qui ont fait de la situation soit meilleure dans les pays voisins. Les stouts spécifiques du Kenya — stabilité intérieure, communications aisées, gros flux touristiques, présence importante de correspondants étrangers, etc. — en font une cible privilégiée. Les amoureux de la nature et les défenseurs d'animaux sauvages ne s'en plaignent sans doute pas : Ne vaut-il pas mieux sonner l'alarme pendant qu'il en est encore temps ?

Le parc de Tsavo, le plus vaste du Kenya, comptait 24 000 éléphants en 1989. Selon les dernières estimations officielles, les survivants n'étaient plus que 4 327

en février 1988. Quant aux rhinocéros, victimes de leur corne comme l'éléphant de ses défenses, leur nombre a chuté de manière vertigineuse : des 600 recensés en 1970, le parc de Tsavo n'en compte plus désormais que 30. Plus les animaux convoités se font rares, plus les braconniers deviennent audacieux : les face-à-face inopinés entre touristes et gangs armés risquent donc de se reproduire comme ce fut le cas en septembre au parc de Meru. Cette éventualité inquiète d'autant plus les dirigeants kenyans que le tourisme est aujourd'hui la première source de devises du pays.

Survivre

« On blâme toujours les gouvernements africains. Les gens devraient pourtant se rendre compte que, dans l'histoire du trafic de l'ivoire, un tiers seulement du scénario démarre ici : le reste, ça se passe à Hongkong, à New-York, à Dubaï ou à Tokyo... », grommelle un universitaire de Nairobi. La plupart des spécialistes de la faune africaine s'accordent en tout cas à reconnaître l'inefficacité du système de quotas mis en place en 1984. « Si les Etats-Unis adoptaient un moratoire sur les importations d'ivoire, cela ne suffirait pas, en soi, à stopper le trafic international. Mais cela rendrait ce trafic nettement moins profitable », suggère en juin, à Washington, Douglas Hamilton, considéré comme un des meilleurs spécialistes mondiaux des éléphants. « On estime que les Etats-Unis et l'Europe absorbent, à eux seuls, près de 43 % des importations mondiales d'ivoire travaillé », soulignait-il encore.

« Comment des pays où l'ivoire est vendu légalement, dont les fonctionnaires ferment les yeux sur les trafics clandestins, comment ces pays-là peuvent-ils blâmer un braconnier qui, en Afrique, essaie simplement de survivre ? », s'interrogeait récemment Hilary Ngweni, un des journalistes les plus en vue à Nairobi.

CATHERINE SIMON.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

Le cessez-le-feu proclamé par Kaboul a été rompu

Le cessez-le-feu proclamé unilatéralement par le président Najibullah, à partir du 1^{er} janvier, n'a pas été respecté par des groupes de moudjahidins « extrémistes » et les forces gouvernementales ont été amenées à riposter, a affirmé, dimanche 1^{er} janvier, en fin de matinée, l'agence Tass dans une dépêche de Kaboul. Le Parti islamique d'Afghanistan a bombardé, dimanche matin, des localités de la province de Nangarhar (est) puis a attaqué des postes de sécurité, obligeant l'armée gouvernementale à ouvrir le feu.

Tass avait diffusé, dans l'après-midi, un communiqué militaire des

forces afghanes indiquant que « plusieurs opérations réussies » avaient été menées dans tout le pays, y compris dans la Nangarhar, « au cours des dernières vingt-quatre heures », faisant cent quarante tués dans les rangs des moudjahidins. Ces derniers avaient refusé la proposition de cessez-le-feu à partir du 1^{er} janvier avancée le 7 décembre par M. Mikhail Gorbatchev à l'ONU. Le premier vice-ministre afghan de la défense avait averti, samedi, que si les rebelles ne respectaient pas le cessez-le-feu proclamé le 30 décembre par le gouvernement, les forces afghanes lanceraient « d'importantes offensives » contre la résistance après le 5 janvier.

M. Najibullah a réaffirmé, de son côté, dimanche soir à la télévision afghane, son « espoir » que le cessez-le-feu puisse mener à la paix. Dans le cas contraire, a-t-il ajouté selon Tass, les forces afghanes sauront réduire les actions de sabotage de l'ennemi. — (AFP.)

Pologne

Libération d'un ancien officier de police collaborateur de Solidarité

Un ancien officier de police polonais, M. Adam Hodyz, condamné à six ans de prison pour avoir collaboré avec Solidarité, a été libéré vendredi 30 décembre, après avoir purgé les deux tiers de sa peine. Par ailleurs, deux opposants ont été interpellés, vendredi, à Varsovie, après avoir approuvé une banderole réclamant la libération des prisonniers politiques en Pologne sur l'une des façades du siège du Parti ouvrier unifié polonais (POUP). — (AFP.)

Sri-Lanka

Retrait de deux bataillons indiens

Le corps expéditionnaire indien à Sri-Lanka commença, dans un délai de deux semaines, à se retirer progressivement de l'île, a annoncé, dimanche 1^{er} janvier, le haut-commissaire de l'Inde (ambassadeur) à Colombo M. Jyotindra Nath Dutt. Cette décision qui concerne dans un premier temps deux bataillons de 3 000 à 4 000 hommes chacun, a été prise à la suite d'une demande du nouveau président, M. Premadasa, dont la prise de fonctions a eu lieu lundi.

Les forces indiennes au Sri-Lanka comptent entre 45 000 et 50 000 hommes déployés dans les provinces nord et est, peuplées de Tamouls. Elles y sont présentes aux termes de l'accord de paix indo-sri-lankais de juillet 1987.

Une déclaration du gouvernement indien, publiée simultanément, indique qu'« il s'agit de procéder à d'autres retraits en accord avec le gouvernement de Sri-Lanka », étant donné que l'accord de 1987 est peu à peu réalisé et que les actions des extrémistes opposés à l'accord vont s'atténuant. La principale organisation séparatiste tamoule, les Tigres de libération de l'Est du Tamil (LTTE), s'est engagée lundi à lutter contre les troupes indiennes jusqu'à leur retrait total. — (AFP.)

SOUDAN

Le colonel Garang propose de négocier directement avec les militaires de Khartoum

Le Soudan a célébré dimanche 1^{er} janvier le trente-troisième anniversaire de son indépendance, dans une atmosphère empoisonnée par la crise politique. Le premier ministre, M. Sadek El Mahdi, dont le gouvernement a été ébranlé par quatre journées de violentes manifestations et par une grève générale, a promis, dans un discours prononcé à l'occasion de cet anniversaire, que son régime avait l'intention de mettre en œuvre de vastes réformes politiques. « Nous espérons, a-t-il dit, combler les vides, construire sur des bases solides et procéder à la prochaine étape du processus démocratique — des élections législatives —, je l'espère, aidé par la consolidation de la démocratie ». Il n'a cependant pas indiqué s'il faisait référence aux élections prévues l'année prochaine, ou s'il pensait à des élections anticipées nécessitées par la démission des six ministres, membres du Parti unioniste démocratique (PUD).

Après l'abrogation des mesures de hausse qui étaient à l'origine des troubles, le travail a repris samedi et les lignes téléphoniques et de téléfax ont recommencé à fonctionner avec l'étranger. La crise gouvernementale demeure cependant ouverte et pourrait s'aggraver avec la démission du président du conseil de souveraineté (présidence collégiale soudanaise), M. Ahmed El Mirghani, membre du PUD. Le secrétaire général de ce parti, M. Sid Ahmed El Hussein, a en effet laissé entendre dans une interview au journal *Al Watan* que le président Mirghani « devrait embêter le pas aux ministres du

PUD qui se sont retirés du cabinet et démissionner de son poste ». En vertu de la Constitution, le président et les membres du conseil de souveraineté ne peuvent être démis de leurs fonctions qu'à la majorité des deux tiers du Parlement, ou s'il est prouvé qu'ils ont commis un acte de trahison ou bien si leur incapacité juridique est établie.

Prenant acte de l'échec de l'accord conclu le 16 novembre dernier à Addis-Abeba avec M. Ahmed Osman El Mirghani, chef du PUD, le colonel Garang, chef de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), a appelé dimanche les troupes gouvernementales à entamer des « négociations directes » avec les rebelles du sud du Soudan. « Sortez de vos tranchées, mettons-nous d'accord sur un plan de paix, parce que l'accord d'Addis-Abeba a été torpillé par le premier ministre, M. Sadek el Mahdi, et sa clique. J'aurais espéré que 1989 serait une année de paix, mais les perspectives paraissent maintenant sombres », a-t-il déclaré sur les ondes de la radio de l'APLS au cours d'une émission qui a été brouillée au bout de quelques minutes.

Le colonel Garang a réclamé la démission de M. Sadek el Mahdi. Faisant allusion aux manifestations de ces derniers jours à Khartoum, le chef de l'APLS a affirmé que les membres de son armée, présents à Khartoum, s'étaient joints aux habitants de la capitale. — (Reuter, AFP.)

Le Monde DE L'EDUCATION

ENQUETE

LE NIVEAU MONTE

● Les jeunes d'aujourd'hui en savent plus que ceux d'hier. ● Jamais les exigences de l'école, du collège et du lycée n'ont été aussi élevées.

UN ENTRETIEN AVEC MICHEL ROCARD

La réforme de l'enseignement, la formation des professeurs et la revalorisation de leur métier.

SOCIETE

LA CRISE DU SYNDICALISME ENSEIGNANT

Baisse des adhésions de 30 % en moins en dix ans. Les profs sauront-ils se remobiliser ?

SUPERIEUR

LES JEUNES CHERCHEURS

Dans le cadre du CNRS, dans un laboratoire d'université ou dans une entreprise, quel est le quotidien des jeunes chercheurs ?

NUMERO DE JANVIER, 116 PAGES
En vente chez votre marchand de journaux

FLASH-BACK

L'année 88 dans le monde

36.15 LEMONDE
Code REP

Politique

L'annonce d'une réforme des lois sur l'immigration

M. Pierre Joxe veut « corriger les effets injustes » de la loi

Un communiqué du ministère de l'Intérieur publié dimanche 1^{er} janvier indique que M. Pierre Joxe a décidé d'« abroger et de modifier certaines dispositions de la loi Pasqua » sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Le ministre de l'Intérieur a également décidé de prendre des mesures pour les étrangers ayant « des liens familiaux avec des personnes de nationalité française » et pour les étrangers mineurs.

M. Joxe veut « corriger les effets injustes » d'une législation « qui conduisent à se trouver en situation irrégulière des catégories d'étrangers ayant vocation à séjourner et à s'intégrer en France ». Il souligne toutefois que ces mesures ne sont pas applicables aux « demandeurs ne justifiant pas des conditions par ailleurs requises par la loi » par exemple ceux qui ont commis des crimes ou des délits ne pouvant justifier d'aucune ressource en France ou représentant un danger pour l'ordre public.

Le ministre de l'Intérieur a précisé qu'il s'agit de « mesures spécifiques s'adressant à des catégories bien délimitées d'étrangers, ayant de par leur situation familiale vocation à s'intégrer en France ». Elles sont « sans rapport » avec une opération générale de régularisation pour les étrangers en situation irrégulière comme celle de 1981-1982.

Un projet visant à adapter une législation devenue archaïque

Justice : le « code Badinter »

Le projet de réforme du code pénal de M. Robert Badinter, dont le président de la République a souhaité qu'il soit discuté au Parlement dans un délai raisonnable, n'est rien moins qu'une révision considérable du code pénal de 1810, dit code Napoléon. Ce projet, qui avait été adopté en conseil des ministres le 19 février 1986, est un mois avant que la gauche perde les législatives de mars et que s'ouvre la période de cohabitation. « A, de fait, l'abandon de cette charte, rigueur et modernité dans un ensemble d'articles surchargés d'ajouts et de modifications au fil du temps depuis plus de cent cinquante années. Depuis mai 1988, cette réforme était redevenue une préoccupation prioritaire dans l'esprit du garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, puisque ce dernier avait souhaité que le Parlement examine rapidement le projet Badinter et avait annoncé qu'une commission s'emploierait à compléter le « code Badinter » élaboré de 1981 à 1985. La réforme du code pénal vise à réformer quelque quatre cents articles.

M. Badinter était parti du constat que « entre le temps de la dignité et celui de la justice, la criminalité et la délinquance ont grandement changé ». En somme, les articles du code Napoléon étaient jugés « archaïques et inadaptés ». C'est ce que la Chancellerie avait indiqué le 19 février 1986 en déclarant : « Notre législation pénale est pléthorique mais aussi incomplète. Elle est par ailleurs archaïque par les survivances qu'elle comporte et mal adaptée aux formes modernes de la délinquance et de la criminalité. »

Le nouveau code prévu par l'ancien garde des sceaux se distingue par trois aspects majeurs : 1. — Tout d'abord il devrait permettre de réprimer non plus seulement « la personne physique qui a commis l'infraction, mais aussi l'instigateur du crime ou du délit, ou encore la personne morale responsable par exemple de faits de pollution, de fraude, d'accident du travail ». 2. — Le projet de « code Badinter » prévoit ensuite une échelle des peines revue et corrigée. Pour ce qui concerne la grande criminalité, la réduction perpétuelle est maintenue, complétée par une nouvelle peine : la réduction d'une durée de trente ans. La petite et la moyenne délinquance sont, pour leur part, soumises à une plus grande appréciation du juge. Ce dernier, à côté des peines d'emprisonnement, de travail d'intérêt général ou de jour-amende, pourra faire appel à de nouvelles formes de peines. 3. — Enfin, le projet entend renforcer la répression du proxénétisme et du trafic organisé de stupéfiants. Une protection particulière est également instituée en faveur des « personnes les plus exposées, telles que les policiers ou les gendarmes, ou les plus faibles : jeunes enfants, personnes vulnérables en raison de leur âge, d'une infirmité ou d'une déficience ». De même, des sanctions plus strictes devraient réprimer des formes de délinquance sociale comme l'exploitation du travail au noir ou encore l'activité des « marchands de sommeil ».

Les vœux du président de la République

« Il faut que la croissance de notre richesse nationale soit l'occasion de réduire les inégalités excessives »

Voici le texte intégral de la déclaration faite, samedi soir 31 décembre, à Strasbourg, par M. François Mitterrand, à l'occasion du Nouvel An. C'était la première fois qu'en pareille circonstance le président de la République s'exprimait d'une ville de province.

« Mes chers compatriotes, parce que c'est à Strasbourg que Rouget de Lisle a, pour la première fois, chanté le Maréchal, le chant de la patrie et de la République, parce que Strasbourg est le capitale de l'Europe et que, cette Europe, nous avons quatre ans, pas davantage, pour la construire, parce que Strasbourg vient de fêter son deuxième millénaire, et pour bien d'autres raisons, qui font que Strasbourg est aimé des Français, je suis heureux de vous présenter ce soir, et de cette ville, mes vœux de Nouvel An.

« Nulle part mieux qu'ici on ne se sent à la fois français et européen, européen et français. « Nous allons célébrer cette année le bicentenaire de la Révolution, dont le premier acte a été, en 1789, de proclamer les droits de l'homme et de la souveraineté du peuple, deux idées, deux principes qui, depuis lors, ont inspiré tous les combats pour la liberté et la démocratie. Ce message que la France a lancé au monde, il y a maintenant deux siècles, il y a maintenant, certes, le droit d'un être fier, mais nous avons aussi le devoir de lui rester fidèles.

« Or, il y a chez nous beaucoup plus d'excluse et de laissés-pour-compte qu'on ne le croit généralement, que ce soit pour cause de chômage, de maladie, d'ignorance, de pauvreté, que sais-je ? Ou de couleur de peau. « C'est pourquoi je me suis réjoui qu'à la demande du gouvernement le Parlement ait voté, ce mois-ci un revenu minimum d'insertion qui ne laisse personne sans ressources. « C'est pourquoi j'ai voulu que les crédits de l'éducation natio-

nale soient fortement augmentés et ils continueront de l'être ces prochaines années, afin que chacun de nos enfants ait la chance de s'instruire et de se former, de l'école en vue d'acquiescer un métier et de réussir sa vie professionnelle. « De même, j'ai approuvé du fond du cœur la voie choisie pour la pacification des esprits en Nouvelle-Calédonie.

« Mais il reste beaucoup à faire. Je souhaite, par exemple, que soient révisées sans tarder des dispositions législatives applicables aux immigrés, dispositions qui ne me paraissent ni équitables ni justifiées. Ce sera notre réponse aux actes criminels qui ont marqué ces derniers temps un certain réveil du racisme. « Je souhaite également que s'engage la discussion du nouveau code pénal, déposé au Sénat par Robert Badinter, au début de 1986, afin d'humaniser et de moderniser notre droit.

La « Lettre à tous les Français »

Dans sa Lettre à tous les Français, du début avril, M. Mitterrand écrivait notamment à propos des immigrés :

« Depuis des siècles, les enfants qui naissent en France de parents étrangers sont français. C'est ce qu'on appelle le droit du sol. Je crois que, seul, le régime de Vichy, sous l'occupation allemande, a manqué à ce droit. Georges Pompidou, qui fut le dernier à retoucher le code de la nationalité, l'a respecté. (...) « Quand on aborde calmement la controverse sur le code de la nationalité, on s'aperçoit que ni la situation des « beurs » ni celle des « naturalisés » ne justifient le procès fait aux immigrés qu'ils n'ont jamais été ou bien qu'ils ne sont plus. Or la masse des immigrés de toute origine qui vivent et travaillent chez nous, sans prétendre à la nationalité française parce qu'ils sont fidèles à la leur, ne relèvent pas davantage et par définition de ce fameux code qui nous a valu tant de querelles. (...)

« Que l'immigré venu clandestinement en France soit refusé hors de nos frontières à quelque chose de douloureux, mais le droit est le même pour tous et doit être appliqué, mais appliqué humainement. « Quant à l'immigré en situation régulière, pourvu d'une carte de séjour et d'un contrat de travail, il est normal qu'il soit traité, sous tous les aspects de sa vie professionnelle et personnelle, salaire, conditions de travail, protection sociale, école pour les enfants, etc., comme le sont les travailleurs français. La Grande-Bretagne, la Hollande, les pays scandinaves sont même allés jusqu'à reconnaître à leurs immigrés un droit de regard — par le vote — sur des décisions politiques locales ou nationales. « Même si je sais que vous êtes, dans votre grande majorité, hostiles à une mesure de ce genre, je déplore personnellement que l'état de nos mœurs ne nous la permette pas. »

Les réactions

- M. Harlem Désir : « Il faut modifier la législation »
- M. Bruno Mégret (FN) : « Des mesures sectaires »

M. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, et M. Eric Ghebali, secrétaire général de l'association, se sont félicités des déclarations du président de la République sur la législation relative au statut des immigrés. « Il faut modifier la législation », a affirmé, dimanche 1^{er} janvier, M. Désir, rappelant que SOS-Racisme fait campagne pour l'abrogation de la loi Pasqua, qui a privé les étrangers du droit à la justice. L'association antiraciste se propose de transmettre à M. Mitterrand ses propositions de modifications législatives. « SOS-Racisme se sent, aujourd'hui, encouragé à poursuivre son action pour l'obtention du droit de vote aux élections municipales et locales pour les immigrés », avait déclaré, samedi soir, M. Ghebali.

Le président de France-Plus, M. Arzaki Delamant, s'est, lui aussi, félicité, dimanche, des propos de M. Mitterrand. M. Delamant s'est prononcé pour la « révision » du code de la nationalité et pour celle de la loi Pasqua, ainsi que pour des mesures en faveur du logement social. Il a demandé, en outre, que le président de la République intervienne auprès de la direction du PS pour appuyer la présence de jeunes militants, enfants d'immigrés, sur les listes de candidats aux élections municipales.

La fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés demande, quant à elle, l'abrogation de la loi Pasqua et l'instauration du droit de vote pour les immigrés. La CIMADE, service œcuménique d'entraide, a approuvé, dimanche, M. Mitterrand d'avoir « clairement affirmé sa volonté de faire évoluer la réglementation du séjour des immigrés dans un esprit conforme à la France des droits de l'homme ». Les socialistes ont approuvé les déclarations de M. Mitterrand. M. Geneviève Domenach-Chich, membre du secrétariat national chargé des problèmes de société,

s'est félicité, dimanche, que « des mesures législatives soient annoncées afin d'assurer aux immigrés les droits qui leur sont dus au pays des droits de l'homme et une place dans notre société ». M. Gérard Lindeperg, membre du secrétariat national chargé des droits de l'homme, a affirmé que « les socialistes ont toujours dit que des modifications législatives et réglementaires s'imposaient afin de concilier les nécessités de la lutte contre l'immigration clandestine avec le respect des droits et de la dignité de la personne humaine », mais que « les lois ne règlent pas tout ». Il faut aussi, a observé M. Lindeperg, que les pratiques administratives évoluent, que des actions spécifiques en direction du logement, de l'école et de la formation professionnelle soient conduites. « Au contraire, M. Bruno Mégret, député général du Front national, a reproché, samedi, au président de la République d'avoir donné « un tour partisan à ses vœux de Nouvel An » et d'avoir annoncé « des mesures sectaires de laxisme en matière d'immigration et de sécurité, dont chacun sait qu'elles sont contraires à la volonté majoritaire du peuple français ». « Pfi », a ajouté M. Mégret, il les faut passer pour un progrès des droits de l'homme, laissant croire aux Français que c'est par des incantations aux valeurs de la Révolution que l'on préparera la France à relever le défi de l'Europe. »

Le dispositif du 9 septembre 1986

Approuvé au conseil des ministres du 11 juin 1986, le projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France avait soulevé d'« extrêmes réserves » de la part du président de la République.

Le gouvernement de M. Jacques Chirac avait fixé trois objectifs principaux : réduire les entrées des travailleurs immigrés, fixer leurs conditions de séjour et faciliter, si nécessaire, leur expulsion.

Pour l'entrée, il s'agissait de « mettre un terme » à des « détournements de procédures » et à des « fraudes ». L'étranger devait, notamment, justifier « ses moyens d'existence ». Pour le séjour, la loi Pasqua remettait en cause « l'automatisme » de la carte de dix ans car il conduisait « dans certains cas, soit à susciter des pratiques frauduleuses, soit à encourager le maintien sur le territoire français de personnes sans ressources bien définies qui ne s'assimilent que malaisément à la population locale ». Le renouvellement de cette carte pouvait être refusé à l'étranger qui constituait « une menace pour l'ordre public » (la législation précédente ne retenait que la notion de « menace grave »).

Quant aux jeunes étrangers entrés en France avant l'âge de dix ans, ils pouvaient être expulsés à leur majorité s'ils n'étaient pas en mesure de prouver qu'ils résidaient en France régulièrement depuis dix ans au moins.

Le cas des mineurs

Etait expulsable ceux qui avaient dépassé les trois mois de résidence en France sans avoir obtenu de titre de séjour, ceux qui avaient fait l'objet d'une condamnation définitive pour n'avoir pas quitté le territoire et ceux qui s'étaient vu refuser le renouvellement de leur titre de séjour. Les enfants de parents expulsés pouvaient l'être aussi, ainsi que les étrangers résidant depuis dix ans en France mais ayant été condamnés à des peines de six mois de prison ferme, au cours des cinq dernières années.

Les effets de la « loi Pasqua »

Dans un avis de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, publié le 15 novembre dernier, M. Jean-Marie Daillet a fait un premier bilan de la loi Pasqua du 9 septembre 1986.

Le nombre des refus d'entrée d'étrangers en France est passé, selon lui, de 51 436 en 1986 à 71 063 en 1987 et 37 038 pour les sept premiers mois de 1988. D'autre part, le nombre des reconduites à la frontière d'étrangers en situation irrégulière est passé de 7 453 en 1985 à 12 364 en 1986, 15 837 en 1987 et 9 522 de janvier à juillet 1988. Toutefois, si le nombre des mesures d'éloignement prononcées a augmenté, on a enregistré une baisse du taux moyen d'exécution des mesures de reconduite.

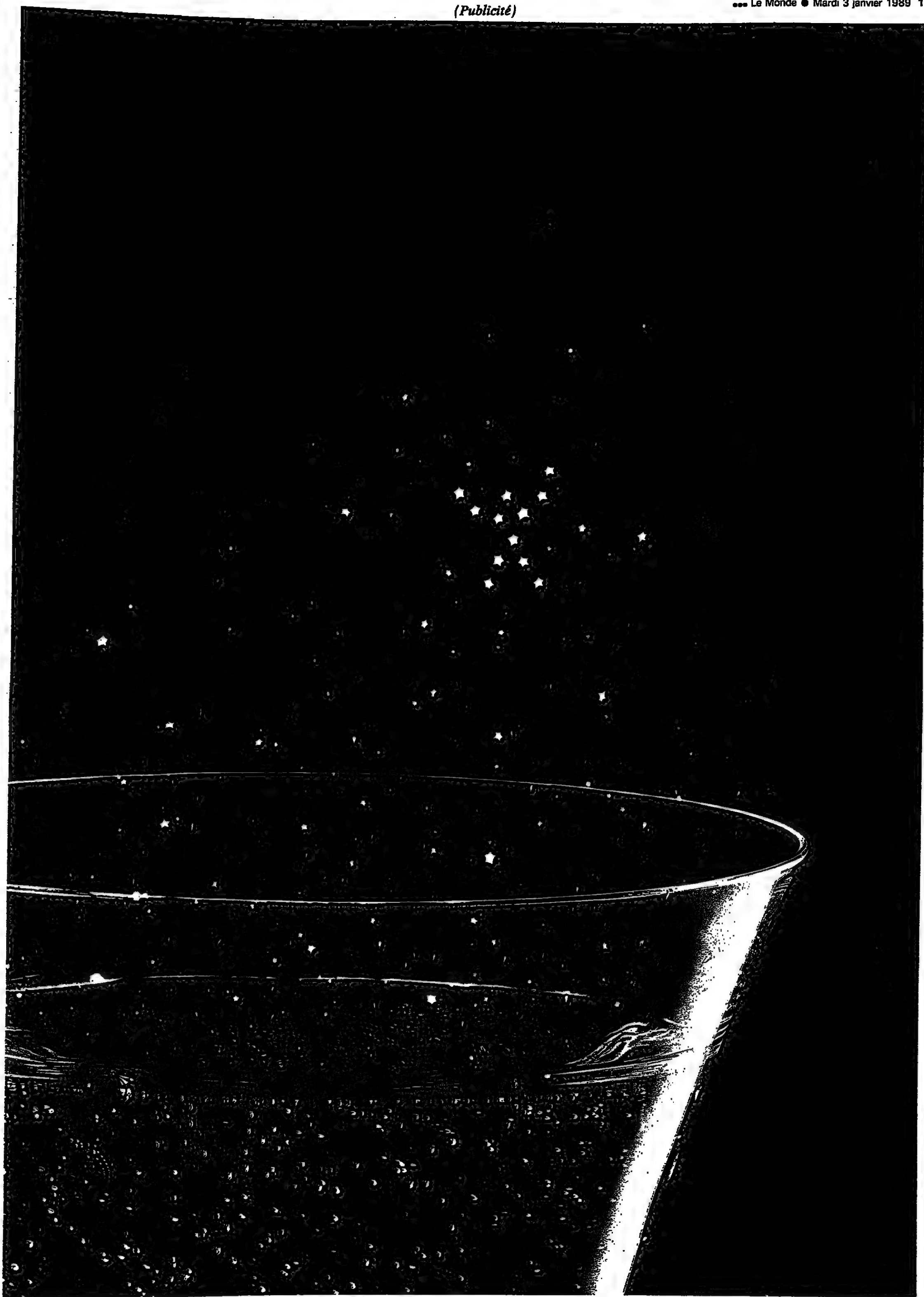
ALTERNATIVES
ECONOMIQUES

EN
KIOSQUE

n° 63
Janvier

ECONOMIE
Quelle place
17 F pour la solidarité ?

هكذا من الأصل



Santé, Prost, Cheers, Proost, Skål, cin cin, Saúde, Salud, Χρόνια πολλά
pour une Europe 1989, libre, juste et pacifique.


GROUPE SOCIALISTE
PARLEMENT EUROPÉEN



De la même façon que vous lisez cette page avec les Belges, les Danois, les Allemands, les Anglais, les Grecs, les Hollandais, les Irlandais, les Italiens, les Luxembourgeois, les Portugais et les Espagnols, vous pourrez le 10 juin de cette année être avec eux un nouveau Parlement Européen.

هكذا من الأصل

Société

Un entretien de M. Michel Rocard avec le « Monde de l'éducation »

« Nous allons être amenés à faire des sacrifices budgétaires considérables pour l'éducation »

« Nous allons être amenés à faire des sacrifices budgétaires considérables pour l'éducation », déclare M. Michel Rocard dans une interview publiée dans le dernier numéro du Monde de l'éducation (1).

« Je me suis beaucoup battu, dès l'élection de François Mitterrand et pendant la campagne électorale, pour faire passer l'idée de la priorité à l'éducation. Et je suis quelque peu déçu, dans la production du chiffre de 4 milliards de francs de plus par an, au-delà de la dérive d'augmentation naturelle du système, qui est à 7 milliards. Ce qui nous fait une exigence, en crédits nominatifs, et sous condition que la hausse des prix reste toujours entre 2,5% et 3%, - de 11 milliards de plus, en nominal, que ce que nous aurons. Ce qui est considérable. Ma seule surprise a été de découvrir que, vraisemblablement, ce ne sera pas assez. C'est une surprise lourde. Et pourtant, un chiffre pareil est déjà colossal. »

Interrogé sur la revalorisation de la profession enseignante, M. Rocard précise qu'elle pourrait se réaliser à la fois par des indemnités généralisées et par la création de nouveaux corps bénéficiant d'indices plus avantageux : « Si on prend une optique budgétaire, on se heurte à la grille de la fonction publique. Mais, si on définit de nouveaux corps, avec de nouvelles obligations de service, pour faire un autre métier, on introduit dans la grille de la fonction publique des gens qui n'y étaient pas. Dès lors, on ne se heurte pas aux mêmes difficultés avec l'ensemble de la fonction publique. Mais cela ne veut pas dire, pour autant, qu'on ne fera pas l'essentiel, pour le stock d'enseignants existant, par une voie indemnitaire. »

Mais, pour M. Rocard, la réflexion sur l'amélioration de la profession doit aussi porter sur les conditions d'une plus grande mobilité entre les catégories.

« Il faut mettre dans le système plus de mobilité, horizontale et verticale ; interdisciplinaire, en promotion de carrière ou de grades. Il faut pouvoir passer du primaire au secondaire, du secondaire au supérieur plus faci-

lement qu'aujourd'hui. Avec des concours, des vérifications de qualification, bien entendu, mais il faut en finir avec le blocage absolu. »

En outre, la revalorisation de la condition enseignante ne peut être dissociée de la rénovation de l'école : « Ce serait une faute grave. Si on se permettait de demander beaucoup d'argent pour la revalorisation des enseignants, qui, tout d'abord, sont aussi parents d'élèves, tout en gardant un tel taux d'échec scolaire, ainsi qu'un niveau de qualité générale du système tel qu'il est, c'est-à-dire inférieur aux besoins, personne ne comprendrait. Ce serait un scandale. Nous aurons, dans quelques années, un effet de boomerang effrayant. Ces négociations sont liées par une nécessité logique que je ressens comme absolue. Nous les menons ensemble. Il n'y a pas à se dissocier. »

M. Rocard confirme qu'une « loi d'orientation » - et non « de programmation » - sur l'école sera soumise au Parlement. « Quelque soit le peu de culture budgétaire qui se trouve dans le programme, les lois de programmation sont une forme évoluée de la poésie. L'outil « loi d'orientation », c'est-à-dire une loi définissant des objectifs et des ambitions, est presque plus contraignant, notamment parce que son langage est moins technocratique. L'orientation publique peut beaucoup mieux comprendre qu'on se donne pour but de faire baisser le taux de l'échec scolaire ou celui du redoublement qu'elle ne peut comprendre une bataille de chiffres. »

Vous voyez plutôt la future loi d'orientation comme l'occasion d'un débat d'idées ?

« Pas comme une occasion. Comme la conclusion parlementaire d'un débat d'idées sur les ambitions de l'école de France. Ladite loi

d'orientation doit d'ailleurs fournir des orientations sur ce qui concerne la situation statutaire et financière des personnels, mais aussi sur le fonctionnement général du système : les passerelles, la formation des maîtres, l'effort de qualité, etc. »

Le premier ministre est d'autre part favorable à l'instauration de deux langues vivantes obligatoires : « Je crois possible d'obtenir un accord de la Communauté pour une réglementation européenne qui fera obligation à tous les membres de prévoir deux langues vivantes dans leur système scolaire - les Néerlandais en ont trois. Ces deux langues vivantes devraient obligatoirement être choisies dans les groupes linguistiques différents : une du groupe anglo-germano-occidentale et une du groupe latino-roman. »

(1) N° 156, janvier 1989 ; en vente à partir de mardi 3 janvier.

Le premier ministre envisage une refonte des corps enseignants

Dans le débat technique complexe et politiquement miné sur la revalorisation du métier d'enseignant, Michel Rocard montre la voie qu'il entend suivre le gouvernement. Il s'agit pour l'essentiel de lier l'amélioration des rémunérations à une redéfinition des obligations de service et à la création de nouveaux corps.

Pour les enseignants actuellement en exercice - « le stock », comme les appelle, peu poétiquement, le premier ministre - la revalorisation se fera « pour l'essentiel » par l'attribution d'indemnités, qui pourront être liées à des conditions de travail particulièrement difficiles (zone prioritaire) ou à des efforts pédagogiques spécifiques. Cette méthode présenterait pour le gouvernement l'avantage de lier la revalorisation à une amélioration qualitative du système éducatif, et d'être relativement moins coûteuse puisque les trois cent cinquante mille retraités n'en bénéficieraient pas.

Mais l'innovation la plus marquante suggérée par M. Rocard consisterait à

créer des corps d'enseignants totalement nouveaux, probablement au nombre de trois : instituteurs, professeurs de collège et professeurs de lycée. Tous les enseignants nouvellement recrutés y seraient automatiquement affectés, mais aussi, sans doute, certains instituteurs et professeurs en exercice, par le biais d'une procédure spéciale. Ils bénéficieraient de conditions de rémunération et de carrière très nettement améliorées, mais seraient assujettis à des obligations de service nouvelles, qui pourraient inclure, par exemple, le suivi individuel des élèves. Cette technique permettrait d'amorcer une revalorisation assez spectaculaire des salaires des enseignants à un coût budgétaire relativement restreint, puisqu'elle s'opérerait de façon progressive. Le métier d'enseignant pourrait alors devenir plus attractif pour les étudiants, ce qui permettrait de combler la profonde crise de recrutement que connaît l'éducation nationale.

Cette opération revalorisation se doublerait d'une refonte de l'architecture des corps enseignants. Principale innovation, qui pourrait faire effet d'une bombe : la création d'un corps spécifique de professeurs de collège (de la sixième à la troisième). Ils seraient recrutés par un CAPES distinct de celui donnant accès au corps de professeurs de lycée.

L'hommage à la FEN

Recrutés et gérés régionalement - et en plus pas complètement comme les autres « capésiens » - les nouveaux professeurs de collège ne pourraient donc plus être affectés très loin de leur domicile. Ils enseigneraient deux disciplines : l'une « majeure », l'autre « mineure », double spécialité qui rappelle celle des professeurs d'enseignement général de collège (PBG) mise en place dans les années 60 pour faire

face au bonnisme et offrir une voie de promotion aux instituteurs. Le projet des PBG, qui fut « mis en extinction » par M. Mitterrand en 1986, compte encore soixante-trois mille professeurs.

Les projets de M. Rocard s'inspirent des propositions de la Fédération de l'éducation nationale, telles qu'elles avaient été élaborées lors de son dernier congrès, à La Rochelle, en février dernier. L'hommage très appuyé de M. Rocard à la principale fédération enseignante avait été remarqué lors de son discours sur l'éducation le 8 décembre à Limoges. Le premier ministre y revient dans Le Monde de l'éducation en saluant « le fait qu'elle ait ouvert la réflexion avec une certaine audace », allusion limpide à la revendication du « Travailleur avertissement » lancée par la FEN, qui invite les enseignants à travailler en équipe et à moderniser leurs méthodes.

Une autre conséquence de l'adoption du projet de M. Rocard serait d'aider les socialistes à conserver la majorité au sein de la FEN, au moment où la tendance pro-communiste, bien implantée dans le second degré avec le SNES, menace de prendre le contrôle de la fédération. Si un corps de professeurs de collège était créé, une course s'engagerait sans doute dans la FEN pour la création d'un syndicat spécifique. La tendance socialiste, qui dirige le SNI-PGEC, paraît favorable, mais le SNES pourrait aussi faire valoir ses droits.

Mais la revalorisation est aussi l'objet d'une négociation entre le premier ministre et son ministre de l'Éducation nationale. Nul doute que M. Rocard souhaite, en faisant état publiquement de ses intentions, peser sur les discussions interministérielles qui se sont poursuivies jusqu'aux derniers jours de décembre, et sur les négociations avec les syndicats qui doivent s'ouvrir après le 15 janvier.

PHILIPPE BERNARD.

DÉMOGRAPHIE

Les Français se marient de plus en plus tard

Le nombre de mariages reste stable en France, l'âge au mariage s'élève, et de plus en plus d'enfants assistent au mariage de leurs parents, selon une note publiée par l'INSEE (1).

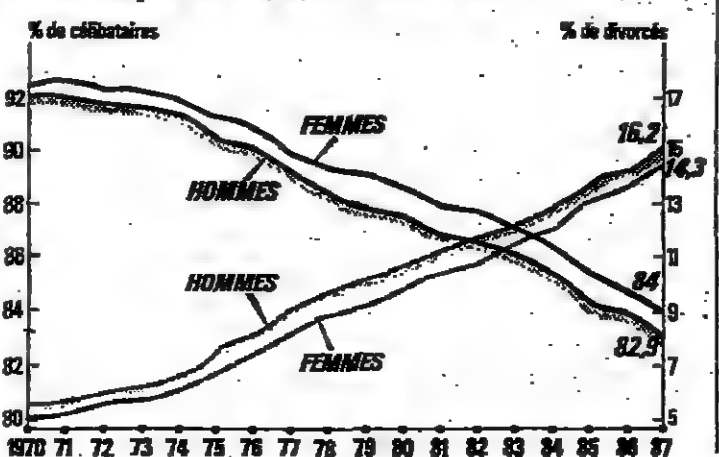
265 177 mariages ont été célébrés en 1987, soit 500 de moins qu'en 1986, après une baisse nettement plus accusée au cours des années précédentes : cette stabilisation est due à un « rattrapage » : la proportion de mariages augmente chez les plus de vingt-cinq ans. Depuis une dizaine d'années, l'âge moyen au premier mariage s'élève : en 1987, il était de 27 ans pour les hommes, de 24,9 pour les femmes. Il varie selon les régions : on se marie un an et demi plus tôt dans le Nord et un an et demi plus tard en Ile-de-France.

Avec la fréquence des divorces, on se remarie plus : en 1987, 16,6 %

des gens qui se sont mariés se remariaient - mais dans un cas sur deux avec un célibataire. Ces remarriages sont aussi de plus en plus tardifs après le divorce : l'âge au remariage était en 1987 de 40,1 ans pour les hommes, de 36,8 ans pour les femmes. L'augmentation du nombre des naissances hors mariage fait que 14 % des unions (contre 7 % en 1980) légitiment un ou plusieurs enfants du couple : 50 000 enfants ont ainsi pu assister l'an dernier au mariage de leurs parents.

Tandis que le nombre total de mariages a baissé de 21,7 % depuis 1980, celui des mariages où l'un des époux est étranger avait augmenté de 12,8 % entre 1980 et 1986, mais en 1987 il a baissé de 8,3 %.

(1) Premiers résultats, n° 160, décembre 1988.



P.-A. G.

A La Roche-sur-Yon

Suicide d'un haut fonctionnaire dans le bureau de M. de Villiers

Jean-François Yavchitz, quarante-six ans, ancien directeur des services administratifs du conseil général de Vendée, s'est donné la mort, samedi soir 31 décembre, en se tirant une balle dans la tête dans le bureau du président du conseil général, l'ancien secrétaire d'Etat, M. Philippe de Villiers. Jean-François Yavchitz devait prendre en janvier ses fonctions de directeur des services administratifs du conseil général du Cher.

En Vendée, il avait été chargé de cette fonction, après l'élection le 7 octobre 1988, de M. Philippe de Villiers à la tête du conseil général.

Jean-François Yavchitz a laissé une lettre expliquant son geste, adressée à M. de Villiers et aux services de police. Cette lettre a été saisie par le parquet de La Roche-sur-

Yon, qui a ouvert une information judiciaire.

Marié, père de deux enfants, Jean-François Yavchitz, sous-préfet en position de détachement, était considéré comme un homme doté d'une forte personnalité. Après avoir été secrétaire général de la Vendée (1974-1978), puis chargé de mission auprès du préfet des Yvelines (1978-1979), sous-préfet de Villefranche-sur-Saône (1979-1981) et secrétaire général de la Charente-Maritime, Jean-François Yavchitz avait été appelé, en 1982 par l'ancien président du conseil général, M. Michel Crucis (UDF) à la tête du conseil général de la Vendée, où il avait assumé, pendant six ans, les fonctions de directeur administratif du conseil général. Après son élection M. de Villiers, avait fait part à Jean-François Yavchitz de son intention de se séparer de lui.

En Suisse

L'affaire du blanchiment des narcodollars pourrait être liée à un trafic d'armes

BERNE
de notre correspondant

L'affaire du blanchiment de narcodollars, dit de la « connexion libanaise », découverte début novembre en Suisse, a été évoquée par M. Jean-Claude Delamuraz, chef du département de l'économie à l'Occasion, le 1^{er} janvier 1989 de son accession à la présidence de la Confédération helvétique.

Parlant de M^{me} Elisabeth Kopp, ministre de la justice, amenée à démissionner à la suite des reproches adressés à son mari impliqué dans cette affaire, M. Delamuraz a regretté que la « vie politique exemplaire » de la première femme à siéger au gouvernement se trouve « ainsi brisée ».

Contrairement à certains parlementaires, le président de la Confédération ne souhaite cependant pas que l'on réglemente les activités des conjoints des membres du Conseil fédéral. Selon lui, un tel système serait « inquisitorial » et conduirait à une « démocratie de médiocrité ». Il estime que, après les circonstances du départ de M^{me} Kopp, le Parlement ne manquera pas de s'intéresser de plus près aux conjoints des candidats, qui sont, eux, « déjà radiographiés sur la place publique pour être élus en connaissance de cause ».

De son côté, le bureau du Conseil national (chambre basse) vient de repousser au 30 janvier l'éventuelle constitution d'une commission parlementaire d'enquête réclamée par les groupes socialistes et écologistes pour faire la lumière sur le comportement de l'administration à propos de la « connexion libanaise ». Une telle procédure serait tout à fait exceptionnelle. Jusqu'à présent, elle n'avait été utilisée qu'une seule fois lors de l'affaire des Mirage, afin de vérifier des dépassements de crédits, à l'occasion de l'acquisition des avions de combat français dans les années 60.

Attitude à l'honneur

A la demande du gouvernement, une enquête est déjà en cours pour déterminer l'origine des fuites qui ont permis au ministre de la justice, M^{me} Kopp, d'éviter son mari des soupçons pesant sur la société Shalarch Trading, du Zurich, dans le recyclage d'argent sale. A la suite d'un reportage télévisé de son épouse, M^{me} Hans W. Kopp avait démissionné de la vice-présidence du conseil d'administration de cette société une semaine avant que n'éclatât publiquement l'affaire de la « connexion libanaise ».

Le procureur général de la Confédération, M. Rudolf Gerber, s'étant

refusé à mener l'enquête sur les agissements de son supérieur hiérarchique, le gouvernement a confié le dossier à un procureur extraordinaire qui doit lui remettre un rapport à la mi-janvier.

En outre, l'affaire de la « connexion libanaise » vient de connaître un nouveau développement avec la plainte pénale pour atteinte à l'honneur déposée à la fin de la semaine par le procureur général de la Confédération contre le quotidien le *Matin*, de Lausanne. Ce journal, qui avait déjà publié des articles ayant entraîné la démission de M^{me} Kopp, avait reproché, le 24 décembre, au procureur, M. Gerber, d'avoir demandé, dès l'éclat de la affaire, des rapports dans lesquels M. Kopp et les sociétés Shalarch et Shalarch de Zurich apparaissent trop en évidence. Refusant immédiatement ces affirmations « dénuées de tout fondement », le magistrat a décidé de porter plainte contre l'auteur de l'article.

L'affaire de la « connexion libanaise », qui porte sur plus de 1 milliard de dollars, continue de susciter des interrogations. Dans le canton du Tessin, de langue italienne, où elle a éclaté après la saisie, en février 1987, de 100 kilos de morphine base et d'héroïne dissimulés dans un camion en provenance de Turquie, les enquêteurs n'excluent pas qu'elle soit également liée à un trafic d'armes.

JEAN-CLAUDE BURRIER.

Le soir du réveillon

Attaque à main armée dans un restaurant du bois de Boulogne

La clientèle choisie du célèbre restaurant de Gaston Lendrevue, Le Pré Catelan au bois de Boulogne à Paris-16^e, a vécu un réveillon mouvementé de fin d'année : vers 22 h 50, trois hommes armés ont fait irruption dans la salle et ont blessé par balles deux employés qui tentaient de l'intercepter.

Des faits survenus, les malfaiteurs le préjugé dissimulés par des masques de carnaval ont tenté, sous le couvert de leurs armes, de se faire remettre des bijoux portés par les clients. Deux employés du restaurant ont tenté de maîtriser les malfaiteurs qui ont ouvert le feu. L'un des employés, M. Heim, a été atteint à l'épaule et hospitalisé à Bichat. L'autre, M. Desvol, touché au ventre, a été transporté, dans un état sérieux, à l'hôpital Saint-Michel (Paris-15^e).

Les trois hommes ont alors pris la fuite, n'ayant réussi à emporter que le contenu de la caisse, soit 4 000 francs, et un collier attaché à une cliente.

RELIGIONS

1989, « année de la solidarité » pour Jean-Paul II

Dans son homélie à la basilique Saint-Pierre de Rome, dimanche 1^{er} janvier, le pape a souhaité que 1989 soit l'année de la paix, de la justice, d'une solidarité croissante et de la solidarité sociale pour tous. Dix mille fidèles et le corps diplomatique assistaient à la cérémonie. Jean-Paul II a notamment rappelé son message consacré aux minorités raciales et culturelles, publié à l'occasion du 1^{er} janvier, Journée mondiale de la

Paix (Le Monde du 31 décembre). Le pape s'était rendu, samedi 31 décembre, à l'audience avec les Jésuites à Rome, où, en présence du maire de Rome, M. Pietro Giubilo, il s'est inquiété de la dégradation de la situation morale dans la capitale, qualifiant de « non chrétiens » les comportements « de peur et de refus des immigrants de couleur, des réfugiés, des nomades, des sans-abri, des jeunes séropositifs ou malades du SIDA ».

Communication

Pour concilier le « profit et le service »

M. Santini propose de transformer FR 3 en société d'économie mixte

Trop lourde (3 200 salariés), trop chère (37 % de la redevance), trop peu regardée (7 à 8 points d'audience), FR 3 n'a, en plus, « jamais su concilier ses missions nationales et régionales », a estimé, jeudi 29 décembre, l'ancien ministre de la communication, M. André Santini. Une situation d'autant plus dommageable, à ses yeux, que « les régions ont besoin d'exprimer leur identité » au moment où la construction de l'Europe va de pair avec l'affirmation des pouvoirs locaux. Une vraie réforme s'impose donc et la « société d'économie mixte (SEM) peut être une solution », a-t-il ajouté en tant que président de la fédération nationale regroupant le millier de SEM existant en France.

Entrés du droit privé selon la loi du 7 juillet 1983, celles-ci sont, en effet, « des entreprises d'intérêt général » qui « interviennent de plus en plus en faveur du développement local ». Associant des capitaux publics (régions, départements, communes) en principe majoritaires, à des fonds privés, les SEM sont les seules, selon le ministre, à pouvoir concilier « le profit et le service ».

Ainsi M. Santini suggère-t-il que dans chaque région se constitue, autour de FR 3, une SEM associant aux collectivités territoriales un « collège » de partenaires institutionnels et privés (organismes consensuels, associations, entreprises, presse locale ou régionale). Ces SEM se regrouperaient au niveau national en une « union » qui pourrait prendre la forme d'une société anonyme classique ou d'une SEM, et qui donnerait cohérence à l'ensemble en coordonnant la programmation. Cette solution, estime

M. Santini, autoriserait de nouvelles formes de financement pour la chaîne tout en satisfaisant aux exigences de rentabilité économique. Elle serait également la seule à dépasser le débat « privatisation ou pas » ainsi que le clivage droite-gauche. La fédération des SEM, qu'il préside ne regroupe-t-elle pas, à égalité les quatre grandes formations politiques (RPR, UDF, PS, PC) sous une présidence tournante ?

M. Santini ressuscite ainsi, sous une forme voisine, deux projets qui n'ont jamais abouti. Celui de la majorité socialiste de 1982, qui prévoyait la création de sociétés régionales de télévision dont le holding FR 3 devait garder la majorité du capital. Celui du gouvernement Chirac de 1986 qui a envisagé la privatisation partielle de FR 3, avant de décider la cession de TF 1 au privé. Il est fort à parier que cette nouvelle tentative se heurterait aux mêmes obstacles : faibles ressources publicitaires régionales, concentration excessive des médias en région et tentation pour la classe politique locale de peser sur l'information, même s'il vaudrait mieux, selon l'ancien ministre, « organiser les règles du jeu, plutôt que de laisser se poursuivre les pratiques d'aujourd'hui ».

M. Santini compte en tout cas, soumettre cette proposition - qui n'est encore qu'un axe de réflexion et non un projet ficelé - au nouveau ministre de la communication, M^{me} Catherine Tasca, ainsi qu'au Conseil supérieur de l'audiovisuel appelé à succéder à l'actuelle CNCL.

ALTERNATIVES ECONOMIQUES n° 63
Janvier

EN KIOSQUE

URSS
Quel avenir
17 F pour Gorbatchev ?

هكذا من الأصل

200 ANS APRES, ON CONTINUE DE LIQUIDER
LA NOBLESSE. IL EST SIMPLEMENT RECOMMANDE
DE LE FAIRE AVEC MODERATION.



CHIVAS REGAL NE EN 1801 12 ANS D'AGE 43% VOL. IMPORTE D'ECOSSE PAR MUMM CORIMA
SABER APPRECIER ET CONSOMMER AVEC MODERATION

هكذا من الأصل

Sports

RAID-MARATHON : le onzième Paris-Dakar

Vent de grogne

Le Finlandais Ari Vatanen, sur Peugeot 405 Turbo 16, a réalisé dimanche 1^{er} janvier le meilleur temps de la quatrième étape chronométrée du 11^e Paris-Dakar, Tamm (Libye)-Dirkou (Niger), 732 km, devant son partenaire d'écurie, le Belge Jacky Ickx, qui conserve la tête du classement général.

DIRKOU
de notre envoyé spécial

La piste est à peine visible. Les rafales de vent gênent le pilote du Bouchard qui tente d'approcher son petit biporteur de Dirkou. Les huit occupants de l'avion scrutent à travers les hublots les langues de sable rouge qui apparaissent parfois. Pilote et copilote hésitent, se consultent à voix basse. Soudain, profitant d'une trouée de lumière, ils arrivent à distinguer le goudron et à planquer leur engin dessus. Le choc des roues sur le sol dur libère les passagers de leurs crânes.

Au gré des caprices du vent, apparaissent des monticules de bidons rouillés ou une bâche de béton : voilà Dirkou. A 1 kilomètre, la palme arabe cache les cabanes de couleur ocre. Une piste d'aviation, un point d'essence, quelques véhicules militaires et une quinzaine d'enfants emmitouflés dans des chéches bruns : le point nommé Dirkou sur les cartes du Niger se résume à peu de chose sur le terrain. Base militaire autant que poste douanier, ce village aux rares habitants est le point de contrôle et de passage obligé pour la trajectoire entre le Tchad, la Libye et l'Algérie.

Ce 1^{er} janvier, Dirkou, isolé par les nuages de sable, coupé du reste de la caravane du onzième Paris-Dakar par la difficulté à mettre en place les moyens de communication via le satellite, attend les concurrents de l'épreuve.

Eravage Jour de l'an pour ces formes pittoresques en deux qui tentent d'ériger des baraquements avec des moyens de fortune. Orde de l'air pour les mécaniciens occupés à boucher toutes les ouvertures des avions. 1989 commence d'une façon étonnante pour ces hommes harnachés comme des plongeurs sous-marins qui tentent de se protéger contre le sable qui cingle le visage et s'infiltre partout.

Soir de fête

Le parcours de l'étape du samedi 31 décembre ne comportait pas de réels problèmes de conduite. La preuve : sept voitures sont arrivées en début de soirée, trois heures du temps imparti. Mais voilà, c'était soir de fête. C'était un jour où, en d'autres lieux, certains se réunissent pour célébrer en famille ou entre amis le « bout de l'an ».

A l'arrivée à Tamm, un peu d'atmosphère se faisait jour chez les motards et les pilotes. De fugaces moments de café où chacun ten-



Cyril Nereu : face au vent de sable.

AFP.

taient de combler en prenant sa place dans la queue pour le téléphone. De rares mots, un son lointain, le tout facturé à prix d'or, appartenaient à peine le réconfort attendu.

En ce jour exceptionnel, les nerfs sont plus à vif. Franco Picco, le motard italien, peste contre la mauvaise qualité de l'essence libyenne. Pierre Larigue, le pilote de la Mitsubishi, pleure son turbo cassé dès le départ. Et puis il y a cette histoire de contrôleurs absents qui alimente toutes les conversations. Fenouil, le navigateur de Guy Fréguelin, résume l'histoire : « Nous avons suivi le road book jusqu'au point indiqué comme contrôle de passage. C'était à côté d'un petit fortin. Nous n'avons pas vu de commissaire de course alors nous avons tourné en rond. Puis nous avons aperçu Gilbert Sabine qui nous faisait signe de continuer la route. Après avoir perdu un quart d'heure, nous avons repris notre chemin ». Résultat : pour la 205 Peugeot, ainsi que pour six autres concurrents, dont la deuxième 205 de l'écurie au lion, une pénalité de trois heures. Enregistrements d'un côté, détermination de

l'autre, de la part du directeur de course, qui refuse de revenir actuellement sur sa décision : la soirée de festivités s'ouvrait sous les meilleurs auspices.

Pourtant, les responsables d'Africatour avaient tout prévu : ce samedi soir, pas de soupe au traditionnel festin de la roulotte des sables. Saumon et toasts beurrés devaient ouvrir l'appétit de coureurs supposés pour une fois en goguette. Toutes les étapes, en somme, dans un coin perdu de la frontière libyenne, du caudat à l'orange à la biche de Noël. Et... malgré la présence de militaires du colonel Kadhaï, des bouteilles précieusement conservées par de rares amateurs ont perdu leur bouchon.

Mais vent et froid n'ont pas permis que l'ambiance se crée sur ce plateau de sable dur. A 1 000 mètres d'altitude, la température est rapidement descendue en dessous de la barre fatidique du zéro. Par - 3 ou - 4 degrés, peu de compétiteurs se sont attardés autour de la roulotte. Privés de leurs mécaniciens transportés sur de gros avions interdits à l'atterrissage à Tamm, les pilotes « riches » avaient dû se remettre les mains

Huit jeunes délinquants en mission humanitaire au Mali

ROUEN
de notre correspondant

Huit jeunes délinquants âgés de seize à dix-huit ans ont quitté, lundi 2 janvier, Rouen pour le Mali à bord de deux Land-Rover et de deux camions chargés de matériel médical destiné à Médecins du monde et Pharmaciens sans frontières, de matériel scolaire pour les écoles et du matériel de construction et des pièces mécaniques pour l'association les Amis de Léré. Sur la route de l'Afrique, au moment où les concurrents du Paris-Dakar courent après les secondes, ces jeunes, accompagnés de huit adultes, vont apprendre « que les autres peuvent avoir besoin d'aide ».

Tous ont quitté l'école sans diplôme, sans métier ni travail et ont déjà, plusieurs fois, malité à partir avec la justice.

L'expédition a été montée par l'association Normeca, abréviation de Normandie Mécanique. Elle est née sur l'initiative d'un éducateur, Alain Dru, dans les couloirs du palais de justice de Rouen. « Notre objectif est d'engager de jeunes délinquants pour transporter gratuitement du

matériel à destination des pays en voie de développement », explique Alain Dru avant de partir. « L'idée est venue d'un double constat : d'une part, des problèmes d'équipement des jeunes délinquants à trouver une place dans les structures de la société ; d'autre part, des difficultés d'acheminement auxquelles sont confrontés de nombreuses associations qui collectent du matériel pour le tiers-monde. Notre pari, c'est d'aider ces jeunes dits « paumés » en les incitant à aider d'autres jeunes. »

Pour la première mission de Normeca, les huit jeunes, tous volontaires, ont été choisis avec l'accord de leur famille et du magistrat chargé de leur dossier par une commission composée d'un juge des enfants, d'un éducateur et d'un psychologue. Ils ont accepté l'expédition sur proposition de leur éducateur. L'encadrement est assuré par huit adultes bénévoles : quatre éducateurs, un retraité appartenant à l'association ECTI (Enquête et consultation technique internationale), un greffier au tribunal de grande instance de Rouen, un cadre chargé de la partie photo

et vidéo et une infirmière mise à la disposition par Médecins du monde.

Embauchés sur un contrat TUC, les adolescents ont travaillé pendant plusieurs mois à la remise en état et à la vérification des véhicules achetés d'occasion par Normeca. Pour Alain Dru, « découvrir d'autres cultures, réaliser un projet utile, développer positivement son comportement ».

Au-delà de l'expérience, c'est aussi une chance pour ces adolescents en marge de la société, de suivre une formation professionnelle, de trouver un travail. L'éducation surveillée et le ministère de la justice ont commencé à constituer un réseau national avec des entreprises, des organismes de formation professionnelle et l'armée pour les aider à définir un projet d'avenir.

Normeca espère aussi, dès l'année prochaine, attirer quelques autres jeunes en son sein et pour quoi pas le double par la suite pour monter une structure permanente d'aide humanitaire capable de répondre aux demandes urgentes, comme dans le cas de catastrophes naturelles.

ETIENNE BANZET.

OMNISPORTS : l'âge des présidents

Les « papets » font la loi

Albert Ferrasse et Jean Sadoul ont été réélus en décembre, à la tête respectivement de la Fédération française de rugby et de la Ligue nationale du football professionnel. Alors que les champions sont, le plus souvent, contraints de prendre une retraite précoce, les hauts dirigeants sportifs ne semblent pas disposés à passer le relais aux jeunes générations. Le bénévolat de rigueur et les charges de plus en plus lourdes pour ces dirigeants exigent souvent plus de temps libre que de compétence et de dynamisme.

La moyenne d'âge des présidents des fédérations de sports olympiques est de cinquante-sept ans et dix mois. Sur vingt-quatre présidents, il n'y a que cinq quadragénaires, huit ont la cinquantaine, neuf sont des sexagénaires, et deux sont entrés dans leur soixante-quinzième année.

Beaucoup d'autres fédérations ou de mouvements sportifs sont dirigées par des personnes d'un âge avancé. Nelson Pailhou, le président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF) aura soixante-cinq ans dans quelques jours. Roger-Claude Cartier, le président de la Fédération française de golf, a fêté ses soixante-huit ans le 29 décembre. Albert Ferrasse, l'immortel président de la Fédération française de rugby, vient d'entamer son sixième mandat à soixante et onze ans. Quant à Jean Sadoul, le président de la Ligue nationale de football (LNF), il est dans sa soixante-dix-huitième année.

Un président n'est pourtant pas une affaire simple. Sur dix présidents consultés, on arrive à une moyenne de sept heures de travail quotidien, consacrées exclusivement à leur association. Germain Simon, soixante-cinq ans, président de la Fédération française de cyclisme, avoue dépasser les 70 000 kilomètres de voiture par an pour le compte de sa fédération. Il y a dix ans, il ne passait qu'un jour par semaine à Paris. Aujourd'hui, il est obligé d'y rester trois fois plus de temps. A côté de la gestion quotidienne, de l'entreprise fédérale, les présidents ont souvent fréquemment amenés à se déplacer, à participer à des réunions de travail à Paris ou dans les comités régionaux, à assister aux compétitions, à rencontrer les différents partenaires économiques ou les administrations. Roger-Claude Cartier résume ainsi la situation : « Pour être efficace, les présidents doivent aujourd'hui être à temps complet au service de leur fédération ».

Concilier un âge avancé avec une fonction de plus en plus accablante, n'est pas toujours facile. « Je décroche dans un mois », annonce Germain Simon. Ce n'est plus de son âge de pédaler, comme un sportif, le président de la fédération. « Je m'écroule », Roger-Claude Cartier reconnaît, quant à lui, qu'à son âge, « il est important de bien se connaître ». Son mode de travail s'adapte à son rythme physiologique. Il parle ainsi une baisse de sa faculté de concentration, en occupant des dossiers difficiles de préférence le matin, et reconnaît compenser « une baisse d'énergie » en s'entourant de collaborateurs chargés de suivre certains dossiers.

Reste à savoir si des personnes qui approchent de l'âge de la retraite ou l'ont déjà atteint, peuvent réellement faire face au rythme qu'impose la direction d'une fédération. Chacun estime

être l'homme de la situation. L'est-il vraiment ?

Un haut fonctionnaire du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, longtemps en contact direct avec les hauts dirigeants sportifs français, estime que l'âge « n'enlève rien à leurs compétences ». Ces responsables restent dynamiques et connaissent très bien les problèmes de leurs fédérations. Mais il reconnaît également que, dans certains cas, « il n'est pas dit qu'ils soient les plus compétents pour occuper ce poste. S'ils sont élus, c'est souvent parce que les conditions socio-économiques contraignent à ne pas se présenter des personnes plus jeunes et plus à même de diriger une fédération ». Car la fonction tient du sacerdoce. Même s'il se rattrape parfois sur des notes de frais « généreuses », un président ne touche aucun salaire. D'où le peu d'engagement suscité par cette responsabilité chez les jeunes cadres soucieux de mener à bien leur carrière professionnelle et leur vie de famille.

Dernièrement, Roger-Claude Cartier s'est ainsi vu opposer un refus de postuler aux fonctions de président de la part de l'homme qui lui semblait pourtant le plus apte à diriger le golf français. Directeur financier d'une entreprise privée, âgé de quarante-quatre ans, père de famille, ce « damphné » a décliné l'offre. Il ne désirait pas « sacrifier sa carrière professionnelle et sa vie familiale ».

Plein temps en matière

Pierre Abrie, quarante-cinq ans, kinésithérapeute de profession et président de la Fédération française d'escrime, « jongle » toute la journée entre la clinique, le siège de la fédération et son cabinet. Mais il admet volontiers que « l'exercice d'une profession classique est quasiment incompatible avec la charge de président ; il faut être fonctionnaire détaché, en fin de carrière ou à la retraite ».

Et Pierre Abrie de conclure : « Il n'y a rien d'honnête dans ces conditions, à ce que cette fonction soit généralement dévolue, faute de mieux, à des personnes d'un âge avancé, qui disposent de temps et n'ont plus de carrière professionnelle à assurer ».

Les fédérations n'ont donc guère le choix. Pour Roger-Claude Cartier, « il vaut mieux, dans une fédération, un sexagénaire à plein temps qu'un quadragénaire à temps partiel ». Le seul remède efficace, afin de parvenir à un mieux-être, passe, selon certains, par une refonte du statut de président de fédération. Plusieurs projets prévoyant de leur conférer un statut juridique comparable à celui des conseillers économiques et sociaux, ou de les indemniser au même titre que les maires des grandes villes, ont vu le jour avant d'être aussitôt abandonnés. Philippe Graillet, le nouveau directeur des sports au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, annonce une prochaine ouverture du dossier.

PIERRE-YVES GRAVIER.

Les résultats du week-end

Athlétisme

CORRIDA DE SAO-PAULO
L'Equation Roland Vera, a remporté samedi 31 décembre, pour la troisième année consécutive, la 64^e édition de la Corrida de la Saint-Sylvestre de Sao-Paulo. Il a parcouru les 12 600 mètres du circuit en 36 mn 24 s. C'est la Portugaise Aurora Cunha qui s'est imposée chez les femmes en 42 mn 12 s.

CORRIDA DE BOULLES
Le Français d'origine marocaine Khalid Skah a remporté, dimanche 1^{er} janvier, la 17^e édition de la Corrida de Bouilles en 26 mn 35 s, au terme des 9 600 mètres du circuit. Jean-Louis Prianon s'est classé deuxième à cinq secondes du vainqueur.

CORRIDA DE VANVES
Le champion de France du 1 500 mètres Hervé Philippot a remporté, samedi 31 décembre, la 6^e édition de la Vanves en couvrant les 7 500 mètres en 23 mn 25 s.

Patinage de vitesse
CHAMPIONNAT DE FRANCE COURSE PISTE
Le Chamond Thierry Faget a créé la surprise en remportant samedi 31 décembre, à Grenoble, le championnat de France de patinage

de vitesse « courte piste », disputé en l'absence de l'ex-Néerlandais Hans Van Helden, tenant du titre depuis 1982.

Raid-marathon

ONZIEME PARIS-DAKAR
● Classement moto de l'étape Tamm-Dirkou (732 km). — 1. Ari Vatanen-Bruno Berglund (Fin.-Sué./Peugeot) 405 turbo 16, 1 h 30 mn 36 s (au-dessus du temps imparti) ; 2. Jacky Ickx-Christian Turin (Belg./Peugeot) 405 turbo 16, 1 h 30 mn 58 s ; 3. Andrew Cowan-Christian Delferrier (G.-B.-Bel./Mitsubishi Pajero) à 55 mn 37 s ; 4. Patrick Zanardi-Jean-Pierre André (Fra./Land Rover 200) à 1 h 2 mn 43 s ; 5. Jean Da Silva-Daniel Thomas (Fra./Mitsubishi Pajero) à 1 h 4 mn 16 s ; 6. Henri Pescarolo-Patrick Farberg (Fra./Land Rover 200) à 1 h 6 mn 29 s ; 7. Kenjiro Shinzuka-Henri Magne (Jap.-Fra./Mitsubishi Pajero) à 1 h 18 mn 15 s ; 8. Jean-Pierre Fontenay-Maxime (Fra./Mitsubishi Pajero) à 1 h 30 mn 30 s ; 9. Patrick Tambay-Dominique Lemoine (Fra./Mitsubishi Pajero) à 1 h 40 mn 29 s ; 10. Guy Colson-Eric Symes (Bel./Mitsubishi Pajero) à 1 h 42 mn 52 s.

● Classement général autos. — 1. Jacky Ickx-Christian Turin, 3 h

56 mn 27 s ; 2. Ari Vatanen-Bruno Berglund, à 6 mn ; 3. Patrick Zanardi-Jean-Pierre André, à 1 h 51 mn 50 s ; 4. Henri Pescarolo-Patrick Farberg, à 1 h 54 mn 22 s ; 5. Patrick Tambay-Dominique Lemoine, à 2 h 11 mn.

● Classement général motos. — 1. Stéphane Peterhansel, 11 h 42 mn 47 s ; 2. Gilles Lalay, à 1 mn 46 s ; 3. Franco Picco, à 9 mn 36 s ; 4. Cyril Neveu, à 10 mn 25 s ; 5. Carlos Mat, à 27 mn 23 s.

Ski nordique

TOURNÉE DES QUATRE TREMBLINS
Le double champion olympique finlandais Matti Nykänen a remporté, dimanche 1^{er} janvier, la deuxième épreuve de la 37^e édition de la Tournée des quatre tremblins, disputée à Garmisch-Parten-Kirchen.

Voile

COURSE SYDNEY-HOBART
Après la victoire en temps réel, vendredi 30 décembre, de Ragamuffin barrot par Syd Fischer, c'est le bateau Illusion barrot par l'australien Ross Lloyd qui a remporté la victoire en temps compensé de la 44^e édition de la course en équipage Sydney-Hobart.

Sandrine Mendiburu intéresse l'Amérique

L'air de Floride a bien réussi aux jeunes sportifs français en cette fin d'année 1988. Après les joueurs de tennis Fabrice Santoro et Sylvie Sabas, victorieux de l'Orange Bowl cadets à Miami, c'est la jeune golfeuse de Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques) Sandrine Mendiburu qui s'est imposée, le 30 décembre, dans l'Orange Bowl juniors, quelques miles plus au sud, à Coral Gables.

Une belle victoire. Net et sans bavure : dix coups d'avance sur l'américaine Jennifer Holt, en tête après les deux premières journées. Une carte finale de 298, record du parcours amélioré de quatre coups. Et, en prime, la première victoire d'une Française dans cette épreuve considérée comme le championnat du monde des moins de 18 ans.

« C'est ma plus belle victoire à ce jour, estimait Sandrine, seize ans depuis le 15 octobre. Avant, c'était la coupe Topolino, en Italie, pour les moins de quinze ans, en 1986. »

GOLF : l'Orange Bowl

Native de Bayonne et lycéenne à Saint-Jean-de-Luz, où elle est en première, Sandrine est entraînée depuis trois ans par son père, un ancien professionnel. Elle tenait beaucoup à ce succès. Deuxième l'an passé, elle s'était bien préparée pour cette année en remportant la semaine dernière le Doral Ryder Classic (avec six coups d'avance), qui avait vu la participation de la moitié des engagées de l'Orange Bowl.

La Française, qui a empoigné son premier club à l'âge de deux ans et demi et compte donc déjà treize ans de pratique, est restée dans le sillage de Holt durant les deux premiers tours. Elle devait la passer lors du troisième avec quatre coups d'avance pour porter l'estocade le quatrième jour avec un 74 contre un 80. « Holt a craqué, explique Sandrine. Au septième trou, elle a fait un double bogey et moi un birdie. Avec sept coups d'avance, j'étais tranquille. »

On aurait pu craindre que Sandrine ait « peur de gagner », ce syndrome si redouté des Français en général. De ce côté, je suis plutôt solide. Il faut

pas mal de choses pour me démonter. Toutefois, elle n'était pas trop satisfaite de son jeu. « J'ai fait de jolis coups, mais mon putting, que je dois améliorer, n'a pas été tout le temps à la hauteur. Mon point fort, par rapport aux filles de mon âge, c'est la longueur de mes coups. Sur les par 3, je suis avantageuse. »

« Ce succès ouvre pas mal de portes. J'ai déjà reçu des propositions de trois universités américaines : George, Caroline du Sud et Miami. Je réfléchis. J'aimerais bien faire le mini circuit juniors aux Etats-Unis l'an prochain. C'est autre chose qu'en Europe. La concurrence est beaucoup plus sérieuse. »

Pour l'heure, Sandrine Mendiburu pense au baccalauréat, à améliorer son anglais et à défendre son Orange Bowl. Elle n'aime que dix-sept ans l'an prochain et sera encore qualifiée. Pourrait-elle, sous peu, être une rivale de Marie-Laure de Lorenzi Taya ? « Elle est encore bien trop forte pour moi », s'exclame Sandrine, quelques heures avant de reprendre son avion pour la France. — (AFP.)

Informations « services »

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale)

Légion d'honneur

Grands officiers

Sont élevés à la dignité de grands officiers :

MM. François Binoche, général de division ; Hans Hartung, dit Pierre Bertin, artiste peintre ; Pierre Meunier, contrôleur financier honoraire, conseiller municipal ; Jacques Pletie, ancien conseiller d'Etat en service extraordinaire, ancien conseiller économique auprès du ministre de la défense ; Yves Rocard, ancien conseiller scientifique du directeur des applications militaires.

Grande chancellerie

Sont promus commandeurs :

MM. André Suard, professeur honoraire à l'université Paris-VI ; Jean Vandewille, préfet honoraire.

Sont promus officiers :

MM. Roger Deschamps, procureur général honoraire près de la cour d'appel de Nancy ; Roger Frazon, président de section de la Légion d'honneur ; René Haby, ancien ministre de l'éducation.

Sont nommés chevaliers :

MM. Pierre Gau, ancien secrétaire général de préfecture ; Pierre Moreau, secrétaire général honoraire de Gaz de France ; André Morisson, commissaire divisionnaire honoraire de la police ; Jack Rossi, commissaire divisionnaire honoraire de la police ; M. Marie Sansar, ancien administrateur d'un centre médico-chirurgical ; M. Robert Uzan, ancien professeur à l'université Lyon-I.

Premier ministre

Est promu commandeur :

M. Julien Vincent, préfet honoraire.

Sont promus officiers :

MM. René Amarger, ancien gérant d'une entreprise d'optique ; Jean Chaitrou, ancien sénateur, historien ; M. Paulette Delachaux, épouse Dousdebais, vice-présidente du Syndicat de la presse hebdomadaire régionale d'information ; M. Frédéric Zeller, artiste peintre.

Sont nommés chevaliers :

MM. Robert Bono, inspecteur général de la santé et de la population ; René Caguet, professeur des universités ; Raymond Cros, secrétaire national de la Confédération de l'encadrement ; Pierre Doua Hui Long, attaché à la direction des services administratifs et financiers ; Rodolphe Deturck, président d'une association d'anciens combattants de la bataille ; M. Denise Haurat, épouse Mounaïn, vice-présidente d'un comité de l'Association pour adultes et jeunes handicapés ; MM. Tony Lahot, psychiatre ; Roger Lenta, secrétaire confédéral de Force ouvrière ; Jean Monton, ancien directeur d'école ; Frédéric Pascal, président-directeur général de sociétés ; M. Marie-Christine Scheller, épouse Mendès France, administrateur général d'un institut ; Anne de Thomassin, épouse de Sauvillat de Laprade, rapporteur général à la commission de coordination de l'information juridique.

PROMOTION DU TRAVAIL

Sont nommés chevaliers :

MM. Guy Arson, directeur dans une entreprise ; Marcel Bannou, artisan ébéniste ; Jean-Claude Collet, directeur dans une entreprise ; M. Marie-Claire Couillat, maître imprimeur ; Georges Desroches, modelleur ; Jacques Dru, chef d'entreprise ; Angustin Fantoni, administrateur d'une société de peinture ; M. Liliane Georges, épouse Solier, chef d'équipe dans une entreprise ; André Helay, épouse Duval, conseillère sociale dans une ASSEDEC ; MM. Jacques Heine, directeur général d'une société ; Joseph Jardy, vice-président d'une chambre de métiers ; Raymond Labbé, directeur d'une entreprise de construction navale ; Maurice Martin, artisan ébéniste ; René Martin, dit Tito, constructeur d'autos ; M. Jean-Louis Mouton, enseignant dans une entreprise de formation et la promotion dans la métallurgie ; Louis Pelin, ancien verrier, président d'une commission de l'information professionnelle ; Casimir Szostak, chef d'entreprise ; René Veillard, chef de service dans une société.

PLAN

Sont nommés chevaliers :

MM. Gilbert Farache, directeur général de la Compagnie continentale (France) ; Robert Frasse, chargé de mission au comité interprofessionnel de la viande ; Emmanuel Lymaire, ancien architecte ; Didier Pfeiffer, directeur général d'un groupe d'assurances.

ENVIRONNEMENT

Est promu officier :

M. Serge Antoine, chef de la mission environnement développement.

Sont nommés chevaliers :

MM. Michel Batisse, ancien sous-directeur général (sciences) de l'UNESCO ; Jacques Lecomte, directeur de recherches à l'INRA ; Pierre-Louis Wolter, directeur adjoint de la direction de l'eau, de la prévention des pollutions et des risques.

ACTION HUMANITAIRE

Est nommé chevalier :

M. Claude Perrière, président-directeur général d'un hebdomadaire.

Education nationale, jeunesse et sports

Est promu commandeur :

M. Jean-Pierre Ebel, directeur de l'institut de biologie moléculaire et cellulaire, université Strasbourg-I.

Sont promus officiers :

MM. Hubert Audigier, inspecteur général honoraire de l'éducation ; Louis Bazin, professeur à l'institut des langues et civilisations orientales ; François Chamois, professeur honoraire de l'université ; Jean Dupeyron, professeur à

Paris-II ; René Gendarme, professeur à Nancy-II ; Jean Knapp, inspecteur général de l'éducation ; Henri Mathieu, professeur à Paris-VII ; M. Sylvia Raynaud, née Zarfuh, présidente de l'Association des amis du royaume de la musique ; M. Marcel Roncayolo, professeur à Paris-X ; Jean Sautel, chargé de mission au Conseil économique et social ; Etienne Trocmé, président de Strasbourg-II.

Sont nommés chevaliers :

MM. Lucien Bacquier, attaché principal honoraire d'administration scolaire et universitaire ; Francis Bourillon, professeur à Gargès ; M. Marie-Louise Camus, née Lander, directrice d'école honoraire ; M. Jean Chelini, professeur à Aix-Marseille-III ; M. Colette Comat, née Jauzein, ingénieur, chargée de mission au ministère ; MM. Christian Duforestel, professeur de lycée à Dieppe ; Roger Eymard, directeur départemental honoraire de la jeunesse et des sports ; M. Josephine Gerold, née Lax, professeur de lycée à Epinal ; Lucette Lacourne, née Lya, professeur de lycée à Châlons ; M. Ernest Lelay, professeur de lycée à Cachan ; Mlle Henriette Le Tréhuc, directrice d'école normale à Rennes ; M. Jean-Claude Luc, directeur de l'information et de la communication au ministère ; Mme Line Maillet, née Gauthier, maître de conférences à Toulouse ; MM. Alain Morillon, conseiller honoraire d'administration scolaire et universitaire ; Jacques Poulain, professeur honoraire d'université ; Jacques Rabat, professeur de lycée à Paris ; Alain Richard, professeur de lycée à Paris ; M. Jean-Louis Lillie ; M. Eliane Robineau, professeur honoraire de lycée ; M. David Ruellie, professeur à l'Institut des hautes études scientifiques ; Haim Zefraï, professeur à Paris-III.

Sont promus officiers :

M. Robert Busnel, président de la Fédération internationale de basket-ball amateurs ; M. Marie-Thérèse Chervet, présidente du Conseil de la vie associative.

Sont nommés chevaliers :

MM. Daniel Coquelle, président d'un comité régional handisport ; Roger Debays, directeur d'une revue sportive ; Etienne Glitchik, président de la Fédération internationale de hockey sur gazon ; Georges Grolin, ancien vainqueur de Paris-Dakar dans la catégorie rallye ; M. Daniel Grolin, directeur général de l'Office franco-allemand pour la jeunesse.

Economie, finances et budget

Est promu commandeur :

M. François Mosca, président de chambre à la Cour des comptes.

Sont promus officiers :

M. Bernard Beaupré, président-directeur de sociétés ; M. Jacqueline Bérard-Coquelle, née Daudin, vice-présidente-directrice de sociétés ; M. Pierre Coussy, trésorier-payeur général du Val-de-Marne ; Alain Dutaret, commissaire aux comptes près la cour d'appel de Paris ; Hippolyte Habert, président de la société Pierre Maron, directeur général de sociétés ; M. Pierre Schmitz, président du conseil d'orientation et de surveillance d'une caisse d'épargne.

Sont nommés chevaliers :

MM. Yves Aniot, directeur général adjoint de sociétés ; Michel Bartholot, contrôleur divisionnaire des douanes à Saint-Germain-en-Laye ; Georges Bego, inspecteur dans une banque ; M. Stéphane Bertin, secrétaire administratif en chef ; MM. René Billiet, directeur adjoint à l'Agence pour l'indemnisation des Français d'outre-mer ; Henri Brissier, chef des services fiscaux à Paris-Nord ; Honoré Carri, inspecteur général de la répression des fraudes ; Paul Dufour, président du conseil d'orientation et de surveillance d'une caisse d'épargne ; Jean Geisberger, président d'une union départementale des associations familiales ; André Georges, agent général d'assurances ; M. Jeanne Guillemin, née Pigny, chef de section à l'administration centrale ; MM. Raymond Joigne, ancien procureur principal à l'Inspection nationale ; Philippe Lagayette, sous-gouverneur de la Banque de France ; Jean-Pierre Leclerc, chef de service à l'administration centrale ; Jean-Pierre Le Roux, directeur des vérifications à la direction générale des impôts ; Gilbert Mignard, trésorier-payeur général de Maine-et-Loire ; Jean Peynet, chef de mission au contrôle économique et financier ; Pierre Raud, ancien sous-directeur dans une compagnie d'assurances ; René Tendon, journaliste économique.

Equipement et logement

Est promu commandeur :

M. Paul Funel, ingénieur honoraire des ponts et chaussées.

Sont promus officiers :

MM. Pierre Hervio, ingénieur des ponts et chaussées ; Pierre Jeanet, directeur d'un comité interprofessionnel de logement ; Robert Kastler, président du groupe Bâtiment et travaux publics d'une association.

Sont nommés chevaliers :

MM. André Brun, ancien entrepreneur de maçonnerie ; Gérard Delacroix, directeur d'une société d'ETLM ; Léon Grosse, président-directeur d'une entreprise de travaux publics ; Bernard Hénidy, directeur de l'équipement de la Charente-Maritime ; Jacques Humbertjean, président de l'Union des syndicats de l'industrie routière française ; Christian Kerkhove, président-directeur d'une entreprise de bâtiment et de travaux publics ; Claude Martinand, directeur de l'Institut géographique national ; Jacques Pichon, directeur de l'équipement de la Guyane ; Guy Richard, président-directeur d'une entreprise de travaux publics ; Jacques Roussel, directeur de l'équipement d'Ile-de-France.

Affaires étrangères

PERSONNEL

Est promu commandeur :

M. Jean Médard, ancien ministre plénipotentiaire.

Sont promus officiers :

MM. Pierre Decamps, ambassadeur de France en Argentine ; Pierre Delaure, consul de France à Rome ; Paul Gachignard, ministre plénipotentiaire ; José Paul, ministre plénipotentiaire, chargé de mission pour les affaires internationales à la Croix-Rouge française ; Jacques Fousin, ancien conseiller des affaires étrangères.

Sont nommés chevaliers :

M. Madeleine Cadot, ancien secrétaire de chancellerie ; MM. Lucien Champenais, premier conseiller à l'ambassade de France à Rome (Saint-Siège) ; Stanislas Fillion, ambassadeur de France au Bangladesh ; Jean Fournier, secrétaire adjoint des affaires étrangères ; Gabriel de Regnaud de Bellencourt, ministre plénipotentiaire ; Gérard Simon, consul de France à Bruxelles.

PROTOCOLE

Sont promus officiers :

M. Charles Kover, ancien directeur de banque ; M. Denise Masson, écrivain ; Francis Plaque, président de société.

Sont nommés chevaliers :

MM. Raymond Boudou, dit Jean-Raymond Boudou, écrivain, journaliste ; Jean-Baptiste Buffaria, administrateur de sociétés ; Fernand Cival, délégué permanent de sociétés ; Yves de Saint-Denis, secrétaire général de l'Institut de la francophonie ; R.P. Jean-Louis Gourion, en religion, R.P. Jean-Baptiste, prieur de la communauté bénédictine d'Abo-Gosh, Jérusalem ; MM. Benoit Mandelbrot, couturier de la chaire de sciences mathématiques Yale et Fellow d'un centre de recherche de bureau ; Roland Martello, ingénieur agronome ; Raymond Patriquo, président-directeur de sociétés ; Maurice Pully, directeur de banque ; Jacques Puy, directeur adjoint de l'Institut des hautes études de défense nationale ; M. Anne Prah, née Perchon, rédactrice en chef d'un journal français ; M. Jean Ramin, président d'une société industrielle ; M. Jeanne Ross, née Pascal, professeur en retraite ; M. Michel Roux, président d'une société d'importation ; R.P. Jean-Luc Vesco, directeur de l'Ecole biblique et archéologique française de Jérusalem ; M. Jean-Charles Vitioli, directeur et président d'union de banques.

ÉTRANGERS EN FRANCE

Est promu officier :

Général Barrington Wilson, fondateur d'une association de rééducation par l'équitation.

Justice

Sont promus commandeurs :

MM. Louis Denaix, ancien président du Conseil supérieur du notariat ; Daniel Vidau, conseiller d'Etat.

Sont promus officiers :

MM. Roger Aubin, président du tribunal de grande instance de Lyon ; Pierre Bourdon, président du tribunal de commerce de Bobigny ; André Desseigne, président à la cour d'appel de Paris ; Pierre Estoup, premier président de la cour d'appel de Versailles ; Henri Gallat, conseiller honoraire à la Cour de cassation ; Pierre Labry, conseiller d'Etat honoraire ; Yves Macron, avocat à la Cour de cassation ; M. Jean-Pierre de Metz, avocat à la Cour de cassation ; Denis de Rieci, avocat à Paris, président du conseil des barreaux de la Communauté européenne.

Sont nommés chevaliers :

MM. Pierre Belleau, conseiller à la cour d'appel de Paris ; Jean Bernard de Saint-Affrique, conseiller à la Cour de cassation ; René Berrebi, conseiller honoraire à la cour d'appel de Versailles ; Jules Biano-Jovan, procureur général près la cour d'appel d'Amiens ; Frédéric Bonmart, notaire à Paris ; Bruno Cotte, directeur des affaires civiles et des grâces ; Philippe Croissant, secrétaire général de la chambre interdépartementale des notaires de Paris ; Georges Djeu, avocat au barreau de Paris ; Patrick Durtizman, avocat à Valence, ancien président de l'Union nationale des avocats ; Roger Faessel, président de chambre à la cour d'appel de Metz ; André Farnaud, directeur régional des services pénitentiaires de Dijon ; Claude Fildric, président de chambre à la cour d'appel de Chambéry ; Philippe Godeau, président de chambre à la cour d'appel de Paris ; Claude Hanoteau, premier président de la cour d'appel de Nîmes ; Pierre Jacot, greffier en chef honoraire à la cour d'appel de Paris ; Jean-Claude Leroy, avocat à Rennes, ancien bâtonnier ; M. Madeleine Sabatini, vice-président au tribunal de grande instance de Paris ; MM. Lucien Thomas, avocat à Paris ; Jean-Claude Xuech, président du tribunal de grande instance d'Avignon.

Défense

Est promu commandeur :

M. Jean Martre, président-directeur d'une société nationale.

Sont promus officiers :

MM. Jean Morain, directeur dans une société ; Henri Parrier, directeur dans une société nationale ; Christian

Terre, attaché d'administration principal.

Sont nommés chevaliers :

MM. Jacques Bontez, directeur dans une société ; René Novak, ancien agent principal des transmissions ; Jacques Potier, adjoint au directeur d'une division dans une société nationale ; Jacques Savoyen, directeur dans une société ; Jean-Claude Souche, professeur agrégé ; M. Geneviève Valanchon, attaché d'administration principal ; Lolo Viet, professeur ; M. Régine Ickovitch, épouse Goldadel, déportée résistante ; MM. Alexis Michel, ancien combattant de la guerre 1914-1918 ; Constant Toterat, ancien combattant de la guerre 1914-1918 ; Pierre Troussard, lieutenant honoraire.

Intérieur

Sont promus commandeurs :

MM. Hector Clauzel, préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ; Michel David, chef de l'inspection générale de l'administration.

Sont promus officiers :

MM. Walter Amstutz, conseiller de la région Picardie, maire de Beaurvais ; Michel Authier, chargé de mission auprès du directeur de la sécurité civile ; Paul Chambrault, préfet de l'Essonne ; Jean Chevance, préfet, directeur des services administratifs et techniques de l'Ile-de-France ; Jean-Pierre Dussot, directeur honoraire de la région de Verdun-sur-Garonne (Tarn-et-Garonne) ; Charles Echaviré, ancien inspecteur départemental adjoint des services d'incendie de Sabot-et-Lore ; Gérard Fournier, maire de Fontenay-Rochefort (Deux-Sèvres) ; Bernard Gérard, directeur de la surveillance du territoire ; Raymond Jaffréon, préfet des Côtes-du-Nord ; Jean Lion, commandant de bord à la base d'avions bombardiers d'Etat de Margitana (Bouches-du-Rhône) ; Jean-Louis Gourion, administrateur civil honoraire ; Paul Micallef, chef de l'Agence Calciol pratique à la sous-section nucléaire à la préfecture de l'Hérault ; Camille Michel, vice-président du conseil général du Cher ; M. Jean-Pierre de Saint-Omer, directeur de la sûreté civile pour la zone Ouest et Sud-Ouest à Jarnac (Charente) ; Guy Rousseau, conseiller municipal de Pessac (Gironde).

Sont nommés chevaliers :

MM. Joseph Augustin, chargé de service de déminage d'Arras (Pas-de-Calais) ; Jean-Marie Bellevue, secrétaire général de la préfecture d'Ile-et-Vilaine ; Raymond Banquet, directeur de la préfecture (Haute-Garonne) ; Pierre Bas, conseiller de Paris ; Alain Bida, préfet de l'Allier ; Raoul Boujica, conseiller de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ; M. Suzanne Boes, en religion Sœur Marie-Bernard, religieuse ; Yves Cazaux, née Malardier, secrétaire en chef de la sous-préfecture du Raincy (Seine-Saint-Denis) ; MM. Philippe Chappotin, conseiller général de l'Hérault ; Paul Chateau, ancien conseiller général de la Haute-Garonne ; Jean Dahan, président du Fonds social juif unifié de Provence-Languedoc ; Gérard Delabie, directeur du centre de formation de la sécurité civile de Valence (Bouches-du-Rhône) ; André Duelle, directeur de préfecture (Aisne) ; Alexis Felix, conseiller général de la Dordogne ; Bruno Fontenault, secrétaire général de la préfecture de la région Ile-de-France ; Roger Fournelle, adjoint au maire de Nevers (Nièvre) ; Gérard Genty, conseiller divisionnaire de la police ; Roland Girard, médecin-chef à l'hôpital de Nevers ; René Grognon, conseiller municipal de Villemandeur (Loiret) ; Jean Guimberteau, secrétaire général de la mairie d'Arcahion ; René Huet, conseiller divisionnaire de la police ; Pierre Jagout, conseiller municipal de Lamoignon (Côte-d'Or) ; Amande Jallier, ancien maire de Chateaubelle (Puy-de-Dôme) ; M. Thérèse Kipflet, présidente du conseil syndical de l'église réformée d'Alsace et de Lorraine ; MM. Jean Lartigue, maire de Grayven-Leblond, préfet du Lot ; Henri Le Loup, directeur de préfecture, ancien conseiller général de Seine-Maritime ; Jean-Pierre Lemoine, inspecteur général de l'administration ; Pierre Maison, maire d'Arthez-de-Béarn (Pyrénées-Atlantiques) ; Guy Martin, directeur des services d'incendie et de secours de l'Eure ; Jean Marzin, préfet de la Sarthe ; Raymond Metz, commissaire divisionnaire de la police ; Henri Meulet, secrétaire général de la communauté urbaine de Lyon ; André Moulinier, directeur général des services départementaux de Loire-et-Cher ; Gilbert Mouraux, commandant honoraire de la police ; Robert Parmentier, maire de Doudeauville (Eure) ; René Firsi, chef de service à la préfecture des Ardennes ; Amédée Renahy, conseiller régional de la région Centre ; Michel Richardot, commissaire divisionnaire de la police ; Jean-François Rongier, maire de Vigeois (Corrèze) ; Norbert Roublit, commissaire divisionnaire de la police ; Marcel Romette, conseiller général du Gard ; Louis Sarrol, ancien brigadier-chef de la police ; M. Lucienne Taulieu, née Cadene, maire de Vers-Pont-de-Gard ; M. Jean-Pierre Toffi, conseiller divisionnaire de la police ; M. Lucien Violette, administrateur civil honoraire ; René Vingollet, maire de La Machine (Nièvre) ; Alain Walenta, commissaire divisionnaire de la police ; Augustin Zubeil, attaché d'administration centrale.

Transports et mer

Est promu commandeur :

M. Jean Macaigne, ancien délégué à l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar.

Sont promus officiers :

MM. Jacques Ancelin, président de l'Association pour le développement de la formation professionnelle dans les transports ; Jean Lévêque, inspecteur général de l'aviation civile ; Jacques Trucal, président du conseil d'administration du Port autonome de Paris.

Sont nommés chevaliers :

MM. Jean-Pierre Boreau, directeur d'Aéroports de Paris ; Jean-Marie Caulier, président du Port autonome de Dunkerque ; M. Alice Hellin née Lefebvre, président-directeur d'une société de transports ; M. Yves Lambert, ingénieur général de l'aviation civile ; Henri Mitjaville, ancien président-directeur d'une société de transports ; Gilbert Puy, inspecteur à la direction de l'aviation civile Nord ; Roger Révère, ingénieur en chef hors classe de la SNCF ; Michel Walrave, directeur-adjoint à la SNCF.

MER

Sont nommés chevaliers :

MM. Marc Carpentier, patron mécanicien à la pêche côtière ; Roger Deschamps, charpentier de marine ; Pierre Lefebvre, directeur de la société dunkerquoise de remorquage et de sauvetage ; Hubert Raoul-Duval, président du conseil d'administration du Port autonome du Havre.

Fonction publique et réformes administratives

Sont promus officiers :

MM. André Blais, contrôleur d'Etat ; Michel Levallois, chef de la mission sur l'emploi de jeunes et les TUC.

Sont nommés chevaliers :

MM. Georges Andrea, trésorier du comité interdépartementaire des fonctionnaires et ouvriers de l'Etat ; François Garcia, conseiller d'Etat ; M. Lucille Merliat, administrateur civil à la direction générale de l'administration et de la fonction publique ; M. Jacques Pomatau, ancien secrétaire général de la FEN ; Pierre Soube, chef de département à l'INSEE ; Mme Céline Wiener.

inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale, correspondant du Médiateur.

Travail, emploi et formation professionnelle

Est promu commandeur :

M. Robert Klotz, co-fondateur et ancien secrétaire général des expositions nationales du travail.

Sont promus officiers :

MM. Joseph Hanbaum, président fondateur du Centre interprofessionnel de promotion de la Loire ; Roger Lovet, secrétaire général du Comité économique et social des communautés européennes ; Jean-Pierre Meyet, directeur du personnel et des relations sociales à la Compagnie internationale des wagons-lits ; Roger Prost, ancien directeur du travail et de l'emploi de Lorraine ; Amaury Robert de Saint-Vincent, conseiller auprès de la présidence d'un groupe industriel pour la formation et le perfectionnement des cadres ; Guy Solier, chef du service de l'inspection générale de l'Association pour la formation professionnelle des adultes.

Sont nommés chevaliers :

MM. Jean Bailly, avocat honoraire ; Pierre Barbin, ancien président de la Fédération des négociants en matériaux de construction ; Jean-Paul Boissin, médecin ophtalmologiste ; Georges Bonnefon, président de l'Association des Bouches-du-Rhône des décorés du travail ; Bernard Darche, président de l'Union OGC de Bourgogne ; Patrick Dehollain, fondateur directeur du Centre de paratragisme et d'accompagnement continu des créateurs d'entreprise de l'Alsace ; Jean Ferrier, président de l'Union des Industriels du Jura ; Jean-Luc Laroze, secrétaire de l'Union locale F.O. de Pau ; Maurice Lemoine, président du comité économique et social de Picardie ; Jean Miot, président du syndicat de la presse parisienne ; Jean-Marie Planchat, président-directeur de l'Association Expression création et du Centre de formations aux techniques artistiques ; Jean-Emile Povedra, artiste peintre, conseiller en prévention des accidents du travail dans les mines ; Jean Rosignoux, directeur de l'apprentissage et de la formation continue ; Michel Saint-Espri, vice-président du Syndicat de la construction électrique ; Pierre Saragoussi, directeur d'études du service du plan et projets de la Caisse des dépôts et consignations ; Gaston Soreau, président-directeur de sociétés ; Claude Thony, médecin inspecteur du travail ; M. Noël Vici, directeur du travail et de l'emploi des départements d'outre-mer.

Coopération et développement

Est promu commandeur :

M. Armand Le Geydard, professeur à la faculté de médecine d'Abidjan.

Sont promus officiers :

MM. Jacques Durribert, contrôleur financier de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et Madagascar ; Jean-Pierre Dignotte, directeur de l'Institut Pasteur de Dakar ; Henri Dyckmann, directeur d'une entreprise au Tchad.

Sont nommés chevaliers :

MM. Michel Blanc, docteur en médecine, consultant de l'OMC ; Thierry Burkard, chef de la mission de coopération et d'action culturelle à l'UE Maurice ; Jacques Chaput, chargé de mission à l'administration centrale ; Gérard La Cognata, chef de la mission de coopération et d'action culturelle au Tchad ; Père Joseph Machet de La Martinère, aumônier dans un hôpital au Burkina-Faso.

Agriculture et forêt

Est promu commandeur :

M. Libert Bou, président-directeur honoraire de la Société d'aménagement de Saatchi d'Indonésie national de Paris-Rung.

Sont promus officiers :

MM. François Clément, ingénieur général du génie rural des eaux et des forêts ; Alain Delaunoy, président-directeur de sociétés sucrières ; Michel Fondeur, directeur adjoint de l'Office national des forêts ; René de Focaud, président de la Coopérative des agriculteurs de Bretagne ; Pierre de Montesson, président de l'Union européenne du cheval de trait.

Sont nommés chevaliers :

MM. Raymond Corda, délégué à l'aménagement du bassin Rhin-Meuse ; Henry Delisle, inspecteur général de l'agriculture ; François Dubin, directeur de la chambre d'agriculture de Languedoc-Roussillon ; André Durand, directeur d'école honoraire ; Benjamin Gassier, président-directeur de sociétés de vins et spiritueux ; Paul Guilleminot, ancien agriculteur ; Bernard Henrion, vice-président de l'Association pour le développement des échanges de produits et techniques agricoles ; Pierre Jaurie, président de la caisse d'assurances mutuelles agricoles du Sud-Est ; René Magagnat, président de la chambre d'agriculture de la Dordogne ; Marcel Mathieu, ancien vice-président de la Confédération des caves coopératives ; Pierre Neron, président d'honneur du Syndicat des producteurs et corps gras animaux ; Eugène Rhedens, président-directeur de sociétés de distribution de produits alimentaires et agro-alimentaires ; Jacques Risse, président du comité interprofessionnel de la viande française ; Francis Rueff, directeur de société de négoce international de produits agricoles et alimentaires.

(A suivre.)

LES MARCHÉS

Bourse

Le Monde ECONOMIE

... Le Monde • Mardi 3 janvier 1989 17

LES MARCHÉS FINANCIERS EN 1988

Regain

Le krach a-t-il eu lieu ? Un an après l'une des plus formidables crises qui aient ébranlé les assises financières du monde, la question peut se poser. Les résultats affichés par de nombreuses places boursières ont permis d'en douter. La palme revient à Amsterdam avec plus de 58 % de hausse. Viennent ensuite Paris (+ 56 %), Bruxelles (+ 51,5 %), Tokyo (+ 36,6 %) et Francfort (+ 27,2 %). Seules deux des plus grandes Bourses mondiales, New-York et Londres, font figure de bastions rouges avec des progressions moindres (+ 11,8 % et + 5,4 %).

Mais, si dans l'ensemble l'année 1988 a été un bon cru, elle n'a pas permis d'effacer totalement les effets du terrible choc d'octobre 1987. A ce jour, trois catégories de places peuvent être répertoriées : les rares qui ont, finalement, oublié le souvenir du « hundi noir », les non moins rares qui sont en train de le faire et enfin une large majorité qui n'ont toujours pas retrouvé les niveaux atteints au soir du 19 octobre. Paris, un des marchés les plus éprouvés par la tourmente (- 30 % en 1987), a rejoint en septembre la Belgique et le Japon qui ont effacé leurs séquences respectivement à la fin du mois de février et au début d'avril. Bruxelles a profité de la bataille boursière autour de la Générale de Belgique, qui a entraîné l'ensemble des participations détenues par ce holding. Tokyo a bénéficié de la santé florissante de son économie et Paris de la vague spéculative d'OPA.

Wall Street s'inscrit dans la deuxième catégorie tout comme Amsterdam. La place new-yorkaise a mis un certain temps avant de se ressaisir, vivant dans la crainte d'une récession puis d'une surchauffe de l'économie.

Londres, la troisième Bourse internationale après Tokyo et New-York, a, pour sa part, du mal à retrouver les niveaux du 19 octobre. Comme pour de nombreuses places européennes (Francfort, Milan, Zurich) et asiatiques (Hongkong), les indices sont encore sous leurs niveaux atteints à la mi-octobre 1987. La City est affectée avant tout par une forte inflation et par le niveau élevé des taux d'intérêt.

Contrairement aux prédictions en tout genre, le krach n'a pas eu d'effet sur l'économie réelle (la production et les échanges). En revanche, il a profondément affecté la sphère financière, ramenant les marchés à la raison.

Ce retour à la sagesse s'est accompagné d'une plus grande prudence à tous les niveaux. Les actions sont revenues à des cours plus raisonnables, correspondant mieux aux réalités économiques. Les épargnants ont réduit massivement leurs placements, et l'argent est allé vers des produits plus sûrs et en général plus liquides. Cette désaffection pour les actions, qui s'est retrouvée sur la plupart des places étrangères, a rendu plus difficile pour les entreprises le recours aux marchés comme source de financement. Cette prudence a entraîné un tassement très net des transactions, qui ont diminué de 30 % à Paris, 36 % à Londres et Tokyo et de 50 % à New-York. Ces réductions, qui sont autant de

manque à gagner pour les intervenants, ont impliqué des mouvements importants de suppression d'emplois dans de nombreuses firmes de courtage. C'est naturellement à Wall Street que l'ajustement a été le plus rapide et le plus brutal avec une diminution de plus de 10 % des effectifs totaux.

D'autre part, la chute des cours a entraîné une vague d'offres publiques d'achat (OPA), d'offres publiques d'échange (OPE) et de reprises par les salariés ou par emprunt (LBO) sans précédent. Tous les secteurs de l'économie ont été affectés par ce mouvement dont l'ampleur a dans un premier temps surpris avant d'inquiéter. A tel point que l'administration américaine a demandé aux banques de faire preuve de prudence avant de financer des LBO (Leverage Buy out). Même souci pour la Commission européenne, qui prévoit d'interdire les LBO, cette formule étant jugée dangereuse car elle permet à des investisseurs d'acheter une entreprise à crédit en vendant certains de ses actifs et surtout en l'endossant. Mais, si les différentes instances souhaitent une meilleure réglementation des OPA, aucune d'entre elles n'envisage d'arrêter ce mouvement considéré comme positif pour les entreprises. A ce titre, 1988 aura été une année charnière marquée par un regain du gigantesque processus de restructuration.

Dossier établi par ANDRÉ DESSOT, DOMINIQUE GALLOIS et FRANÇOIS RENARD avec la participation de FRANÇOISE HOLTZ.

Bourse de Paris: le rétablissement

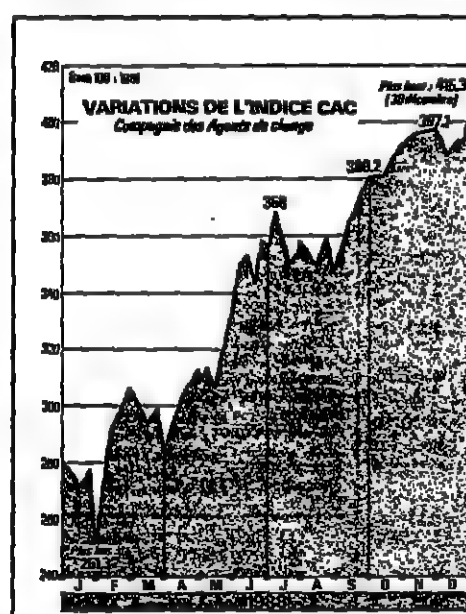
LOUIS : avec 56 % (1) de hausse en l'espace d'un an et avec dix liquidations gagnantes sur douze, la Bourse de Paris a mené en 1988 la deuxième meilleure course depuis 1927 après celle, épuisante, de 1983 (+ 56,4 %), toute comparaison avec les performances antérieures à 1961 étant impossible vu la précarité des bases retenues à l'époque. Sans un mois de janvier exécrable (- 10 %), la performance eût été encore bien meilleure (+ 65 %). Les gagnants de l'année s'appellent Bis (+ 204 %), Perrier (+ 184 %), Leroy-Sommer (+ 160 %), Schneider (+ 154 %), Matra (+ 108 %), Hachette (+ 100 %), Roussel-Uclaf (+ 96 %), CGE (+ 95 %), Essilor (+ 93 %), CCF (+ 77 %), pour ne citer que ceux-là. Étonnant, non ? L'exploit ne s'arrête pas là puisque, au passage, un

autre record est tombé avec près de 3 800 milliards de francs de transactions (+ 25 %), dont il est vrai les obligations (3 400 milliards) ont pris la meilleure part, conséquence inévitable du cyclone de 1987. Quel fût cru ? 1987 avait été l'année terrible. Entre son point le plus élevé (460,4 le 26 mars) et le plus bas (270 le 23 décembre), le marché était littéralement descendu aux enfers (41 %), une chute dont plus des deux tiers avaient été acquis pendant les deux mois et demi de krach. Devant un résultat aussi désastreux, les augures eux-mêmes étaient restés sans voix, incapables de faire le moindre pronostic. Mieux valait.

Pour corser le tout, l'année commençait mal. Malgré leurs interventions quasi quotidiennes sur les valeurs-clés de la cote pour empêcher les indices de trop

déraper, les « zinzins » arrivaient difficilement à freiner la glissade. A telle enseigne que la liquidation de janvier fut encore lourde de pertes (- 10 %). La Bourse ne remettait que les mauvaises nouvelles. La confession faite devant les caméras de la télévision par deux éminents boursiers, qui reconnaissaient naïvement avoir dû mentir à leur clientèle pendant le krach en ayant cherché à minimiser la crise pour éviter la débâcle, ne contribua pas peu à démoraliser encore la communauté. Découvert en fin de mois, le scandale de la COGEMA, victime d'une escroquerie de 250 millions de francs sur le MATIF, acheva d'empoisonner l'atmosphère. Tandis que les capitaux continuaient de refluer vers le marché obligataire, les petits porteurs étaient sur le point de craquer et les analystes sur graphiques voyaient l'indice CAC à moins de 220 et sans fillet de protection. Bigre ! Mais alors que personne ne s'y attendait, le miracle se produisit.

La soudaine impulsion donnée par la montée en ligne des nouveaux « raiders », alléchés par les bonnes affaires à réaliser (OPA de Martini sur Bénédictine, de Schneider sur Télémechanique, contre-attaque de Framatome, entrée de l'italien Generali dans



L'indice CAC ne prend pas en compte les valeurs dites « privatisées ». De ce fait, il n'est pas vraiment représentatif de l'évolution de la place parisienne. Sa progression n'a été que de 48 % alors que le CAC 40 et l'indice-coteur instantané base 100 au 31 décembre 1987 ont respectivement augmenté de 56 % et 58 %.

nière. Elle coïncida, réforme oblige, avec la disparition de la Chambre syndicale et des chagrins. A la première se substituèrent le Conseil des Bourses françaises (organe suprême), la Société des Bourses françaises (fonctionnement, diffusion) et l'Association française des sociétés de Bourse (instrument du dialogue). Les sociétés de Bourse remplacèrent les secondes. Une autre page de l'histoire était tournée. Mais déjà la reprise de printemps se profilait derrière les brumes de l'automne.

Les fêtes finies, les « zinzins » transformèrent l'essai en achetant à carreaux ouverts en prévision de la victoire de M. Jacques Chirac. Pour les hommes de graphiques, la hausse « était inscrite dans les astres ». Et tandis que les opérations financières battaient leur plein (OPA de Thon Enri sur Holophane, entrée de Matra dans SAT), le mois d'avril s'acheva sur une deuxième liquidation gagnante. C'est à peine si le mauvais score de M. Chirac au premier tour rafraîchit l'atmosphère.

(Lire la suite page 20.)

(1) Calculé sur le CAC 40 (base 1000 : 31 décembre 1987).

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

COMPARTIMENTS	8 jan. 1988	Plus haut 1988	Plus bas 1988	23 déc. 1988	Diff. en %
INDICES					
Indice général de base 100 : 31 déc. 87	101,7	142,4	82,2	142,4	+ 40,82
Valeurs françaises à revenu variable	101,7	142,4	82,2	142,4	+ 40,82
Valeurs industrielles	101,7	142,4	82,2	142,4	+ 40,82
Valeurs étrangères	101,7	142,4	82,2	142,4	+ 40,82
Chimie	101,7	142,4	82,2	142,4	+ 40,82
Métallurgie, mécanique	101,7	142,4	82,2	142,4	+ 40,82
Électronique, informatique	101,7	142,4	82,2	142,4	+ 40,82
Énergie, gaz, pétrole	101,7	142,4	82,2	142,4	+ 40,82
Ind. de consommation non alimentaire	101,7	142,4	82,2	142,4	+ 40,82
Agro-alimentaire	101,7	142,4	82,2	142,4	+ 40,82
Distribution	101,7	142,4	82,2	142,4	+ 40,82
Transport, télécom, services	101,7	142,4	82,2	142,4	+ 40,82
Assurances	101,7	142,4	82,2	142,4	+ 40,82
Crédit, banque	101,7	142,4	82,2	142,4	+ 40,82
Services	101,7	142,4	82,2	142,4	+ 40,82
Immobilier et financier	101,7	142,4	82,2	142,4	+ 40,82
Investissement et portefeuille	101,7	142,4	82,2	142,4	+ 40,82
Base 100 : 31 décembre 1987					
Valeurs françaises à revenu fixe	99,2	105,7	99	105,3	+ 6,25
Emprunts d'Etat	100	107,2	99,7	106,8	+ 6,88
Emprunts garantis et assimilés	98,6	105,2	96,5	104,9	+ 6,29
Sociétés	100,3	105,5	100	104,7	+ 4,39
Base 100 : en 1972					
Valeurs françaises à revenu variable	2 491,7	3 488,8	2 185,4	3 488,8	+ 40,82
Valeurs étrangères	3 610,8	4 063,9	3 057,9	4 063,9	+ 9,13
Base 100 : en 1972					
Valeurs françaises à revenu variable	359,6	503,5	315,4	503,5	+ 40,82
Valeurs étrangères	488,5	549,7	413,7	533	+ 9,11
Base 100 : 31 décembre 1980					
Indice des valeurs franç. à revenu fixe	114,6	122	114,3	121,6	+ 6,11
Emprunts d'Etat	113	121,1	112,7	120,7	+ 6,81
Emprunts garantis et assimilés	114,4	122	114,3	121,4	+ 6,29
Sociétés	116,8	122,7	116,5	121	+ 4,45
Compagnie des agents de change					
Base 100 : 31 décembre 1981					
Indice général	286,1	407,3	251,3	407,3	+ 42,36
Produits de base	190,4	267,4	172,1	267,4	+ 40,44
Construction	324,5	423,1	264,8	419,3	+ 28,21
Équipement	281,8	324,4	178,7	385	+ 51,14
Biens de consommation durables	394,2	522,5	322,7	522,5	+ 32,55
Biens de consommation non durables	388,5	538,8	340,8	538,8	+ 38,84
Biens de consommation alimentaire	353	611,7	324,3	611,7	+ 73,29
Services	276,2	377,2	241,6	377,2	+ 36,57
Sociétés financières	348,6	461,9	302,4	475,6	+ 36,43
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	299,8	407,6	263,7	408,5	+ 35,59
Valeurs industrielles	275,7	403,7	242,9	403,7	+ 46,43
Bourses régionales					
Base 100 : 31 décembre 1981					
Indice général	231,5	285,4	197,7	282,5	+ 22,83

Les obligations en flèche

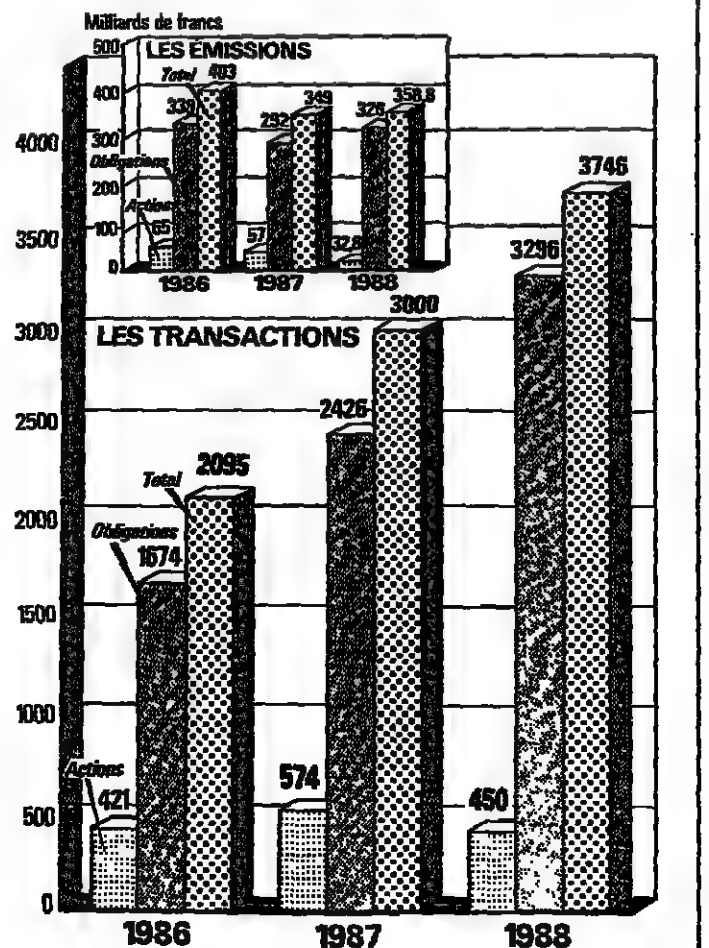
EN 1988 les transactions boursières ont encore battu leurs records à 3 750 milliards de francs, contre 3 000 milliards de francs en 1987, en progression globale de 24,4 %, moins importante, il est vrai, que celle de 43,6 % relevée l'an dernier, conséquence logique du krach du 19 octobre 1987, qui avait douché les enthousiasmes sur les actions. Ce sont les obligations qui ont nourri les transactions, avec un gonflement de 46,7 % à 3 300 milliards de francs environ. Cette performance, qui s'ajoute à une augmentation de 45 % en 1987, n'a rien pour étonner. Sur le marché des obligations, le papier change de mains continuellement, les trésoriers et gestionnaires de SICAV ne cessant d'arbitrer les titres de portefeuilles en forte augmentation, notamment les SICAV de trésorerie.

En ce qui concerne les actions, le volume s'est contracté de 21 % à 412 milliards de francs, le recul étant un peu moins fort (18,3 %) pour le marché à règlement mensuel.

Sur le front des émissions, une évolution contrastée a été observée, les obligations marquant une remontée et les actions s'inscrivant en net repli. Les émissions d'obligations, qui étaient revenues, en 1987, de 338 milliards de francs à 292 milliards de francs, se sont élevées à 326 milliards de francs. L'Etat aura emprunté 109,1 milliards de francs contre 93,7 milliards de francs en 1987 mais, de ces 109,1 milliards de francs, il convient de déduire 10 milliards de francs qui lui ont été payés en obligations renouvelables du Trésor (ORT), présentées à l'échange. Les émissions à taux variables ont totalisé 135 milliards de francs et celles à taux fixes 191 milliards.

Pour les actions, les séquelles du krach se sont traduites par une diminution des émissions dans le public, raménées de 56 milliards de francs à un peu moins de 33 milliards de francs.

Le groupe le plus demandeur a été la Compagnie financière de Suez, qui a levé plus de 5 milliards de francs pour financer l'achat de la Société générale de Belgique. Viennent ensuite Saint-Gobain avec 3,2 milliards de francs et Schneider pour 1 milliard de francs. Il faut y ajouter les 410 millions de francs versés à l'Etat pour la privatisation de Matra au début de l'année, et tenir compte du 1,7 milliard de francs d'obligations et de bons de souscription émis par BSN, que le public a assimilé à une augmentation de capital, et accueilli comme tel.



LE MARCHÉ DE PARIS EN 1988

DISTRIBUTION

Darty repris par ses salariés

CETTE année la surprise est venue de chez Darty. Le 29 avril, les actionnaires fondateurs annonçaient leur intention de vendre aux salariés de l'entreprise leur participation dans le numéro un français de la distribution de produits électroménagers. Les employés ont ainsi participé à la plus importante RES (reprise de l'entreprise par ses salariés) jamais entreprise en France.

Reuni à l'intérieur de la Financière Darty, l'ensemble du personnel détient désormais plus de 95 % du capital des établissements Darty et fils. L'action titre a été transférée du règlement mensuel au marché au comptant.

Pendant ce temps, le Printemps renforçait sa présence dans La Redoute. Le 4 mars, il lançait une offre publique d'achat limitée sur le numéro un français de la vente par correspondance dans le but de porter sa participation de 32,05 % à 50,01 %. Sixième groupe de distribution français avec plus de 16 milliards de francs de chiffre d'affaires, le Printemps Prisme était venu au secours de La Redoute en février 1987, lorsque la firme de Roubaix subissait une attaque boursière.

La Redoute ne sera pas restée inactive cette année. En juillet elle a acquis 20 % de son homologue britannique Empire Stores en rachetant la participation du néerlandais Vindex. Après son entrée surprise à hauteur de 5,007 % dans le capital des Nouvelles Galeries, la société IEP International Equity (Pacific) provoquait l'étonnement un mois plus tard. Cette filiale du groupe néo-zélandais Brierley annonçait détenir également 5 % du BHV et 5,01 % des Galeries Lafayette.

Enfin, dans le cadre de la reorganisation des activités de la Financière Agache, sa filiale Bon Marché détiendrait désormais 75,7 % de la Belle Jardinière et 86,5 % de Conforama. Le nouvel ensemble représente plus de 7 milliards de francs de chiffre d'affaires. D'autre part le Bon Marché a procédé à une augmentation de 2,4 milliards de francs en vue de prendre une participation de 26,8 % dans Christian Dior, un holding qui détiendrait 33,4 % de LVMH.

Valeurs	Fin 1987	Plus haut	Plus bas	Fin 1988
Associations supermarchés	1 250	1 400	1 000	1 575
BHV	244,50	568	229,50	491
Bon Marché	800	1 179	682	797
Carrefour	2 441	3 200	1 990	3 185
Casino	118	186,50	101	184,90
CTAO	1 180	1 925	970	1 950
Comptoirs modernes	508	860	465	527
Danart	2 250	3 490	1 310	3 251
Darty	292,30	530	390	505
Docks de France	1 302	2 750	1 125	2 706
Eurocarrefour	2 651	2 870	1 965	2 520
Galeries Lafayette	1 380	1 380	541	1 263
Guyenne et Gascogne	420	758	380,10	720
Nouvelles Galeries	360	670	240	590
Printemps	393	638	302,10	565
Printemps Prisme	1 448	2 430	1 150	2 550
Redoute (La)	2 727	3 450	1 830	3 500
SCOA	74	78,20	33	49
USIS	810	885	77	868
Viniprix	1 025	1 321	899	1 409

SERVICES

Ça va fort

TRES affecté par le krach, ce compartiment très disparate a été porté par la vague de hausse pour arriver à la deuxième place. Il est vrai que, d'une façon générale, ça va assez fort pour la plupart des entreprises dont les actions figurent dans cette rubrique.

A commencer par Canal Plus, dont le nombre d'abonnés approche les 2,5 millions (+ 15 %) et dont le bénéfice devrait progresser de 50 % pour dépasser 600 millions de francs. La chaîne cryptée a racheté TV South Entertainment (GB) et près de 5,15 % du capital d'Havas, deux investissements autofinancés. Leader européen de l'hôtellerie, Accor devrait majorer son dividende de 15 % sur un bénéfice net probablement accru de 6 %, selon son co-président, Gérard Pélissier. Le groupe ne craint pas les OPA et s'intéresse aux marchés espagnol et portugais.

Les deux compagnies distributrices d'eau, la Générale et la Lyonnaise, tablent l'une et l'autre sur une hausse de 20 % de leurs

résultats. La première est devenue le premier actionnaire de Saint-Gobain avec la reprise de la SGE et a racheté le numéro un britannique de la maintenance de l'éclairage publicitaire, Parkesell. La seconde a inclus une disposition dans ses statuts (déclaration à partir de 2 % du capital) pour identifier ses actionnaires et d'éventuels « raiders ».

La vedette a été incontestablement tenue par Eurotunnel, considéré par plusieurs études comme le « placement à moyen terme de premier ordre ». La valeur actualisée du titre en 1995 pourrait se situer entre 170 F et 243 F, soit une rentabilité annuelle de l'ordre de 30 %. Mais le tunnel a, par ailleurs, des fuites.

Cap Gemini, dont le chiffre d'affaires augmentera de 34 %, conservera une rentabilité de 6 % avec 45 % de profits en plus. Le titre a remplacé Darty dans l'indice CAC-40.

Seul le Club Méditerranée ne participera pas à la grande fête des bénéfices du secteur.

Valeurs	Fin 1987	Plus haut	Plus bas	Fin 1988
Accor	332	578	272	596
Bis	730	2 399	411	385
Canal Plus	362	659	350	589
Cap Gemini (1)	1 455	2 470	1 121	2 470
Club Méditerranée	355	560	330	529
Eaux (Générale des)	1 110	1 596	890	1 290
Eaux (Lyonnaise des)	1 210	1 530	950	1 520
Europe 1	423	640	325	627
Eurotunnel	25	54,50	24,65	54,50
Sodexo	2 280	3 020	1 610	2 960

(1) Attribution gratuite (1 pour 10). Droit : 220 F.

CHIMIE

Sous-évaluée

SUPERBE. Il n'y a pas d'autre mot pour qualifier la conjoncture dans la chimie en 1988. A telle enseigne que les entreprises affichent souvent des résultats records.

Pourtant, le compartiment est arrivé bon dernier. Mais il est composé, c'est vrai, par des éléments assez disparates, qui n'en sont pas toujours très représentatifs. La Bourse l'a néanmoins sous-évalué.

Doyen du secteur, L'Air liquide a poursuivi sa croissance avec un résultat net escompté voisin de 1,6 milliard de francs (+ 14 %). Les actionnaires ont été associés à la richesse de l'entreprise en recevant une action gratuite pour dix.

Sanofi (groupe Eli) se frotte les mains. Meilleur que prévu, l'exercice écoulé a été un cru exceptionnel pour la société, qui, malgré le manque à gagner causé par les conflits sociaux, devrait dégager 750 millions de francs de bénéfice net consolidé (+ 23,5 %) pour un chiffre d'affaires de

22,4 milliards (+ 35 %). Le périmètre de consolidation a changé par intégration des licenciés et rachats d'entreprises. Sanofi a ainsi pris le contrôle de Nina Ricci et de deux sociétés gascognaises. Partie de rien, sa branche « arômes et parfums » s'est maintenant hissée au niveau international avec 2,8 milliards de francs de chiffre d'affaires. La filiale Yves Rocher a pris la barre de Petit Bateau.

Année de transition pour Arjomari, dont Saint-Louis est devenu le principal actionnaire à 30 %.

Roussel-Uclaf a repris son expansion et s'attend à un bénéfice de 480 millions de francs, accru de 50 %. Elle a lancé la pilule abortive RU-486 puis, harcelée par des groupes de pression, a cessé sa commercialisation pour la reprendre sur l'injonction de l'Etat actionnaire. Ce même Etat veut désormais réactiver son rôle dans la gestion et la stratégie de l'entreprise. Les conversations ont commencé avec Hoechst.

Valeurs	Fin 1987	Plus haut	Plus bas	Fin 1988
Arjomari	1 619	2 660	1 428	2 260
L'Air liquide (1)	519	998	422	592
Institut Mérieux	3 125	6 560	2 460	6 280
Roussel-Uclaf	712	1 485	490	1 427
Sanofi	585	840	434	763

(1) Attribution gratuite (1 pour 10). Droit : 54 F.

هكذا من الأصل

INDUSTRIE DE CONSOMMATION NON ALIMENTAIRE

Les grandes manœuvres

ANNÉE particulièrement mouvementée dans ce secteur où les OPA, les rachats d'entreprises, et les restructurations d'actionariat ont été nombreux. La Financière Agache s'est illustrée durant l'été par son entrée en force dans le capital de LVMH. Associée avec le britannique Guinness dans la société Jacques Rober, la Financière Agache détiendrait 37,8 % de LVMH et potentiellement 37,8 %. Pour financer cette acquisition, le groupe de Bernard Arnault a vendu dans un premier temps Psadouce au suédois Mølnecke pour 2 milliards de francs qui s'ajoutent à la revente des usines Boussac. Mais ces fonds se révélant insuffisants, la firme cède ensuite 32 % du capital de Christian Dior pour 3,3 milliards de francs.

Hachette s'est distingué en devenant, dès le mois d'avril, par l'intermédiaire de deux achats aux Etats-Unis, le troisième éditeur mondial. L'OPA de 2,5 milliards de francs lancée en début d'année sur Grölier aboutit à la mi-avril.

L'affaire à peine conclue, le groupe français prenait le contrôle pour 4 milliards de francs de Diamanda Communica-

tion, le septième groupe de presse américain.

Sur le territoire national naissait le deuxième éditeur français : le groupe de la Cité. Ce nouvel ensemble est issu d'un accord entre la Générale Occidentale et la CEP. Il réunit les Presses de la Cité, France Loisirs, Larousse, Nathan, Bordas... et possède 20 % du marché juste derrière Hachette. DMC a confirmé sa politique d'acquisition internationale en reprenant successivement à la fin de l'année 50 % d'Atlantic Mills, 50 % de la filiale textile du groupe textile turc KOC, en rachetant une usine d'impression en Caroline-du-Sud et les Soieries de Limony, près de Lyon.

Essilor a également conforté son capital en faisant entrer Saint-

Gobain au sein de la société Valoptec, qui regroupe la participation des cadres et qui est le plus grand actionnaire de la firme. Saint-Gobain a également pris 3 % directement, ce qui fait que le noyau dur détiendrait plus de 45 % des droits de vote.

La vague de restructurations n'a pas épargné Epéda Bertrand Faure. Valeo lançait dès le mois d'octobre une offre d'échange sur cet équipementier automobile. Mais la direction de la firme réagissait. Elle réunissait, avec l'aide du CCF, Michelin, Peugeot et différents investisseurs dans une société appelée Gefina, qui lançait alors une OPA sur Epéda. Le montant de l'offre atteignait 4,3 milliards de francs.

Valeurs	Fin 1987	Plus haut	Plus bas	Fin 1988
Agache (société financière)	1 510	2 383	1 384	1 499
Bic	493	885	420	805
DMC	416	889	385	445
Epéda	438	1 140	1 110	1 140
Essilor	1 821	3 724	1 836	3 460
Groupe de la Cité	2 308	3 401	2 100	3 390
Hachette (1)	1 656	2 598	218	270
L'Oréal	4 340	2 340	2 340	4 310
Skis Rossignol	720	1 265	690	1 100
Sommer Allibert	2 270	2 579	1 633	1 110

(1) Le nominal des actions a été réduit à 15 F et les actions divisées par dix. Attribution gratuite d'une action nouvelle pour dix après division.

MATÉRIEL ÉLECTRIQUE

La récompense

APRÈS la rigueur, la récompense. Mis au régime sec l'année précédente, le matériel électrique a retrouvé sa pleine liberté d'action. Il en a profité pour bouger et passer au premier rang.

Bouger est bien le mot. 1988 a surtout été marqué par les cinq mois de bataille boursière entre Schneider et Framatome pour contrôler la Téliélectrique.

4 milliards de francs de chiffre d'affaires pour l'exercice entier, mais la firme d'Alençon s'est fait souffler la marque allemande Rowenta, rachetée par son concurrent SEB à Chicago Pacific pour 170 millions de dollars (1 milliard de francs). Elle est en quête d'une acquisition aux Etats-Unis et en Europe du Sud. M. Mantelet et d'autres part, mis en place les instruments juridiques permettant au

Valeurs	Fin 1987	Plus haut	Plus bas	Fin 1988
Alstom	247	425	187,10	413
Alcatel	2 015	2 680	1 699	2 735
Crouzet	144	483	115,90	425,10
CEST (1)	310	649	253	578
Electronique S. Dessaint	350	483	305	400
Intertrichique (2)	615	1 650	558	1 445
Lafont	365	860	660	871
Legrand	2 230	3 590	1 851	3 442
Leroy-Somer	419	1 169	315	1 170
Merlin-Gerin	1 470	3 650	1 205	3 654
Motronic	42,50	118,20	36,50	104
Raditechnique	962	975	560	660
SEB	693	887	515	800
Téliélectrique	3 050	5 595	2 480	3 115
Thomson-CSF (3)	785	225	118,30	224
TRT	800	1 390	68	1 330

(1) Ex-Signaux Électroniques.
(2) Attribution 1 pour 3. Droit : 200 F.
(3) Nominal porté de 70 F à 100 F puis divisé par 5 à 20 F.

Schneider a gagné. Mais à quel prix ! Plus de 7 milliards de francs, soit entre 5 000 et 5 500 francs par titre. Ce fut l'OPA la plus coûteuse de la Bourse de Paris. Désormais, les efforts vont tendre à développer les synergies avec sa filiale Merlin-Gerin, positionnée, elle, sur le marché de la distribution haute, moyenne et basse tension. L'opération se fera probablement dans les « automatiques », un secteur où Merlin-Gerin et Téliélectrique pourraient, ensemble, prendre le quatrième rang mondial.

Autres grandes manœuvres de l'année :

1) Le rassemblement opéré par Thomson et l'Aérospatiale dans l'aviation pour constituer une entité industrielle de 3,6 milliards de francs de chiffre d'affaires, quatrième au plan mondial. L'opération concerne la branche aéronautique de Crouzet, dont l'Aérospatiale est devenu le plus gros actionnaire.

2) L'entrée de Fiat à hauteur de 14 % dans le capital de Lafont, au grand dam des constructeurs automobiles français.

L'autre fait marquant a été la décision prise par la RENFE (SNCF espagnole) de rénover tout son réseau. Pour Alstom, c'est l'obtention d'un contrat de 2,7 milliards de francs environ pour la fourniture de 24 TGV. Une aubaine pour la CSEE (ex-Signaux électriques), qui roule pour la firme française en lui fournissant le matériel de signalisation. Des mains mal identifiées (Framatome ?) s'intéressent à ses actions. Le groupe français s'en est outre marié avec la General Electric britannique, pour former dans l'électromécanique une entité plus grosse qu'ASEA-Brown Boveri.

Chez Matra, M. Lagardère s'attend à une augmentation des profits de 43 %, à 330 millions de francs, et veut doubler le capital. Dans le petit électroménager, Moulinex a poursuivi son redressement et avec 33 millions de francs de bénéfice au 30 juin, table sur

personnel d'acquiescer 45,2 % du capital avec 60 % des voix.

Quant à CSF, son chiffre d'affaires pourrait atteindre 33 milliards de francs (contre 35,9 milliards) pour un bénéfice consolidé estimé par les analystes entre 2,9 et 3 milliards de francs (+ 11,5 %).

Notons qu'Intertrichique s'est dégauché de la micro-informatique en cédant le contrôle de sa filiale IN2 à Siemens.

CONSTRUCTION MÉCANIQUE

Un secteur terne

TERNE a été l'année 1988 pour la construction mécanique, qui reste le parent pauvre de l'industrie française. Avions Dassault, la vedette de ce secteur, n'a pas rencontré le succès escompté avec son nouvel avion de chasse, le Rafale, qui a été choisi en avril dernier par le ministre de la défense M. André Giraud, pour équiper dans huit ans l'armée française. Six mois plus tard, le premier ministre, M. Michel Rocard, déclarait que le dossier du Rafale « était dans un état de sinistre avancé », faisant ainsi notamment allusion au difficile financement de cet avion de combat. De plus, la Belgique et l'Espagne, pays auxquels la France avait proposé de participer au projet Rafale à hauteur respectivement de 13 et 10 %, n'ont pas encore donné de réponse définitive. Le gouvernement français, lui, a passé commande des deux premiers prototypes.

Valeurs	Fin 1987	Plus haut	Plus bas	Fin 1988
Av. M. Dassault	708	820	596	645
De Dietrich (1)	1 355	1 975	1 016	1 647
Facon	1 065	1 166	839	1 105
Fichtel-Bauche	955	1 078	817	1 012
Fives-Lille	75	204	49,10	199,50
Sagem	1 390	1 795	1 180	1 660

(1) Attribution gratuite (1 pour 10). Droit : 10 F.

En avril, la Jordanie a passé commande de 20 Mirage-2000 pour un montant de 5 milliards de francs. Par contre, Avions Dassault a perdu le marché de deux clients traditionnels, la Suisse et le Koweït.

Au moment où De Dietrich annonçait une baisse de 50 % de ses résultats pour le premier semestre, l'action se mettait à « bouillir » à la Bourse. Plus de 30 % du capital ont changé de mains dans le courant octobre, sans que l'on sache s'il s'agissait d'un début d'offensive d'un ruidier ou d'un industriel en quête d'une complémentarité industrielle. Des noms étaient avancés : le Suédois Electrolux, les Allemands Siemens ou Bosch, le Français Alstom... Case Poclair (pelles hydrauliques) a quitté définitivement le marché à règlement mensuel après des mouvements erratiques en début d'année à la Bourse.

toutefois pas trop mal tiré de cette aventure, récupérant une filiale (rentable) de Wilson Foods : Fischer, spécialisée dans la charcuterie, le nouveau pôle de développement de Bongrain.

Beghin-Say, filiale de l'italien Ferruzzi, a un nouvel actionnaire de marque, Paribas. La firme sucrière a acquis de Lesieur (groupe Saint-Louis) sa branche corps gras. Après la fusion-absorption de sa filiale Lesieur, Saint-Louis a créé une nouvelle structure qui s'appuie sur trois pôles : le sucre ; le papier, après l'acquisition de plus de 30 % d'Arjomari-Guérinmand ; les champignons surgelés et plats cuisinés, après l'achat à Orlida-Caby de Gorcey, Paul Chacou et Comalin.

Oilda, métamorphosée en Ojpar, est passée dans l'orbite de M. Christian Pellerin, qui contrôle directement et indirectement plus de 40 % de son capital. Considéré régulièrement comme « opérable ».

Après une route semée de multiples embûches juridiques, Pernod-Ricard a coiffé sur le poteau son rival, le britannique Grand Metropolitan, pour la prise de contrôle d'Irish Distillers, le premier fabricant de whiskey irlandais. Autre échec retentissant pour Grand Met : les cognacs Martell, qui sont tombés dans l'escarcelle du canadien Seagram, pour 5,25 milliards de francs.

Pernod, c'est fou... Le titre a encore fait des bulles à la Bourse, des rumeurs circulant avec plus ou moins d'insistance : M. Gustave Leven serait prêt à vendre son groupe, qui a, par ailleurs, renforcé ses positions dans l'industrie laitière en rachetant Jean-Jacques, le producteur de yaourts au « bifidus », le nouvel enjeu de la profession... LVMH, autre vedette de la Bourse en 1988, s'oriente de plus en plus vers les produits de luxe (haute couture avec Dior, Givenchy, Céline) avec l'entrée en force dans son capital (33,4 %) de M. Bernard Arnault (aidé par le britannique Guinness).

Une intense activité

Les « noyaux durs »

ÉCONOMIE

LE MARCHÉ DE PARIS EN 1988

L'accalmie

Le compartiment des banques, comme le reste de la cote, s'est redressé en 1988 après l'orage de l'automne 1987 et, aussi, le mouvement de hausse des taux d'intérêt qui avait affecté les cours des établissements de crédit spécialisés. Cette année, la baisse des taux d'intérêt à long terme a favorisé ces établissements, bien que l'avalanche de remboursements d'emprunts à taux élevé par les emprunteurs les ait souvent pénalisés; cela a été le cas pour UCB, par exemple. En revanche, la Compagnie bancaire, maison mère de l'UCB, a bénéficié des performances du Cetelem et de l'UFB Locabail.

Le Crédit national a retrouvé ses plus hauts cours de 1987, tandis que le CIC se prépare à passer sous le contrôle du Gan.

Valeurs	Fin 1987	Plus haut	Plus bas	Fin 1988
BAFIP	278	412	392	405
Bail Investissement	994	1 005	751	855
Banque C	342	525	302,20	538
BNP (certificat d'inv.)	262	335	198	298
CETELEM	634	794	571	632
CIC (certificat d'investissement privilégié)	226	213	139,50	203
Comptoir des Entrepreneurs (1)	288,70	293	199	224
Crédit Foncier France	933	993	755	909
Crédit Lyonnais (certif. d'inv.)	510	570	435	488
Crédit national	625	1 007	576	1 002
Interball	521	561	475	542
Locofrance	384	466	535	445
Locindus	900	960	762	890
Midland Bank	176	207	153	185
Parisiennne de récompte	375	450	266	420
SOVAC	560	635	481	709
UCB	141	217	124	185
UFB Locabail	345	424	348	378
UIC	585	985	538	812
VIA Banque	290	395	232	365

(1) Emission à 220 F (1 pour 3). Cours du droit : 33 F.

Une intense activité

Ce secteur a connu une intense activité en 1988, les holdings remodelant leurs portefeuilles par l'acquisition ou la vente de participations ou de filiales. En tête figure le rachat de la Télémeccanique par Schneider, pour obtenir une synergie avec sa filiale Merilo-Gerlin, au terme d'une longue bataille d'OPA et de contre-OPA avec Framatome. En fin d'année, le cours de l'action Schneider avait plus que doublé. Ensuite, vient la série d'opérations qu'a effectuées la Compagnie du Midi pour limiter la pénétration du groupe d'assurances italienne Generali : OPE lancée sur ses filiales Immobilières de la Plaine Monceau, Entrepôts et Magasins généraux, Financière de Paris et AGP SA, puis fusion entre les assurances AGP SA et celles du groupe Axa.

Les Chargeurs, après leur échec pour la prise de contrôle de Prouvost, ont fini par conclure un accord de partage avec leur adversaire, acquérant trois divisions de Prouvost (négoce, piquage, tissus) et devenant le n° 2 du textile français. En outre, les Chargeurs ont vendu leur filiale Spontex à l'américain 3 M.

Vifs progrès, enfin, de la COIP, dont la filiale Carnaud devient le n° 1 de l'emballage européen en fusionnant avec le britannique Metal Box.

Valeurs	Fin 1987	Plus haut	Plus bas	Fin 1988
Chargeurs SA	669	1 344	605	1 212
COIP	736	1 365	634	1 378
Enraf France	1 225	1 735	1 089	1 613
La Bédouin	417	585	390	570
Marine Wenzel (1)	223	420	290	396
Midi (Cie du) (2)	1 075	1 840	945	1 595
Navigation mixte	709	1 291	590	1 127
Schneider (3)	236	643	220	640

(1) Emission à 350 F (1 pour 8). Cours du droit : 10 F.
(2) Droit d'attribution. Cours du droit : 5 F.
(3) Bons de souscription : 2 pour 1 à 450 F.

Les « noyaux durs » exposés

Si 1987 avait laissé un goût amer à la majorité des six millions d'actionnaires qui avaient vu la plupart de leurs actions s'effondrer à la suite du krach du 19 octobre, l'année écoulée leur aura redonné le sourire. Car les performances de ces douze firmes, à quelques exceptions près, ont été supérieures à celles des autres valeurs de la cote parisienne. La palme des hausses dites « naturelles », c'est-à-dire faites sans rumeurs, revient à Saint-Gobain et à Matra, la première et la dernière des privatisées. Le groupe verrier a parfaitement résisté à l'épreuve du temps, traversant même la crise de 1987 sans trop d'embarras.

Cette valeur de « père de famille » résiste, stimulée par ses résultats. La firme a procédé en fin d'année à un renforcement de

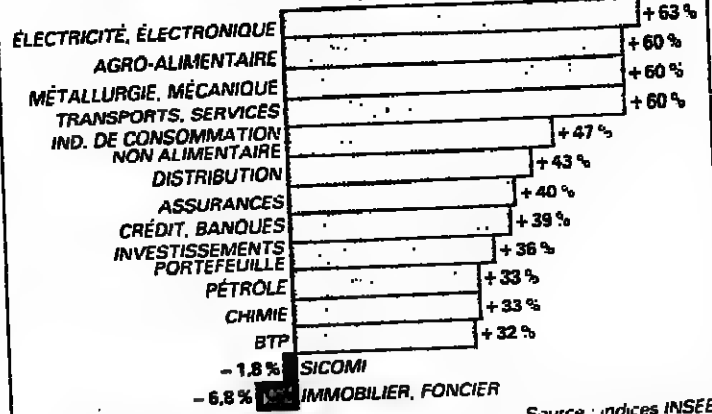
3,3 milliards de francs de ses fonds propres. Situation analogue pour le groupe de M. Jean-Luc Lagardère, qui a annoncé le triplement de son bénéfice semestriel en octobre dernier. Nombre de privatisées se sont envolées à la suite des rumeurs de restructuration de l'actionnariat. A commencer par TF1, où l'hypothèse d'un renforcement de la participation du britannique Maxwell pour affaiblir Bouygues est revenue périodiquement. Les tentatives d'écroulement des « noyaux durs » sont à l'origine de l'emballement d'Havas grâce à l'incursion d'André Rousselet, président de Canal Plus, de la Société générale et de la CGE (après l'assaut de M. Georges Pébereau, président de Marceau investissement qui a pris 10,4 % de cette banque)

et de Paribas en raison des intentions de reprise en main prêtées à M. Gérard Eskenazi, président de Bruxelles Lambert. Toutes ces firmes, ainsi que le CCF, ont alors pour réagir renforcé la composition de leur capital en s'efforçant de le mettre dans des « mains amies ». Paradoxalement, la BTP, devenue Compagnie du BTP, et la Sogefal n'ont pas retrouvé leur niveau initial, expliquant cette contre-performance par la trop grande stabilité de leur « noyau dur » qui décourage les velléités. 1988 aura été pour Suez l'année du changement. La compagnie, au terme d'une bataille avec Cérus (groupe De Benedetti), pris le contrôle de la Société générale de Belgique, changeant ainsi considérablement de taille et de dimension. Cette acquisition a coûté 12,9 milliards de francs.

VALEURS	PRIX OPV	PREMIER JOUR de cotation	PREMIER cours	COURS le plus bas	COURS le plus haut	FTN 1988
Saint-Gobain	318	24 déc. 1986	369	380,10	600	594
Paribas	405	12 fév. 1987	480	255,00	500	467
Sogefal	125	27 avril	145	82	120	114
BTP (1)	130	9 avril	155	110	139,90	113
BIMP	140	11 mai	125	94	191,50	189
CCF	207	3 juin	323	180	350,50	190
CGE	199	10 juin	540	372	438	398
Havas	500	24 juillet	452	165	750	696
Société générale	407	24 juillet	261	178	322	328
TF1	317	9 novembre	123	123	395,50	386
Suez (2)	110	20 février	123	123	1 500	247,80
Matra (3)						

Attribution gratuite d'actions à raison d'une pour dix ou versement d'une somme en espèces selon les cas pour les actionnaires ayant gardé leurs titres pendant dix-huit mois.
(1) Création de la Compagnie du BTP née de la fusion de la BTP et de CCME BTP Finances.
(2) Attribution gratuite de bons autonomes de souscription à des actions nouvelles ou à des CCF.
(3) Division par dix du nominal du titre avant la privatisation.

L'évolution par secteur



Source : indices INSEE

Concentrations

DANS le secteur de l'assurance l'année 1988 a été fertile en événements, avec une grosse fusion, celle des AGP, filiales du Midi, et des compagnies du groupe Axa, pour former Axa-Midi, deuxième assureur français derrière l'UAP, avec près de 40 milliards de francs de primes annuelles. Cette fusion, annoncée en avril par MM. Pagez et Bébear,

PDG respectivement de la Compagnie du Midi et du groupe Axa, avait pour objet de diluer la participation (20 %) du géant italien Generali dans le Midi. Une autre opération a été la prise de contrôle du groupe de Crédit industriel et commercial (CIC) par le Gan, dont la participation va passer de 34 % à 51 %.

Valeurs	Fin 1987	Plus haut	Plus bas	Fin 1988
AGF	433	644	402	600
AXA-Midi	730	835	672	700
Concorde	483	390	322	331
Drouot Assurances	3 900	6 830	516	5 810
France SA	900	940	750	890
GAN	829	1 840	1 200	1 240
Réassurances (Fr.)	1 500	1 800	1 200	1 240
Rhin et Moselle (1)	236	829	240	760
UAP	372	829	240	760
Viezoire (Groupe)				

(1) Attribution gratuite (1 pour 5). Cours du droit : 270 F.

Bonne année

En raison de la baisse des taux d'intérêt à long terme (1 point et demi), ce qui a fait monter les cours des obligations précédemment émises, l'année 1988 a été bonne pour les valeurs à revenu fixe. En 1987, la situation était inverse. Deux disparitions notables se sont produites, celle du 7 % 1973 et celle du 4 1/2 % 1973. Sans doute l'emprunt 7 % 1973, indexé sur le lingot d'or de 1 kilo a-t-il été rem-

boursé le 16 janvier 1988, comme cela était prévu par le contrat d'émission, au prix de 55 milliards de francs. Mais l'emprunt 4 1/2 % indexé sur le napoléon de 20 francs dont le rendement s'élève à 10,75 % n'a pas été remboursé. Et pourtant il a été intégré dans le 1^{er} juin 1988, pour un montant de 2,7 milliards de francs. Ainsi ont été rayés de la cote les deux seuls emprunts français indexés sur l'or.

Valeurs	Fin 1987	Plus haut	Plus bas	Fin 1988
CNE 1 %	4 201	3 910	3 611	3 670
8,80 % 1977	126	126	124	123
10,80 % 1979	101,10	107,10	101,50	105
10,20 % 1983	112,05	113,80	107,69	107,69
14,60 % 1983	112,89	113,70	111,65	111,80
12,50 % 1984	108,90	111,50	106,40	108,75
11 % 1985	106,30	114,90	105,75	114,45
7,50 % 2001	80,38	91,30	79,28	91,60
8,50 % 2002	84,90	96,10	86,25	99
8,50 % 2012	84,90	96,10	86,25	99

PETROLE

Contrasté

AMINÉS par la chute des prix du pétrole et le recul du dollar, les résultats des grands groupes pétroliers ont encore largement déceus en 1988, à l'exception d'Elf-Aquitaine, qui depuis quelques années, a réussi une diversification en aval, dans la chimie. Pour la première fois de son histoire, Elf-Gabon va plonger dans le rouge. A la Bourse, ce secteur ne s'est toutefois pas mal tenu puisque, globalement, il dégage une hausse de 32 %.

A tout seigneur, tout honneur, Elf-Aquitaine, qui a exploité de nouveaux champs de pétrole en mer du Nord (Alwyn), au Congo et en Angola. Un groupe assaini, qui se tient désormais sur trois pieds : pétrole, chimie avec Atochem et hygiène-santé avec Sanofi. Pour la première fois, l'ensemble chimie-hygiène-santé va gagner autant d'argent que les hydrocarbures. Après l'échec de l'OPA lancée sur la compagnie pétrolière britannique Tricentrol, Elf a raté son opération sur Rhin-Rhône (transport de carburants) attaqué par le groupe Bolloré.

Elf-Aquitaine a dû céder le contrôle de cette filiale, après des semaines de transactions mouvementées, en récupérant au passage 240 millions de francs. Cette « erreur » a été corrigée par le rachat des actifs pétroliers de Rio Tinto Zinc pour 3,2 milliards de francs. Elf a également acquis cette année 20 % du capital de Bianco, les actifs de la compagnie américaine Roy Hufington dans le golfe du Mexique et a obtenu des participations dans des champs gaziers norvégiens. En décembre, le groupe entrera à hauteur de 25,24 % dans le capital de Enterprise Oil.

Pour Total-CFP, les ventes de raffinage en France et aux Etats-Unis ont encore pesé sur les résultats du groupe, qui a racheté l'intégralité du capital de sa filiale Compagnie française de raffinage et de distribution, CRD, pour 780 millions de francs. Petite diversification chez ADG, filiale de Butagaz (Shell France), qui a racheté à l'Air liquide sa division soudure grand public.

Valeurs	Fin 1987	Plus haut	Plus bas	Fin 1988
Applications des gaz	143	246	140	224,90
Elf-Aquitaine	230	386	220	384,10
Esso	301,10	340	207	316
Fransac	240	324	216	285
BP France	64,20	84,20	45,25	73,50
Raffinage et de distrib.	79,90	80,30	62,20	74,40
Sogersap	266	330	203	350
Total	351,10	387,90	302	357,30
Elf Gabon	550	894	510	708

AUTOMOBILE ET EQUIPEMENTS

Retour du fisc

APRES le temps des fusions, c'est le retour du fisc, qui a marqué l'année écoulée dans nombre d'entreprises. A preuve que les affaires marchent rondement.

(Equipements et composants pour l'industrie automobile). adoptant ainsi une attitude différente de celle de Renault, qui se désengage des pièces pour automobile.

Ainsi, les résultats d'Europeenne d'accumulateurs s'améliorent. Mais avec la ponction des impôts, les profits risquent, de ce fait, de ne pas progresser.

Peugeot se trouve dans une situation semblable. La firme de Sochaux a regroupé ses filiales Aciers et outillages Peugeot et Peugeot Cycles au sein d'ECIA

L'obsession du groupe Valeo, maintenant qu'il est redevenu bénéficiaire, est de grandir. Il a donc tenté de lancer une OPA sauvage sur Epéda-Bertrand Faure. Malgré le ralliement du chevalier blanc (Chargeurs), accouru au secours de l'assiégé puis curieusement passé dans son camp, l'échec a été total.

Valeurs	Fin 1987	Plus haut	Plus bas	Fin 1988
Europeenne d'accumulat.	31	88,10	48,50	69,40
Jagor	110,20	214,50	77	195
Michelin (1)	192	229,50	133	188,80
Peugeot	993	1 342	775	1 359
Valeo	424	655	316	590

(1) Attribution gratuite (1 pour 10).

BATIMENT

Le vent en poupe

MALGRÉ une santé florissante, le BTP n'est pas, l'an dernier, remonté sur le podium. Après avoir traversé au moins mal le cyclone du 19 octobre 1987, il arrive cette fois assez loin au palmarès. Et pourtant il a été le champion de commandes n'avaient jamais atteint un pareil niveau.

Les chefs d'entreprise, il est vrai, sont moins optimistes pour 1989 et la Bourse semble avoir pris en compte une certaine frilosité. En attendant, les divers groupes du compartiment se sont littéralement « éclatés ».

Placé désormais sous le signe de l'Europe avec l'acquisition de Van Rymenant (et de ses filiales), numéro trois en Belgique du BTP, la SAE (Auxiliaire d'entreprises) devrait, d'après les analystes, dégager 30 % de profits en plus (310 320 millions de francs) sur un chiffre d'affaires de 23 milliards de francs (+ 23 %). Le groupe a également mis un pied en Italie en créant une filiale commune (COGEM) avec la COGEFAR, leader des travaux publics dans la Botte.

Lafarge a aussi le vent en poupe et table sur un bénéfice net (part du groupe) en hausse d'au moins 16 % à 1,88 milliard de francs pour un chiffre d'affaires accru de 10 %.

L'accroissement des profits serait de 32 % pour les Ciments français, avec un résultat consolidé de 760 millions de francs, dont les dirigeants écartent résolument la possibilité d'un retournement conjoncturel brutal.

En plein redressement, Dumez ne fera cependant pas aussi bien avec un bénéfice (part du groupe) qui, d'après la société de Bourse D. Phi-

lippe, serait de l'ordre de 430 millions de francs (+ 18 %). Mais la société a dû constituer d'importantes provisions (350 millions) pour toute éventualité sur les grands chantiers parisiens.

Dumez, enfin, a pris le contrôle de GMT-Entrepose en retenant dans Valinco actionnaire majoritaire de ce groupe.

Le bénéfice (retraité) de Poliet, qui a pris le contrôle de Vachette, pourrait atteindre 640 millions de francs (+ 41 %). 1989 serait, dit-on, une année faste pour la société.

Tout va si bien dans le bâtiment que le déficit de Maisons Phénix pourrait ne s'élever qu'à 20 millions de francs (au lieu des 50 millions prévus). L'équilibre devrait être retrouvé en 1989.

Numéro deux du BTP depuis son rapprochement avec Campenon, la SGE (55,66 % Générale des eaux) a poursuivi son redressement. En raison des diverses opérations d'absorption, son résultat consolidé

sera tout juste équilibré. Mais la société mère sera bénéficiaire (150 millions de francs, contre 203 millions de pertes). Dès 1989, le groupe reviendrait dans le noir avec un résultat compris entre 100 et 150 millions de francs.

Seul Bouygues ne tiendra sans doute pas ses promesses avec un résultat (part du groupe) peu différent du précédent (465 millions de francs) pour un chiffre d'affaires de 53,7 milliards (+ 7 %). Le groupe continue de digérer ses acquisitions. Mais ses ressources sont considérables. Elles sont évaluées à 13,7 milliards de francs, dont 3,7 milliards disponibles en trésorerie. Bouygues a pris pied en URSS en créant une société d'économie mixte en vue d'y construire un vaste complexe hôtelier et médical.

Des rumeurs ont été repérées à l'automne en train de faire une cueillette précipitée d'actions en Bourse. Mais ils n'ont pas été identifiés. Robert Maxwell « pour aider son ami » en difficulté a racheté 5 % du capital.

Valeurs	Fin 1987	Plus haut	Plus bas	Fin 1988
Auxiliaire d'entreprises	851	1 169	668	1 025
Bouygues	959	995	402	606
Ciments français	875	1 199	684	1 180
Cotas	1 779	2 260	483	769
Dumez	542	793	400	807
GTM-Entrepose	397	857	302	1 409
Lafarge-Coppée	1 270	1 480	966	1 409
Maisons Phénix (1)	46,20	77	30	58
Poliet	445	600	331	594
SGE	32,95	197,50	170,50	176,70
SPB Batignolles	346	480,20	260	433

(1) Emission au pair (50 F). Une nouvelle pour deux anciennes. Droit : 5,85 F.

مركزنا من الأصل

LES PLACES ÉTRANGÈRES EN 1988

Une année de feu

L'«Hiroshima» financier prédit par la nouvelle race d'augures sortis de la crise n'a pas eu lieu, on ne peut pas en dire de même. A sa place de nouveaux records sont tombés : un record de croissance avec un trimestre pour effacer les dernières traces du krach ; des records d'altitude ; un record mondial enfin de capitalisation (2 800 milliards de dollars).

Même s'il n'est pas arrivé en tête du palmarès, le Kabuto-Cho a été dans l'échappée boursière de l'année et a décroché une magnifique troisième place avec 36 % de hausse. Surprenant ? Pas vraiment.

«Le stoïcisme et le fameux consensus japonais ont été livrés, qui ne sont pas loin d'être atteints», écrivait l'expert de la banque Shearson-Lehman. Et, avec la crainte diffuse d'un dégellement de l'épargne japonaise, quelques-uns prédisaient un bain de sang. Bien à tort. La bourse nipponne démarra littéralement sur les chapeaux de roue pour enregistrer, dès le 7 janvier, la deuxième plus forte hausse de son histoire (+1 215,22 points).

Ce qui n'empêcha pas les Cassandre de récidiver. Selon eux, l'asphyxie des Tokkris, ces sociétés chargées de valoriser très vite la trésorerie des entreprises, était inéluctable. L'heure de vérité devait sonner le 31 mars avec la mise à plat des moins-values latentes héritées du krach. Mais pour éviter cette Berezina, les autorités financières appliquèrent les règles communes applicables aux fonds communs de placement et... on n'en parla plus. Début avril, la colossale position acheteur (montant du découvert) de 310 milliards de francs était déboulée sans aucun problème.

Mieux ! Le Kabuto-Cho, qui, dans l'intervalle, poussé par une économie qualifiée de «rugissante», avait déjà rattrapé la moitié de son retard et se hissait, le 14 avril, à un niveau historique (27 000 points). En même temps, les statistiques tombaient, confirmant que Tokyo était devenue, en 1987, la première place mondiale. Ensuite, l'ascension triomphale du marché nippon fut à peine interrompue par la réunion du G-7 et la recrudescence du dollar. L'«endaka» (appréciation du yen par rapport au dollar) avait beau atteindre 50 %, les opérateurs n'avaient d'yeux que

pour la consommation intérieure devenue frénétique.

Un nouveau record était battu en mai pour la fête de l'empereur. En juin, l'analyse économique résolument optimiste de la Banque du Japon poussait les cours encore un peu plus haut. Quand même, la Bourse de Tokyo enregistra quelque revers de fortune en juillet.

La grave maladie de l'empereur jeta un froid et, à peine les premières règles anti-influentes édictées, qu'éclata le scandale de

Valeurs	Cours fin 1987	Cours fin 1988
Akai	411	438
Bridgepoint	1 150	1 360
Canon	925	1 498
Fuji Bank	3 600	3 600
Honda Motor	1 300	2 430
Matsushita Electric	2 090	2 540
Missubishi Heavy	520	1 000
Sony Corp.	4 750	7 170
Toyota	1 840	2 540

Recrut Cosmos. Le marché s'en remit très vite... jusqu'à l'annonce de la cessation de la guerre Irak-Iran. La peur d'une hausse des prix du pétrole fut la plus forte et calma le jeu. Pas longtemps. Début août, une nouvelle reprise s'amorça. Et l'on apprit que le Japon comptait 20 millions de petits actionnaires (+13,4 %). La hausse du taux d'escompte américain mit toutefois un terme à cette boulimie de hausse.

Dans l'attente de l'élection présidentielle américaine, la Bourse de Tokyo péta en septembre et en octobre. La victoire de George Bush lui redonna des ailes et du ressort qu'entretenaient encore les résultats époustouflants de l'industrie électronique.

Le 16 novembre, la Diète japonaise vota la réforme capitale, qui, le 1^{er} avril 1989, dotera le Japon d'un système fiscal enfin moderne.

Le 7 décembre, pour la première fois de l'histoire, l'indice Nikkei atteignait et franchissait la barre des 30 000 points. Revenu en-deçà, il repassa au-delà pour battre tous ses records d'altitude le 23 décembre. Après tout placide sous le signe du dragon, 1988 n'a-t-elle pas été une année de feu ? D'après Nomura, la hausse de Tokyo a toutes les allures d'une évidence scientifique. Tous les dignitaires sont, paraît-il, au vert et... «si les prévisions sont correctes», ajoute-t-on encore, 1989 sera encore brillante. Affaire à suivre.

Dans le brouillard

Le krach d'octobre 1987 aura plongé la City dans un brouillard tel qu'elle n'a pas réussi à s'en dégarer de toute l'année. La progression de l'indice FT a été légèrement supérieure à 5 %, ce qui a été nettement insuffisant pour effacer les pertes du «lundi noir». Le baromètre de cette place reste en effet encore 20 % au-dessous de son niveau atteint le jeudi 15 octobre 1987 (1 812,9), dernière séance avant celle du 19 octobre.

L'année entière fut terne et sans entrain, même si un timide relèvement l'été vint rompre cette grisaille. L'indice FT atteignait son plus haut niveau le 8 août, en clôturant à 1 514,7. Mais, l'aggravation du déficit de la balance des paiements courants, ainsi que celle des échanges extérieurs, associés à la

	Cours fin 1987	Cours fin 1988
Boucharat	438	464
Boucharat	352	406
BP	257,9	251
Charter	308	400
Concordia	331	261
De Beers (*)	9 1/2	10 7/8
Free Gold (*)	13 3/8	7 7/16
Glaxo	982	10 47/64
ICI	17 1/8	16 1/8
ICI	10 51/64	10 5/32
Reuters	491	514
Shell	460	3/32
Unilever	460	455
Vickers	156	160
War Loan	37 15/32	39 1/2

(*) En dollars

forte remontée de l'inflation et à celle des taux d'intérêt reprenant rapidement le dessus plongeant à nouveau la City dans le torpé.

L'année a été dominée par la bataille entre les puissances Nestlé et Suohard pour la prise de contrôle du géant du chocolat et de la confiserie, Rowntree. Les deux groupes déposèrent leurs projets d'offre en avril et la victoire revint à Nestlé avec une proposition de 2,1 milliards de livres (23 milliards de francs). Dans le secteur agro-alimentaire, une autre bataille opposait Grand Metropolitan et Pernod-Ricard pour le rachat d'Irish Distillers. Le groupe français l'emporta au terme d'une série de rebondisse-

Des OPA démesurées

ANNÉE en demi-teinte à Wall Street, où les séquences du krach d'octobre 1987 ont été nombreuses, entraînant une modification du comportement des investisseurs, qui ont redoublé de prudence. L'indice Dow Jones n'a finalement progressé que de 11,8 % sur l'année, contre 4 % précédemment. Le baromètre de la place new-yorkaise n'aura pas réussi à retrouver le niveau des 2 246,74 auquel il était arrivé à la veille du célèbre «lundi noir».

Le 20 janvier, le Dow Jones tombait à son plus bas niveau (1 874,19) dans un marché nerveux, inquiet de l'effondrement du dollar et persuadé de l'imminence d'une récession de l'activité économique. Durant tout le premier trimestre, l'hésitation sera alors de mise. Au début du mois d'avril, à la veille de la réunion du G7 (groupe des sept ministres des finances des pays les plus industrialisés du monde), l'optimisme semblait revenir, entraînant une fermeture du dollar et une hausse des cours des actions. Le mouvement de détente sur les taux d'intérêt, la conviction des opérateurs que la Réserve fédérale continuait à alimenter l'économie en cas de besoin et la hausse attendue des profits étaient autant de facteurs encourageants.

Valeurs	Cours fin 1987	Cours fin 1988
Alcoa	46 3/4	55
ATT	37 1/8	28 7/8
Bearing	37 3/8	39 3/4
Chase Man. Bank	22 1/8	28 5/8
De Pont de Nemours	57 3/8	58 1/2
Eastman Kodak	46 1/2	45 3/4
Exxon	38 1/4	45 1/8
Ford	75 1/2	50 3/4
General Electric	44 1/4	44 5/8
General Motors	61 3/8	65 1/4
Goodyear	31 1/2	31 1/2
IBM	115 5/8	122 1/4
ITT	45	50 1/2
Mobil Oil	39 1/8	45 3/4
Pfizer	28 1/2	31 1/2
Schlumberger	28 7/8	33
Tesaco	37 3/8	50 5/8
UAL Corp. ex-Allegis	71 1/2	106 1/2
Union Carbide	29 1/2	31 1/2
USX	29 1/2	31 1/2
Westinghouse	49 3/4	52 1/8
Xerox Corp.	56 5/8	59 1/4

© Division par 2.

Malgré cela, certains experts continuèrent de jouer les rabat-joie. Dans son édition du 5 avril, le *Wall Street Journal* publiait alors un graphique inquiétant. Celui-ci établissait une comparaison entre l'évolution du Dow Jones après le krach de 1929 et celle d'après octobre 1987.

Le parallèle était saisissant. Après l'effondrement des cours du jeudi noir de 1929, l'indice américain avait repris son mouvement de hausse. Il avait regagné la moitié de ses pertes en avril 1930. Il reculait ensuite pendant les deux années qui ont suivi, plongeant les États-Unis et le reste du monde dans une grande dépression. «Il ne s'agit que d'une analyse graphique», commentait alors le journal américain.

Le 14 avril, après l'annonce d'un mauvais résultat du commerce extérieur (12,8 milliards de déficit en février), le dollar chutait fortement et le Dow Jones perdait 101 points (4,8 %). Les investisseurs redoutaient alors une hausse des taux. Deux mois plus tard, le 14 juin, sortait d'une longue période d'apathie, Wall Street saluait l'amélioration de la balance commerciale d'avril, ramenant à 9,89 milliards de dollars. L'indice Dow Jones gagnait 25 points. Quelques jours plus tard, les déclarations optimistes des sept chefs d'État et de gouvernement des pays les plus industrialisés, réunis à Toronto, confortaient le mouvement de hausse. Les perspectives de récession s'éloignaient alors pour être remplacées par celles d'une croissance soutenue.

Mais une nouvelle source d'inquiétude surgissait. Cette reprise de la croissance ne risquait-elle pas d'être accompagnée d'une reprise de l'inflation ? Face à cette crainte, le 9 août, la Réserve fédérale décidait d'augmenter d'un demi-point son taux d'escompte, le portant à 6,5 %.

D'UNE PLACE À L'AUTRE

Places	Fin 1987	Fin 1988	%	Plus haut	Plus bas
Amsterdam	67	106,20	+58,5	106,20	66,20
Bruxelles	3 653,50	5 534,42	+51,5	5 534,42	3 608,25
Tokyo	1 725,83	2 357,03	+36,5	2 357,03	1 698,44
Frankfurt	1 299,70	1 654	+27,2	1 654	1 287,90
Milan	487,99	590,80	+21,3	593,43	423,91
Zurich	474,40	555,80	+17,3	561,80	458,10
Hongkong	2 302,75	2 696,44	+17,1	2 772,53	2 223,56
New-York	1 938,83	2 166,61	+11,8	2 183,50	1 879,14
Londres	1 373,38	1 447,10	+5,4	1 514,70	1 349,40

La divine surprise

APRÈS deux années de baisse, les Bourses allemandes ont retrouvé leur mordant. En moyenne, elles ont monté de 27 %, ne laissant ainsi presque plus rien apercevoir des dégâts laissés par le krach. Francfort, la première d'entre elles, n'a cependant pas réussi à décrocher un accessit au palmarès. Elle arrive au quatrième rang seulement. Une déception ? Bien au contraire. Sur fond de grèves et de chômage, mais aussi de croissance ralentie, l'année n'avait pas bien commencé.

D'une façon générale, les pronostics n'étaient pas favorables outre-Rhin, et les marchés paraissent avoir un sérieux handicap. Toutefois, dès février, la reprise était au rendez-vous et, malgré une évolution très contrastée des cours durant le printemps, la hausse atteignait déjà 16 % au début de l'été. La décision, prise en juillet par la Bundesbank de relever ses taux directeurs, n'eut pas d'autre effet que de stopper le mouvement pendant quelques semaines. L'avance reprit à l'automne. Et passées les élections présidentielles américaines, les Bourses allemandes accélèrent la cadence pour ne lever le pied qu'à la veille des fêtes.

Même si les plus bas niveaux atteints en 1986 n'ont pas été retrouvés, jamais depuis trois ans Francfort n'avait manifesté un pareil allant. Les experts, il est vrai, s'étaient lourdement trompés. De 1 %, les prévisions de croissance pour la RFA sont passées à 2 %, à 3 % et 3,5 %. Et créditées au départ de résultats très médiocres (5 % de baisse en moyenne), les entreprises se sont soudain retrouvées porter pour 1988 des espérances de profits en augmentation de 10 %. Avec la hausse du dollar à la fin du printemps, la reprise disposait alors de tous les ingrédients pour se développer.

Les investisseurs étrangers en ont été l'un des instruments, dont le poids, malgré la diminution, reste important (20 % des transactions). Favorisés par la sous-évaluation des actions allemandes, leur retour a été assez remarqué. Surtout, il a déclenché

un véritable sursaut national. Le capitalisme populaire allemand n'a jamais été virulent. La République fédérale ne compte en effet que 1,6 million de petits porteurs contre 10 millions en Grande-Bretagne et 9 millions en France. La raison en est que les lois régissant les marchés outre-Rhin sont vieillottes, laissant peu de place à l'initiative privée.

Reste que, «divine surprise», durant le premier semestre les particuliers allemands se sont précipités et ont racheté les trois quarts des actions que les étrangers avaient vendues pendant les mois de crise. Leur concours actif a en quelque sorte contrebalancé l'absence d'OPA, algoulons des marchés occidentaux, mais dont la pratique est inconnue en RFA.

De l'avis de tous les établissements financiers (Deutsche Bank, Dresdner Bank, Paribas...), la reprise ne fait que commencer. En dépit de l'amélioration constatée, le retard est encore patent

Valeurs	Cours fin 1987	Cours fin 1988
AEG	190,20	198,50
BSI	265,50	233,50
Boyer	263,80	309,30
Commerzbank	214	234,20
Deutschebank	388	566,40
Hochtief	258	307,50
Karstadt	427	384
Mannesmann	181,18	213
Siemens	359	542,80
Volkswagen	224,50	351,50

avec les autres places. Les promesses d'expansion outre-Rhin pour 1989 (2 %), sont de nature à soutenir le rythme des achats. Le «papier», curieusement, fait défaut.

Enfin, les Bourses germaniques vont à leur tour vivre leur révolution culturelle. Fin novembre, le ministre des finances, M. G. Stoltenberg, a présenté un projet de loi, qui devrait permettre l'ouverture, fin 1989 ou début 1990, d'un marché à terme en Allemagne fédérale où ce type de transaction est pour l'instant impossible avec l'interdiction faite à la spéculation de perdre sur un contrat de «futures». Ce projet, qui devrait être adopté au début de l'année prochaine, prévoit aussi des assouplissements en faveur des valeurs étrangères.

Le rétablissement

(Suite de la page 17.)

Jugés comme des bons points pour la majorité, la libération des otages au Liban et le coup de force d'Ouvéa pour libérer les gendarmes emprisonnés dopèrent le marché. Il fallait que la hausse soit bien accrochée.

La réflexion du président Mitterrand n'occasionna qu'un très bref mouvement d'humeur. «La Bourse n'a rien à craindre du second tour», affirma alors M. Xavier Dupont, ex-syndic et président de la SBF. L'entendit-elle ? En tout cas, la progression reprit à toute allure, comme la chasse à l'«opéable». La désignation de M. Rocard au poste de premier ministre, l'ouverture sur les centristes et le retour de M. Bérégovoy Rue de Rivoli : autant de raisons qui poussèrent les investisseurs à reprendre les chemins de la Rue Vivienne. «En mai fais ce qu'il te plaît», assure le dicton. Et la Bourse reprit son ascension (+ 4,75 %). Dès lors, rien ne semblait plus pouvoir l'arrêter. En tout cas pas la détérioration de la balance commerciale. Le marché eut tout juste un hoquet après la découverte du plus grand scandale boursier de la place de Paris, à savoir le trou de 613,7 millions de francs (500 millions dans une première estimation) creusé dans la grosse caisse de l'ex-Chambre par des opérations malheureuses sur le MATIF. M. Dupont n'avait plus qu'à s'en aller.

Déjà, un peu partout, des rumeurs insistantes laissaient entendre que l'expansion économique dans le monde serait plus vive que prévu en 1988. La Bourse y trouva un puissant réconfort. La liquidation de juin fut somptueuse (+ 12,9 %). En fin de mois, les blessures laissées par le krach étaient presque cicatrisées. Le CAC, lui, frôlait la cote 369,6 abandonnée le 16 octobre 1987. Moment, combien historique, car en même temps disparaissait l'unique groupe de cotations où les dernières valeurs françaises du RM étaient encore cotées à la crie.

Essouffie, la Bourse campa deux mois durant sur ses positions avant de changer de rive. Les turbulences monétaires et la remontée des taux aux États-Unis perturbèrent en effet au début de l'été l'ascension rapide des cours. Une

occasion que M. Bernard Arnault (groupe Agache) saisit pour devenir, avec le britannique Guinness, le premier actionnaire de LVMH. «Le marché peut tout aussi bien monter que baisser», affirmèrent alors sentencieusement les augures. Les liquidations de juillet et d'août furent néanmoins légèrement positives (+ 0,5 % chacune). Sur la confirmation, venue de tous les pays occidentaux, d'une expansion plus musclée, la Bourse se décida, début septembre, à reprendre son avance. Les investisseurs étrangers et la clientèle des particuliers s'en mêlèrent et la rentrée fut spectaculaire.

Pendant neuf semaines d'affilée, la hausse ne s'arrêta pratiquement pas un instant et les «opéables» menèrent le bal. Le fanisme du krach ne réussit pas à faire passer un frisson. Les liquidations de septembre et d'octobre passèrent comme un rêve. Les résultats semestriels des entreprises étaient, il est vrai, somptueux. A la veille des élections américaines, le marché avait grimpé de 14 % en deux mois. La baisse du dollar, la crainte, puis la hausse des taux et les conflits sociaux l'incitèrent, cependant, à modérer ses ardeurs. Pendant un mois, il mit la pédale douce. La «trêve des confiseurs» avant l'heure en quelque sorte. Mais la Bourse ne dormait que d'un œil.

Contre toute attente, une reprise de Noël se produisit et l'indice CAC franchissait le cap des 400 points, perdu de vu depuis le 12 octobre 1987, pour arriver à 12 % de son plus haut niveau de tous les temps. De nombreux augures consultés déjà les astres et prédisaient que 1989 sera un excellent cru. La convalescence sera-t-elle suivie d'une remise sur pied ? Quelques-uns parient sur 15 % de hausse d'ici le 31 mars. Une chose est certaine : bien que ralentie, la croissance économique pour 1989 sera encore forte. L'INSEE est formel. Mais ce n'est pas la panacée et beaucoup Rue Vivienne préfèrent ne pas vendre trop tôt la peau de l'ours. En jargon boursier américain, c'est-à-dire «bear» signifie baisse. Alors.

(1) Calculé sur le CAC 40 (base 1000 : 31 décembre 1987).

(Publicité)

«IL Y A PLUS DE TERRE PROMISE QUE DE TERRAIN GAGNÉ.»



Bicentenaire de la Révolution Française

MISSION DU BICENTENAIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET DE LA DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN.

Toutes les histoires sont l'histoire du passé... L'histoire de la Révolution est l'histoire de l'avenir. La Révolution a conquis en avant... Il y a dans ce qu'elle nous a apporté encore plus de terre promise que de terrain gagné; et à mesure qu'une de ces conquêtes faites d'avance entrera dans le domaine humain, à mesure qu'une de ces promesses se réalisera, un nouvel aspect de la Révolution se révélera... Quand cet ensemble sera-t-il complet? Quand le phénomène sera terminé: c'est-à-dire quand la révolution de France sera devenue... d'abord révolution d'Europe, puis révolution de l'homme; quand l'utopie se sera consolidée en progrès, quand l'ébauche aura abouti au chef-d'œuvre; quand à la coalition fratricide des rois aura succédé la fédération fraternelle des peuples, et à la guerre contre tous, la paix pour tous. Impossible, à moins d'y ajouter le rêve, de compléter dès aujourd'hui ce qui ne se complètera que demain, et d'achever l'histoire d'un fait inachevé, surtout quand ce fait contient une telle végétation d'événements futurs... Rien de plus colossal. Le total échappe... La Terreur est un cratère, la Convention est un sommet. Tout l'avenir est en fermentation dans ces profondeurs.

VICTOR HUGO

ACTES ET PAROLES, 1875

REVUE INTERNATIONALE

مكتبة من الأصل

Culture

MUSIQUES

« Le Couronnement de Poppée » au Châtelet le 9 janvier

Les tribulations d'un Monteverdi

Il y a quelques années, la rumeur s'était répandue : le Couronnement de Poppée — au Châtelet, dès le 9 janvier — ne serait pas l'œuvre du grand musicien italien.

A l'approche des représentations du Couronnement de Poppée qui ouvriront la saison lyrique du nouveau Châtelet, Denis Morrier fait le point sur « le labyrinthe des sources et le dédale des versions » dans un numéro spécial de l'Avant-Scène (1) qui multiplie les approches de ce chef-d'œuvre.

Rien n'est plus sûr dans cette affaire (si ce n'est le génie d'un musicien qui, s'il n'est pas Monteverdi, serait au moins aussi grand que lui, comme le « faux » et le « vrai » Shakespeare !). Trois catalogues d'opéras vénitiens du dix-septième siècle assurent pourtant que le Couronnement de Poppée (sur un livret de Buscetta) fut donné au Théâtre San Cassiano (le premier théâtre lyrique public et payant de Venise) en 1643 ou 1642, et repris en 1646 ; mais les trois recueils se pillent et se recopient volontiers, et le premier, celui de Cristoforo Ivanovich, est truffé d'erreurs.

Jusqu'en 1888, c'est tout ce qu'on eut de cette œuvre. A cette époque, la bibliothèque de la collection Contarini à Venise révéla l'existence dans ses placards d'un manuscrit du Couronnement attribué à notre musicien, accompagné de nombreuses partitions de Cavalli.

Labyrinthe infernal

Joie, pleurs de joie, un nouveau chef-d'œuvre nous était donné, celui d'Indy, Cesar, Van den Borren, Westrup faisaient connaître dans des réalisations diverses.

Hélas ! une découverte nouvelle en 1930 allait brouiller les certitudes : on dénicha au conservatoire de Naples une deuxième copie, du dix-septième siècle, mais présentant d'importantes différences avec la première et jetant un doute sur l'attribution de l'œuvre à Monteverdi.

CALENDRIER

Bychkov et les Labèque à Pleyel. — Les sœurs les plus célèbres du piano dans le Concerto KV 363 de Mozart. Et qui sera le troisième dans le Concerto pour trois claviers de même ? Semjon Bychkov, nouveau patron de l'Orchestre de Paris, qui fait ainsi, sous la double casquette de chef et de pianiste, une entrée en fonction bien sympathique (également au programme, la Symphonie « Ecossaise » de Mendelssohn).

Les 4, 5 et 6, 20 h 30. Tél. : 45-63-07-6. Restonovitch pour l'Arménie à l'Opéra de Paris. — Le violoncelliste exilé joue gratis, pour les sinistrés d'Arménie, les concertos de Haydn, de Boccherini, les Variations sur un thème de Tchaïkovski, avec l'Ensemble orchestral de Paris dirigé par Alain Lombard. Concert organisé conjointement par l'Association Acanthes, l'Union générale arménienne et le ministère de la culture. Places : de 100 F à 1 000 F. Jeudi 5, 20 h 30. Tél. : 49-17-33-33.

Espace musical à la Cité universitaire. — Il y a les « jassos-pariens » de Serge de Laubier, les composites fragmentées de José Augusto Mannis, les images vivantes et les paysages octophoniques de Rémi Dury. C'est un nouveau style de mise en espace de l'électro-acoustique, dû à François Rancillac. C'est tiré Puce Muse et ça vaut un peu de curiosité.

Du 6 au 15, Fondation Deutscher-Lamotte, 21 heures. Tél. : 69-45-74-00. Messiaen par l'ONF aux Champs-Élysées. — Suite d'un quatre-vingtième anniversaire sans cesse recélébré, l'hommage de l'Orchestre national de France à Olivier Messiaen : Offrandes oubliées, Ascension, Hymne, Poèmes pour Mi (par la soprano Phyllis Julien). Le tout sous la direction de Gary Bertini.

Samedi 7, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. Duckdale au Rond-Point. — Un pianiste français qui évite de faire parler de lui mais qu'on est bien content de retrouver sur son terrain de prédilection : Chopin de prédilection : Fantaisie, Préludes. Dimanche 8, Théâtre Renaud-Barrault, 11 heures. Tél. : 42-56-60-70.



Poppée, Néron, Sénèque, Octavie et Othon costumés par Patrice Cauchetier pour la nouvelle production de Châtelet, mise en scène par Pierre Strasser

Les deux partitions étaient chaotiques ; elles ne portaient aucune trace de l'écriture manuscrite du musicien ; les pièces instrumentales y étaient beaucoup plus rares que dans l'Orfeo, pour un opéra d'une opulence scénique bien plus grande. Plus grave : la basse de l'ouverture vénitienne était identique à celle d'un opéra de Cavalli créé en 1645 ; il y avait d'« indéniables parentés » entre la partition du Couronnement de Poppée et celle de la Finta Pazzia de Sacchini (1641) ; et le duo final Par il mio, ne figure pas dans le livret original de Buscetta, mais provient d'un opéra de Benedetto Ferrari de 1640 !.

Il n'en fallait pas plus pour que certains amateurs de sensationnel « découvrent » Monteverdi pour attribuer les lauriers à l'un de ces outsiders, l'hypothèse la moins farfelue étant celle de Cavalli, très grand compositeur et élève du maître.

Cet accès de fièvre pseudo-musicologique passé, la conclusion de Denis Morrier paraît sage : « On pense aujourd'hui que ces deux partitions (Venise et Naples) sont en fait les copies largement réaménagées d'une partition perdue, à savoir le manuscrit original ayant servi aux premières représentations de 1642 et pour lequel on admet l'attribution traditionnelle à Monteverdi. La copie vénitienne correspondrait ainsi à une production postérieure à la mort de Monteverdi, en 1643 (peut-être celle de 1646), pour laquelle on aurait introduit des pièces issues d'autres œuvres ».

JAZZ

Charles Tolliver au Magnétic Terrace

Les trompettes de Saint-Petersburg

Trompettiste né en Floride, compositeur, Charles Tolliver est également producteur indépendant et un musicien à l'équilibre implacable.

C'est une idée à laquelle on s'est mal à se rendre : les trompettistes marquent la Floride (sud profond, terre du blues, des prisons, des oranges) comme les ténors marquent le Texas. Territoires balisés par l'esprit des formes et des sons, allez savoir pourquoi... On repère aussi, évidemment, une belle brochette de bassistes et d'altistes, quelques pianistes, sans doute. Mais Fats Navarro, « Fats », la grosse fille, « Fat girl », le Rimbaud de ce que la trompette peut avoir de plus pur, est natif de Key-West comme Blues Mitchell l'est de Miami ; Arthur Whetsol, l'ami d'Ellington, vient de Punta-Gorda (drole de nom pour une ville !), Nat Aschberry de Tampa et Idrees Sulliman de Saint-Petersburg (Saint-Petersburg, Floride...), pas bien loin de Jacksonville où est né Charles Tolliver.

Il aurait probablement mené à bien ses études de pharmacie (Howard University, Washington) si, pour ses huit ans, sa grand-mère n'avait eu l'imprudente idée de lui offrir son pas aux officines avec panoplie d'apothicaire, mais une trompette. La trompette et le destin, pour l'heure c'est tout un, le conduit à New-York où il entre en profession avec Jackie McLean (le Monde du 22 novembre 1988). On le retrouve vite dans l'équipe des Jazz Messengers, signe de qualité et de création (Art Blakey est un extraordinaire découvreur de

talents), puis aux côtés de Max Roach (idem), ensuite avec Sonny Rollins et Horace Silver. En 1971, il fonde, avec Stanley Cowell, une compagnie autonome, Strata-East Records. Ses compagnons de route, de McLean à Rollins, désignent entre les lignes son style et ses talents. Quant au désir d'entreprendre, il signale à tout coup une exaspération active contre la machinerie du disque aux Etats-Unis (et ailleurs).

Cette conquête d'indépendance permet donc à Charles Tolliver d'enregistrer des pièces avec grand orchestre, Music Inc., que les maisons de disque américaine superbement ignorent ou — c'est l'autre face de leur pouvoir — défigurent. Toute une génération se relie aux pupilles de Music Inc. L'éthique est bien l'esthétique de l'avenir, comme disait l'autre, l'indépendance autonome aussi. Enfin, c'est ce qu'il ont cru, toutes sortes de braves gens, autour de Charles Tolliver, les Reggie Workman, Charles MacPherson, George Coleman, John Faddis, Jimmy Owens, etc. Pour l'heure, il n'est pas certain qu'ils l'aient emporté, c'est le moins qu'on puisse dire. Ce qui n'empêche pas Charles Tolliver de s'exprimer en petite formation avec un timbre à la fois brillant et moelleux, une expressivité sans fioriture ni trucage, et beaucoup d'émotion retenue. C'est qu'il connaît la musique, comme les compagnons de Music Inc., et qu'il s'y tient. Le club est alors l'espace idéal de la sincérité.

FRANCIS MARMAÏE. * Du 4 au 6 janvier, 22 heures. Tél. : 42-26-36-44.

alors en vogue. L'artisan de cette tardive production pourrait être Cavalli lui-même.

Denis Morrier conclut toutefois philosophiquement : « Il est temps de sortir de ce labyrinthe infernal ! La polémique des sources et de la paternité de l'œuvre est bien loin d'être close, et ce qui a été dit ici ne sera sans doute plus valable demain ».

Mais si la guerre s'apaise pour quelque temps sur les origines, elle fait toujours rage quant au traitement à infliger à la partition pour monter l'opéra. Comment aménager ces quelques heures de musique, représentées uniquement sur la partition par deux portées, l'une pour le chant, l'autre pour la basse continue ?

L'histoire de ces versions, fort nombreuses au moins d'un siècle, est passionnante et surprenante : la même œuvre a été jouée dans les jardins Boboli de Florence, en 1938, par un orchestre à la Richard Strauss (quatre cors, deux trompettes, trois trombones, tube, deux harpes, etc.) et en 1980 à la Fenice, par Alan Curtis, sans un seul instrument à vent !

La réalisation scintillante de Raymond Leppard pour Glyndebourne, en 1962, a été écartée par le mépris des musicologues, au point qu'on la croyait morte. Mais elle reste la séduction même, et c'est elle qui va revenir au Châtelet, lundi prochain, d'autant plus que Nikolaus Harnoncourt, moins homme d'affaires, a toujours refusé de publier sa propre édition — considérée comme la plus

fidèle à un original largement problématique, — protestant avec modestie qu'il n'avait pas à « pérorer » une interprétation personnelle. Ces querelles au nom de l'authenticité ne sont pas près de finir, d'autant que Philippe Boesmans nous prépare pour le mois de mai à la Monnaie de Bruxelles, temple de la modernité au-dessus de tout soupçon, une version avec piano, marimba, vibraphone, harmonium, synthétiseur et clavier, pour ne parler que des claviers, qui sera mise en scène par Luc Bondy, chorégraphe, on le sait, des reconstitutions historiques les plus strictes...

Et comment reprocher à Raymond Leppard les libertés de son adaptation, qui appartiennent à « une époque et à une esthétique définitivement révolues », alors que la Poppée de Pierre Strasser sera habillée à la Aye Gardier, Néron comme un jeune junker bisarochien et Sénèque sanglé dans un imperméable prussien (costumes de Patrice Cauchetier) ?

Il faut que le génie du présumé Monteverdi soit bien grand pour résister à tant d'assauts.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) L'Avant-Scène, n° 115, décembre 1988, 186 pages, 80 F. Livret original intégral (de Venise), traduit par Michel Orcel, avec un commentaire littéraire et musical de Pascale Saint-André. Artistes et décors de Nanje Boëgmann, Jacques Joly, N. Harnoncourt, R. Leppard, G. Leomhardt, René Jacobs, Pierre Strasser, etc.

CINÉMA

« Navigator », de Vincent Ward

Le rêve du somnambule

Une fable antinucléaire co-produite par la Nouvelle-Zélande et l'Australie

Dans des paysages extrêmement rudes, un pays de montagnes grises tachées de neige blanche, creusées de grottes insaisissables. Un Moyen Age très pieux et très superstitieux. Dans un village sauvage complètement isolé, vit un jeune somnambule. Son frère est parti à l'extérieur où, dit-on, les gens meurent par centaines de peste bubonique. Le voilà qui revient, qui confirme l'horreur et en donne le remède : hisser une croix sur une cathédrale qui se trouve de l'autre côté de la Terre. Et comme en ce temps-là, elle était plate, ça ne fait pas si loin, pensent les villageois. On doit pouvoir y arriver, d'autant plus que le gamin somnambule fait un rêve récurrent dans lequel il voit un gouffre et une cathédrale, un homme qui tombe, le reflet d'une croix dans l'eau.

Le film de Vincent Ward, Navigator, coproduit par l'Australie et la Nouvelle-Zélande, couvert de prix (six en Australie, un à Munich) a été présenté au dernier Festival de Cannes, probablement à cause des photos, très soignées, très belles. Mais l'histoire est vraiment bigote : le jeune somnambule essaie de hisser un frère et quelques villageois dans son rêve. Ensemble ils abouissent dans une mégapole actuelle, la nuit. Pendant cette nuit-là, ils doivent hisser la croix. A voir la facilité avec

Penser l'interprétation de la musique ancienne

Boulez s'en va-t-en en guerre

Pierre Boulez rouvre le débat, dans la revue InHarmoniques, de l'interprétation de la musique ancienne et cela au moment précis où l'on édite trois interprétations du Clavier bien tempéré sur disques compacts.

Dans ce long article (1), il est avant tout consacré à la création. Pierre Boulez fustige les interprètes qui jouent la musique d'hier en tentant de se placer dans les conditions matérielles — instruments, formation, disposition, style — propres à l'époque qui l'a vue naître. Et il n'y va pas par quatre chemins : « L'authenticité est des plus stupides, car on se livre à une sorte de reconstitution conjecturale qui change au gré des années et des découvertes encyclopédiques (...). Il n'est pas sûr qu'on ait tellement fait plaisir à l'auteur (...) en rétablissant des conditions d'exécution qui ne devaient pas absolument le satisfaire (2) (...) Nous les affublons d'une paralysie génétique qui fausse le sens profond de leur œuvre et de leur action (3). On en arrive ainsi à une mémoire stérile à force de tendre à l'authenticité ».

Ces arguments, on les connaissait de longue date, mais on pensait qu'ils appartenaient à un passé révolu.

Fallait-il continuer à interpréter la Passion selon saint Matthieu de Bach comme le Requiem allemand de Brahms, Didon et Enée de Purcell comme Tristan et Isolde de Wagner, jouer Copernic au piano et massacrer nos plus belles orgues en les électrifiant ou en leur ajoutant des jeux censés les rendre compatibles avec trois siècles de musique ?

Il est un fait indéniable : les interprètes qui, aujourd'hui, pensent la musique en termes d'interprétation se recrutent le plus souvent parmi les tenants de ce que Boulez appelle l'authenticité, et en tout cas plus chez les adeptes du contemporain. Leur reprocher de se pencher sur les manuscrits originaux et non sur les partitions imprimées, souvent fautives, de lire les traités en circulation à l'époque à quelque chose de surréaliste. Leur reprocher le caractère éphémère de leurs « découvertes » est un non-sens puisque les « baroques » déssacralisent l'interprétation — et l'interprète — rejetant au loin l'idée même de tradition interprétative. Ce qui devrait plaire à Pierre Boulez, qui affirme à juste titre : « Il n'y a pas de tradition, mais seulement une chaîne d'individus qui se sont servis réciproquement de modèles ou de repoussoirs ».

Hier tout-puissant, l'interprète redevient le praticien, l'artisan qui décrypte l'écrit pour le rendre au

monde vivant du sonnet. Avec les aléas que cela implique.

Mais, il faut bien reconnaître que tous les interprètes « à l'ancienne » ne sont pas dignes du même intérêt, et que le travail d'un Christopher Hogwood ou d'un Gardiner, pour vouloir trop ménager les deux camps, est à celui de Franz Brüggen ou d'Harnoncourt, ce que Daniel Barenboim, Zubin Mehta ou Klaus Tennstedt sont à Wilhelm Furtwängler : un pâle reflet. Les sursuons sont les sursuons. Les mélomanes ont choisi leur camp, et des musiciens d'esthétique romantique les rejoignent chaque jour. N'a-t-on pas entendu récemment sur France-Musique Jeffrey Tate vanter ce retour aux sources, se disant lui-même prêt à prendre une année sabbatique pour étudier dans ce sens ? Les musiciens du Concertgebouw d'Amsterdam n'ont-ils pas déclaré que depuis que Nikolaus Harnoncourt les avait dirigés, ils ne pouvaient plus se résoudre à jouer Mozart comme avant ?

Jeu autoritaire

Et peut-on encore jouer Bach au piano lorsque l'on connaît le travail de sappe effectué par Wanda Landowska dès le début du siècle ? Réécouter son enregistrement intégral du Clavier bien tempéré provoque quelques surprises. Enregistrés, au clavier Pleyel, entre 1949 et 1954, ces disques exposent une lecture transparente de la polyphonie, un grand savoir qui s'exprime à travers un jeu autoritaire et contrôlé. Mais Landowska n'oublie jamais tout à fait les applaudissements qui suivent un récital : elle veut plaire. En cela, elle reste romantique. Bien moins cependant que Sviatoslav Richter qui, entre 1970 et 1972, jouait ces préludes et fugues comme du Brahms. Le grand pianiste soviétique met beaucoup de pédale, romantisait à l'excès, écrasait sous une lecture égocentrique une polyphonie qui ne demande qu'à être énoncée simplement et non projetée pour une salle de deux mille places. Mais le piano conduit à cela. Evidemment l'interprétation de Richter est étonnante, comme pouvait l'être celle de Pablo Casals dans les Suites, mais en quoi est-elle plus actuelle que la lecture de David Moroney enregistrée, l'an dernier, sur une copie de clavier ancien ?

Sous les doigts du jeune claviériste britannique, la polyphonie des fugues est conduite de façon moins péremptoire que chez Landowska ou Richter, avec moins d'intentions expressives aussi. Ces quarante-huit préludes et fugues perdent leur monumentalité historique et retrouvent une destination première affirmée par Bach lui-même sur la page de titre : « J'ai composé ces préludes et fugues à travers tous les tons et demi-tons... au profit et à l'usage de la jeunesse musicienne avide d'apprendre et aussi pour le passe-temps de ceux qui sont déjà habiles en cette étude ».

Et encore l'œuvre de Bach est-elle suffisamment forte pour résister à toutes les réalisations (voir à Ferruccio Busoni ou au synthétiseur de Wendy Carlos), mais quel amateur pourra encore écouter l'un des deux enregistrements de la Water Music de Haendel par Boulez (le dernier, chez CBS), dirigeant un orchestre symphonique lorsque l'aura entendu, ne serait-ce qu'une fois, la même œuvre jouée par Nikolaus Harnoncourt et son Consensus Musicus ?

ALAIN LOMPECH.

(1) Lire la quatrième livraison d'InHarmoniques, « Mémoire et création », Christian Bourgois éditeur.
(2) De Mozart à Ravel, pour s'en tenir à des musiciens du passé, les compositeurs satisfaits de leurs instruments et de leurs interprètes ne manquent pas.
(3) Est-ce pour cette raison que Boulez et certains de ses amis ont rejoints, autrefois, les compositeurs dont ils ne pouvaient faire les pères de leur esthétique créatrice. Schubert, par exemple. Les « baroques » sont moins sectaires.

DANSE

5.67 JANV 20H30
8 JANV 14H30

ANGELINA PRELJOCAJ

COMPAGNIE PRELJOCAJ

LIQUEURS DE CHAIR

LOC. 42.74.22.77

2 PL. DU CHATELET PARIS 4



هكذا من الأصل

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Filiale d'un grand groupe européen, nous sommes devenus leader mondial dans notre domaine : les composants industriels pour le bâtiment. Fortement structurés, nous sommes rentables. Notre dynamisme et notre taux de croissance nous sont enviables. Nos activités font largement appel aux techniques de mécanique de pointe, à l'électronique et à l'automatisme. Nous renforçons nos équipes en permanence et recherchons 2 ingénieurs.

Jeune ingénieur produits

Homme technique de nos produits, vous êtes l'interface entre nos clients (par le réseau commercial), notre département technique - auquel vous appartenez - et la fabrication. Vous répondez aux appels d'offres, effectuez les études techniques nécessaires et êtes par ailleurs en relation avec les organismes certificateurs. De formation A.M., INSA, ENI ou équivalent, vous justifiez d'une première expérience réussie. La maîtrise de l'allemand est indispensable (anglais apprécié).

(Réf. GC10)

Responsable des Etudes Industrielles

Vous coordonnerez l'ensemble des études d'investissements (réalisation des études, cahier des charges, recherche et consultation des fournisseurs) puis suivrez leurs réalisations (chantiers, matériels, mise en route) et enfin, assisterez les exploitants (modes opératoires, notices dépannages, etc.). Débutant ou avec une première expérience de quelques années, de formation généraliste (Centrale, AM, ICAM ou équivalent) option électronique-automatisme, vous êtes un homme capable de diriger une petite équipe, de gérer un budget avec rigueur.

(Réf. GC 20)

Nous vous remercions d'adresser votre dossier (CV et prétentions) sous la référence choisie à notre Conseil qui vous garantit une stricte confidentialité.

2, rue Louis David - 75782 Paris Cedex 16
11, rue Victor Hugo - 69002 Lyon

COGEPAN

GECI International

Société de consultation et de transfert de technologie dans les domaines hi-tech, recrute son :

RESPONSABLE RECRUTEMENT

De formation supérieure, vous avez une bonne expérience acquise en cabinet de recrutement. Vous maîtrisez bien la langue anglaise.

Nous vous confierons la responsabilité de notre département ressources humaines avec pour mission de recruter des ingénieurs et cadres pour le groupe, et de développer une clientèle propre.

Adresser C.V., photo et prétentions sous la référence RR 1288 à :

GECI International, 43, av. de Friedland, 75008 Paris.

VILLE DE BOULOGNE/MER (50 000 habitants)

recherche son

DIRECTEUR DE STATION TOURISTIQUE

(poste disponible immédiatement)

Placé sous l'autorité de l'élu responsable du tourisme, il aura pour fonction essentielle de coordonner et d'entraîner le développement touristique local. Son activité sera principalement d'appui à la production et à la commercialisation des biens et services touristiques.

FORMATION

Débuteurs :

- Diplôme du tourisme (niveau maîtrise),
- ou Ecole Supérieure de Commerce,
- ou Institut d'Etudes Politiques.

Autres :

- niveau Licence, avec 4 ans d'expérience de Cadre dans Office du Tourisme, Hôtellerie ou Village de Vacances de chaîne, Voyagiste, Tour-Opérateur, Bureau d'Etude du Tourisme, Direction du Tourisme,
- ou 1 an de formation professionnelle des adultes aux fonctions d'agent de développement touristique.

Anglais parlé et écrit, 2^e langue souhaitable (préférence Allemand).

Adresser candidature manuscrite, avec CV, photo et rémunération annuelle actuelle, à Monsieur le député-maire, Hôtel de Ville, 62321 Boulogne/Mer.

Informatique et psychologie : Heureuse alliance

Conseil en recherche de cadres et de dirigeants, nous sommes présents depuis près de 30 ans dans l'industrie française. Pour aider aujourd'hui les entreprises à optimiser leur potentiel humain (en recrutement, formation, gestion des carrières), nous lançons un système informatisé d'évaluation de la personnalité. Pour piloter ce projet nous cherchons

un psychologue, HF

En collaboration avec nos consultants et des informaticiens, venez suivre la réalisation du logiciel, présenter et vendre ce nouveau test à nos clients, coordonner les actions commerciales menées à Paris et dans nos 6 bureaux régionaux en vous appuyant sur une équipe que vous constituerez, formez et animez.

Diplômé de l'enseignement supérieur (Psycho Prat, DESS de Psychologie du Travail), vous avez une première expérience professionnelle et commerciale.

Ecrivez à Mlle A. DANIEL, consultante (réf. 5370 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

Groupe de Presse Professionnelle Financière en forte croissance recherche un (e)

REDACTEUR EN CHEF

et
un (e)

CHEF DU SERVICE "BOURSE"

(réf. RCM)

(réf. CSB)

Pour ces deux postes, une expérience d'au moins 8 années est demandée dans les secteurs Economie/Finance/Bourse. La rémunération sera très attractive pour les candidats de valeur. Veuillez adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV détaillé, photo, rémunération souhaitée, etc...) à notre conseil : OPTIMAT - 92, Bd Victor Hugo 92200 NEUILLY, en précisant le poste pour lequel vous postulez.

Le Monde

DIRIGEANTS

Société filiale grand groupe étranger, spécialisée dans le négoce et la distribution de matériel scientifique (CA : 175 MF, 75 p.) en France et à l'étranger recherche :

DIRECTEUR GENERAL

BASE
à STRASBOURG

De formation grande école de commerce et de gestion, parlant l'anglais et âgé d'au moins 35 ans, il aura acquis une expérience d'au moins cinq ans de la gestion de sociétés de services dans le secteur de la distribution.

La rémunération, qui comprend un fixe et un intéressement, est de nature à attirer des candidatures de premier plan. Le Directeur Général rapporte au Président basé à Bruxelles.

Veuillez envoyer votre CV avec photo, lettre manuscrite, et niveau actuel de rémunération sous réf. 34053 à :
CONTEXTE
PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01
qui transmettra.

Notre Division Composants d'Automatismes touche de nombreux secteurs industriels, de l'électrodomestique à l'énergie nucléaire, en passant par l'aéronautique. Nous renforçons la fonction achat pour qu'elle devienne un élément actif d'amélioration de productivité au sein d'une structure en pleine évolution.

Acheteurs

Vous intervenez dans le domaine de la transformation des métaux et/ou des matières plastiques.

Intégrés à l'équipe logistique, vous êtes en relation constante avec les fournisseurs et les services de développement internes pour :

- prospecter le marché,
- négocier les contrats,
- participer à la conception des produits,
- garantir la continuité de la production.

Vous avez une formation d'ingénieur complétée par un troisième cycle spécialisé dans l'achat industriel. Une première expérience de 3 ans minimum est nécessaire pour occuper ces postes très ouverts qui demandent de l'initiative et un excellent sens du contact. La pratique de l'anglais est indispensable.

Deux postes sont à pourvoir à VALENCE (DROME) et à ALES (GARD).

Envoyez votre dossier de candidature sous réf. DCA/AC au Responsable du Recrutement - CROUZET S.A. - 25, rue Jules Védries - 26027 VALENCE cedex.



GRUPE IMPORTANT SECTEUR AGRICOLE

recherche

Assistant Marketing

pour prendre en charge l'organisation et le suivi d'une manifestation d'urgence :

- Salons d'expositions,
- Colloques et ateliers.

Formation supérieure agricole ou commerciale. Expérience confirmée en marketing direct.

Ce poste à durée déterminée d'environ 1 an peut, selon les résultats de la mission, déboucher sur un contrat à durée indéterminée pour un candidat de valeur.

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant bien sur votre enveloppe la réf. 40775 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX.

Unelec

UNELEC (800 personnes - CA 400 MF) fabrique et commercialise vers les milieux industriels et tertiaires des appareillages basse tension de haute technologie.

Son Directeur Général recherche un

DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

Dans le cadre de la politique générale de la Société définie par le Comité de Direction dont il est membre, le candidat recruté :

- anime la politique sociale,
- conduit les études et met en place les outils de gestion dynamique du personnel,
- est responsable des procédures et documents types de la gestion administrative du personnel,
- définit et met en œuvre la politique de recrutement, d'accueil, de formation et de départ,
- participe aux instances sociales,
- développe les moyens de communication dans l'entreprise,
- assure les relations avec les instances extérieures (Inspection du Travail, DDT, ...)
- suit l'évolution de la Législation Sociale.

Agé de 40 ans environ, ce candidat de formation supérieure, type IEP ou Maîtrise de Droit Social, aura déjà une expérience réussie de cette fonction dans une entreprise industrielle de taille équivalente. Très bonne connaissance de la Législation Sociale et de la micro-informatique. Poste basé à SAINT-QUENTIN (Aisne).



Adresser C.V. détaillé sous réf. 882/41/M à Denis PANTHOU - FRANCE CADRES 22, rue Saint Augustin 75002 PARIS.

IDC, N° 1 mondial d'études et conseil sur les marchés de l'informatique

UN DIRECTEUR COMMERCIAL

HEC, ESSEC, SUP de CO... Connaissances marketing, expérience réussie négociations (constructeurs, ou SSN)

UN CONSULTANT CONFIRME

Expérience en informatique pour travaux de recherche, rédaction de synthèses. Parfaite maîtrise de l'anglais.

Adresser CV à C. Dumazet

IDC 12, av. George-V, 75008 Paris.

Responsable
des relations
avec le Parlement



JEUNES IN
à CARTE

Unelec

INGENIEUR
d'ORGANISATION
DE PRODUCTION

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

Responsable des relations avec le Parlement HF

Groupe Bancaire de tout 1er plan propose à un jeune cadre doté d'une excellente qualité relationnelle, une mission stratégique auprès du Directeur Général de l'une de ses deux instances nationales. Ce cadre, d'environ 35 ans :

• aura une formation de type "Sciences Po + Droit", complétée par une spécialisation ou une expérience ayant favorisé l'acquisition de bonnes connaissances en droit des affaires, en finances et en fiscalité. Des connaissances ou une expérience bancaires constitueraient un atout supplémentaire.

• sera responsable du développement des relations avec le Parlement et avec les instances qui s'y rattachent. Son rôle, dans ces secteurs d'intervention sera de concevoir et de réaliser la promotion du Groupe, la défense de ses missions et de mener les actions d'information et de relation qui seront nécessaires. Outre son goût pour les contacts et sa disponibilité, le candidat devra disposer d'évidentes qualités de synthèse et de rédaction.

Les dossiers, sous la réf. 890101 (C.V., photo rémunération actuelle), seront examinés par

Hay Managers

13, rue Alphonse de Neville - 75017 Paris

USINE - 800 PERSONNES Responsable des ressources humaines et relations sociales

Une société industrielle et commerciale (rattachée à un groupe multinational, parmi les plus importants mondiaux dans son domaine) recherche le Responsable des Ressources Humaines et des Relations Sociales de l'une de ses usines.

Dans le cadre d'une société pratiquant une politique du personnel moderne et dynamique, à l'élaboration de laquelle il sera associé, il assurera sa fonction au sein de son établissement avec initiative et autonomie, et, en particulier :

• gestionnaire des ressources humaines, il s'attachera à développer toutes actions de formation et de motivation permettant au potentiel humain de l'entreprise d'être constamment adapté aux évolutions des métiers ainsi qu'aux impératifs de compétitivité économique et de qualité,

• responsable des relations sociales, il sera l'interlocuteur des délégués du Personnel et il présidera le CE.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure, ayant au moins 5 ans d'expérience professionnelle, dans la fonction personnel, ou sein d'une société industrielle (nous pourrions également envisager la candidature d'un ingénieur de production, ayant participé activement à la gestion du personnel qu'il a animé, intéressé par cette fonction, désireux d'élargir ses compétences et bénéficier par la suite de perspectives d'évolution dans le social ou la production. Témoinant de qualités marquées de dialogue, de créativité, d'opérationnel sur le terrain.

Poste région Nancy.

Ordre de grandeur de rémunération 300.000 +

Ecrire sous réf. 47 A 1229-8 M. Discretion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap



JEUNES INGENIEURS JOUEZ LA CARTE DE L'INFORMATIQUE

LA G.I.E. (700 PERSONNES) CONÇOIT, RÉALISE ET FAIT FONCTIONNER L'ENSEMBLE DES SYSTÈMES D'INFORMATION DU GROUPE A.G.F. POUR RÉPONDRE AUX NOUVEAUX ENJEUX DE L'ASSURANCE DANS UN ESPRIT CONSTANT D'INNOVATION ET D'ANTICIPATION.

• Après une FORMATION rémunérée de 4 mois (prochaine session : 13 février 89) à notre informatique de gestion, vous serez analyste au sein de nos équipes.

• Opérationnel, vous prendrez en main des projets importants et diversifiés dans un environnement de pointe :

- 3 unités centrales (IBM 3090-500),
- 1 très important réseau de télétraitement IMS (4 600 terminaux, 1 million de messages par jour),
- de nombreux domaines de développement : infocentre, télématique, micro-informatique connectée, outils d'aide à la décision...

• Vous apprécierez la qualité des relations humaines et vos compétences seront reconnues : rémunération et évolution seront à la hauteur de votre implication.

Si ces perspectives vous motivent, adressez votre candidature sous réf. M/SF 101 à Melle Dominique BIEUF - G.I.E. Direction des Ressources Humaines Tour Franklin - 92081 PARIS LA DEFENSE CEDEX 11



L'INFORMATIQUE EN ACTION

Unelec

UNELEC (800 personnes - C.A. 400 MF) fabrique et commercialise vers les milieux industriels et tertiaires des appareillages basse tension de haute technologie.

Elle recherche un

INGENIEUR EN ORGANISATION DE PRODUCTION

Sous l'autorité directe du Directeur de Production, le candidat recruté sera responsable de l'étude et de la mise en place des conditions et des moyens de fabrication et de montage selon le principe du « juste à temps ».

Son action procédera à des améliorations pratiques permettant de maîtriser parfaitement les principaux paramètres de la production (qualité dans la fabrication des produits, fiabilité des moyens de production et des approvisionnements, souplesse de production...) et de modifier en profondeur et de manière durable les comportements des acteurs de la production.

Agé de 30 ans environ, cet ingénieur de formation mécanique (AM, HEI, IDN, INSA) aura une expérience en organisation industrielle et des méthodes. Goût prononcé pour les contacts humains. Anglais.

Poste basé à Saint Quentin (Aisne) et très évolutif pour candidat de valeur.



Adresser C.V. détaillé sous réf. 882/40 M à Denis PANTHOU - FRANCE CADRES 22, rue Saint Augustin 75002 Paris.

Unelec

UNELEC (800 personnes - C.A. 400 MF) fabrique et commercialise vers les milieux industriels et tertiaires des appareillages basse tension de haute technologie.

Dans le cadre de sa fonction Marketing Industriel, elle recherche son

CHEF DU SERVICE MARKETING CLIENTELE

Le candidat recruté aura pour mission de développer le marketing opérationnel par la mise en œuvre des éléments du MIX, des méthodes de vente et des outils commerciaux de soutien à la vente. Ainsi, ses responsabilités porteront sur :

• le système d'information sur les réseaux,
• la politique de vente adaptée aux objectifs commerciaux,
• le lancement des nouveaux produits sur les marchés,
• le suivi des politiques de prix en fonction des objectifs de volume et de prise de part de marché,
• la promotion commerciale auprès des distributeurs,
• le support aux réseaux.

Agé de 30 ans environ, cet ingénieur + IAE aura une première expérience commerciale de produits techniques ou en marketing industriel et support de réseaux. Anglais indispensable. Poste basé à SAINT QUENTIN (Aisne).



Adresser C.V. détaillé sous réf. 882/42 M à Denis PANTHOU - FRANCE CADRES 22, rue Saint Augustin 75002 Paris.

ACTEURS DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Organisme de développement économique départemental offre deux postes attractifs et autonomes au sein d'une petite équipe motivée à des cadres possédant une première expérience ou débutants...

Jeunes ESCAE, SCIENCES ECO...

Le premier sera chargé de définir et mettre en œuvre des actions visant à développer l'implantation d'entreprises nouvelles dans le département. Alternant courant indispensable, à défaut excellente maîtrise de la langue anglaise. Capacités commerciales et disponibilité nécessaires.

réf. 52 B 1133-8M

Le second exercera une activité de conseil auprès des entreprises déjà existantes afin de faciliter leur expansion. Une bonne culture économique et financière, des qualités de relation et d'ouverture sont demandées.

réf. 52 B 1134-8M

Postes basés à Vesoul (Haute-Saône).

Ecrire en précisant la référence
Discretion absolue

Membre de Swtec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

UNIVERS DE LA GESTION

NIVARD FLORNOY,
IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE BOURSE
ASSOCIÉE A J.-P. MORGAN,
RECHERCHE

Organisateur Opérationnel

De formation Ecole de Commerce ou équivalent, vous avez une expérience de 3 à 4 ans d'audit dans un cabinet d'audit anglo-saxon ou en grande entreprise pour intégrer notre département Management Support.

Dans cette division, axée sur le contrôle, l'audit interne et l'aide à la décision, votre rôle sera d'effectuer des missions d'audit opérationnel.

Merci d'adresser votre candidature, C.V. et prétentions, à Nathalie Giroudeau - NIVARD FLORNOY - 20, bd Montmartre, 75009 Paris.

BANQUE PARISIENNE

Filiale d'un groupe important
recherche

EXPLOITANT JUNIOR

POUR SON SECTEUR IMMOBILIER

• le candidat âgé de 25 à 30 ans diplômé de l'enseignement supérieur possédant une première expérience bancaire.

A terme, de réelles opportunités d'évolution seront offertes à un candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence 210/LM, à O.C.B.F. SERVICES - 66, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 PARIS.



services

VOUS ASSISTE DANS LE RECRUTEMENT BANCAIRE

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**LANCER DES PRODUITS INDUSTRIELS
AU CONCEPT NOUVEAU**

Pour un ingénieur expérimenté dans l'action commerciale - Chef de produits ou chef d'agence chez un constructeur industriel, le candidat recherché a des compétences commerciales, marketing et de gestion. Et sa formation d'ingénieur généraliste doit lui permettre d'appréhender des technologies diverses. Il participera, dans le cadre d'une politique de diversification, au lancement sur le marché français de produits industriels. Il devra promouvoir un concept nouveau, recruter et animer des équipes qui commercialiseront les produits et participer à l'amélioration technique des produits. A terme,

il prendra l'entière responsabilité d'un centre de profit et animer une force de vente qu'il aura choisie. Ce poste implique des déplacements nombreux. La pratique de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand souhaitée. Une voiture de fonction est fournie. La rémunération, composée d'un fixe important et d'un intéressement, sera réellement motivante. Ecrire à Ph. LESAGE en précisant la référence A/D2017M. PA - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA).



Creating Business Advantage

**CONSULTANTS EN MANAGEMENT
DES RESSOURCES HUMAINES**

PA Consulting Group est, avec 2400 personnes et 1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires, l'un des premiers cabinets de conseil au monde. Leader européen du conseil en ressources humaines, PA poursuit en France une croissance forte qui nous amène à rechercher 2 consultants pour le département management développement. Au sein d'une petite équipe, ils répondront aux besoins d'une clientèle diversifiée, et conduiront de manière très autonome des projets d'audit social, communication, rémunération et management par la qualité totale. Nous intégrerons des spécialistes de la fonction personnel, diplômés de l'enseignement supérieur, pouvant justifier d'une pratique réussie d'au moins 5 ans en cabinet ou en entreprise. Leur personnalité sera déterminante, mais également leur capacité à diagnostiquer, proposer et mettre en œuvre des solutions originales et rigoureuses. Situation évolutive au sein de cette activité en plein essor. Pour ces postes, basés à Paris, écrire à L. DUMONT en précisant la référence A/062WM. PA - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA).



Creating Business Advantage

S'unir, c'est gagner

**LA FORMATION : UNE DIMENSION STRATEGIQUE
DANS UN CONTEXTE HIGH TECH**

Aux tout premiers rangs de la compétition internationale, la DIVISION RADARS, CONTRE-MESURES, ELECTRONIQUE DE MISSILES du Groupe THOMSON, conçoit et réalise des équipements électroniques aérospaciaux. Maîtriser les technologies les plus avancées, anticiper leur évolution : tel est le challenge quotidien de nos équipes ingénieurs et techniciens de haut niveau. Dans ce contexte, la formation constitue une composante fondamentale de notre réussite, une fonction stratégique dans la perspective des grands défis technologiques à relever au cours de la prochaine décennie. Soyez l'un des hommes clés de cette politique au sein de notre établissement de Malakoff (proche banlieue parisienne).

RESPONSABLE DE LA FORMATION

A la base de votre mission, un impératif : anticiper ! C'est dans cet esprit que vous assurerez :

- le recensement et l'analyse des besoins auprès des différents services,
- la définition du plan de formation,
- la gestion et la coordination des actions (notamment dans les domaines informatique et génie logiciel).

Diplômé de l'enseignement supérieur (sciences humaines, ESC, Ecole d'Ingénieurs), vous possédez 5 ans minimum d'expérience professionnelle dans le domaine de la formation. Votre capacité à appréhender des problèmes complexes dans un contexte high tech, votre créativité et votre esprit critique seront vos meilleurs atouts pour conduire votre mission avec succès.

Très larges possibilités d'évolution dans le domaine des ressources humaines.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) à THOMSON-CSF - DIVISION RCM Jean-Marie MORENNE 178, boulevard Gabriel-Péri 92242 MALAKOFF CEDEX.



**CEREP
COMMUNICATION**

Notre société de conseil, appartenant au groupe CAISSE DES DEPOTS DEVELOPPEMENT, est spécialisée dans l'ingénierie de la formation et des techniques de communication.

Le développement de nouvelles activités avec l'intégration du CEPIA et le lancement de SOURCE FORMATION nous amène à rechercher :

5 pros de la formation

- 2 RESPONSABLES DE FORMATION basés à PARIS, chargés d'animer et développer :
- le département management, gestion et économie,
- le département informatique.
- UN RESPONSABLE MARKETING à PARIS, pour concevoir et optimiser les actions marketing en relation avec les responsables de formation.
- UN FORMATEUR CONSEIL à MARSEILLE, responsable de l'animation et de la conception de programmes de formation en EAO et micro-informatique.
- UN FORMATEUR CONSEIL basé à LYON, chargé d'animer et concevoir des programmes de formation en finances, gestion et économie.

Pour ces 5 POSTES, la formation, une formation supérieure et une expérience significative de formation sont impératives pour intégrer rapidement à une équipe fortement motivée. Jacques VUARIER traite confidentiellement votre candidature, sous réf. 4296 (précisez le poste choisi).



Immeuble "H Highway",
41 quai Fochiron, 69003 LYON.
Tél. 78.38.31.77.

PARIS-LILLE-LYON-MONTREAL

**UNIVERS DE
LA GESTION**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

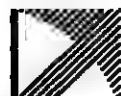
Banque en pleine expansion, partenaire d'un important investisseur institutionnel recherche

Opérateur Monétaire

Sur la table des marchés, au sein d'une équipe, vous participez au montage des opérations, vous assurez la négociation des opérations francs, vous lancez une activité de trading et développez l'utilisation des nouveaux instruments financiers.

Votre formation supérieure, votre expérience significative sur le marché monétaire acquise au sein d'une banque, compagnie d'assurance ou groupe, votre pratique des nouveaux instruments financiers sont indispensables pour créer cette fonction.

Compte tenu du fort développement de la Banque, des possibilités d'évolution seront offertes à des candidats de valeur.



Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle sous réf. 21218 à notre conseil CONCEPT RECRUTEMENT 2, place André Malraux 75001 PARIS, qui assure toute confidentialité.

Conseil en recrutement financier

Filiale de la Caisse des dépôts et consignations, nous sommes spécialistes du BACK-OFFICE TITRES et assurons aujourd'hui la gestion de plus de 600 000 comptes-titres pour le compte de deux importants réseaux bancaires

Nous recherchons notre :

RESPONSABLE DES OPERATIONS SUR TITRES

Chargé d'organiser l'ensemble des fonctions de ce service, vous aurez aussi un rôle d'animation et d'encadrement d'une équipe de 20 personnes.

Votre expérience (10 ans minimum) vous a permis d'acquies une bonne maîtrise de l'ensemble des fonctions de back-office titres. Dans l'exercice de cette fonction, vous devrez faire preuve d'une forte capacité d'encadrement et d'organisation.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV et prétentions) à USTR

Recrutement, 50, bd Haussmann, 75440 Paris Cedex 09.

Institut national des télécommunications

* Vous êtes diplômé(e)
en sciences humaines,
niveau 3^e cycle, psychologie et sociologie (des organisations) ;

* Vous voulez exploiter
votre expérience opérationnelle
(10 à 15 ans) et vos compétences pédagogiques en gestion des ressources humaines ;

* Nous vous donnons l'opportunité dans
l'équipe pluridisciplinaire d'une grande école :

- de concevoir et d'animer des plans de formation ;
- d'accompagner le développement des ressources humaines de France-Télécom ;
- de développer les compétences en management de ses cadres supérieurs. Votre rémunération, basée sur la grille « Fonction publique », sera comprise entre 170 KF et 230 KF brut.

CV + lettre manuscrite + photo sont à adresser à :

INT-DRH - M. Elmaleh
9, rue Charles-Fourier, 91011 EVRY CEDEX.

Organisme de financement parisien, cherche pour la création de son département CREDIT-LEASING son

Responsable de production

- Justifiant d'un B.T.S. de gestion, d'une licence ou d'un diplôme d'une école de commerce, option finance, vous aurez une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le secteur bancaire ou du crédit (connaissance de l'assurance appréciée).
- Votre profil d'organisateur, votre sensibilité, vos qualités d'adaptation et un sens du service clientélier garantiront votre succès.

Adresser lettre man. + CV + photo à notre conseil s/réf. 16777/NN

Recrutement middle management et cadres de haut niveau

IMPACT DEVELOPPEMENT - 26, Rue Brunei 75017 PARIS

Grand groupe allemand, constructeur de machines-outils recherche pour sa filiale en France (région parisienne) son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

bilingue allemand

Le candidat aura acquis une expérience de plusieurs années dans le domaine des biens d'équipement. S'appuyant sur de solides connaissances comptables et financières, il s'enquiert de la bonne rentabilité des affaires.

Homme de communication, d'autorité et de tact, il s'assurera, en étroite relation avec le Directeur Général, que la structure interne reste adaptée à l'évolution de l'entreprise.

Il sera enfin le trait d'union entre le service administratif de la filiale et celui de la maison mère.

Adresser lettre de candidature, curriculum vitae et rémunération actuelle,

sous n° 8073 à :

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy,
75007 Paris.

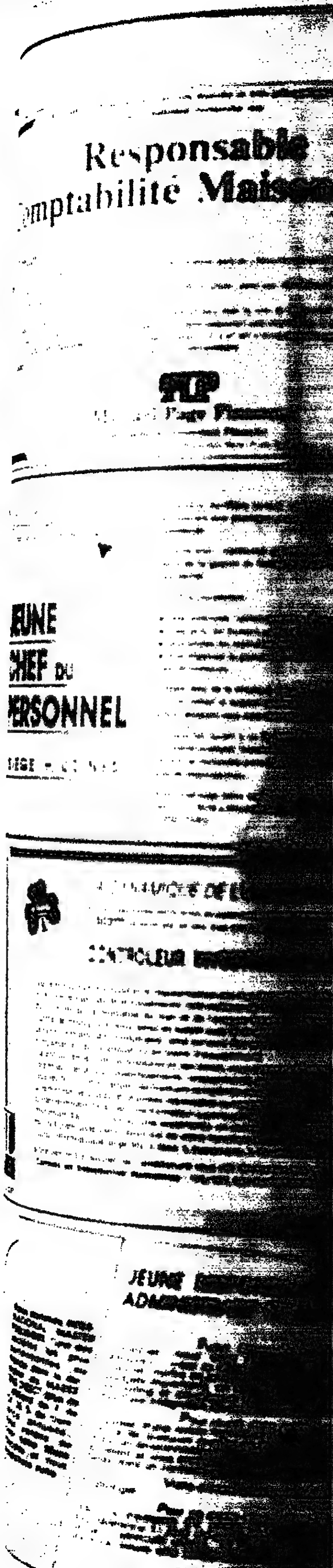
Important Groupe de Sociétés recherche son

**ESTIONNAIRE DE
PATRIMOINE IMMOBILIER**

Le candidat devra justifier d'une solide formation et d'une expérience professionnelle de cinq années.

Rattaché au Secrétariat Général, il devra rédiger les baux, gérer les diverses négociations, suivre les réalisations des travaux et veiller au bon entretien des immeubles du Groupe.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo en précisant la référence 10492 à ORC Pierre Lichau, BP 220 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.



UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Un groupe français leader sur son marché et très présent sur le plan international recherche son
Responsable Comptabilité Maison-mère

Bordeaux

250 KF+

Rattaché au Responsable Comptabilité du Groupe, le candidat aura en charge la comptabilité de la Maison-mère et encadrera une équipe de 10 personnes. Il sera chargé de l'établissement des bilans et comptes de résultats, ainsi que des tableaux de financement et de gestion.

Le candidat recherché sera âgé de 30 ans environ, et sera avancé dans la voie de l'expertise comptable. De bonnes compétences en informatique et une connaissance du milieu industriel sont nécessaires. L'anglais serait apprécié. Contacter Gilles de Montgue (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. GM1410MO.

**Michael Page Finance**Spécialiste en recrutement Financier
Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney**DIRECTEUR COMPTABLE**

300.000 F

Banlieue nord-ouest - Cet important groupe international produit et commercialise des biens d'équipements pour l'industrie. Il réalise en France un chiffre d'affaires de 900 millions de francs et emploie 750 personnes. La politique de restructuration qu'il poursuit actuellement l'amène à rechercher le directeur des services comptables de sa nouvelle société "holding". Rattaché au directeur général, il animer une équipe d'une quinzaine de personnes, supervisera l'ensemble des opérations comptables et sera chargé de la consolidation (fiscale et comptable) des huit filiales françaises du groupe ainsi que du reporting à la maison-mère. Il sera

progressivement amené à intervenir en tant que conseil auprès des différentes directions. Ce poste de haut niveau s'adresse à un cadre confirmé de formation supérieure (ESG + DECS) justifiant d'une expérience minimale de 5 années acquise au sein d'un groupe international dans un contexte largement informatisé. La maîtrise de l'anglais est indispensable. La pratique de la comptabilité anglo-saxonne serait un atout supplémentaire. Ecrire à E. LANGERON en précisant la référence S/8368M, P.A. - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (P.A. Minitel 36.14 code PA)



Creating Business Advantage

SOREFI CHAMPAGNE ARDENNES

Etablissement Financier régional du réseau Ecureuil, la SOREFI Champagne Ardenne renforce sa Direction Financière en créant un poste de

Chargé d'Etudes Financières

Jenne diplômé débutant / première expérience

Directement rattaché au Directeur Financier, vous aurez à mesurer les risques de la SOREFI dans son activité de collecte et de refinancement des Caisses d'Epargne.

Vous procéderez à une analyse fine des postes du bilan, vous mènerez les études nécessaires à l'analyse du risque de taux et de transformation, établirez les prévisions et concevrez les outils d'aide à la décision pour la Direction Financière et les Caisses d'Epargne.

Rigoureux et pragmatique, vous saurez innover et faire preuve d'initiatives.

Pour ce poste basé à Reims, nous recherchons un candidat débutant ou justifiant d'une première expérience et disposant d'une formation supérieure en Mathématiques/Statistiques complétée par de bonnes connaissances des marchés financiers. Vous êtes un utilisateur averti de la micro-informatique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 21298 à CONCEPT RECRUTEMENT 2, Pl. A. Malraux 75001 PARIS, confidentialité assurée.

concept
Recrutement

Conseil en recrutement financier

Notre Entreprise industrielle et commerciale 400 personnes - filiale d'un Groupe international leader sur ses marchés - recherche son

Rattaché au Secrétaire Général, vous êtes basé à PARIS au siège de la Société dont dépendent cinq unités industrielles et un réseau commercial.

Votre mission : coordonner et mettre en œuvre les différents aspects de la gestion du Personnel et de la politique sociale de l'entreprise.

A ce titre, notamment :

- vous supervisez l'administration du Personnel et le paye,
- vous gérez les dossiers juridiques propres à la fonction,
- vous animez les institutions représentatives du Personnel,
- vous organisez la gestion des ressources en terme de recrutement et formation.

Compte tenu de la structure décentralisée de l'entreprise, vous êtes un conseil et support permanent des responsables d'usines, auprès desquels vous vous déplacez fréquemment.

Ce poste est ouvert à un Diplômé d'enseignement supérieur (à dominante juridique), homme de terrain et de contact, dont l'expérience d'au moins cinq ans a démontré l'aptitude et le goût pour ce type de responsabilité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la réf. 8076 à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS.

**JEUNE
CHEF DU
PERSONNEL**
(SIEGE - USINES)

LA DYNAMIQUE DE L'INNOVATION

N° 1 sur le plan mondial dans le secteur des produits à usage sanitaire et domestique
SCOTT recherche pour son usine située dans le LOIRET, près ORLEANS

CONTROLEUR INVESTISSEMENTS

Votre mission sera d'assurer la régularisation des flux financiers et des flux d'information concernant les investissements (500 millions de F) de notre nouvelle usine. Rapportant au responsable du plan et de l'analyse financière, travaillant au sein de l'unité de production, vous serez en liaison avec le directeur de l'usine et les différents services, notamment comptable, ainsi qu'avec nos principaux partenaires : sociétés d'ingénierie... et fournisseurs en biens d'équipement.

Garant du respect des procédures et des délais, vous organiserez et gèrerez le suivi de toutes les opérations d'investissements : engagements, paiements, et vous coordonnerez tous les flux d'information, permettant la maîtrise des coûts engagés. Vous veillerez à la remontée de toutes les données nécessaires au reporting périodique pour le directeur du département financier. Une formation supérieure en gestion financière et comptable (minimum Bac + 2) ainsi qu'une expérience en usine est requise. La langue anglaise est indispensable dans l'exercice de votre fonction. Vous maîtriserez l'utilisation de l'outil informatique (logiciels D Base 3, Symphony...). Ce poste est évolutif.

Adressez votre dossier de candidature sous réf. CF/LM à notre Conseil J. LANCIAL - Conseil en Ressources Humaines - 125/127, rue du Fg Bannier 45000 ORLEANS.

consultant

**JEUNE RESPONSABLE
ADMINISTRATIF ET FINANCIER**

Futur Directeur Administratif et Financier, nous vous proposons un challenge stimulant : créer le département administratif et financier, mettre en place le reporting, travailler sur des budgets importants, en liaison avec les responsables Marketing et développer rapidement votre département par intégration de nouveaux collaborateurs.

Pour réussir dans cette fonction, vous disposez d'une solide formation (DECS) et d'une expérience de quelques années en cabinet ou en entreprise dans un environnement international. Votre anglais est excellent et vous êtes prêt à prendre de larges responsabilités dans un contexte de forte délégation.

Votre carrière pourra évoluer en France ou à l'étranger.

Pour ce poste situé à Paris, nous vous remercions d'adresser CV, photo et rémunération actuelle sous référence S1.2049 LM portée sur la lettre et sur l'enveloppe à MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75008 PARIS qui vous assure une totale confidentialité.

Mercuri Urval

CHARGEURS S.A., est la première entreprise privée française dans le domaine du transport aérien, la première entreprise européenne dans le domaine du transport de voitures par la route et la première entreprise mondiale dans le domaine du négoce, du peignage et du tissage de la laine.

CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales : Aéro-maritime, Causse-Walon, Delcer, Gillet, Linière de Picardie, Lepoutre, Novacel, Paquet, P.J.T., Peignage Amédée, Provost Lefebvre, Roudière, U.T.A.

La Division Tissus d'Habillage de Chargeurs S.A. recherche pour renforcer ses entités de management opérationnel de province (Régions Nord et Sud)

CONTROLLERS

Intégrés à l'équipe financière de la division, vous serez plus particulièrement chargés de l'élaboration des tableaux de bord, du suivi et du contrôle budgétaire, du reporting, de l'analyse des résultats.

Ces postes évolutifs s'adressent à de jeunes cadres de gestion âgés d'environ 30 ans, diplômés de l'enseignement supérieur (type ESC option finances/comptabilité, DECS...) et pouvant justifier d'une première expérience de 3 ans minimum en contrôle soit en entreprise, soit en cabinet.

La pratique de l'outil informatique est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature, lettre, CV et photo à l'attention de La Direction du Personnel de la Division Tissus d'Habillage - 3, Bd Malesherbes - 75008 PARIS.

Télé systèmes, une des premières Sociétés de Services et de Conseils en informatique : 9 filiales, 2 000 personnes, C.A. en constante progression, recherche pour étoffer sa Direction Financière un

Contrôleur de gestion

Diplômé d'une Ecole de Commerce option Comptabilité/Finances ou d'une maîtrise de Gestion vous avez, à 32 ans environ, une expérience réussie dans ce créneau en milieu industriel. Vous aurez des secteurs spécifiques à gérer. Grâce à votre personnalité critique mais constructive, sociale mais affirmée, vous saurez à la fois faire ressortir les faiblesses, apporter les solutions éventuelles.

Vous serez soutenu par l'équipe existante. Votre réussite vous permettra de faire votre place.

L'anglais est nécessaire. Des déplacements de courte durée sont à prévoir.

Si vous vous sentez concerné, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la réf. 9102 à notre Conseil qui vous garantira réponse et confidentialité.



Claude FAVEREAU - 58, avenue de Suffren - 75015 PARIS.

هكذا من الأصل

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Responsable clientèle

Strasbourg **Banque**

Ce groupe bancaire et financier, implanté nationalement, se développe régulièrement et renforce ses structures régionales. Il recherche pour l'Alsace son Responsable Clientèles pour développer son portefeuille clientèles.

Rattaché au Directeur Régional, il aura un rôle de développement, avec une double mission commerciale et technique auprès d'une clientèle d'entreprises coopératives et d'organismes à but non lucratif (associations, mutuelles...); il réalisera l'analyse financière et le montage de ses dossiers.

Le candidat souhaité a une formation supérieure orientée sur la gestion (université ou école de commerce) et une expérience bancaire de 4 à 5 ans minimum. Son goût des relations, ses aptitudes commerciales et ses connaissances techniques lui permettront d'entrer en contact puis de tisser des relations avec des "décideurs" afin de devenir leur conseiller.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous la référence P 353M à Bernard BEAUNOIR, SEMA-SELECTION, 16 rue Barbès, 92126 MONTROUGE CEDEX.

SEMA-SELECTION
Paris - Lyon - Marseille - Toulouse

contrôleur de gestion

Rejoignez un grand groupe de communication en devenant le principal collaborateur du DAF de l'une de ses filiales (500 MF, 80 collaborateurs).

Vous élaborerez les budgets, prenez en main le reporting, et analysez les chiffres. Vous assurez de plus l'évolution de notre système de gestion en créant une base de données économiques et financières.

Dynamique, la trentaine, avec une bonne formation supérieure (Ecole de gestion + DECS), vous avez déjà exercé vos talents en contrôle de gestion et maîtrisez parfaitement l'outil informatique (mini et micro).

Vos perspectives d'évolution sont à la hauteur de votre réussite.

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 5339 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG
MEMBRE DE SYNTEC



Filiale d'un groupe international appartenant à PARAMOUNT PICTURES et MCA (UNIVERSAL STUDIOS), notre récente implantation sur le marché audio-visuel français et nos perspectives de développement nous conduisent à consolider le département financier en recrutant notre :

Contrôleur de Gestion

Rattaché au Directeur Financier, vous prendrez la responsabilité du "reporting" mensuel et des statistiques de vente, de la mise en place du contrôle budgétaire et de la gestion analytique, de l'élaboration du budget annuel et des prévisions trimestrielles. En outre, vous assurerez l'installation de nouvelles applications informatiques et vous veillerez au bon fonctionnement du système.

Pour ce poste situé à Vélizy, vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce (ESC, IEP, Dauphine...), possédez éventuellement une première expérience de la gestion, si possible anglo-saxonne, êtes à l'aise avec l'outil informatique et, entretenez un anglais opérationnel.

TEG, notre Conseil, vous remercie d'adresser sous référence M 8112 votre dossier de candidature qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

TEG
113 rue de l'Université
75007 Paris

Ressources Humaines



UNE MISSION DE CARACTERE

FERRY-PETER

Mettre en place une nouvelle organisation du système de contrôle de gestion.

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché directement au Directeur Administratif et Financier, vous serez RESPONSABLE :

- du reporting mensuel au Groupe,
- de l'établissement du budget du Groupe,
- du contrôle budgétaire,
- de la tenue d'un tableau de bord de gestion de l'entreprise,
- de la production d'analyses systématiques ou ponctuelles sur tout élément de gestion,
- de l'élaboration, la mise en place et le contrôle de procédures en relation avec le Responsable Organisation.

Fortement impliqué dans la vie économique de l'entreprise vous agirez en véritable partenaire en faisant circuler l'information auprès des centres décisionnaires et opérationnels.

Agé d'environ 27 ans, vous avez complété votre formation de niveau BAC + 3 (Ecole de Commerce, Ecole de Gestion, Sciences Economiques) par une expérience de 2 à 3 ans de la fonction acquise de préférence en milieu industriel, mais la connaissance de l'audit sera également prise en compte.

Vous maîtrisez la langue anglaise et la possession du DECS serait un plus.

Homme de contact, votre sens relationnel et vos qualités d'animateur vous permettront de diriger une petite équipe.

Poste à pourvoir rapidement.

Envoyer votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo prétentions) sous réf. DAF/CG18 à Philippe MURY FERRY PETER - 27, rue Delizy - BP 93 - 93502 PANTIN Cedex.

FERRY-PETER, Filiale d'une multinationale, spécialiste des imprimés et supports informatiques (850 p. 500 MF de CA).

DIRECTEUR DU CONTROLE INTERNE

pour assurer la conduite et le suivi de la politique de sécurité de l'établissement.

Agé de 35 ans minimum, de formation DECS ou Grande Ecole de gestion/commerce, vous avez acquis une expérience de l'audit interne dans les milieux financiers.

Une ouverture d'esprit aux techniques informatiques et d'approches des organisations, représenterait un atout supplémentaire.

Vos qualités de management, de pédagogie et de rigueur, alliées à de la diplomatie, sont les gisants de votre réussite.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à AXIAL (référence 8044) 27 rue Talbot, 75009 Paris, qui transmettra.

Assistant du Responsable comptabilité analytique

CAP SESA FORMATION

Fidèle du premier groupe européen de services informatiques, spécialisé dans le domaine de la formation, notre conscience est toute en compétence.

Diplômé de l'enseignement supérieur (DUT, BTS comptabilité et gestion), vous avez 2 ans d'expérience professionnelle dans un service comptable.

L'outil informatique vous est familier.

Rigoureux et méthodique, vous savez être autonome dans votre travail.

Vous aborderiez progressivement tous les aspects de notre comptabilité analytique.

Vos capacités et votre réussite à ce poste vous permettront de la suite de vos fonctions au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser CV, lettre et rémunération actuelle à CAP SESA FORMATION en précisant la référence.

CAP SESA SELECTION

Tour Melli, 207 rue de Berck, 75017 Paris

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • Le Monde • Süddeutsche Zeitung



Chaque semaine, un grand emploi exceptionnel vous est proposé par les grands groupes européens pour une meilleure circulation des hommes et des idées.

ENSEMBLE NOUS CONSTRUONS UNE EUROPE COMPÉTITIVE ET PERFORMANTE : L'EUROPE DES TALENTS.

CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

A PARTIR DU 11 JANVIER 1989

SOCIÉTÉ DE BOURSE performante (Paris 2ème), notre activité et notre rentabilité nous placent dans le peloton de tête de la profession. Adossée à un groupe financier prestigieux, nous cherchons notre

gérant obligataire

chargé de la gestion obligataire propre de la charge (OPCVM, clients privés, SICAV de rémunérés...).

La trentaine, vous avez une première expérience réussie de trois à cinq ans dans un service obligataire de banque. Vous maîtrisez parfaitement votre marché et vos produits; votre gestion est prudente et performante.

Vos perspectives sont à la hauteur de votre talent, et accompagneront notre réussite.

Notre conseil, Michaël ZARTARIAN, vous remercie de lui écrire (réf. 5346 LM), département "Banques et Finance".

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG
MEMBRE DE SYNTEC

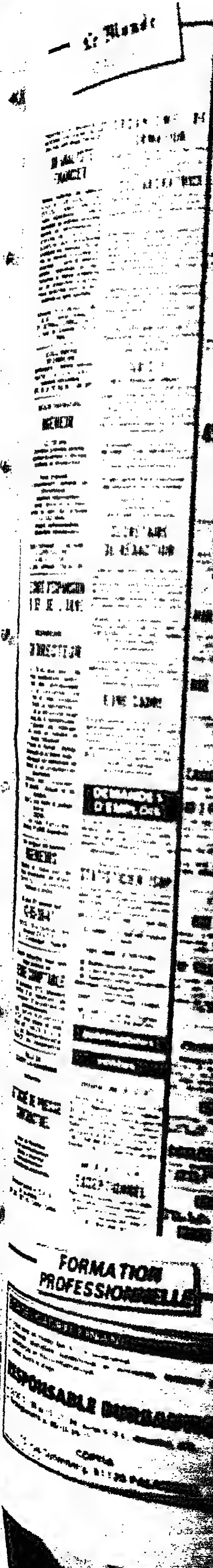
LES RENDEZ-VOUS EMPLOI

Emplois Cadres

toutes les offres d'emploi de la semaine

vendu en kiosque 10 F

LE MONDE, POINT DE RENCONTRE DES GRANDES AMBITIONS



Le Carnet du Monde

Naissances

Jean-François et Christine MARY, Olivier, sont heureux d'annoncer la naissance de Pierre-François.
64, rue Condorcet, 75009 Paris.

Mariages

On nous prie d'annoncer le mariage de

Jean-Philippe VERNES

avec

Malthe HUNT,

celebré le 31 décembre 1988 dans l'intimité familiale par le pasteur Bertrand.
Cet avis tient lieu de faire-part.

20, rue de Grenelle, Paris (7^e).
71 Münster Road, Londres SW6.

Décès

Le Père provincial, Les Pères Jésuites de la communauté de la rue de Grenelle, font part du décès de

Père Pierre du BOURGUET, chevalier de la Légion d'honneur, officier des Palmes académiques, conservateur en chef honoraire au Musée du Louvre, professeur d'égyptologie, directeur honoraire à l'École des langues orientales de l'Institut catholique.

Les obsèques auront lieu le mardi 3 janvier 1989 à 10 h 30, en l'église Saint-Ignace, 33, rue de Sévres, Paris (6^e).

M^{me} Alfred Nisand, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, la comtesse Raymond de Pourtalès, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Jean Hardy, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Didier Nick, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Norbert Monod, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} et M^{me} Stuart Scoones, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Robert DELMAS, née Irène Nicoletti, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, présidente-fondatrice de l'Association nationale des anciennes déportées et internées de la Résistance (ADIR), leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et arrière-arrière-grand-mère, survenant chez les Diaconesses de Versailles, le 30 décembre 1988.

Le service religieux aura lieu en l'église réformée de Versailles, 3, rue Hoche, le mardi 3 janvier 1989, à 14 h 15, suivi de l'inhumation au cimetière de Vauvergne (avenue du Tour-d'Auvergne).

M. et M^{me} Dimitri Panitza-Yabitski, M. Bertrand Fourcade, M. et M^{me} Vincent Fourcade, M. et M^{me} Dominique Fourcade et leur fille, M. et M^{me} Etienne Mainfroy, M. Alfred Rodonis, M^{me} Edith Mainfroy, M^{me} François Mainfroy, M. et M^{me} Emmanuel Mainfroy, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean FOURCADE, survenant le 31 décembre 1988.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 3 janvier 1989, à 8 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, rue Brémontier à Paris (17^e).

Lyon, Nice, Paris, Bourges.

M. et M^{me} Jean-Louis Garbit, M. et M^{me} Martin Garbit, M. Jean Poyard et M^{me}, née François Garbit, M. Bernard Garbit, M. et M^{me} Pierre Garbit, ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis GARBIT, croix de guerre 1939-1940, survenant le 22 décembre 1988 dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le lundi 26 décembre 1988 en l'église Saint-Clair à Caluire (Rhône).

Jacques et Ginette Bernheim, Philippe et Jacqueline Nathan, ses enfants, Olivier et Sophie Bernheim, leur fille Margaux, Antoine Bernheim, Frédérique Nathan, ses petits-enfants et arrière-petite-fille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marcel KAHN,

née Edmée Mayer,

survenant le 28 décembre 1988, dans sa quatre-vingt-dixième année. Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

15, rue Marguerite, 75017 Paris.

3, avenue Paul-Doumer, 75116 Paris.

M^{me} Jeanne Lamouroux, née Grouin, son épouse, Myrène et Ernest Pedemonte, Maguelonne et Jean D'Journo, ses enfants, Virginie et Olivier Mareschal et leur fille, Florence Bichlerini, Thomas et Benoît D'Journo, ses petits-enfants, M. et M^{me} René Lamouroux, M. Gilbert Grouin, et M^{me} Leguine, et leurs enfants, ses neveux et petits-neveux, Les familles parentes et alliées, Lamouroux, Pedemonte, D'Journo, Mareschal, Bichlerini, ont la grande peine de faire part du décès de

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 3 janvier 1989 à 10 h 30, en la cathédrale Saint-Véran à Cavallion.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Li Quang Thanh, M. et M^{me} Li Quang Dam, et leurs enfants, M. et M^{me} Li Quang Uyên, M. et M^{me} Li Quang Nhàn et leurs enfants, M. et M^{me} Li Quang Huân et leur enfant, M. et M^{me} Jean-Claude Pomoni et leur enfant, M. et M^{me} Li Quang Tien et leur enfant, M. et M^{me} Diép The Truân et leur enfant, M. et M^{me} Guy Vo et leur enfant, ont la douleur de faire part de la mort de

M. LA QUANG THANH, leur époux, père, beau-père et grand-père, décédé le samedi 31 décembre 1988, à l'âge de quatre-vingt ans.

47, avenue du Petit-Château, 77230 Orli.

Le professeur et M^{me} Antoine Ryckewaert, M. Jean-Jacques Ryckewaert, et leur famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre RYCKEWAERT, leur fils, frère et parent, survenant le 26 décembre 1988 à l'âge de quarante-deux ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

Bertrand Samuel-Lajoussie et ses enfants, Denis et Béatrice Samuel-Lajoussie et leurs enfants Raffael, Adrian, Garance, Capucine, Françoise et Edouard Folia Samuel-Lajoussie, Odile et Jean-Pierre Limousin et leurs enfants Florence, François, ont la tristesse de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

Jacqueline SAMUEL-LAJOUSSIE, survenant accidentellement le 26 décembre 1988.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

Une cérémonie religieuse sera célébrée à son intention, le vendredi 6 janvier 1989, à 18 heures, en l'église Saint-Germain-des-Prés, Paris (6^e).

63, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris.
11, rue de Verneuil, 75007 Paris.
C. Ferreris n° 7, Atic, 08014 Barcelone.
3, rue Vaneau, 75007 Paris.

M^{me} Suzanne Seidner, M. et M^{me} François Seidner, M. et M^{me} Michel Seidner et leurs enfants, ont le regret de vous faire part du décès de

docteur LAILACH SEIDNER, survenant à Vence le 24 décembre 1988, dans sa quatre-vingt-troisième année. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

M^{me} Suzanne Seidner, « Les Nostalgiques », 90, chemin de la Plaine, 06140 Vence.

Cyril John STRACEY, ancien ambassadeur du ministère des Affaires étrangères en Inde, originaire d'une famille anglo-indienne connue de l'ancienne présidence Madras, installée à Connor, est décédé le 10 novembre 1988 dans sa soixante-troisième année.

M^{me} Fatima Wiebringhaus, née Kharbouch, a l'immense douleur de faire part du décès de

M. Hans WIEBRINGHAUS, directeur adjoint au Conseil de l'Europe, son bien aimé époux, survenant à Strasbourg le 26 décembre 1988.

Le service d'enterrement aura lieu le mercredi 4 janvier 1989 à 14 h 30 au cimetière nord de Strasbourg-Robertus, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

21, rue d'Oslo, 67000 Strasbourg.

On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

colonel (e.r.) Jacques ZAHM, commandeur de la Légion d'honneur, ancien officier militaire, croix de guerre 1939-1945, croix de guerre TOE, médaille de la Résistance avec rosette, croix de la Valeur militaire, ancien député résistant, le 30 décembre 1988.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 4 janvier 1989, à 9 heures, dans la grande chapelle de l'hôpital militaire Bégin, 69, avenue de Paris à Saint-Mandré, en sa consécration par le Père Maurice Cordier et le Père Jacques Cougnard.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 14 heures, au cimetière de Montigny-Les-Monts, par Auxon (Aube).

De la part de: M^{me} Jacques Zahm, née Christine Vazco, son épouse, Olivier Zahm, son fils, Les familles Calzavelli, Zahm, Vato, parents et alliés, Des anciens du réseau Charlemagne, Des amis, Des compagnons d'armes.

Ni fleurs ni couronnes. Le présent avis tient lieu de faire-part.

73, rue de Rouilly, 75012 Paris.

Remerciements

M^{me} Renée Beslon et les siens, M^{me} Amélie Combes, remercient de tout cœur tous ceux qui leur ont témoigné sympathie et affection dans la douleur du décès de

Jean DECOITTE.

Avis de messes

Le 3 janvier 1989, à 9 heures, une messe sera célébrée en la crypte de la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Grenelle, 14, place Etienne-Pernet, Paris (15^e), en hommage et par affection pour:

Jean LUC, décédé le 3 janvier 1987,

et

Andrée LUC, qui nous a quittés le 21 juin 1986.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le Monde CADRES

Important organisme de formation financière et commerciale pour son siège Paris-8^e.

UN ANALYSTE FINANCIER

Nouveaux méthodes de gestion financière, débutant ou expérimenté, ayant une première expérience, il devra posséder de solides connaissances en comptabilité et analyse de bilan. Une formation aux problèmes techniques est requise. Rattaché au service « Etudes et Analyses », il aura la responsabilité d'appuyer sur le plan technique la gestion de leur portefeuille et participera à de nouvelles créations.

Adresser CV + photo à: M. BOUILLON, 17, rue de Valenciennes, 75018 Paris.

ÉCOLE PRIVÉE

professeurs à temps partiel, maths, histoire, géo., EPS, etc. à partir de 20-30.

RÉGION PARISIENNE

INGÉNIEUR

32/38 ans. Formation grande école, expérience bureau d'études, méthodes de production.

Postes proposés: — encadrement technique en informatique; — encadrement technique; — poste évolutif à haut niveau au sein du groupe (10 000 pers.); — anglais indispensable; — disponibilité requise.

Merci d'adresser CV et prêt à l'emploi à: M. LUC, 6, rue de Valenciennes, Paris-19^e.

LE COMITÉ D'EXPANSION DU DEP. DE L'ORNE

RECHERCHE

SON DIRECTEUR

H ou F, 35-40 ans, de formation supérieure (administration des entreprises, ESC...), sa connaissance de l'entreprise et de la collecte de données lui permettra: — d'animer la structure avec une équipe de 5 personnes; — de développer les relations de la société avec les pouvoirs publics; — de prendre en charge l'ensemble des activités de la filiale; — de développer les relations de promotion et les perspectives industrielles.

Dynamisme, esprit innovant, grande capacité d'écoute et de travail. Envoyer CV avec photo et références à: M. LUC, 6, rue de Valenciennes, Paris-19^e.

Pour davantage de postes: M. LUC, 6, rue de Valenciennes, Paris-19^e.

INGÉNIEURS en langues étrangères de documentation technique, moyens d'écrit.

Tél. pour RV: 42-95-38-41. Patrick Williams ou envoyer CV à: M. LUC, 6, rue de Valenciennes, Paris-19^e.

Société recherche pour son siège parisien un

JEUNE COMPTABLE de formation BTS pouvant justifier d'un minimum de 3 années d'expérience professionnelle.

Adresser lettre manuscrite + C.V. avec photo et prêt à l'emploi à: M. LUC, 6, rue de Valenciennes, Paris-19^e, qui transmettra.

VILLE DE CLICHY-LE-HAUTE recherche

ATTACHÉ DE PRESSE CONTRACTUEL

pour sa direction de la communication, poste à pourvoir immédiatement. Expérience souhaitée.

Envoyer lettre + C.V. à: M. LUC, 6, rue de Valenciennes, Paris-19^e.

Le Monde IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

2^e arrdt

(REX) PRÈS

28 ans min., formation BAC + 3, ayant déjà une expérience dans le domaine de la formation.

3^e arrdt

MARAI. Cercle d'élites, de 1. 60 STUDIO + MEZ. ZAN, cul., s. de b., w.c., cheminée, caracière, 670 000 F. 48-04-84-85.

MARAI. Grand duplex 68 m², cul., s. de b., w.c., 2 ch., 2 s., 100 000 F. 48-41-11-00.

6^e arrdt

FLEURUS 45-44-22-36

PRÉSENTE À SA PROPRE CLIENTÈLE

SES MEILLEURS VIEUX

POUR L'ANNÉE NOUVELLE.

RUE D'ASSAS

dans un immeuble de 4^e arrdt, beau 5/7 pièces + part. + service, 600 000 F. 48-45-82-32.

8^e arrdt

RUE DU ROCHER

entr., gde cuis., équip. (18 m²), 2 ch., 2 s., 2 w.c., 1 800 000 F. 48-41-11-00.

RUE DE PONTREU

bureau ou habitation, bel imm., 2 800 000 F. 48-41-11-00.

10^e arrdt

CANAL ST-MARTIN

60 2 PCEs, 1 800 000 F.

Très bel apt., 2 ch., 2 s., 2 w.c., 2 ch., 2 s., 2 w.c., 45-75-81-87/48-53-08-41

LA ST BAVIA VOUS PRÉSENTE SES MEILLEURS VIEUX POUR 1989

17^e arrdt

RUE CARDINET

BEAU 2 PCEs, cul., 11 ch., 2 s., 2 w.c., 670 000 F. 48-04-85-85.

M^{me} VILLIERS, 220 m²

7 pces princ., gd étend., 3^e ét., 2 ch., 2 s., 2 w.c., 1 800 000 F. 48-41-11-00.

92

NEUILLY/SEINE. Stud., 33 m², 3^e ét., cul., 2 ch., 2 s., 2 w.c., 850 000 F. 48-04-84-84.

BOULOGNE ÉGLISE

terr., bourgeois, double s.d., 2 ch., 2 s., 2 w.c., 1 350 000 F. 48-81-40-84.

NEUILLY

Beau 5 p., balcon, 3 990 000 F. 43-45-23-15.

TRANS OPERA

appartements achats

Recherche 1 à 3 p. PARIS, préférence RIVE GAUCHE, mais ou sans travail. P.A.E. COMPT. chez nous. (1) 48-73-48-07 même soir.

Recherche 1 à 3 p. PARIS, préférence RIVE GAUCHE, mais ou sans travail. P.A.E. COMPT. chez nous. (1) 48-73-48-07 même soir.

Vrai particulier (prof. agrégé), rech. 2/3 pces, 50 à 80 m², imm. ancien, 5^e arrdt, 43-06-74-72, apr. 19 h.

RANDY 105 33, R. DE LA MADELEINE (SPERANZA 02230) (1) 48-73-48-07 même soir.

Rech. pour notre clientèle locale et étrangère, APPTS, HOTELS PARTICULIERS, PARIS-PROCHE BANLIEUE.

43-45-82-32.

MGON (3^e arrdt) 38, bd des Capucines, 17^e, 43-47-71-55.

dans le cadre de l'Union ORPL, rech. pour notre clientèle locale et étrangère, APPTS, HOTELS PARTICULIERS, PARIS-PROCHE BANLIEUE.

locations non meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE

rech. p. BANLIEUES, STES MULTIS, et DIPLOMATES, 800 APPTS de grand, R. 6, 7 PCEs, 48-55-82-32.

maisons individuelles

MANSART-ST-MAUR

REN 7 m² à pied, superbe MAUS, de MAITRE, 1720 m², terr., 88 m², 20 m² d'arb., 48-81-40-84.

LUXUEUSES PRÉSTATIONS, PRO. JUSTIF.

ECI 48-82-06-06.

immobilier information

Pour mieux choisir, maisons, propriétés, commerces.

AGENCE FRANÇOIS FAURE VOUS PRÉSENTE SES MEILLEURS VIEUX P. 1989.

11, RUE ROUSSELET, 48-87-89-17.

PROFESSIONNELS DE L'IMMOBILIER

Propriétaires des immeubles recherchés, 23 000 locat., de 38 000 immeubles, SEERAM 42-22-89-33.

fonds de commerce

Ventes

M^{me} LIEGE. Restaur. 40 places + terr., 450 000 F. 2 300/1. 48-87-42-90.

PT CARDINET. 300 000, 70 m², angle, bon passage. 48-87-42-90.

92 PTE PARIS. F. 1 800 000 F. bi-restaur. 12 000 locat., 48-87-42-90.

48-87-42-90.

bureaux

Locations

DOMICILIATION

Site social ou antenne, bureaux, télé. fax. (1) 42-29-09-09.

DOMICILIATION

DOMICILIATION

DOMICILIATION

FORMATION PROFESSIONNELLE

STAGIER CADRE FINANCE PARIÉTAT

— Vous avez un niveau Bac + 2 + expérience; — Devenez spécialiste bureautique en entreprises, formateur technico-commercial en micro-informatique; — Venez suivre le stage:

RESPONSABLE BUREAUTIQUE

— Du 30/01/89 au 13/07/89, durée 819 h; rémunérat. AFR. — Renseignements au 60-10-25-71.

COFFIA

10, rue Gutenberg, 91120 PALAISEAU.

soldes chez Charvet

28, PLACE VENDÔME

مكتبة من الأصل

Économie

SOMMAIRE

■ Le ministre des finances, M. Shimon Pérès, a lancé le plan de redressement économique en Israël et annoncé une nouvelle dévaluation du shekel (lire ci-dessous). ■ La dérégulation des PTT est

entrée en vigueur aux Pays-Bas (lire ci-dessous). ■ Estimant « insoutenable » la situation économique, le Venezuela suspend le remboursement en capital de sa dette extérieure

(lire ci-contre). ■ Les syndicats doivent participer à la construction de l'Europe, nous déclare le secrétaire général des Commissions ouvrières espagnoles (lire ci-dessous).

Nouvelle dévaluation du shekel

M. Pérès annonce un ambitieux plan d'assainissement de l'économie israélienne

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Relancer la croissance : pour atteindre cet objectif, le nouveau gouvernement d'union nationale de M. Shamir, dans lequel le leader travailliste Shimon Pérès occupe les fonctions de ministre des finances, a présenté, dimanche 1^{er} janvier, un vaste programme de redressement, le plus important et le plus ambitieux depuis le plan d'assainissement de 1985.

Selon la formule du gouverneur de la Banque centrale d'Israël, M. Michael Bruno, qui a été intimement lié à la mise au point de ce plan, il s'agit en fait d'une « fusée à trois étages ». Or, avec la mise à feu, seule la première phase de ce plan est appliquée, sous la forme de deux mesures concrètes. D'abord, la dévaluation du shekel, qui était restée à 160 % de son niveau de 1985, a été ramenée à 100 %.

ces derniers. Elle est destinée à favoriser la compétitivité des exportations israéliennes. En raison du renchérissement de facto du shekel de 20 % en 1988, ces exportations ont été, l'année dernière, un des facteurs des modestes résultats de l'économie israélienne.

Selon les chiffres publiés par le Bureau central des statistiques, les exportations ont baissé de 3 % par rapport à 1987. La croissance, elle, n'a été que de 1 %. L'année 1988 restera dans les annales économiques d'Israël celle de l'effondrement de dizaines d'entreprises agricoles et industrielles : Koor, consortium industriel de la centrale syndicale Histadrut, a perdu quelque 250 millions de dollars. Ce phénomène a eu pour conséquence un taux de chômage atteignant le chiffre-record, depuis 1966, de 7 %, ce qui représente plus de cent mille demandeurs d'emploi.

Le cours du shekel s'explique certes pas, à lui seul, cette crise. Il y a aussi les taux d'intérêt extrêmement élevés et le soulèvement palestinien dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. Toujours est-il que, pour redresser la situation, l'autre mesure adoptée dans cette première phase du plan a été

une forte réduction des subventions accordées par l'Etat à toute une série d'activités, comme le pain, l'huile, les produits laitiers, ainsi que les carburants et les transports en commun. Ce qui fait que ces produits et ces services augmentent de 8 à 26 %. Inévitablement, ces réductions de subventions feront grimper, à court terme, l'indice des prix. Mais, ensuite, le ministre des finances, M. Pérès, espère que l'inflation en Israël atteindra un niveau européen et descendra en dessous du taux annuel de 10 %.

La plupart des experts estiment que ce scénario est réalisable à condition que les autres étapes du plan soient scrupuleusement appliquées. Or la deuxième phase comprend des mesures périlleuses.

Des coupes dans le budget de la défense

M. Pérès a soumis au gouvernement un projet de réduction des dépenses de l'Etat de l'ordre de 1 milliard de dollars (près de 4 milliards de francs), sur un budget total d'environ 50 milliards. Le ministre des finances entend procéder, en particulier, à des coupes importantes — environ 350 millions

de shekels — dans le budget de la défense. Ce que refuse le ministre de tutelle, M. Itzhak Rabin, qui fait valoir que depuis trois ans ces crédits ont déjà été amputés de 600 millions de dollars. L'autre mesure épineuse de cette deuxième phase est un freinage des hausses de salaires qui devraient être négociées avec la puissante centrale syndicale Histadrut. M. Pérès voudrait parvenir à une nouvelle forme de versement de la « prime de vie chère » qui s'écarterait davantage de ce qui a été longtemps en Israël, un principe sacro-saint : l'indexation des salaires sur le coût de la vie.

Après le « choc » de 1985, les salariés rechignent à faire de nouveaux sacrifices. Il faut dire cependant qu'en 1987 les salaires avaient déjà augmenté de 8 %, et en 1988 de 7 %. Une rude bataille attend en tout cas le ministre des finances avant de mener à son terme cette deuxième phase du plan. Et ce n'est qu'ensuite que la troisième phase, qui prévoit des changements profonds (réforme fiscale, réforme du marché financier, programme d'encouragement aux investissements), sera mise en chantier.

(Interim.)

Le Venezuela suspend les remboursements sur le capital de sa dette

Le message de fin d'année du président vénézuélien, Mr. Jaime Lusinchi, samedi 31 décembre, aura été celui de l'intransigeance envers les créanciers d'un pays dont la dette extérieure est de 35 milliards de dollars (210 milliards de francs). Jugant la situation « insoutenable », compte tenu de la baisse des revenus pétroliers et de la remontée des taux d'intérêt, le chef de l'Etat a annoncé la suspension des remboursements portant sur le capital de la dette bancaire antérieure à 1983. Cette décision, applicable à compter du 17 janvier prochain, a été notifiée aux banques créancières auxquelles le Venezuela demande d'ouvrir des négociations rapides pour restructurer l'endettement du pays.

Les banques américaines, les premières impliquées par ce durcissement de la position de Caracas, n'ont pas caché leur préoccupation sans pour autant dramatiser. Elles représentent à elles seules entre 35 % et 40 % de la dette vénézuélienne auprès de la communauté bancaire internationale. Mais le gel des paiements sur le capital reste moins inquiétant que le moratoire imposé un temps par le Brésil sur le remboursement des intérêts. Tant que ce dernier se poursuit, les banques américaines ne sont pas tentées à déclasser leurs engagements sur le Venezuela.

Il n'empêche que, après l'annonce, vendredi, par la Colombie de la suspension pour trois mois de ses propres remboursements dans l'attente d'un nouveau prêt international de 1,7 milliard de dollars, la déci-

sion de Caracas confirme la lassitude des gouvernements latino-américains, parmi les plus endettés du tiers-monde. Les dirigeants vénézuéliens estiment avoir été « égarés ». Alors que le renchérissement du loyer de l'argent portait à 5,6 milliards de dollars le service de la dette extérieure, les ressources tirées de l'or noir baissaient avec les cours. Au total, la Banque centrale estime que le pays aura dû consacrer 70 % de ses revenus à l'exportation au seul remboursement de ses créanciers en 1988.

Des mesures trop tardives

Contrairement au Mexique, qui a su diversifier ses exportations et réduire sa dépendance envers le pétrole, le Venezuela a, selon les experts, tardé à prendre les mesures qui s'imposaient en ce domaine. Pour parer au plus pressé et sauvegarder de précieuses réserves monétaires, un plan de restriction des importations a été arrêté vendredi. Il comporte des hausses de tarifs douaniers allant jusqu'à 160 % sur quelque cinq cents articles allant de l'électronique à l'alcool. Mais au-delà de la volonté de trouver des conditions plus douces de remboursement de la dette, la décision de M. Lusinchi annonce une période difficile. Comme il a tenu à le préciser, cette décision a été prise en accord avec le président élu, Carlos Andres Perez, qui assurera le pouvoir à partir de février prochain. Sur ce terrain en tout cas, la continuité est assurée.

L'Espagne et la présidence de la CEE

« Les syndicats doivent participer à la construction de l'Europe » estime M. Gutierrez (Commissions ouvrières)

L'Espagne préside depuis le 1^{er} janvier la Communauté économique européenne. Au moment même où le gouvernement de M. Felipe Gonzalez rencontre de très sérieuses difficultés avec les syndicats, les Commissions ouvrières (considérées comme communistes) met-

tent en avant une approche réaliste de l'Europe. Dans l'introduction qu'il nous a accordée, M. Antonio Gutierrez, secrétaire général des Commissions ouvrières, estime que les syndicats doivent participer à la construction européenne.

MADRID
de notre correspondant

« L'Europe est une réalité. La tâche des syndicats face à cette réalité ne doit pas être de la critiquer, mais bien d'en tirer le meilleur parti possible. Si certains syndicats communistes européens ont parfois joué la carte de l'anti-européisme, tel n'est assurément pas le cas des Commissions ouvrières espagnoles, partisans enthousiastes, depuis l'époque de Franco, de l'adhésion de leur pays à la Communauté. Une tendance qui n'a fait que se renforcer depuis que, en novembre dernier, le jeune M. Antonio Gutierrez a succédé à l'« historique »

M. Marcelino Camacho à la tête de cette centrale.

M. Gutierrez a fait de la Communauté l'un des thèmes clés de son action et multiplie les visites dans les capitales européennes.

Tout comme ils doivent veiller à ce que l'espace social européen ne se réduise pas à un simple programme de minimas.

Et de poursuivre : « Tout le monde est bien sûr d'accord sur la nécessité pour l'Europe de se préoccuper de compétitivité. Mais il reste à définir les méthodes. Si l'Europe doit être basée sur la compétitivité de bas coûts salariaux, en pratiquant une espèce de dumping social, ce sera une Europe où les déséquilibres sociaux intérieurs iront croissant, empêchant toute véritable intégration. Une Europe où deux ou trois pays produiront, tandis que les autres consommeront ce que produisent les premiers. »

Pour le secrétaire général des Commissions ouvrières, « la recherche de la compétitivité ne passe pas par une simple réduction de coûts salariaux, mais bien par une coopération accrue, par exemple dans le domaine de la technologie et de la recherche, qui permettra à l'Europe d'acquiescer à la fois sa productivité et son autonomie ».

M. Gutierrez veut également en avant le thème de l'« homogénéisation des politiques de protection sociale en Europe ». Il affirme à cet égard : « La multinationalisation de l'économie conduit à homogénéiser toujours davantage les politiques d'emploi des différents gouvernements, ainsi que des entreprises. Il est indispensable que de leur côté, les syndicats harmonisent également leur réponse. Il faut par exemple que nous puissions repenser de concert nos tentatives de fragiliser l'emploi enregistrées dans la plupart des pays. »

Si les Commissions ouvrières entendent lutter en faveur de l'« Europe syndicale », elles ne pourrissent toutefois pas le faire à l'intérieur de la CEE (Confédération européenne des syndicats), au sein de laquelle la centrale communiste espagnole n'est toujours pas admise, en raison de l'opposition de l'autre grande centrale espagnole, l'UGT (Union générale des travailleurs) socialiste. « Notre intégration dans la CEE permettrait que toutes les grandes options existant parmi les syndicats européens soient représentées au sein de l'organisation », souligne M. Gutierrez, qui affirme toutefois avoir bon espoir que ce sera la chose faite lors du prochain congrès de la CEE, prévu pour 1991.

THIERRY MALINAK

Entrée en vigueur de la « dérégulation »

Les PTT, première société « privée » des Pays-Bas

Depuis le 1^{er} janvier, les PTT néerlandaises ne sont plus une entreprise d'Etat mais une société anonyme intervenant en tant que telle sur un marché largement dérégulé, notamment en matière de télécommunications. Cette double transition s'opère en douceur au terme d'un processus législatif qui aura duré trois années sans jamais soulever l'ombre d'un débat de société.

AMSTERDAM
de notre correspondant

Parler de « privatisation » des PTT serait abusif dans la mesure où leur propriété reste intégralement entre les mains de l'Etat : c'est en représentant de ce dernier que le ministre des transports et des voies fluviales, ministre de tutelle, et son homologue des finances, ont déposé devant notaire les statuts de la société anonyme PTT Nederland. Les textes se substituant à la loi de 1904 sur les postes et le télégraphe sont muets sur une éventuelle vente au public des actions de la nouvelle société anonyme, dont un porte-parole estime la valeur à 22 milliards de florins (66 milliards de francs). Cependant, cette étape n'est pas plus explicitement exclue, d'autant qu'elle s'inscrit bien dans la philosophie économique libérale du gouvernement, de centre-droit de Ruud Lubbers (chrétien-démocrate, CDA).

Mais, sans attendre, « Tante PTT » comme les Néerlandais surnomment affectueusement leur administration postale au sens large, celle-ci change dès maintenant d'organisation et de finalité.

Sa structure monolithique fait place à des filiales spécialisées (postes, télécommunications, prestations de services techniques et câble-distribution), chacune étant responsable de ses résultats.

Outre la refonte des districts postaux, dont le nombre passe de douze à cinq, et la segmentation du secteur des télécommunications en cinq « zones de clientèle » (consommateurs, entreprises, télématique, etc.), l'organigramme de la nouvelle direction illustre également la volonté des PTT d'être non plus « une administration rationnant en termes de monopole, mais une entreprise pensant en termes de clients et de marchés ».

concurrentes et de la rentabilité auxquelles elles sont désormais soumises.

La société anonyme hérite du monopole de l'émission des timbres et de l'administration des boîtes à lettres. Mais, en matière de trafic postal, sa concession exclusive ne couvre que les plus jusqu'à 500 grammes.

Mission de service public

En contrepartie, les PTT restent investies de missions de service public : desservir dans les mêmes conditions tous les Néerlandais, où qu'ils habitent, et prendre en charge le trafic international. Mais c'est surtout dans le domaine des télécommunications que la dérégulation produira ses effets les plus visibles.

Si les PTT néerlandaises se voient attribuer « la concession exclusive de l'installation, de l'entretien et de l'exploitation de l'infrastructure des réseaux fixes », avec l'obligation de s'adapter aux standards internationaux, la loi prévoit qu'elles se sont qu'« une entreprise comme les autres » pour la fourniture des services à valeur ajoutée tels les réseaux de transmission de données informatiques non ouverts au grand public, et pour la fourniture des appareils de télécommunications (téléphone, télex, télécopieur, centraux, répondeurs, téléphones de voiture). Ce marché est entièrement libéralisé.

Pour ne pas fausser la concurrence dès le départ, un double garde-fou a été prévu afin d'éviter que les revenus tirés par les PTT de leur monopole d'exploitation de l'infrastructure servent à subventionner leur activité de fournisseur d'appareils périphériques. Cette dernière activité doit être confiée à une société filiale à créer dans les cinq ans.

Par ailleurs, les PTT ne sont plus responsables de l'agrément technique, qui relève dorénavant d'instituts indépendants appliquant les normes définies par les pouvoirs publics. On notera que les matériels étrangers agréés dans leur pays d'origine et munis d'une déclaration de conformité ont également accès au marché néerlandais.

Dans la même logique concurrentielle, la loi émanant commercialement les PTT : elles jouissent d'une liberté totale pour fixer les prix de leurs appareils et des services qu'y sont liés. En ce qui concerne le tarif des prestations qu'elles exécutent, elles ont une marge de manœuvre certaine : les prix des timbres et du téléphone (abonnement et unités) peuvent évoluer au même rythme que l'indice des prix à la consommation. Ce système ne leur est pas défavorable : de 1981 à 1987, le téléphone a renchéri de 0,4 % par an en moyenne, alors que l'indice a affiché une hausse annuelle de 3,2 %.

Sans licenciement

Comme le gouvernement et le Parlement en étaient convenus, ces réformes ne doivent provoquer aucun licenciement ni, « dans la mesure du possible », aucun changement de fonction. Et « les nouvelles conditions de travail ne sont pas, dans leur ensemble, plus défavorables qu'avant ». Aussi bien sur le plan des salaires que sur celui des retraites. La convention collective 1980-1990, négociée parfois à l'apogée de la crise, prévoit même une prime de fin d'année en fonction des résultats de l'entreprise, et une étude sur l'intéressement à terme des salariés aux bénéfices. Le 1^{er} janvier, les PTT néerlandaises ont résolument tourné le dos au secteur public, dont du même coup à Philips sa couronne de premier employeur privé des Pays-Bas.

CHRISTIAN CHARRETIER

IEMI

INSTITUT EUROPEEN DE MANAGEMENT INTERNATIONAL

2^e SESSION RENTREE FEVRIER 89

Cycle accéléré aux étudiants de 1^{er} et 2^e cycle voulant changer d'orientation sans perdre une année

1^{er} CYCLE

2 ans de formation européenne de Management international en alternance études et stages européens

Londres Barcelone Stuttgart New-York

2^e CYCLE

LICENCE EUROPEENNE DES AFFAIRES avec le centre de management aux affaires de Genève

10 mois de management et de missions professionnelles européennes

ADMISSION

1^{er} CYCLE : BAC (ou équivalent) ou 1^{re} année classes préparatoires universitaires

2^e CYCLE : jeunes cadres, licence, DEUG, DUT, BTS ou diplôme étranger équivalent

FINANCEMENT A 100 % PRET ETUDIANT

INSCRIPTION APPELEZ LE :

(1) 42 66 66 82

IEMI : 71 RUE DU FAUBOURG SAINT HONORE - 75005 PARIS - Etablissement privé d'enseignement à Paris et à Rouen

THIERRY MALINAK

ALTERNATIVES ECONOMIQUES

n° 63 Janvier

URSS

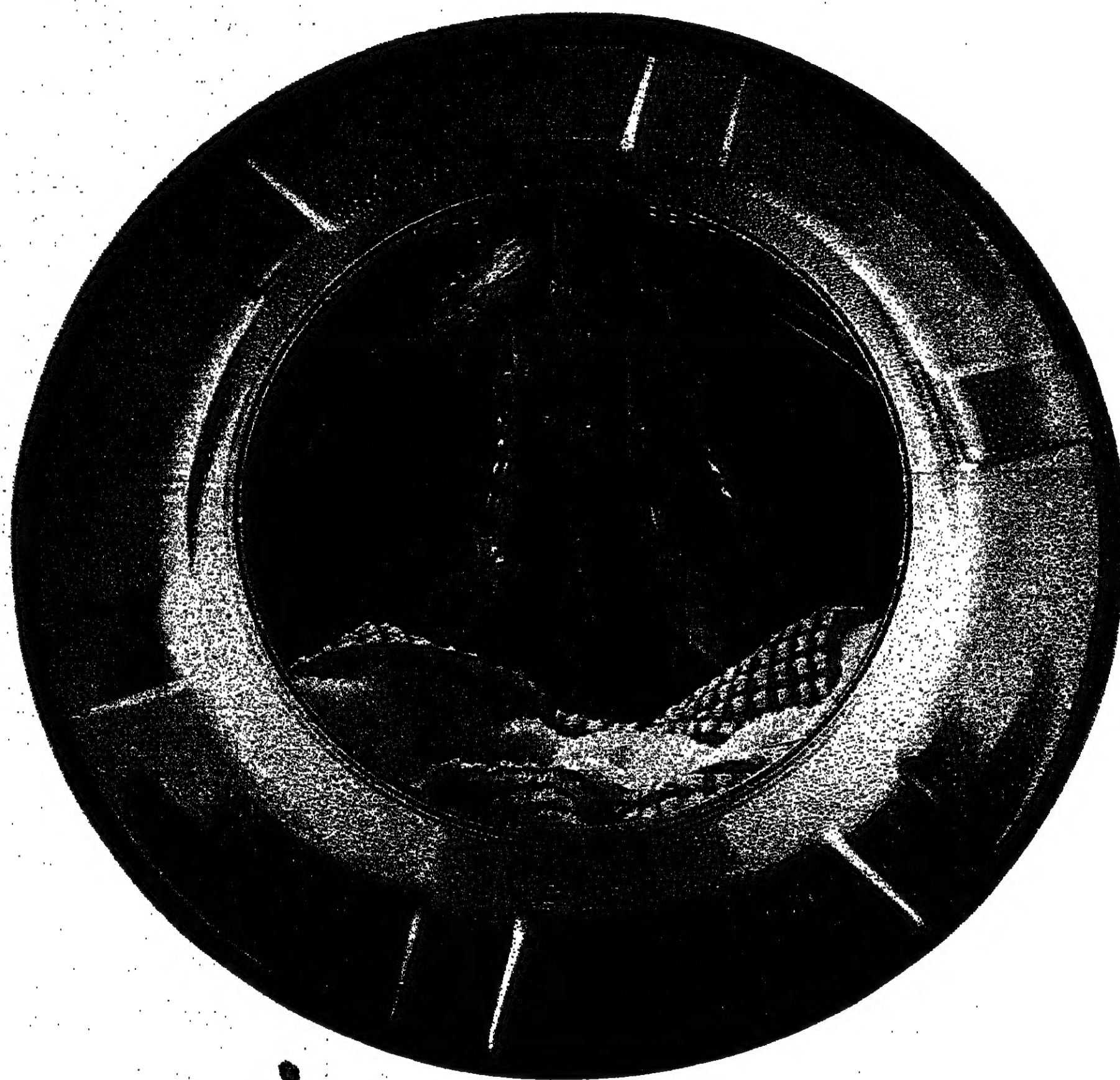
Quel avenir

17 F pour Gorbatchev ?

EN KIOSQUE

SIEMENS

Bon lavage la France !



QUE LES TAMBOURS FASSENT DANSER
DU BEAU LINGE ! QUE LES COULEURS
DE LA FETE S'AFFICHENT AVEC ECLAT !
SIEMENS SOUHAITE A TOUTES
LES CITOYENNES ET TOUS LES CITOYENS
UNE ANNEE 89 DOUCE ET SOYEUSE...

Siemens, une solide avance

مكنا من الأصل

Économie

SOCIAL

La succession à FO

Le « chemin de l'espérance » selon M. Claude Pitous

Dans un mois, M. André Bergeron, qui a fêté ses soixante-sept ans, le 1^{er} janvier, aura un successeur à la tête de FO. En attendant, la bataille entre les deux prétendants, M. Marc Blondel et M. Claude Pitous, fait rage à coups de pointages, de réactions de courants et de tentatives de dernière heure. Grâce à une souscription lancée auprès d'adhésions départementales et de fédérations, M. Pitous vient d'éditer, à compte d'auteur, un petit ouvrage théorique et pédagogique intitulé : *Principes et perspectives du syndicalisme réformiste* (1). Une démarche originale dans une bataille à tous égards inédite.

« Le temps des dogmes est derrière nous », écrit M. Pitous en conclusion. *Notre forme de syndicalisme va pouvoir, plus que jamais, s'épanouir.* « Celui qui fait officieusement figure de favori de M. Bergeron estime que la « voie réformiste », incarnée par FO, « représentera, de plus en plus, le chemin de l'espérance ». Il affirme sa volonté de substituer à l'image « caricaturale donnée à l'ensemble du syndicalisme », celle « d'un pôle de renouveau bien dans son temps, reposant sur des certitudes toujours valables et ne craignant pas les défis de l'avenir ». Tradition et réalisme.

Pour l'essentiel, le livre de M. Pitous est une synthèse des idées qu'il développe dans les cours de formation syndicale qu'il dispense au château de la Brèvière, près de Compiègne (le Monde du 19 décembre 1986), au cours desquels il indique ce qu'est FO et « vers où elle va ». Le texte de

M. Pitous n'aiste moins que dans ses cours sur le panorama international et la vision des autres organisations syndicales (et notamment de la CFDT) mais il met principalement l'accent sur les idéaux du syndicalisme réformiste. Les « nouveautés » se trouvent surtout à la fin du livre, dans le chapitre intitulé « La voie à suivre »...

Faisant allusion aux nouvelles formes de management, M. Pitous souligne que « tout ce qui est réalisé dans le sens de la modification des rapports salariés/employeurs ne transforme pas fondamentalement les oppositions d'intérêts découlant de la nature même de la société ». Evoquant l'échec européen de 1993 et les « défis » du troisième millénaire, M. Pitous écrit que le syndicalisme doit « privilégier le pragmatisme et la recherche du

contrat collectif sans pour autant écarter le recours à la grève dans le cadre d'un rapport de forces bien évalué. (...) La mutation de la société est telle que nous devons accentuer sans doute notre pratique du réel, refuser plus que jamais de nous enfermer dans les discours dogmatiques pour rechercher des solutions concrètes et rapides aux vastes problèmes se posant à nous. L'esprit réformiste trouvera là un épanouissement nouveau ainsi que la politique conventionnelle. »

Pratiquer la responsabilité

M. Pitous envisage à propos des nouvelles technologies ou de la protection sociale collective des « contrats engageant patronat ou gouvernements mais aussi le mouvement syndical. La pratique de la responsabilité deviendra la règle. S'il en va autrement nous ne maîtriserons rien et le mouvement syndical s'affaiblira. » Il refuse à la fois de « verser dans un modernisme creux » et de « rester sur des clichés venus tout droit du XIX^e siècle. Ainsi, sans transiger sur les principes, sans nous enfermer dans le débat des revendications modernes et de celles qui ne le sont pas, convient-il tout simplement d'être réalistes, de bien évaluer les problèmes rencontrés et de faire vivre nos syndicats là où sont aujourd'hui les salariés. » Bref, « le syndicalisme demain sera ainsi à la fois ce qu'il est aujourd'hui mais aussi il sera contraint d'évoluer », ne serait-ce que parce qu'« il agit dans une société différente. » En même temps, « l'avenir du syndicalisme passe par le rapprochement des différentes composantes du salariat et par la réactivation de la conscience de classe ». Tradition et réalisme.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Presses du SEIT, 137 pages.

REPÈRES

Commerce
Entrée en vigueur du traité américano-canadien

Le traité de libre-échange entre les États-Unis et le Canada, ratifié vendredi 30 décembre par le Parlement d'Ottawa, est définitivement entré en vigueur le 1^{er} janvier. Un simple échange de notes diplomatiques entre les deux capitales a permis la constitution officielle du grand marché nord-américain. Le président Ronald Reagan et le premier ministre canadien, tous deux en vacances au soleil, n'ont pas manqué de se féliciter mutuellement au téléphone de l'exemple qu'ils apportent au monde quant aux bienfaits de l'élimination des barrières commerciales.

SNCF
Grève du paiement des abonnés rouennais

À partir du 1^{er} janvier, les abonnés de la région de Rouen de la SNCF sont appelés à faire la grève du paiement du titre de transport, à l'appel de l'Association des voyageurs usagers du chemin de fer Le Havre-Rouen-Paris (AVURP). Cette-ci demande que le ministère des transports étende à ces usagers le bénéfice de la carte de travail et de la carte orange. Elle proteste contre une augmentation de 34 %, en deux ans, des tarifs d'abonnement sur cette relation.

Subventions
Nouvelles mesures soviétiques

Le gouvernement soviétique a décidé d'attribuer 1,5 milliard de roubles (14,4 milliards de francs) par an de subventions à la production de vêtements d'enfant à prix modique, a annoncé un vice-président du comité d'État pour les prix. Par ailleurs, les prix de vente au détail de produits de grande consommation, comme certains tissus, ont vu leurs prix abaissés de 10 % à 30 % à compter du 1^{er} janvier, la part de soutien apportée par le gouvernement se montant à 100 millions de roubles.

Fermeture des puits dans le Nord La dernière berline

LILLE
de notre correspondant

La dernière berline de charbon a été remontée, le vendredi 30 décembre, de l'étage 660 à la fosse Ladoix de Condé-sur-Escaut, dans le Valenciennais. De ce puits, ouvert en 1904, on a extrait quelque 33 500 000 tonnes de charbon. Le démantèlement des installations et le remblaiement dureront de quatre

à cinq mois. Dans cette fosse, l'effectif avait atteint 2 700 personnes en 1959. Il était, en cette fin d'année, de 459 personnes, pour lesquelles un plan de reclassement a été établi. Il ne reste plus, dans les houillères du Nord-Pas-de-Calais, que trois puits en activité, qui occupent 8 100 personnes. Celui de Wallers-Arenberg sera fermé dans quelques mois, puis les deux autres au plus tard en 1991.

AFFAIRES

Selon une agence de presse japonaise

Renault et Toyota auraient des projets communs

Renault s'associerait-il avec Toyota, le plus important constructeur d'automobiles japonais ? C'est ce qu'affirmait, le samedi 31 décembre, l'agence de presse nipponne Kyodo en faisant état de deux projets : la production commune en Colombie de véhicules tout terrain 4 x 4 dès l'an prochain, et celle de voitures de tourisme Toyota dans une usine Renault située en France, à partir de 1993. L'information ne faisait l'objet d'aucun commentaire, mardi 2 décembre, de la part du constructeur français, qui ne la démentait ni ne la confirmait.

Chant de hauts responsables de Toyota, l'agence japonaise indique que le groupe nippon prévoit de fabriquer conjointement avec Renault des Jeep Toyota en Colom-

bie. La production s'élèverait à trente mille unités dès le milieu des années 90. L'opération se déroulerait par l'intermédiaire de la Sofasa, une société détenue conjointement par Renault (pour 49,5 %) et l'État colombien, dans laquelle le constructeur japonais prendrait 15 % du capital, assure Kyodo.

Mais l'association irait encore plus loin : les deux constructeurs prévoient également de signer en mars prochain un accord pour produire environ cent mille voitures de tourisme par an à partir de 1993 (et donc après la création du grand marché européen) dans une usine Renault située en France.

Ces informations doivent néanmoins être prises avec prudence.

Dépôt de bilan surprise d'Air Limousin

LIMOGES
de notre correspondant

Coup de théâtre à Limoges : la compagnie aérienne Air Limousin a déposé son bilan le 30 décembre. Les liaisons quotidiennes qu'elle assurait à partir de Limoges vers Marseille, Toulouse, Brive, Nantes, Angers ont été provisoirement suspendues. Seule la continuité de la ligne Limoges-Lyon devrait être maintenue en raison de son importance économique pour la région.

On ne s'attendait pas à cette décision, alors que la continuité du trafic aérien à partir de Limoges (cent soixante mille passagers en un an) devait être assurée par une intégration de la Compagnie Air Limousin dans TAT (Transports aériens transrégionaux), la première compagnie française de troisième niveau (le Monde du 13 décembre 1988).

Un protocole d'accord avait été signé fin novembre entre Air Limousin, qui affichait un passif de 42 millions de francs, TAT et les trois collectivités copropriétaires de l'aéroport, le conseil général de la Haute-Vienne, la municipalité de Limoges et la chambre de commerce et d'industrie - qui acceptaient de faire une croix sur certaines dettes et de consentir certaines aides supplémentaires pour éviter une rupture de trafic.

C'est, semble-t-il, l'intransigeance de créanciers secondaires privés qui a fait capoter le projet de restructuration de la dette et conduit le PDG, M. Joël Blais, à déposer le bilan. Ce qui aura pour effet de retarder le paiement des échéances.

Le tribunal de commerce devait, le 2 janvier, tenter de « prendre rapidement toutes les mesures possibles pour éviter la paralysie du Limousin ».

G.C.

Une association d'aide aux personnes âgées face aux tracasseries administratives

« La Source » de tous les ennuis

Les ennuis s'acharnent sur M^{me} Brigitte Croff, la créatrice de l'association La Source, pourtant devenue une figure symbolique dans la mouvance des acteurs sociaux qui recherchent une solution au chômage avec les « emplois de proximité » (le Monde du 2 juin 1987).

Malgré ses indiscutables succès, l'association est en butte à de multiples tracasseries depuis que, il y a deux ans maintenant, à la faveur de la publication du rapport de M. François Dalle, son expérience sert d'exemple, voire de modèle, dans les réunions et les colloques où elle est invitée et citée. En partant de rien, elle a créé deux cent trente emplois pour des « auditeurs de vie » qui gagnent pour les deux tiers d'entre elles plus de 5 000 francs par mois et assurent, avec une vingtaine d'informaticiens, également rémunérés, un service payant d'aide à domicile auprès des personnes âgées.

Mais les obstacles ne manquent pas. Le dernier en date : à la veille de Noël, l'inspection du travail se rend dans les locaux de La Source, à Vincennes, et annonce un procès-verbal sévère. L'association fonctionnerait illégalement, pratiquerait le « placement payant » et dégrèverait au monopole de l'ANPE.

Voilà des mois qu'une autre administration, celle des impôts, réclame le versement de la TVA et ses arriérés, pour environ 100 000 F, sous le prétexte que La Source pourrait être assimilée à une société d'intérêt et que son caractère désintéressé n'est pas prouvé. L'association, prétend-on, « n'assure pas la couverture de besoins insuffisamment pris en compte par la collectivité ou le secteur commercial ». En d'autres termes, le service rendu par La Source aux personnes âgées existe déjà et n'a pas lieu d'être développé dans des conditions fiscales qui constitueraient une concurrence

déloyale. Soit l'aide ménagère est assurée gratuitement pour les personnes âgées aux ressources insuffisantes, soit le secteur privé fournit des prestations identiques mais avec un coût plus élevé.

Dans chacun des cas, c'est en fait l'originalité du montage réalisé par M^{me} Brigitte Croff qui est visée. L'association, mandataire, met en relation des personnes âgées qui ont physiquement et psychologiquement besoin d'être aidées avec des bénévoles de vie, des femmes en chômage de longue durée principalement. A raison de 35 F de l'heure, ou de 220 F pour une nuit de garde, payés directement par le client, exonérés des charges sociales patronales, celui-ci s'accorde un service qui n'aurait pas été pris en charge par les bureaux d'aide sociale ni les DDASS (direction départementale d'action sanitaire et sociale). Et qui n'aurait pas été davantage sollicité au prix de 54 F de l'heure, comme cela se pratique parfois...

Produit d'appel

Pour fonctionner, le système suppose que chaque famille cliente verse à l'association une cotisation mensuelle de 200 F, qui sert en fait à couvrir les frais de gestion de la structure. Il suppose également que chaque personne employée s'acquitte d'une cotisation de 100 F ou de 200 F par mois, selon que les revenus tirés de l'activité sont inférieurs ou supérieurs à 5 000 F mensuels. En contrepartie, les bénévoles de vie participent à des sessions de quatre heures par mois, pour parfaire leur formation et favoriser l'essen-

Le Source devrait être l'employeur, faute de quoi l'association serait une officine de placement.

Ne bénéficiant d'aucune subvention, la directrice de La Source ne comprend pas ce qui lui arrive. Elle crée des emplois, fournit un service recherché et ne coûte rien à l'État. Alors que tout le monde est à l'affût de dispositifs susceptibles de favoriser le retour à l'activité des chômeurs les plus démunis et rêve de faire « émerger » de nouveaux types d'emplois dans les services, elle a l'impression que son action correspond précisément à ce que M. Philippe Séguin puis M. Jean-Pierre Soisson appellent de leurs vœux.

Dans les prochains jours, La Source signera enfin une convention avec la Fédération de la mutualité parisienne (FMP). L'association sera intégrée dans un nouvel ensemble qui s'engage à la développer, rémunérera son personnel permanent et lui fournira des locaux. Des antennes s'ouvriraient en banlieue.

Ennui mis à part, ainsi s'achève une période pendant laquelle la réputation de La Source a éveillée bien des appétits. Des compagnies d'assurance ou même de grands établissements financiers auraient bien voulu récupérer à leur profit le renom de l'association au sein d'une fondation. Avec son image, certains espéraient s'ouvrir le marché, promouvoir, de la dépendance à un moment où la population française vieillit. La Source aurait servi de produit d'appel pour vendre, ensuite, du contrat garantissant pour plus tard des soins ou une aide à domicile, en complément d'un plan d'épargne-retraite.

Il n'empêche. Outre le temps perdu, on a pris le risque de décourager une volonté agissante. Alors qu'il fallait encourager l'initiative et l'étendre à d'autres agglomérations que Paris.

ALAIN LEBEAUE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DUROC GESTION

Société anonyme au capital de 500.000 F - R.C.S. : PARIS B 343 097 812
5, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS - Tél. : (1) 49.27.64.00
Société pour la gestion de fonds communs de placement

Changement de gérant des fonds communs de placement EPARCOURT 1, 6 ET 7 ET CROISSANCE REGION CENTRE EST

Nous informons les porteurs de parts des fonds communs de placement EPARCOURT 1, 6 et 7 et CROISSANCE REGION CENTRE EST que, conformément à l'article 15 de la loi n° 79-594 du 13 juillet 1979 et l'article 5 du décret n° 83357 du 2 mai 1983, le président du tribunal de commerce de Paris, par une ordonnance du 19 octobre 1988, désigné la Société anonyme DUROC GESTION (filiale du réseau des Caisses d'Epargne Ecureuil et de la Caisse des Dépôts et Consignations) en remplacement de la société EPARFONDS en qualité de gérant des fonds visés ci-dessus, à compter du 2 janvier 1989. Ce changement est lié à la mise en place d'une nouvelle organisation entre le groupe de la Caisse des Dépôts et le réseau Ecureuil pour la gestion des fonds communs de placement distribués par ce dernier. Il ne constitue qu'une opération interne de caractère purement technique qui n'affectera ni les caractéristiques des fonds communs de placement, ni les conditions dans lesquelles la gestion de l'actif de ces fonds communs est assurée.



ALTERNATIVES ECONOMIQUES n° 63
Janvier

H. NALLET
défend la P.A.C.
dans Alter Eco

NIXDORF COMPUTER
IETH

2^e Cycle de Management et d'informatique appliqués au Tourisme et à l'Hôtellerie

2^e SESSION RENTREE FEVRIER 89

L'IETH et NIXDORF COMPUTER s'associent pour former des Cadres de haut niveau en décision et implantation informatique dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie.

FORMATION EN 10 MOIS
DIPLOME DOUBLE COMPETENCE
MANAGEMENT ET INFORMATIQUE
OPTION : Tourisme et Hôtellerie
Admission : BTS, DUT, DEUG ou LICENCE
Financement à 100 % - Pré-étudiant

INSTITUT EUROPEEN DE TOURISME ET D'HOTELLERIE

INSCRIPTION - APPELEZ LE :
(1) 42 66 66 82

IETH 11, rue du Fauhourg-Saint-Hippolyte - 75016 PARIS - Tél. : (1) 42 66 66 82
Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur Européen

Atelier de Paul

Et si l'on

AI

AVEC L'AND

EL INSTITUTO DE ANDALUCIA

DE ANDALUCIA

POSTURO DE FOMENTO DE ANDALUCIA

Économie

La chronique de Paul Fabra

NUTILE, la saison des vœux étant revenue, de chercher loin pour trouver à quoi les appliquer. Michel Rocard nous a offert un thème excellent : « le déverrouillage ». La preuve qu'il correspond à un véritable besoin, et à un besoin profondément ressenti depuis longtemps, est qu'il a ses lettres de noblesse. Il n'est pas sans rappeler le mémorable programme qu'avait présenté en d'autres temps un autre premier ministre. Le discours sur « la société bloquée » prononcé devant l'Assemblée nationale le 16 septembre 1988 valut à son auteur une réputation durable de réformateur. Si, dix-neuf ans après, son successeur parle de la nécessité de « déverrouiller », serait-ce que le déblocage n'a pas eu lieu ? Il serait injuste de prétendre que la société française ne s'est pas affranchie, entre temps, de certaines contraintes d'elles-mêmes. Il en est résulté, me semble-t-il, dans l'ensemble une plus grande convivialité, même si on a encore trop souvent l'occasion de faire l'expérience du contraire.

« Pour ce qui est des décisions qui ne dépendent que de la puissance publique, derrière le mot de déverrouillage, je mets plusieurs volontés », déclarait récemment le premier ministre à notre confrère Libération (entretien publié dans le numéro du 23 décembre). Parmi ces volontés auxquelles se réfère Michel Rocard, j'en citerai ici deux. « Mettre l'accent sur la connaissance des problèmes de relations humaines. Vous avez, dans tout le secteur public, des hommes qui sont au commandement et qui ne savent pas suffisamment ce que c'est que négocier... ». L'autre complète

Et si l'on demandait à la dactylo ce qu'elle en pense ?

heureusement la précédente : « L'ouverture partout (fonction publique, entreprises publiques...) à l'idée d'associer les gens jusqu'aux chauffeurs, aux dactylos, aux plantons, à la question : Comment améliorer ce qu'on fait ? »

Les spécialistes en communication vous diront qu'il est vain d'attendre une amélioration en profondeur des relations à l'intérieur d'une communauté quelconque si cette dernière, simultanément, ne s'attache pas à entretenir avec le monde extérieur des rapports plus confiants. En poussant à l'extrême ce principe, on débouche sur le grand débat qui, plus que tout autre, a marqué le vingtième siècle et a constitué, sur le plan de l'organisation politique, rien moins que l'enjeu de la seconde guerre mondiale. C'est le philosophe Henri Bergson qui, probablement, à l'époque moderne, a le premier formulé les termes du choix entre société ouverte et société fermée (d'autres ont par la suite revendiqué la paternité de ces expressions, Karl Popper notamment).

De cela, Michel Rocard est bien conscient aussi, et pas seulement en théorie. La question qu'il veut entendre poser à tous les échelons dans toutes les administrations et dans toutes les entreprises publiques — « comment améliorer ce qu'on fait ? » — vise directement ou indirectement ce qu'on fait pour les autres. C'est en voulant se faire plaisir à elle-même qu'une administration (la remarque vaut autant

pour une firme privée) devient bureaucratie.

C'est un fait heureux que les services administratifs, même ceux où la notion d'autorité continue à passer largement devant celle de service, traitent aujourd'hui, d'une façon générale — ce qui implique des exceptions, — les usagers avec plus de respect, d'amabilité qu'ils n'avaient l'habitude de le faire auparavant. Certaines instructions remontant à l'époque où M. Valéry Giscard d'Estaing était président de la République sont passées par là. Mais, depuis lors, les mêmes efforts d'ouverture ont été poursuivis, à l'exception notable, pendant les deux ou trois premières années du premier mandat de M. François Mitterrand, de la douane, bien décidée à voir dans tout inculpé un coupable et dans tout coupable une bête malfaisante.

Essayez de téléphoner — un exemple choisi au hasard parmi tant d'autres — à tel ou tel bureau de l'URSSAF (Union pour le recouvrement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocation familiale) : si vous avez encore le souvenir d'une quelconque déconvenue où l'impossibilité d'obtenir l'information désirée vous valait en prime une ridicule rebuffade, vous serez, neuf fois sur dix (et la dixième fois, il y a bien une petite chance que ce soit votre faute), agréablement surpris. Le renseignement vous sera communiqué avec conscience et précision, et l'on fera, s'il le faut, avec célérité, les recherches nécessaires.

Mais on ne chasse pas les vieux réflexes si aisément : c'est souvent dans l'écrit qu'on trouve non seulement les traces ou vestiges d'une longue tradition en vertu de laquelle l'administré est d'emblée mis à sa place d'assujéti, mais encore les marques, aussi impérieuses qu'un coup de sifflet ou une sonnerie d'usine, d'un tel comportement.

Prenons, encore une fois, presque au hasard, le questionnaire adressé par l'organisme cité un peu plus haut à l'auteur d'un court éditorial, deux feuillets, écrit à tire de pige (rénuméré à l'article) pour une publication à petit tirage où il a dû, en l'espace de trois à quatre ans, donner tout au plus trois papiers, évidemment déclarés soigneusement et par l'employeur et par l'employé. Le questionnaire comprend trois feuillets, vingt-quatre questions. Même pour celles où la réponse requise consiste à tracer une croix dans la case « oui » ou dans la case « non », ces cases sont suivies de plusieurs lignes pour y transcrire l'explication ou la justification de ce « oui » ou de ce « non ».

Si l'on prend au sérieux ce formulaire — et comment ferait-on autrement, — la lettre d'envoi prévenant qu'« une réponse complète et précise est indispensable même si des cotisations de Sécurité sociale sont acquittées pour votre compte par d'autres employeurs si vous versez personnellement des cotisations (...) au titre de la présente activité ou d'une autre activité professionnelle », si donc on entreprend de les remplir

consciencieusement, on risque d'y passer autant de temps qu'à rédiger le texte qui a provoqué la curiosité quasi illimitée de l'Union pour le recouvrement des cotisations, etc.

QUE répondre, avec le souci d'être complet et précis, à la question n° 4 ainsi libellée : « Recevez-vous des ordres ? Si oui, de quelle nature ? ». Ce qui me gêne le plus et cloque mon stylo littéralement, dans l'impossibilité où je me trouve de le faire avancer, au début de la première des quatre lignes laissées pour la réponse, c'est la « nature » des ordres que je pourrais recevoir. Ces ordres ne seraient-ils plus simplement des ordres ?

Après les questions n° 6 CTU56 (« Êtes-vous astreint à un horaire ou à une présence à période fixe dans les locaux de l'entreprise ? Si oui, lequel ? »), n° 7 (« Devez-vous rendre compte de votre activité ? Verbalement ou par écrit ? Suivant quelle périodicité ? »), n° 8 (« Le délai d'exécution du travail est-il imposé par l'employeur ? Fixé par vous-même ? Déterminé d'un commun accord ? »), suit une question portant le n° 9 et rédigée, afin que nul n'en ignore le contenu, de la façon suivante : « Vos travaux sont-ils soumis à un contrôle ? Si oui, dans quelles conditions ? »

Et si l'on demandait à la dactylo ce qu'elle pense de ce texte dont l'envoi, semble-t-il, est dû au fait que le pige avait été avec l'assentiment exprès du contrôleur des impôts) déclarée constituer des honoraires et non un salaire ? Mais, allons au plus pressé, la réponse doit être adressée « dans les moindres délais ».

AVANCEZ AVEC L'ANDALOUSIE



EL INSTITUTO DE FOMENTO DE ANDALUCIA*

offre les moyens à sa disposition:

- ▲ Pour que votre projet réussisse, nous mettons à votre disposition des concours techniques et financiers.
- ▲ Nous appuyons votre gestion industrielle et commerciale.
- ▲ Nous vous apportons l'information nécessaire et vous conseillons convenablement.
- ▲ En unissant nos efforts, votre entreprise avancera avec nous. Nous avons misé sur le développement socio-économique de l'Andalousie pour que nous soyons tous gagnants.

Avda. San Francisco Javier, 15
Edificio Capitullo, 3º Pta.
Tél: (954) 66 17 11 - 66 28 56
Fax: 66 03 60
41018 SEVILLA

INSTITUTO DE FOMENTO DE ANDALUCIA

L'INSTITUT DE DEVELOPPEMENT DE L'ANDALOUSIE

JUNTA DE ANDALUCIA

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice global, de base 100: 21 décembre 1987

23 déc. 30 déc.

Valeurs franc. à rev. variable	142,4	144,3
Valeurs étrangères	118,3	119
Nickel-Energie	139,4	142,8
Chimie	136,2	139,4
Métallurgie, sidérurgie	184,1	187,9
Electricité, électronique	184,8	188,8
Industrie et matériaux	135,6	139,5
Ind. de consommation non alim.	150,8	153,3
Agro-alimentaire	184,8	188,3
Distribution	142,3	144,8
Transport, télécom.	182,3	187,8
Assurances	138,4	141,5
Credit banque	138,8	139,3
Biens	89,5	100,8
Immobilier et foncier	81,4	82,8
Investissement et portefeuille	138,7	140,8
Base 100: 31 décembre 1987	100,0	100,0
Valeurs franc. à rev. fixe	105,3	105,4
Emprunts d'Etat	105,3	105,8
Emprunts garantis et assimilés	104,3	104,9
Sociétés	104,8	104,7

Base 100 en 1949

Valeurs franc. à rev. variable

Valeurs étrangères

Base 100 en 1972

Valeurs franc. à rev. variable

Valeurs étrangères

Base 100: 31 décembre 1988

Indice des val. franc. à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunts garantis et assimilés

Sociétés

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100: 31 décembre 1981

Indice global

Produits de base

Construction

Biens d'équipement

Biens de consommation durable

Biens de consommation non durable

Biens de consommation alimentaire

Services

Sociétés financières

Sociétés de la zone franc

exploitant principalement

à l'étranger

Valeurs industrielles

Base 100: 31 décembre 1981

Indice global

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en millions de francs

(en millions de francs)

22 déc. 1988

Total actif

dont:

Or

Disponibilités à vue à l'étranger

ECU

Avances au Fonds de stabilisation des changes

Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire

Concours au Trésor public

Titres d'Etat (bons et obligations)

Autres titres des marchés monétaire et obligataire

Effets privés

Effets en cours de recouvrement

Total passif

dont:

Billets en circulation

Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves

Compte courant du Trésor public

Reprises de liquidités

Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Comptes des allocations de droits de tirages spéciaux

ECU à livrer au Fonds européen de coopération monétaire

Reserve de réévaluation des monnaies publiques en or

TAUX DES OPERATIONS

- Taux de la dernière opération sur appel d'offres

- Taux des primes à 6 à 10 jours

- Taux d'escompte

- Taux des avances sur titres

(Publicité)

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Construction

du poste de transformation d'énergie électrique 400/225/63 kV de MOULAIN

sur le territoire de la commune d'HAUCOURT-MOULAIN

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUETE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Par arrêté en date du 20 décembre 1988, une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de création à l'échelon de tension 400 kV de MOULAIN sur le territoire de la commune de HAUCOURT-MOULAIN a été prescrite.

Cette enquête aura lieu du 16 janvier 1989 au 15 février 1989 inclus à la sous-préfecture de BRIEY et à la mairie de HAUCOURT-MOULAIN.

Le public pourra prendre connaissance du dossier d'enquête aux jours et heures habituels d'ouverture de ces administrations et consigner ses observations sur les registres prévus à cet effet ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur à la sous-préfecture de BRIEY.

M. René MARTIN, commissaire-enquêteur, recevra les personnes intéressées à la mairie d'HAUCOURT-MOULAIN le mardi 31 janvier 1989 de 14 heures à 17 heures.

Son rapport ainsi que ces conclusions motivées pourront être consultés, à l'issue de l'enquête à la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, à la sous-préfecture de BRIEY ainsi qu'à la mairie d'HAUCOURT-MOULAIN.

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 L'enquête après l'attentat contre l'avion de la Pan Am. - Le cinquantenaire du rattachement. 6 Territoires occupés : expulsions d'une ampleur sans précédent. 8 Accord de non-agression nucléaire entre Israël et New-Délin.	9-10 Les vœux du président de la République et l'annonce d'une réforme des lois sur l'immigration.	12 Un entretien de M. Michel Rocard avec le Monde de l'éducation. - Suicide d'un haut fonctionnaire à La Roche-sur-Yon. 14 Sports.	22 « La Couronnement de Poppée » bientôt au Châtelet. - Boulez s'en va-t-en guerre. - Cinéma : le Navigator, de Vincent Ward. 12 Communication.	30 L'Espagne et la présidence de la CEE. 32 La succession à FO. 33 La chronique de Paul Fabra.	Abonnements 2 Annonces classées 24 à 29 Carnet 29 Légion d'honneur 16 Météorologie 15 Mots croisés 15 Radio-télévision 15 Spectacles 23	● La bible politique 88...POL ● Le bilan économique 88...REC ● L'année 1988 à travers le monde...INT ● Un œil sur la cote, l'autre sur votre portefeuille...BOURSE 3615 tapez LEMONDE

GRÈCE

Le président Sartzetakis se démarque de M. Papandréou

Dans le discours qu'il prononce traditionnellement à la veille du Nouvel An, le président de la République grecque, M. Christos Sartzetakis, a déclaré que « la crise politique très profonde traversée par le pays » se résoudra à l'occasion des prochaines législatives, pulque « le peuple se prononcera librement au plus tard en juin 1989 ».

Selon les observateurs à Athènes, c'est la première fois que le chef de l'Etat prend ses distances, de façon aussi marquée, par rapport au gouvernement socialiste de M. Andreas Papandréou, qui, à plusieurs reprises ces derniers temps, a affirmé que les élections auraient lieu, comme prévu, le 18 juin prochain. En effet, M. Sartzetakis ne semble pas exclure une consultation anticipée.

Le président de la République devait rencontrer, lundi, les chefs de l'opposition, M. Mitsotakis pour la Nouvelle Démocratie (conservateur) et M. Charilaos Florakis pour le Parti communiste, pour examiner la situation politique après les scandales politico-financiers de ces deux

derniers mois. Les formations de gauche et de droite de l'opposition soutiendraient que M. Sartzetakis intervienne auprès de M. Papandréou pour la tenue d'élections anticipées.

Dans son discours, le chef de l'Etat a par ailleurs fait l'éloge de la presse, qui, tout au long de l'automne, a fourni les « éléments nécessaires ayant permis d'élucider certains de ces scandales ». Sur ce point également, M. Sartzetakis s'est démarqué du chef du gouvernement, qui avait accusé, jeudi et vendredi, plusieurs journaux de « fabrication d'informations » et de « créer des développements politiques » servant des intérêts privés.

Enfin le président de la République a lancé un appel à la « vigilance » afin que la crise politique ne dégénère pas en une « crise nationale aux conséquences désastreuses ». « Dans les régimes démocratiques », a-t-il dit en conclusion, les impasses n'existent pas, car la démocratie a les moyens de surmonter toutes les crises. » (AFP.)

Une « première »

M. Chevènement a adressé ses vœux télévisés aux armées

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, a adressé, dimanche 1^{er} janvier, en direct sur la Cinq, ses vœux à l'ensemble des personnels civils et militaires. Pour cette première — c'est en effet la première fois qu'un ministre de la défense adresse ses vœux par la télévision aux forces armées — M. Chevènement s'est entretenu avec des représentants de plusieurs unités, représentant les trois armées basées à l'étranger (Tchad, Liban et océan Indien) et dans les départements et territoires d'Outre-mer.

Le ministre, qui s'exprimait depuis le centre opérationnel des

armées à Paris, a souhaité que l'action de ces personnels de la défense nationale et leur « dévouement soient un exemple pour tous les Français et les engage en 1989 à mieux considérer encore nos armées qui veillent sur la paix ».

Rappelant que cette année 1989 serait également celle du bicentenaire de la Révolution française, M. Chevènement a évoqué « la victoire de Valmy, qui est la victoire de l'An I de la République et qui est le symbole de l'étrange union qui doit exister entre l'armée et le pays ». La bataille de Valmy remportée en 1792 contre l'armée prussienne sera commémorée en grande pompe, en septembre prochain, en présence du chef de l'Etat.

Au cours d'une liaison avec la brigade de Boulogne-sur-Mer en Nouvelle-Calédonie, le ministre de la défense a rendu un hommage particulier aux gendarmes en poste sur le territoire, « qui représentent sans conteste, a-t-il dit, un corps militaire respecté par l'ensemble de nos concitoyens et dont plusieurs membres ont payé de leur vie, sur cette terre française, l'accomplissement de leur mission ».

La préparation des élections municipales

A Epinal : M. Séguin souhaite rassembler « au-delà des clivages politiques »

EPINAL de notre correspondant

Bien qu'il n'ait pas encore officiellement annoncé sa candidature à un nouveau mandat, le maire sortant d'Epinal, M. Philippe Séguin, a lancé la campagne électorale en présentant ses vœux à la presse, vendredi 30 décembre. M. Séguin a précisé comment il entend continuer sa liste, face notamment à une liste de gauche ayant à sa tête le premier secrétaire de la fédération socialiste, M. Jean-Paul Houvion.

Selon l'ancien ministre des affaires sociales, « la situation nationale et locale est différente de celle de 1983 », car « la correspondance entre le débat national et le débat local est moins évidente qu'il y a quelques années ». En 1983, « les maires étaient des enjeux politiques autant que des enjeux locaux ».

En outre, M. Séguin estime qu'il n'y a pas « deux types d'options radicalement opposées au sein d'Epinal » et que « l'enjeu sera de décider qui est le plus apte à conduire la ville vers les objectifs qui s'imposent à tous ».

Ainsi M. Séguin souhaite-t-il « réunir le maximum de bonnes volontés, le maximum de compétences dans les instances les plus diverses et au-delà des clivages politiques ». Ainsi le maire entend-il recueillir le bénéfice de l'esprit d'ouverture et de tolérance qui lui a été souvent reconnu, y compris par ceux qui ne partagent pas ses options politiques.

CLAUDINE CUNAT.

A Brest : un candidat centriste contre le maire sortant RPR

BREST de notre correspondant

M. Yannick Marzin, conseiller général UDF, a annoncé le 1^{er} janvier, sa candidature aux élections municipales à Brest (Finistère). Il était jusqu'à présent resté silencieux sur ses intentions. Sa victoire remportée en franc-tireur aux dernières canoniales, dans le centre de Brest, contre le candidat officiel de la droite RPR-UDF lui avait mis le pied à l'étrier. M. Marzin se place ainsi, juste avant les négociations nationales qui devaient avoir lieu le 5 janvier, et il annonce d'ores et déjà qu'il n'a pas l'intention de se retirer.

« Quel que soit le résultat des négociations nationales », a-t-il déclaré, « je ne me déroberai pas. Il existe à Brest un courant porteur en faveur des centristes et des libéraux ».

On se dirige donc vers des primaires à droite, car M. Georges Kerbrat (RPR), le maire sortant, a tenu à souligner, quelques heures avant l'annonce faite par le candidat centriste, qu'il sera en mars tête de liste RPR-UDF. Une décision qui résulte, selon lui, d'un accord national datant du 20 décembre, au terme duquel M. Marzin sera son premier adjoint. — G.S.

Sur le vif

Carnet d'adresses

Comment vous faites, vous, chaque année, question carnet de rendez-vous, d'adresses et tout ? Moi, depuis un temps fou, je me contentais d'un vieux agenda de poche déformé, avachi, taché, pour pas avoir à recopier la liste alphabétique de mes connaissances et de mes amis. C'est pas qu'elle soit bien longue, j'y écris pas n'importe qui, mais bon, la barbe ! Et puis, à Noël, la cata ! On m'en a offert un neuf, d'agenda. Du coup, me voilà dans les affaires. Cui je garde et qui je jette ?

A la lettre F, tant pis cas de conscience. Un couple. Ebréché, à moitié cassé. Lequel je jette, elle ou lui ? Lui, c'est un marant, un solide. Elle, une âme sensible, une fragile... Bon, aller à la trappe. Ah ! Et puis tiens, ça me va à qui j'avais promis, juré, craché, un service. Il attend toujours. Et je lui en veux à mort. Normal : chaque fois que je vois son nom, ça me file des remords. Qu'est-ce que je fais ? Je le laisse où il est. Il attendra à jamais.

Celle-ci, pareil. C'est la patronne d'un grand magazine féminin. Une offre fabuleuse : un article minuscule, contre une pige colossale. Elle a même pré-

cié : « Ne m'appelle pas, pas la peine, je vous rappelle avant la fin de la semaine pour confirmer. » Et puis, rien. Je la laisse tomber. Tant pis pour elle ! L. M. N. ce sera vite expédié. Un péché, j'en ai plus l'usage. Deux décès. Une broutille à vis. Un collègue au chômage, qu'il y reste.

Ce qui est moche, ça bouffe toute la place et ça fait désordre, c'est cette saloperie de codes d'accès à l'autorité des immeubles passés huit heures du soir. Ça change tous les six mois. A chaque fois, faut rayer, rajouter, rebarrer au risque de se tromper de figure et de pétolet dans le noir une porte à clavier rétive, que vos carresses laissent de bois.

Là j'ai presque fini. J'en suis à V, W et X, Y, Z. Je recopie tout. Bien obligé. Tout d'est rien. Rien que trois personnes perdues de vue, mais bien en vue sur mon calepin. Exprimé. Si par hasard j'en rencontre une quatrième et que j'inscrive ses coordonnées devant elle sur une page blanche, j'aurai l'air de quoi ? De quelqu'un qui connaît pas un chat.

CLAUDE SARRAUTE.

M. Murdoch relance son OPA sur l'éditeur William Collins

M. Rupert Murdoch, patron du groupe de communication News International, a relancé l'offre publique d'achat (OPA) de 4 milliards de francs. Selon les journaux britanniques, ce mystérieux « chevalier blanc » ne serait autre que le Groupe de la Cité, deuxième éditeur français, particulièrement présent dans le domaine des dictionnaires avec l'ensemble Larousse-Nathan. La direction du Groupe se refuse, pour l'instant, à tout commentaire.

OPA inamicale, affirmant qu'un groupe — dont l'identité n'était pas révélée — était sur le point de faire une OPA de 4 milliards de francs. Selon les journaux britanniques, ce mystérieux « chevalier blanc » ne serait autre que le Groupe de la Cité, deuxième éditeur français, particulièrement présent dans le domaine des dictionnaires avec l'ensemble Larousse-Nathan. La direction du Groupe se refuse, pour l'instant, à tout commentaire.

EN BREF

● Nomination à Europe 1. — M. Martin Brissac, secrétaire général des activités radio du groupe Europe 1 Communication, est nommé, à compter du 1^{er} janvier, directeur du développement FM et de la diversification de l'activité radio du

groupe. A ce titre, il assurera notamment la responsabilité d'Europe 2 (quatre-vingt-cinq stations FM abonnées en France et troisième réseau national en audience) et de Régie Radio Music (la régie commerciale du programme), dont il est le gérant, ainsi que du développement de l'activité radio dans le domaine des nouveaux médias.

● Léo Kirch démissionne plus de 26 % de Springer. — La distributeur de films municipaux Léo Kirch démissionne ou indirectement plus de 25 % du capital du géant de la presse écrite ouest-allemande, Axel Springer Verlag AG. C'est ce qu'a annoncé, le 30 décembre, l'Office fédéral des cartes à Berlin-Ouest, alors même que la société Springer affirmait n'avoir encore reçu aucune notification de la part de Léo Kirch ; selon elle, celui-ci ne démissionne que 10 % des actions. L'Office des cartes, que la société Taurus Film de M. Kirch a informé de sa nouvelle participation dans Springer, avait fait savoir, le mois dernier, qu'il ne s'opposait pas à la volonté du groupe municipal de porter sa part de 10 % à plus de 25 %.

Deux disparitions

Le musicologue Massimo Mila

On apprend la disparition à Turin du musicologue italien Massimo Mila. Il était âgé de soixante-dix-huit ans. Auteur d'une thèse sur le mélodrame chez Verdi, cet antifasciste de la première heure (il fit cinq ans de prison dans les années 30) avait enseigné la musicologie à l'ex-réseau d'Italie et dirigé sa thèse sur le polyphonisme. Il avait enseigné pendant près de trente ans l'histoire de la musique à l'université et au conservatoire de Turin. Critique à la Stampa, il avait publié plusieurs ouvrages spécialisés (sur Verdi, Stravinski) ainsi qu'une Petite histoire de la musique, qui reste un best seller en Italie.

Le peintre Claude Georges

On apprend la mort du peintre Claude Georges, survenue lundi 26 décembre à Montauban. Il était âgé de cinquante-neuf ans. Né le 29 avril 1929 à Fumay (Ardennes), il avait commencé par mener de front la peinture et des études scientifiques poussées à l'université de Lille. Il se produisit en 1953 à Paris où il est bien reçu parmi les peintres informels. Sa première exposition particulière a lieu en 1955 à la Galerie René Drouin. Les galeries Le Point Cardinal et Regards, prendront la relève. En perpétuel renouvellement, sa peinture s'oriente vers l'évocation de purs espaces mentaux, l'appréhension du monde futur aux antipodes de la science-fiction. Elle donne ainsi les « images d'un fantastique moderne », comme l'écrit Geneviève Bonneton dans la monographie publiée pour sa rétrospective présentée en 1982 à l'abbaye de Beaulieu.

ROBERT BEAULIEU

FOURRURES

TOUT DOIT DISPARAITRE

-60%

AVANT MISE EN PLACE DE LA COLLECTION 1989-1990

2, RUE DE SÈVRES PARIS 6^e
59, RUE LA BOÉTIE PARIS 8^e

NEUBAUER
et son équipe
vous souhaitent une bonne année 1989
en **PEUGEOT**

7, bd. Gouvion St-Dr 75017 PARIS ☎47.66.02.44
10, rue Curmoussy 75017 PARIS ☎42.70.51.50
4, rue de Châteauneuf 75009 PARIS ☎42.66.54.34
221, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

A C D E F G H